L'État islamique, ou *Da'ech*, apparaît aujourd'hui, dans les médias et les représentations politiques, comme l'adversaire absolu de l'Occident, celui qui multiplie attentats et actes de barbarie, qui met le Moyen-Orient à feu et à sang et qu'il faut combattre à tout prix.

À l'origine de cet état de guerre perpétuelle et de ce chaos dans lequel ont sombré les populations civiles, il y a, bien entendu, l'intervention américaine du printemps 2003, qui fit des sunnites, accusés d'avoir soutenu le régime de Saddam Hussein, des parias dans le jeu politique irakien, et qui a laissé derrière elle un champ de ruines.

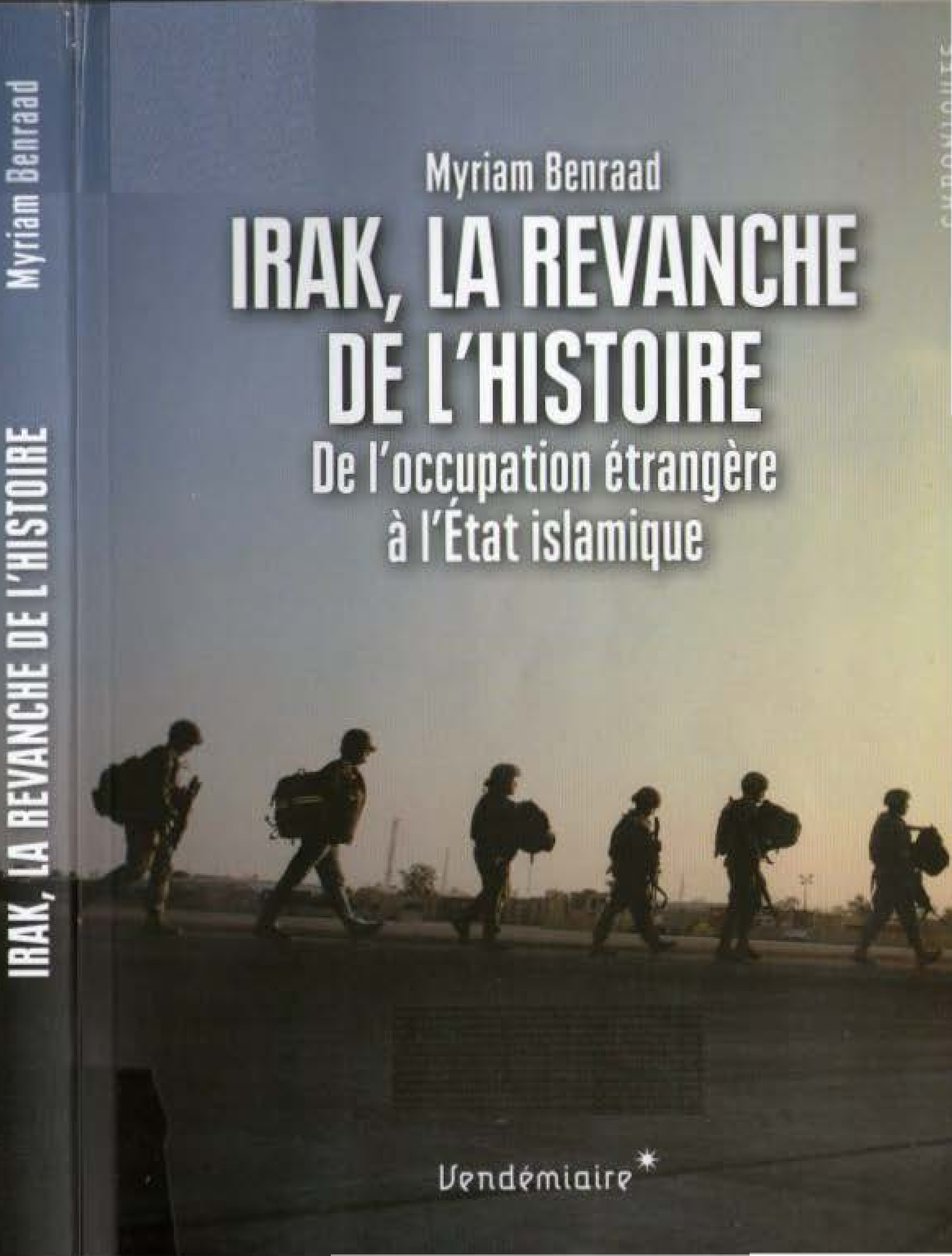
Mais il y a aussi, et c'est tout l'intérêt de cet ouvrage que de le démontrer, le partage du Moyen-Orient par les puissances coloniales britannique et française à la suite de la Première Guerre mondiale et du démembrement de l'Empire ottoman : c'est alors que furent créées ex nihilo des frontières qui convenaient aux autorités mandataires mais ne recouvraient aucune réalité historique.

Une fois ce constat dressé, et les responsabilités de chacun établies, on comprend mieux les enjeux de l'effroyable désastre qui a frappé la région, et dont aucune analyse, privée de cette perspective de fond, ne permettrait de rendre compte.

Myriam Benraad est docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste de l'Irak et du monde arabe. Elle est chercheuse associée au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po) et à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM-CNRS).

Myriam Benraad

IRAK, LA REVANCHE DE L'HISTOIRE



Aux Irakiens, pour leur courage.

Partis et coalitions politiques

Nom	Création	Obédience
Association des Frères musulmans	1928	islamiste (sunnite)
Parti communiste irakien	1934 (à dominante chiite et kurde)	laïque, marxiste
Parti démocratique du Kurdistan (PDK)	1946	nationaliste (kurde)
Parti national démocratique	1946	laïque, nationaliste (mixte)
Parti socialiste de la renaissance arabe (Baas)	1947 (1963 : scission entre les deux branches irakienne et syrienne)	laïque, panarabe (à dominante sunnite en Irak et chiite alaouite en Syrie)
Parti de l'appel islamique (Dawa)	1957	islamo-nationaliste (chiite)
Parti islamique irakien	1960	islamiste (sunnite)
Union patriotique du Kurdistan (UPK)	1975	nationaliste (kurde)
Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII) ; Conseil suprême islamique irakien	1982 (2007)	islamiste (chiite)
Accord national irakien (ANI)	1990	laïque (à dominante sunnite)
Congrès national irakien (CNI)	1992	laïque, islamiste (mixte)
Mouvement des démocrates indépendants	2003	laïque, nationaliste (mixte)
Comité des oulémas musulmans	2003	islamo-nationaliste (sunnite)
Alliance irakienne unifiée	2005	islamiste (chiite)
Liste nationale irakienne (*Iraqiyya*)	2005	laïque, nationaliste (à dominante sunnite)
Front de l'accord irakien	2005	islamo-nationaliste (sunnite)
Front irakien pour le dialogue national	2005	islamo-nationaliste (sunnite)
Al-Hadba	2009	nationaliste, régionaliste
État de droit	2009	islamo-nationaliste (à dominante chiite)

Principaux groupes insurgés

Nom	Création	Obédience
Partisans de l'islam	2001	salafiste-jihadiste (sunnite)
Partisans de la tradition	2002	salafiste-jihadiste (sunnite)
Le Retour	2003	baasiste (sunnite)
Mouvement à la tête de serpent	2003	baasiste (sunnite)
Conseil unifié de la résistance	2003	baasiste (sunnite)
Armée de Mahomet	2003	islamo-baasiste (sunnite)
Armée islamique d'Irak	2003	islamo-nationaliste (sunnite)
Armée du Mehdi	2003	islamo-nationaliste (chiite)
Brigades Badr	2003	islamiste (chiite)
Soldats de l'islam	2003	salafiste-jihadiste (sunnite)
Front islamique pour la résistance irakienne	2004	islamo-nationaliste (sunnite)
Armée des moujahidin	2004	islamo-nationaliste (sunnite)
Organisation de la base du jihad en Mésopotamie (Al-Qaïda)	2004	salafiste-jihadiste (sunnite)
Brigades de la Révolution de 1920	2005	islamo-nationaliste (sunnite)
État islamique d'Irak	2006	salafiste-jihadiste (sunnite)
Front pour le jihad et la réforme	2007	islamo-nationaliste (sunnite)
Hamas d'Irak	2007	islamo-nationaliste (sunnite)
Conseil politique pour la résistance irakienne	2007	islamo-nationaliste (sunnite)
Commandement suprême pour le jihad et la libération	2007	islamo-baasiste (sunnite)
Mouvement du Réveil (Sahwa)	2007	tribale (sunnite)
État islamique en Irak et au Levant (Da'ech)	2013	salafiste-jihadiste (sunnite)
État islamique	2014	salafiste-jihadiste (sunnite)

Introduction

Mossoul, 10 juin 2014. À l'aube, la nouvelle tombe, fracassante. Un commando d'hommes en armes (membres de l'État islamique en Irak et au Levant, émanation de l'organisation d'Al-Qaïda rebaptisée État islamique à la fin du même mois) a pris d'assaut la deuxième plus grande ville d'Irak, peuplée de deux millions d'habitants. L'offensive a été précédée de plusieurs jours d'intenses combats entre l'armée irakienne et les assaillants, et il n'aura fallu que quelques heures à ces derniers, dotés de lance-grenades et de mitrailleuses, pour parachever leur projet et s'emparer des locaux du conseil provincial. Dès lors, les événements s'enchaînent : les jihadistes, connus pour leurs redoutables méthodes et leurs exactions, se lancent à la conquête de l'aéroport de la ville et de la base militaire, tandis que les forces régulières cèdent et désertent devant l'extrême violence de l'assaut. Le gouverneur de Ninive réussit in extremis à prendre la fuite, après avoir exhorté ses concitoyens à constituer des groupes d'autodéfense pour résister aux moujahidin. *Da'ech* (surnom de l'organisation terroriste dans le dialecte irakien, tiré

de l'acronyme arabe *Dawla al-islamiyya fi al-Iraq wa al-Cham*) a fait libérer des milliers de détenus des prisons dans la foulée de cette attaque, lesquels rejoignent bientôt ses rangs.

La stupeur est immense à travers le monde. Jamais, en effet, l'Irak n'a été témoin d'un *blitzkrieg* de cette ampleur, permis par la puissance tactique de l'État islamique, dont le leadership s'est confronté à l'armée américaine, la première du monde, pendant près d'une décennie. Le groupe jouit également de complicités parmi la population civile et dans les milieux baasistes clandestins qui, depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, ont fait de l'insurrection leur étendard. Aux côtés du drapeau noir et blanc des jihadistes, qui flotte partout à Mossoul, trônent ainsi les portraits de l'ancien tyran.

Mais les jihadistes ne s'arrêtent pas là : ils sont bien décidés à conquérir tout le pays, dont sa capitale Bagdad, siège historique du califat qu'ils restaurent unilatéralement le 29 juin, sous la tutelle de leur mystérieux et néanmoins charismatique dirigeant Abou Bakr al-Baghdadi. L'État islamique poursuit son irrésistible progression à travers la prise de dépôts d'armes abandonnés et de pans entiers des trois provinces irakiennes de Ninive, Kirkouk et Salahaddin. La situation humanitaire est, elle, désastreuse. Horrifiés, des centaines de milliers d'habitants de toutes les communautés ethno-religieuses fuient la région pour échapper aux violences de l'État islamique qui perpètre des crimes de masse sous couvert d'obéissance à l'islam. Beaucoup prennent la route du Kurdistan autonome, à l'est, qui apparaît comme un îlot de paix au milieu du chaos. Ces flux de déplacés et réfugiés ne sont pas récents, mais monnaie courante depuis le renversement du régime baasiste, générés tant par les opérations militaires que par l'insurrection et le climat de guerre civile. Cet effroyable exode vers l'inconnu est déchirant pour les minorités,

chrétiennes et yézidie, qui peuplent les plaines du nord de l'Irak depuis des millénaires, et dont les lieux de culte et les croyants sont systématiquement pris pour cibles. La percée des jihadistes s'accentue, l'État islamique étant déterminé non seulement à soumettre le Levant et la Mésopotamie, mais aussi à conquérir l'ensemble du monde musulman.

À Bagdad, la peur règne. En avril 2014, des élections législatives se sont tenues pour la première fois depuis le retrait des troupes américaines en décembre 2011. Elles ont, sans grande surprise, donné une longueur d'avance au Premier ministre chiite sortant Nouri al-Maliki qui, depuis décembre 2012 et l'arrestation des gardes du corps de son ministre des Finances, fait face à une contestation populaire aiguë dénonçant son usage immodéré de la répression et sa gouvernance autoritaire. Quoique sous le feu des critiques, le pouvoir irakien parvient à s'assurer l'appui des États-Unis lorsque Barack Obama, soumis aux pressions du Congrès républicain, se résout à envoyer à Bagdad plusieurs centaines de conseillers militaires et de l'armement pour contrer l'État islamique. La famille chiite irakienne peut par ailleurs compter sur son parrain iranien face aux pouvoirs sunnites régionaux.

Ces développements inattendus sont un coup dur porté à une transition politique déjà fragile et minée par les affrontements et attentats depuis de longues années. Des signes avant-coureurs ont néanmoins été ignorés : ainsi, dès janvier 2014, un premier assaut avait été lancé par l'État islamique sur la ville de Fallouja, théâtre, dix ans plus tôt, de deux batailles sanglantes entre insurgés et troupes américaines. Comment l'Irak a-t-il basculé dans un pareil déchainement de violence ? Les États-Unis n'avaient-ils pas promis aux Irakiens, à leur arrivée en 2003, que des ruines du diktat de Saddam Hussein émergerait la première

démocratie du monde arabe, appelée à devenir un modèle pour ses voisins ? L'Irak était-il en quelque sorte prédisposé, par son histoire tourmentée, à cette explosion de violence communautaire[1] ? Est-ce, au contraire, l'occupation étrangère qui en a été la première responsable ?

Si l'offensive du mois de juin 2014 ne saurait éclairer toutes les dimensions du conflit irakien, elle en révèle certains aspects fondamentaux, dont le plus saillant est la mise en marge chronique des Arabes sunnites. Désastreux, les effets de cette marginalisation continuent de se faire sentir : l'après-occupation est marquée par une opposition sunnite devenue quasi irrémédiable à un processus politique jugé artificiel et inique, et qui a finalement débouché sur un nouvel ordre autoritaire, chiite. Or, en dépit de sa sur-médiatisation et de quelques analyses qui lui ont été consacrées, la trajectoire des sunnites dans l'après-Baas a été peu étudiée[2]. Plus qu'aucune autre dimension de la dernière guerre, cette trajectoire illustre pourtant l'impréparation qui était celle de la coalition étrangère au moment de son invasion de l'Irak en 2003 et la gestion chaotique de la transition qui a suivi. Les erreurs fondatrices des États-Unis ont, à cet égard, pesé lourd sur l'échec du passage de l'Irak à la démocratie, ainsi que sur l'irruption brutale d'un « État islamique » tout entier tourné vers la revanche du sunnisme en Irak et au Moyen-Orient.

Cible déclarée de l'occupation, les Arabes sunnites ont été tenus à l'écart des institutions et stigmatisés à toutes les étapes du calendrier politique, apparaissant vite comme les principaux perdants de la guerre. La normalisation de leur statut continue de buter structurellement sur le refus du bloc chiite à Bagdad, et dans une moindre mesure des Kurdes, de leur concéder un rôle, ce qui reviendrait, d'après eux, à faciliter le retour aux commandes du parti Baas. Mais les sunnites représentaient-ils à ce

point l'ancien régime et une composante à écarter pour préserver à tout prix l'Irak d'une nouvelle dictature ? N'est-ce pas plutôt leur exclusion qui explique en grande part pourquoi l'Irak a glissé dans un tel chaos ?

Alors qu'elle n'articulait aucun communautarisme à proprement dire avant le renversement de Saddam Hussein, l'identité sunnite s'est transformée, sous l'occupation étrangère, en creuset d'une expérience contestataire fondée sur le rejet inconditionnel et durable du système mis en place par les Américains. La trajectoire sunnite reste, de ce point de vue, édifiante car elle renvoie aux errements d'une stratégie qui, passés les aspects militaires, ne s'est jamais attelée à gagner les cœurs et les esprits pour permettre la réussite de la mission qu'elle s'était initialement fixée[3].

En même temps, cette expérience sunnite n'est ni homogène, ni linéaire, mais une manifestation parmi d'autres de la complexité d'un conflit et d'une société amplement méconnus. Les catégories ethniques et religieuses promues par les forces étrangères dans leur réagencement de l'Irak ne peuvent, en effet, expliquer à elles seules les niveaux de violence atteints ces dernières années. Les sunnites eux-mêmes sont loin d'être unis. Leurs divisions sont considérables au plan historique et s'expriment en réaction à leur statut de minorité : alors que certains ont fait le choix des armes pour combattre l'occupation et les autorités, d'autres ont préféré opter pour une protestation non violente, une participation politique, même a minima, pour parer à leur marginalité. Tantôt les sunnites ont exalté le nationalisme et l'unité de l'Irak, tantôt ils se sont repliés sur le jihad et la sécession territoriale. Dans un cas de figure comme dans l'autre, ils ne sont jamais parvenus à parler d'une même voix, ce qui n'a pas manqué de faire le lit des plus radicaux.

vers l'indépendance. En réalité, les Britanniques sont présents dans la région depuis 1914 et convoitent depuis le XIX[e] siècle ses importantes richesses pétrolières. Ils ont longtemps fait face aux convoitises et ambitions d'autres puissances, à l'instar de l'Allemagne qui a tenté d'y faire construire un chemin de fer Berlin-Bagdad pour relier le Moyen-Orient à l'Europe centrale. Le 16 mai 1916, les futurs vainqueurs du conflit se sont entendus sur un partage colonial de la région en zones d'influence dans le cadre des accords secrets Sykes-Picot : en échange de la Syrie, la France a concédé au Royaume-Uni le contrôle de la Mésopotamie[5].

Proclamé le 23 août 1921, l'État irakien est immédiatement placé sous la tutelle d'un monarque, le prince Fayçal, né en 1885, héritier de la dynastie hachémite gardienne des lieux saints de La Mecque et de Médine. Il est le fils du chérif et roi du Hedjaz Hussein ibn Ali, et a dû fuir son trône à Damas en juillet 1920 après que ses partisans ont été écrasés militairement par les troupes françaises lors de la bataille de Khan Mayssaloun, près de l'actuelle frontière avec le Liban. Comme l'a prévu le traité de Sèvres, conclu le 10 août 1920, un État autonome pour les Kurdes, peuple nomade habitant les plaines et hauts plateaux des régions adjacentes de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran doit aussi voir le jour. Mais, redoutant qu'une telle indépendance n'incite les populations arabes des deux provinces de Bagdad et Bassora à suivre le même exemple, les Britanniques décident d'annexer Mossoul à l'Irak en 1925. Dès lors, le rêve d'indépendance des Kurdes est brisé, ils se retrouvent divisés et confinés au sein des nouvelles frontières du Moyen-Orient.

Mais l'édification de l'Irak moderne est difficile. Le pays se caractérise en effet par une importante diversité ethnique (Arabes (80 %), Kurdes (15 %), Turkmènes, Assyriens, Arméniens et

Chabaks (5 %)) et religieuse : musulmans (95 %, dont environ 65 % de chiites et 35 % de sunnites), chrétiens, yézidis et mandéens (5 %[6]). Son État est embryonnaire et fragile, et le nouveau monarque, qui prend le nom de Fayçal I[er] d'Irak, étranger aux populations. Il apparaît comme un chef importé et le principe d'une monarchie centralisée et héréditaire est rejeté. En toile de fond, l'arrivée des forces britanniques à Bagdad ne s'est pas faite dans un climat apaisé, les populations arabes s'opposant au projet colonial et reprochant à la Grande-Bretagne d'avoir trahi sa promesse de leur octroyer l'indépendance si elles combattaient les Ottomans à ses côtés. L'emprise britannique sur la société irakienne, qui pèsera lourd sur la suite des événements, est assimilée à un instrument de division et de domination. Un premier soulèvement armé, connu sous le nom de Grande révolution de 1920 (*Thawra al-'ichrin al-kubra*), mobilise très tôt contre la présence étrangère plusieurs segments – dignitaires religieux, tribus, élites urbaines, officiers – et marque le début d'une construction nationale incarnée, dans ses prémisses, par le rejet du système mandataire. À l'époque, l'Irak se voit à la fois désavoué par ses habitants, qui ne se reconnaissent pas dans l'État mis en place par les Britanniques, et revendiqué au nom, précisément, de la lutte nationaliste anticoloniale.

Les premiers phénomènes de dissidence s'expriment aux périphéries du pays, articulés autour de luttes séparatistes comme celle qui a lieu en 1927 dans la ville de Bassora, au sud, et dont les acteurs tentent d'établir une république de marchands le long de l'estuaire du Chatt al-Arab, la « rivière des Arabes » formée par la réunion du Tigre et de l'Euphrate. Il s'agit moins de fonder un État chiite indépendant que de s'opposer alors au projet national élaboré par Bagdad. Menace sérieuse à l'unité territoriale du jeune Irak, ce mouvement se solde par un échec en raison

de l'hostilité que lui voue la jeunesse locale, cosmopolite et plus séduite par le nationalisme irakien naissant, et de l'absence de soutien du clergé chiite[7]. Mais la rébellion antibritannique gronde également dans les régions kurdes, qui se considèrent comme trahies. La difficulté à naître de l'Irak tient donc non seulement à la diversité des groupes qui le composent, mais aussi aux desseins territoriaux et politiques antagoniques que ceux-ci nourrissent chacun de leur côté.

Sur ces clivages identitaires se greffe une lutte de classes plus méconnue et pourtant réelle, dont une description exhaustive sera proposée à la fin des années 1970 par l'éminent historien Hanna Batatu[8]. Pour lui, l'Irak contemporain s'est bâti autour d'une tension fondamentale entre riches élites urbaines, propriétaires terriens et paysannerie appauvrie. Cette opposition s'est exacerbée au gré du processus d'exode rural et d'urbanisation du pays, mais aussi par la dissolution des anciennes solidarités tribales et claniques, remplacées par de nouveaux conflits sociaux : opposition entre patronat et syndicats dans un contexte d'industrialisation, essor de mouvements militants, etc.

Malgré ces obstacles, un sentiment national commence pourtant à émerger sous la monarchie. De fait, au-delà de leurs différences, les Irakiens se rassemblent autour d'un combat commun, celui du rejet du colonialisme, lié aussi en grande partie à la modernisation sociale dont ils sont tantôt les acteurs, tantôt les sujets. De surcroît, et bien que critiqué par la population, le roi Fayçal I[er] a relevé le défi d'unifier un territoire difficilement gouvernable. C'est lui qui, le premier, a poussé à l'élaboration d'une histoire canonique irakienne, sous la forme d'un récit national visant à cimenter une identité partagée. Il a par ailleurs établi un système éducatif promouvant l'unité face au poids des traditions. Enfin, c'est sous la monarchie qu'a été constituée la



première armée chargée de sécuriser les frontières du pays, prenant la relève des forces embryonnaires créées en 1917 par le gouvernement d'Abd al-Rahman al-Gaylani[*].

Un contrat de décolonisation

En 1932, les Britanniques, qui estiment avoir suffisamment assis leur emprise politique, consentent à l'indépendance formelle de l'Irak, à laquelle le roi Fayçal Ier a lui-même beaucoup œuvré. Or, dans les faits, cette indépendance n'est que partielle, le Haut-commissariat colonial conservant ses prérogatives institutionnelles et économiques. En 1930, les Britanniques ont ainsi nommé comme Premier ministre aux côtés du roi l'un de leurs fidèles alliés, Nouri Pacha al-Saïd, sunnite né à Bagdad et ancien officier des armées ottomanes. Non content de jeter son dévolu sur les gigantesques ressources en pétrole qui sont découvertes à l'époque (à l'exception de celles situées dans le nord, près de Mossoul, connues de longue date), la puissance mandataire parvient à maintenir ses principales bases militaires à Bagdad et Bassora, pour une durée de vingt-cinq ans.

L'aspiration bridée d'une majorité d'Irakiens à la souveraineté permet aux nationalistes de gagner en popularité. Rachid Ali al-Gaylani, qui est nommé Premier ministre en 1933 et se liera à l'Allemagne nazie contre la Grande-Bretagne et la politique d'implantation juive en Palestine, connaît une carrière fulgurante. Parallèlement, le fils et successeur du roi Fayçal, Ghazi Ier, né en 1912, échoue à contenir l'instabilité qui se propage dans le pays, issue des marges que la monarchie a tenté, en vain, d'apaiser : Kurdes, Turkmènes, chiites, tribus écartées du pouvoir, petit peuple défavorisé. Beaucoup reprochent au gouvernement de n'avoir adopté aucune des réformes politiques et sociales qui

s'imposaient. Cette opposition entre Bagdad et ses périphéries cause une première grande scission au sein de la mouvance nationaliste, opposant un courant politico-culturel panarabe, soutenu par le roi, à une tendance irakiste qui promeut une nation irakienne contenue dans ses frontières et rassemblant les Irakiens quelles que soient leurs origines.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'instabilité interne continue de croître et la situation du royaume se dégrade. Après que l'Irak s'est un temps allié au IIIe Reich, les Britanniques reprennent le contrôle et placent aux commandes leurs alliés. Mais cette vassalisation, qui renvoie du pays l'image d'un État au service des intérêts de l'Occident, ne cadre guère avec la dynamique de décolonisation qui s'enclenche à travers le monde et renforce les nationalistes. En outre, le creusement des inégalités entre une grande bourgeoisie dominant les affaires et une population réduite à la pauvreté discrédite le gouvernement et provoque des émeutes à Bagdad dans les années 1950. Les manifestants réclament l'amélioration de la situation sociale et économique, la fin de la présence coloniale et l'avènement de libertés constitutionnelles. Cette contestation profite aux communistes et au jeune Parti socialiste de la renaissance arabe, dit Baas. Porteurs d'idéologies révolutionnaires pour leur époque, ces deux partis jouissent d'une grande audience populaire et recrutent tous azimuts : l'un parce qu'il incarne le rejet de l'Occident dans le nouveau contexte géopolitique créé par la guerre froide ; l'autre parce qu'il a su séduire les foules en prônant la solidarité des peuples arabes. Le parti Baas a été fondé à Damas en 1947 par deux intellectuels syriens, le chrétien Michel Aflaq et le sunnite Salahaddin al-Bitar. Ceux-ci s'opposaient au protectorat français et aux premiers nationalistes arabes. Inspirés par le socialisme, ils appelaient à la fois à un nationalisme séculier

et au panarabisme, en l'occurrence au rassemblement et à l'unité de tous les Arabes au sein d'une seule et même nation. L'idéologie baasiste s'est propagée dans tout le Moyen-Orient, et plus particulièrement en Irak à partir des années 1950.

Le coup d'État d'Abd al-Karim Qassem

Le 14 juillet 1958, le mouvement dit des Officiers libres, dont les membres sont issus des corps armés, orchestre un putsch contre la monarchie sous la conduite du nationaliste Abd al-Karim Qassem, par ailleurs proche des communistes[10]. Ce dernier s'inspire du coup d'État fomenté quelques années plus tôt par le colonel Gamal Abd al-Nasser en Égypte. La monarchie, qui a joué la carte du nationalisme tout en demeurant perçue comme étrangère par une partie de la population irakienne, est renversée ; le roi est fusillé et sa famille assassinée. Le cadavre du Premier ministre pro-britannique Al-Saïd, qui a tenté de prendre la fuite déguisé en femme, est traîné dans les rues de Bagdad. Une junte militaire prend les rênes du pays et proclame la République d'Irak.

Les nouveaux dirigeants ont pour but proclamé d'effacer le legs monarchique. Devenu l'homme fort du pays, Qassem met en œuvre un ensemble de réformes sociales destinées à satisfaire les demandes du peuple ; issu d'une famille mixte (sunnite, chiite, arabe et kurde), il entend incarner l'idéal d'une nation irakienne intégrant tous les particularismes identitaires, ethniques comme religieux. Il est ainsi favorable aux droits des Kurdes et des populations chiites, majoritaires et pourtant laissées à la marge. Pour Qassem, ces deux segments appartiennent de plein droit à la nation[11]. Dès le mois d'août 1958, il dissout la Fédération arabe de Jordanie et d'Irak que Fayçal II, fils de Ghazi et dernier monarque, et son cousin Hussein de Jordanie avaient

établie quelques mois plus tôt en vue d'unir leurs royaumes en un seul et même État[12]. Forgé quelques années plus tôt, ce projet était une réponse à la République arabe unie créée entre l'Égypte et la Syrie. En mars 1959, Qassem dénonce enfin le Pacte de Bagdad, conclu quatre ans plus tôt par Nouri al-Saïd, et se rapproche de l'Union soviétique[13].

Mais la coalition nationaliste qui a mis à bas la monarchie ne tarde pas à éclater sous le poids de ses dissensions internes. Un conflit oppose en effet les nassériens liés à l'Égypte aux baasistes, qui tentent un premier coup de force à Mossoul. Celui-ci échoue et conduit à un exil temporaire du Baas en Syrie. Fait marquant, le jeune Saddam Hussein a pris part au complot. Né en 1937 à Al-Awja, village situé aux abords de Tikrit, dans la province sunnite de Salahaddin, il est issu d'une famille de paysans modestes et, après une enfance difficile, a adhéré au baasisme au début des années 1950.

La République irakienne subit bien d'autres troubles, en particulier les assauts de la gauche et des communistes. Qassem est également confronté à la révolte des Kurdes, encadrée à partir de 1961 par Moustapha Barzani et difficilement maîtrisée par l'armée. Kurdes, chiites et communistes exigent de concert de plus grandes responsabilités au sein de l'appareil d'État et dénoncent la tendance de plus en plus marquée de Qassem à concentrer les prérogatives. Sous des semblants démocratiques, le régime républicain pose en effet les jalons d'une pratique politique personnalisée et autoritaire. Alors qu'un Comité souverain devait initialement permettre un partage équitable du pouvoir, Qassem a cumulé les fonctions de commandant en chef des armées, de Premier ministre et de ministre de la Défense. De surcroît, alors que les Officiers libres avaient promis d'instaurer un gouvernement d'obédience civile, c'est une domination

prétorienne qui se met en place, Qassem utilisant l'armée afin de mieux affermir son autorité.

Hégémonie du parti Baas

Bannis de la vie politique pendant quelques années, les baasistes sont parvenus à se réorganiser dans la clandestinité et ont étendu leur influence aussi bien parmi la population que dans les rangs de l'armée. En février 1963, menés par le général Ahmed Hassan al-Bakr, ils fomentent un nouveau coup d'État qui, cette fois, aboutit. Qassem est condamné et exécuté, tandis qu'un Conseil de commandement de la révolution est formé. L'adversaire de Qassem, le colonel Abd al-Salam Aref, est nommé président, Al-Bakr prenant pour sa part la tête d'un gouvernement militaire qui commence par pourchasser le parti communiste. Mais les baasistes sont divisés depuis le divorce survenu, la même année, entre les deux branches irakienne et syrienne. Suite à des purges internes, Aref s'impose face à ses concurrents. Le vice-président Al-Bakr s'éclipse de l'arène politique, tandis que Saddam Hussein, qui a participé en 1964 à une tentative de meurtre visant Aref, est emprisonné. Il parvient à s'évader deux ans plus tard. Tous les courants politiques sont dissous. C'est une véritable dictature qui s'instaure.

À l'instar de Qassem, Aref admire l'Égypte de Nasser et préside à la création d'une Union socialiste arabe, supposée rassembler toutes les forces irakiennes. Il nationalise les banques et les industries. Or l'alliance avec l'Égypte tarde à se concrétiser, poussant les nassériens à comploter contre Aref en vue de l'abattre. Ce putsch est déjoué en septembre 1965 par son propre frère, Abd al-Rahman Aref, qui accède à la présidence après la mort d'Abd al-Salam dans un accident. Dans l'ombre,

les baasistes exilés préparent déjà leur retour. Sous la conduite d'Al-Bakr, ils organisent, le 17 juillet 1968, un coup d'État qui, sans effusion de sang, renverse Aref. Al-Bakr devient président, secondé à cette fonction par Saddam Hussein qui prend la tête du parti Baas et des services de sécurité. C'est lui qui, dès lors, organise la répression contre les ennemis du régime : nassériens, communistes, chiites et Kurdes.

L'arrivée au pouvoir du tandem Al-Bakr-Hussein fait sortir l'Irak de son isolement international. Sa vie politique connaît une relative stabilité, qui ne doit cependant pas tromper car le nouveau régime a tous les traits d'une autocratie. Au terme de longues années d'exil, les baasistes sont décidés à ne rien céder à leurs adversaires, en particulier aux Kurdes qui ambitionnent de créer un État indépendant. Le pouvoir central s'emploie méthodiquement à briser leurs revendications.

L'annonce d'une autonomie kurde en 1970 et l'accord de mars 1974 entre Bagdad et les nationalistes sont ainsi des avancées en trompe-l'œil : d'une part, l'autonomie concédée aux Kurdes sous prétexte de tempérer leur rébellion armée ne renvoie à aucune délimitation géographique précise, excluant les deux zones de peuplement arabe, riches en pétrole, que sont Mossoul et Kirkouk ; d'autre part, les représentants de l'assemblée législative autonome dont la création est planifiée doivent être choisis par Bagdad. Alors que l'accord dispose que la langue kurde deviendra une langue officielle au même titre que l'arabe, le régime baasiste procède à une politique violente d'arabisation du Kurdistan entravant toute perspective de paix durable. Enfin, en s'entendant avec l'Iran pour qu'il cesse son soutien aux indépendantistes, les baasistes achèvent de miner le mouvement national kurde de l'intérieur. Celui-ci se scinde alors autour de deux tendances : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) sous

la coupe de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), issue d'une scission du PDK en 1975 et conduite par Jalal Talabani.

Un calme relatif restauré dans le nord, le régime lance une campagne de développement économique destinée à consolider son assise. Les gisements pétroliers situés aux périphéries, dont l'exploitation et les revenus sont nationalisés en 1972 par Saddam Hussein, assurent à l'Irak une manne financière qui profite à tous les secteurs de son économie (industries, agriculture, irrigation, infrastructures). Bagdad initie aussi une politique de grands travaux. Mais le développement du pays ne compte en réalité rien de significatif en dehors des hydrocarbures et l'Irak devient l'otage de sa rente pétrolière.

L'autre ennemi viscéral du parti Baas, après les Kurdes, est le parti communiste, très bien implanté au sein des organisations syndicales et professionnelles et qui, à partir du milieu des années 1970, s'en prend publiquement à la monopolisation du pouvoir par Al-Bakr et son adjoint, Saddam Hussein. Les communistes font dès lors l'objet d'une répression qui culmine en 1978 avec l'exécution de plusieurs de leurs représentants et l'éviction de leurs ministres du gouvernement. Ils sont durablement écartés de la vie politique.

Le dernier adversaire désigné des baasistes est la mouvance chiite politisée, plus particulièrement le Parti de l'appel islamique (*Hizb al-da'wa al-islamiyya*) fondé à la fin des années 1950 et très influent dans les provinces du sud chiite et dans les quartiers urbains paupérisés. Si tous les chiites irakiens ne se sont pas rangés du côté de l'ayatollah Khomeyni lors de la révolution de février 1979 qui a renversé le Chah d'Iran, beaucoup sont séduits par la République islamique, dont la religiosité contraste avec la sécularisation forcenée poursuivie par le Baas. Redoutant un

scénario à l'iranienne, Saddam Hussein ordonne la répression et, en juin 1979, fait arrêter puis exécuter par pendaison l'ayatollah Mohammed Baqer al-Sadr, figure charismatique de l'islamisme chiite irakien[14]. Des dizaines de milliers de chiites d'origine iranienne, dont les ancêtres s'étaient installés en Irak à partir du XIX[e] siècle et ont fourni aux villes saintes (Najaf, Karbala, Samarra) leurs principaux dignitaires religieux, sont expulsés. Le régime réoriente distinctement son discours contre les chiites, qu'il qualifie de communautaristes (*chu'ubiyya*) – en référence au mouvement perse qui, du temps du califat abbasside, réclamait l'égalité de tous les musulmans et la fin de la supériorité arabe – et qu'il accuse d'attiser les flammes du confessionnalisme en Irak avec l'appui de l'Iran. C'est pourtant le parti Baas lui-même qui, par sa violence, ouvre la voie aux replis communautaires de toutes sortes et ébranle une nation déjà fragile.

Un cycle de guerres

À la fin des années 1970, Saddam Hussein écarte Al-Bakr et devient le seul maître à bord. Arrivé au sommet de l'État, il systématise les vagues répressives. Ce ne sont plus les seules forces rivales qu'il cible, mais les rangs mêmes de son parti. Le nouveau despote n'a ainsi aucun scrupule à faire arrêter et tuer sommairement de nombreux baasistes, dont certains de ses proches qu'il accuse de trahison. Ces purges féroces sont filmées et retransmises à la télévision irakienne, montrant un Saddam indifférent au sort funeste de ses camarades et allant jusqu'à fumer un cigare pendant leurs exécutions. Citant un proverbe arabe, beaucoup diront à l'époque du régime qu'il fonctionne comme un palmier, arbre qui symbolise l'Irak et dont on coupe habituellement les branches pour qu'il reste verdoyant.

L'ascension politique de Saddam Hussein marque un tournant dans l'histoire irakienne. Aucune forme d'opposition n'est plus tolérée, ni politique, ni identitaire, et c'est une société continuellement affaiblie qui tente par divers moyens de survivre face à un Léviathan, de la dissidence clandestine à la passivité désenchantée. Aux rapports entre l'État irakien et sa société se substitue une personnalisation absolue du pouvoir, au point que l'Irak en tant que nation semble s'effacer derrière la figure du dirigeant, qui aime à se présenter comme le nouveau roi mésopotamien Nabuchodonosor ou encore comme l'héritier du légendaire guerrier musulman Saladin[15]. Le régime se consolide par le biais d'une tribalisation de ses structures et de ses organes, surpassant toute solidarité nationale. Saddam pratique une cooptation systématique des membres de sa famille et de sa tribu pour les placer au sommet de l'État[16]. Ceux-ci lui assurent, en contrepartie, un vaste réseau d'alliances, tandis que les sphères autonomes du pouvoir ne cessent de se réduire. La nationalisation du secteur pétrolier permet enfin au régime de concentrer la richesse économique du pays, mise au service d'un verrouillage social et d'une répression politique sans précédent.

Cette domination sur le plan intérieur se double d'une quête d'hégémonie au-delà des frontières. Alors que l'arrivée aux commandes des baasistes en 1968 avait laissé penser à une détente régionale, surtout au lendemain de la signature des accords d'Alger avec l'Iran en 1975, supposés définitivement régler la dispute frontalière entre les deux pays sur le statut du Chatt al-Arab, seul accès maritime de l'Irak, Saddam Hussein remet en question ce statu quo[17]. Il entend, en effet, porter ses ambitions plus loin et s'imposer comme l'homme fort du Moyen-Orient.

Lorsqu'il entre en guerre contre l'Iran en 1980, l'Irak se trouve à l'apogée de sa puissance politique et militaire. Mais Saddam voue la plus grande méfiance à la République islamique proclamée un an plus tôt à Téhéran, qui menace de contaminer le sud chiite irakien où l'ayatollah Khomeyni est devenu un emblème populaire. Comme d'autres pays arabes producteurs de pétrole, l'Irak considère également la République islamique comme un facteur potentiel de déstabilisation économique et un danger pour ses intérêts stratégiques. Saddam accuse enfin l'Iran de s'être livré à des provocations territoriales dans la province du Khouzistan et d'avoir violé ses frontières à plusieurs reprises. Il récuse par conséquent les accords d'Alger, avec pour objectif de s'emparer des zones pétrolifères situées à la jonction des deux pays et d'accroître ainsi ses exportations. Il s'agit pour le dictateur irakien d'affirmer sa suprématie, tant régionale qu'internationale, en se substituant à l'Iran comme partenaire privilégié des États-Unis et de l'Occident au Moyen-Orient.

Au début de l'année 1980, les événements se précipitent lorsque Bagdad rompt ses relations avec Téhéran. Contre ce qu'il qualifie de harcèlement de l'armée iranienne aux frontières de l'Irak, Saddam Hussein déclare la guerre le 22 septembre. Mais contrairement à ce qu'il avait prévu, l'Iran oppose une vive résistance à ses troupes. Le conflit était censé durer seulement quelques jours ; c'est une guerre de tranchées de huit longues années qui se prépare en réalité. Or le régime baasiste ne s'était pas préparé à pareil effort de guerre et a amplement surestimé ses capacités militaires. Au plan régional, le conflit modifie les alliances. L'Iran représente un danger pour l'ensemble des pays exportateurs de pétrole, surtout arabes, et c'est ainsi Israël qui lui prête main-forte : d'une part en raison de l'ancienne alliance qui liait l'État hébreu au régime du Chah, d'autre part pour empêcher Saddam Hussein de se doter de l'arme nucléaire. En 1981, la centrale Osirak, qui est située au sud de Bagdad et contient

un réacteur nucléaire expérimental, est bombardée par l'aviation israélienne. L'Irak, pour sa part, reçoit l'appui de l'Union soviétique, de la France, mais aussi celui des États-Unis contre Téhéran. Malgré d'innombrables tentatives de médiation, la guerre se poursuit. En juillet 1987, l'Organisation des Nations Unies finit par exiger un cessez-le-feu, que l'Iran acceptera un an plus tard. Saddam Hussein, lui, ne consentira qu'ultérieurement à la paix en libérant les prisonniers de guerre et en retirant ses troupes des zones occupées. Un traité est signé entre les deux pays le 20 août 1990 pour mettre officiellement fin au conflit.

Quoique peu commentée, la guerre contre l'Iran achève de détruire de l'intérieur la société irakienne[18]. Ses conséquences sont en effet désastreuses, avec un nombre de morts estimé à plus d'un million, dont près de la moitié du côté irakien. Les rangs de l'armée ont été décimés et l'économie du pays dévastée. La dette irakienne explose, le coût de la reconstruction étant évalué à près de 60 milliards de dollars. Quant aux exportations pétrolières, qui atteignaient les 3,5 millions de barils par jour avant le conflit, elles chutent à 600000. Renforcé dans son élan patriotique, Saddam Hussein proclame néanmoins la victoire et fait édifier une série de monuments en l'honneur de cette « Mère des batailles » (*Umm al-ma'arik*) qu'il vient, à ses yeux, de remporter : à la fin des années 1980 est mis en chantier le fameux Arc de triomphe de Bagdad, fait de deux sabres croisés qui doivent symboliser la suprématie militaire irakienne[19].

Moins de deux ans après la fin de sa confrontation avec l'Iran, Saddam Hussein, sûr de lui, envahit le Koweït le 2 août 1990 et annexe l'émirat en le qualifiant de province irakienne. En réalité, l'objectif du régime est triple : s'emparer du capital détenu par le Koweït, qui s'élève à plus de 100 milliards de dollars, en générant de substantiels intérêts ; augmenter le niveau

de ses richesses pétrolières en vue de devenir le premier producteur d'or noir au monde ; se doter d'un accès élargi au Golfe persique et à ses débouchés. Or l'Irak a mésestimé la réponse des États-Unis et des pétromonarchies de la péninsule arabique, eux aussi décidés à conserver leurs intérêts pétroliers et stratégiques dans la région. Le 6 août, Washington déclenche donc l'opération militaire Bouclier du désert (*Desert Shield*) qui vise à protéger l'Arabie saoudite de toute attaque irakienne. Avec une coalition internationale de 34 États et le blanc-seing des Nations Unies, les Américains et leurs alliés procèdent à une campagne de bombardements sur les infrastructures militaires, pétrolières et industrielles de l'Irak, et contre ses forces armées. Après une attaque terrestre limitée lancée depuis l'Arabie saoudite, la coalition parvient à libérer le Koweït au mois de février 1991. La défaite irakienne est totale, et cette nouvelle guerre a causé la mort de plus de 200000 civils et militaires.

Le coup de grâce

La décennie de conflit avec Téhéran puis la deuxième guerre du Golfe ont meurtri les Irakiens. Or, le régime des sanctions internationales qui s'abat sur leur pays à la suite de la résolution 661 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 6 août 1990 se veut extraordinairement sévère par sa durée et ses effets[20]. En arrière-fond d'un strict embargo commercial et d'un désarmement qui se poursuit après la guerre à travers des frappes aériennes américaines et britanniques dans le nord et le sud du pays, c'est une catastrophe humanitaire qui prend place, causant la mort de 500000 civils irakiens en seulement quelques années du fait de la dégradation continue de leurs conditions de vie et des terribles privations qu'ils endurent[21].

L'embargo est avant tout pétrolier et vise à priver Saddam Hussein de la manne qui lui a permis de se maintenir au pouvoir. Parallèlement, le programme Pétrole contre nourriture (*Oil for Food*) est mis en œuvre en 1995 sous supervision des Nations Unies pour satisfaire les besoins humanitaires, médicaux et alimentaires du peuple irakien. En privant le pays de la maîtrise de ses exportations pétrolières, qui représentaient sa principale source de revenus avant 1991, les sanctions achèvent de ruiner l'économie irakienne en empêchant toute remise en état de ses infrastructures. Pour autant, elles n'affaiblissent pas le régime baasiste, mais semblent plutôt le figer dans une domination à l'état brut, dépourvue de toute justification[22]. Le Baas récuse ainsi ses fondements idéologiques antérieurs au profit d'une prédation à différents niveaux[23]. Et lorsqu'éclate en 1991 un soulèvement populaire dans les provinces chiites du sud, ralliant les membres de l'opposition politique en exil aux soldats mutins de l'armée régulière et aux dignitaires religieux des villes saintes, c'est dans le sang que les baasistes le répriment[24].

Partie de Bassora aux mains des insurgés pendant plusieurs jours, la révolte gagne l'ensemble du pays jusqu'au Kurdistan, où la population a été massacrée en 1988 et d'où deux millions de civils se sont déjà enfuis. Dans sa résolution 688, l'ONU a mis en place une zone d'exclusion aérienne au nord du 36e parallèle, ce qui a conduit l'armée irakienne à se retirer des régions kurdes. Les États-Unis ont par ailleurs lancé en 1991 une opération militaro-humanitaire, Apporter du réconfort (*Provide Comfort*), à destination des populations civiles. Des élections ont aussi été tenues, mais n'ont abouti qu'à la guerre civile entre l'UPK et le PDK, qui se referme en 1998 avec les accords de Washington et la division du Kurdistan entre Erbil à l'ouest, sous contrôle du PDK, et Soulaymaniyya à l'est, administrée par l'UPK.

Ayant perdu la maîtrise d'une partie considérable de son territoire, le régime baasiste se replie sur un double discours tribal et islamique supposé le doter d'une légitimité renouvelée. S'enclenche alors un processus de communautarisation, à mesure que l'État central – rebaptisé par certains « République de Bagdad » – opère aussi un retrait de la sphère sociale et de ses fonctions coutumières de redistribution. Les privations endurées par les Irakiens s'instituent en système en faveur de Saddam Hussein et de la perpétuation de son emprise politique. L'octroi de petits privilèges lui permet de resserrer les rangs du parti et plus encore de s'assurer de l'inertie d'une population livrée à elle-même. Cette dictature des besoins est le seul moyen dont dispose encore le régime pour survivre à sa débâcle[25]. Paradoxalement, l'embargo se mue en ressource pour Saddam, qui exploite les circonstances exceptionnelles créées par les sanctions pour parfaire son monopole de la violence, ses instruments de contrôle et de répression, et se maintenir au sommet d'un État exsangue, retranché sur lui-même et discrédité aux yeux du plus grand nombre[26].

Contrairement à une perception courante, les années d'embargo sous contrôle onusien n'ont donc pas affaibli le régime, mais lui ont étonnamment permis de se perpétuer. Les sanctions et leurs effets ont finalement permis à Saddam Hussein de rétablir son aura à l'échelle du monde arabe, en se présentant comme dernier rempart contre l'impérialisme occidental et gardien du panarabisme face aux ambitions impérialistes des États-Unis. Dans le même temps, en ayant délabré son économie et mis à genoux sa population, l'embargo a porté le coup de grâce à l'Irak en tant qu'État[27]. Après maintes déchirures et guerres, il a donné lieu à toutes les formes d'abus et de dérives (contrebande, criminalité, corruption), exacerbant une violence déjà palpable

et qui ne demandait qu'à exploser. Cette période, conjuguée à l'histoire plus lointaine de l'Irak, n'est pas étrangère à l'anarchie qui suit immédiatement l'invasion militaire américaine de 2003. Au contraire, elle préfigure nombre des dynamiques du conflit à venir.

En quête d'un ennemi

Quel ennemi se trouve dans la ligne de mire des États-Unis au moment de leur entrée en guerre contre l'Irak ? Saddam Hussein ? Le parti Baas ? L'organisation jihadiste d'Al-Qaïda ? Son chef Oussama ben Laden ? Une grande confusion règne à Washington. Et c'est vers une composante spécifique mais caricaturée de la société irakienne qu'idéologues et stratèges américains vont se tourner, ignorant nuances et complexités sur le terrain : les sunnites, dépeints comme la colonne vertébrale du régime baasiste, l'incarnation collective de sa tyrannie.

Un âge d'or de l'islam

L'identité des sunnites irakiens s'est cristallisée très tôt. De ce point de vue, la conquête arabe du VIIe siècle a été déterminante. C'est la bataille d'Al-Qadisiyya, du nom d'une ville située sur les rives de l'Euphrate, qui en 636 a ancré la Mésopotamie au cœur de la civilisation arabe et musulmane. Le chef Saad ibn Abou Waqqas, fils d'un des compagnons du prophète Mahomet, y écrasa à l'époque les armées perses sassanides et permit aux

Arabes de s'implanter durablement. Véritable symbole, cette bataille continue de marquer la mémoire des Irakiens ; elle s'est vue instrumentalisée par le régime baasiste lui-même : au début de la guerre contre l'Iran en 1980, Saddam Hussein, enclin à s'approprier cet héritage et soucieux de contrecarrer tout risque d'une révolution islamiste chiite en Irak, avait baptisé son offensive militaire « seconde Qadisiyya ».

De grandes tribus arabes (Chammar, Doulaym, Jabbour, Zoubay...) se sont installées au fil des siècles sur l'actuel territoire irakien, nommé l'Irak arabe (*Al-'Iraq al-'arabi*)[28]. Elles ont peuplé les régions centrales (actuelles provinces d'Al-Anbar, Salahaddin, Diyala et Kirkouk, également appelée Tamim), qui étaient habitées depuis des millénaires par des sémites, dont les Chaldéens (légataires des civilisations de Sumer, Akkad et Babylone, puis convertis au christianisme) et les Arméniens, établis autour des fleuves du Tigre et de l'Euphrate. Ce paysage tribal était marqué par sa fragmentation et sa diversité.

La tribu irakienne, *'achira ou qabila*, renvoie à une organisation sociale relativement disparate, qui rassemble des individus revendiquant une origine patrilinéaire commune, certaines relations de consanguinité, et des liens de solidarité (*'asabiyyat*). La tribu se subdivise en clans (*afkhadh*), foyers (*hawamil*), maisons (*buyut*) et familles (*'awa'il*), qui réunissent de plusieurs centaines à plusieurs milliers de membres[29]. Une autre empreinte du tribalisme irakien, comme dans d'autres pays arabes, tient à l'autorité exercée par le chef (ou cheikh) sur les siens ; il protège les intérêts et les valeurs du groupe.

Dans l'ensemble, les tribus irakiennes ont gardé un puissant attachement à ce patrimoine. Les Doulaym, par exemple, l'une des plus influentes tribus d'Al-Anbar, qui peuple un espace allant de Hilla à Samarra en passant par la capitale Bagdad,

Ramadi et Al-Qaim, ont conservé leurs traditions bédouines (liens du sang, code d'honneur, pastoralisme) et se définissent toujours par leur arabité. Organisés à l'origine en principauté indépendante (*Imara al-Dulaym*) et gouvernés par leurs cheikhs, les Doulaym ont connu une grande prospérité au XVIII[e] siècle en s'établissant dans les zones fluviales et pastorales du pays et en plaçant sous leur coupe de nombreux autres clans. Les Doulaym sont par ailleurs connus pour s'être longtemps opposés au califat d'Istanbul et pour avoir conduit de violentes rébellions contre les Ottomans au cours du XIX[e] siècle. Puis ils ont combattu les forces britanniques à la fin de la Première Guerre mondiale, notamment lors de l'occupation de Ramadi, avant de jouer un rôle de premier plan dans la construction de l'État irakien. Très représentés au sein des institutions (services de sécurité, police, administrations) du temps de la monarchie, les Doulaym représentaient entre 10 et 20 % des cadres de l'armée sous le parti Baas. Ils ont opposé une violente résistance à l'occupation américaine dès 2003.

Les sunnites ont pour caractéristique de partager cette identité arabo-tribale avec une majorité de leurs concitoyens chiites, dont la conversion au chiisme a souvent été tardive, ne débutant massivement qu'à la fin du XIX[e] siècle. Les chiites descendent eux aussi des tribus venues de la péninsule arabique (« l'île des Arabes », *jazira al-'Arab*) qui se sont installées dans les régions du sud. Leur passage tardif au chiisme a été la conséquence de la sédentarisation de ces tribus et du développement de leurs activités agricoles. Le chiisme constituait « une religion unificatrice, essentielle au maintien des différentes classes, des groupes ethniques et des éléments tribaux et urbains qui formaient la nouvelle société » en Irak[30]. C'est donc avant tout sur un plan religieux que les sunnites se différencient des chiites, sur la question

même veine, le représentant d'Istanbul à Bagdad était lui aussi sunnite. Ce sont ces technocrates et officiers, qui constituaient l'ossature de la bureaucratie et des anciens corps armés, auxquels les Britanniques ont eu recours dans les années 1920 pour administrer le territoire placé sous leur tutelle et servir dans la nouvelle armée nationale. Par ce biais, les sunnites ont longtemps maintenu un statut privilégié.

Symétriquement, la sous-représentation numérique des chiites dans les institutions et la sphère politique remonte à l'ancien système ottoman et à sa politique de promotion des sunnites. Issus des couches sociales plus rurales et paupérisées, les chiites ont opté pour un rejet de la présence coloniale et de la monarchie qui, à leurs yeux, ne faisaient que perpétuer l'influence écrasante du sunnisme sous couvert de construction nationale[36]. Les chiites se sont aussi vus découragés par leur direction religieuse d'entretenir une proximité trop étroite avec le gouvernement central. Leur influence est ainsi restée faible face au renforcement des élites en place[37].

Les sunnites ont fondé de nombreux partis politiques en Irak, renforçant le contrôle exercé par l'armée sur la vie citoyenne à compter de la révolution républicaine de 1958 et de l'arrivée aux commandes d'une junte militaire. Après cette date, pratiquement tous les présidents, ministres et membres des services de sécurité et de l'appareil d'État ont été sunnites, seule une minorité de chiites parvenant à se frayer un chemin dans les arcanes du pouvoir. Quant aux échelons les plus élevés du parti Baas, en particulier le Conseil de commandement de la révolution, ils étaient eux aussi composés pour l'essentiel de personnalités sunnites.

C'est ce rôle historique central des sunnites qui a ancré la notion d'un diktat confessionnel sur le reste de la société et sur les structures politiques. Force est de reconnaître que les élites

sunnites ont toujours plus ou moins considéré avec dédain et anxiété les chiites et les Kurdes, et que ce réflexe a été exploité par les régimes en place[38]. De manière analogue, les grands chefs de tribus et propriétaires terriens sunnites régnaient en maîtres dans les campagnes, asservissant à leur gré une paysannerie pour l'essentiel chiite. Quant à la répression méthodique déployée par le régime de Saddam Hussein contre les chiites et les Kurdes à partir des années 1970, elle reposait aussi sur une politique confessionnelle, alors même que les premières générations de baasistes, parmi lesquelles de nombreux chiites et chrétiens, avaient milité pour l'avènement d'un État socialiste et laïc transcendant les identités et tourné vers l'unité.

Pour autant, la notion d'un État sunnite est imparfaite et mérite d'être nuancée. Tout d'abord, les sunnites n'ont jamais été une communauté homogène. D'importants clivages les opposent en effet, qu'ils soient géographiques, sociaux, économiques, tribaux ou idéologiques. Il est souvent difficile de savoir lequel influence le plus la définition de leur appartenance. Ce constat vaut par ailleurs pour les autres composantes sociales irakiennes et plus particulièrement pour les chiites qui n'ont jamais constitué un groupe unifié, le chiisme irakien recouvrant une grande diversité. Se sont traditionnellement opposés un clergé conservateur, une bourgeoisie citadine marchande et des milieux ruraux et urbains pauvres[39]. De même, les sunnites des agglomérations (Bagdad, Bassora, Mossoul) et des plus petites villes (Samarra, Tikrit...) partagent peu de traits communs avec leurs coreligionnaires des contrées tribales (Al-Anbar, Salahaddin...). Ces clivages, qui se révèlent souvent bien plus déterminants que la seule identité religieuse, demeurent méconnus.

Il convient ensuite de souligner que, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres pays du Moyen-Orient comme le

Liban, le confessionnalisme n'a pas été institutionnalisé en Irak. Au-delà de la stratégie de certains régimes – Saddam Hussein ayant le plus exploité les réflexes de nature ethnique ou religieuse dans l'objectif de diviser pour mieux régner –, les Irakiens ont su cohabiter malgré leurs différences. Avant qu'une certaine littérature ne s'empare de la supposée hostilité millénaire entre sunnites et chiites, il n'a jamais été question d'un éclatement religieux de l'Irak. En réalité, une majorité d'Irakiens vivaient en bonne entente et les mariages mixtes étaient monnaie courante à Bagdad avant 2003, ainsi que dans d'autres endroits. Bien qu'aucune statistique officielle ne soit disponible, on estime qu'en 2007 près du tiers des mariages dans le pays restaient des unions mixtes sunnites-chiites[40].

Le régime baasiste n'était pas non plus uniquement constitué de sunnites. Certes peu nombreux et peu représentés dans des instances décisionnelles comme le Conseil de commandement de la révolution ou l'état-major, chiites, chrétiens et certains Kurdes occupaient des fonctions au sein de l'appareil d'État, parfois à des postes élevés. Ce fut le cas, par exemple, du chiite Fouad al-Rikabi, fondateur de la première section régionale du Baas en 1952, ou du chrétien et ancien vice-Premier ministre Tarek Aziz. Au début des années 1980, l'opposition irakienne estimait qu'au moins un cinquième de la population endossait des tâches de contrôle et de répression en interne, chiffre incluant nécessairement d'autres segments que les sunnites.

Quant à Saddam Hussein, il serait naïf de croire qu'il a consolidé son pouvoir en vue de servir les intérêts d'un groupe donné, en l'espèce sunnite. Le dictateur s'est plutôt consacré à hisser les membres de son clan au sommet de l'État. En rétrécissant la base de son pouvoir à ce cercle, il s'est dissocié de ses premiers partisans, beaucoup de sunnites cessant de se reconnaître

en lui. Puis, Saddam n'a plus servi que ses intérêts, opprimant *toute* la société irakienne, y compris les milieux sunnites qui lui étaient relativement proches. Cette évolution était prévisible depuis les purges sanglantes dans les rangs du parti à la fin des années 1970. Au cours des années qui ont suivi, Saddam Hussein n'a d'ailleurs pas hésité à se débarrasser des membres de son entourage direct, accusant de complot et faisant exécuter des figures comme Adnan Hussein al-Hamdani, ancien ministre du Plan, et Abd al-Khalaq al-Samarrai, membre du commandement régional du Baas, de même que son propre cousin et gendre Hussein Kamal al-Majid en 1996.

Soumission et soulèvements

Fait peu relayé, une opposition au pouvoir s'est aussi développée en milieu sunnite, remontant aux années 1920 et ayant sans doute constitué le danger le plus immédiat et le plus sérieux pour la pérennité des régimes. Les coups d'État qui se sont succédé à partir de 1958 ont presque tous été fomentés par des officiers de confession sunnite. Le Baas n'a jamais non plus gagné l'entière complaisance des sunnites, même si les mesures de surveillance, d'encadrement et de répression dictées à partir des années 1970 les ont découragés d'entrer en dissidence. Beaucoup de sunnites se sont accommodés du régime moins par conviction et loyauté envers Saddam Hussein que par crainte des conséquences d'une révolte pour eux et leurs proches. La prospérité économique de l'Irak les a en outre longtemps confortés dans un attentisme politique dont on peut estimer qu'il a lourdement contribué à la survie du despote.

La résistance sunnite est restée sporadique, passive, émanant principalement de certains cercles de l'armée et des milieux

islamistes qui ne sont pas parvenus à rallier la population à leur cause. Beaucoup ont soit été cooptés au sein de l'appareil étatique, soit liquidés par le régime, ou ont tout simplement préféré prendre l'exil[41]. Ajoutons que les sunnites ne se sont jamais considérés comme une communauté uniforme et, par conséquent, se sont moins mobilisés. Leur inquiétude était qu'un changement de régime n'aboutisse à une prise du pouvoir par les chiites à Bagdad, surtout au lendemain de la répression de leur soulèvement en 1991.

Aussi n'est-ce qu'à partir de l'embargo qu'une opposition sunnite a commencé à prendre corps. La remise en cause du pouvoir de Saddam et l'impact économique et moral des sanctions ont, en effet, nourri le ressentiment des sunnites en accentuant leur éloignement du régime. Ce fut le cas de la classe moyenne, la première touchée par l'embargo et dont les membres se sont joints aux critiques, clandestines ou voilées, des militaires et intellectuels. L'affiliation au parti Baas a quant à elle cessé d'être perçue comme un atout, et les adhésions au parti se sont raréfiées.

La politique de changement de régime (*regime change*) réclamée par les États-Unis a attisé les velléités putschistes des sunnites dans l'appareil de sécurité. Certes, l'administration Clinton et la CIA n'ont jamais évoqué la perspective d'un engagement militaire américain dans les années 1990, ni appelé à une révolution qui aurait risqué de porter au pouvoir la majorité chiite et donc profité à l'Iran. Ils ont en revanche toujours misé sur un coup d'État impliquant soit des exilés, soit des officiers sunnites qui, dans l'idéal, se seraient mobilisés de l'intérieur pour venir à bout de Saddam Hussein et de sa garde prétorienne[42].

Les tentatives de renversement du Baas remontaient, en réalité, à la fin des années 1970. Puis, en 1989, un groupe de soldats sunnites avait tenté, en vain, de renverser le tyran. Fin 1994, le

général sunnite et membre des services de renseignement Wafiq al-Samarrai, qui avait quitté ses fonctions après la défaite contre le Koweït, avait émis depuis le Kurdistan un appel à la révolte adressé à plusieurs hauts gradés et gouverneurs sunnites[43]. Pour lui, le seul soulèvement armé qui permettrait de défaire le régime serait sunnite et nationaliste, dirigé par le commandement militaire et les provinces du centre. Un an et demi plus tard, en juin 1996, 120 officiers tentèrent un nouveau putsch avec le soutien de la CIA. Mais celui-ci se solda par un échec car les services de renseignement fidèles à Saddam Hussein avaient infiltré le groupe dissident pour en exécuter les membres[44].

Les tribus sunnites, qui n'avaient cessé d'osciller entre une collaboration avec le parti Baas et la dissidence après le premier putsch de 1963, ont été les dernières, au cours des années 1990, à se rebeller. À l'époque, elles ont profité du fait que Bagdad ne contrôlait plus qu'une partie réduite du territoire et que d'importantes prérogatives leur avaient été concédées. En janvier 1990, des membres de la tribu Jabbour ont ainsi tenté d'assassiner Saddam Hussein, tandis que plusieurs cheikhs Obayd se sont vus mis à l'écart ou emprisonnés car jugés trop révolutionnaires. Mais ce sont les Doulaym, longtemps alliés au régime, qui lui ont porté le coup le plus rude. Après avoir exercé d'importantes fonctions institutionnelles et organisé un coup d'État avorté à la fin de la guerre du Golfe, ils se sont décidés à prendre les armes à l'été 1995, soit quelques mois après l'arrestation et la torture d'un des leurs, le général de l'armée de l'air Mohammed Mazloum al-Doulaymi, sur une base militaire de Samarra. Celui-ci avait osé critiquer le régime et le style de vie du fils aîné de Saddam Hussein, Ouday. Son exécution et l'envoi de son corps supplicié à sa famille marquèrent le début de violentes émeutes tribales dans la province d'Al-Anbar. La ville de Ramadi tout entière s'embrasa,

poussant Bagdad à déployer une ample répression. Les forces de sécurité ne parvinrent à mater la révolte qu'après de nombreux combats et en recourant à des troupes d'élite. Quoiqu'écrasés, les Doulaym ont tiré de ce soulèvement une grande popularité auprès d'autres acteurs de l'opposition sunnite, y compris les islamistes radicaux. De plus, une fois leur alliance avec Bagdad rompue, ils n'ont pas défendu le régime face à l'intervention des États-Unis. À la fin des années 1990, Saddam n'était ainsi plus soutenu que par une minorité de sunnites dans son pays.

Fantasmagories néoconservatrices

L'Irak n'était donc pas avant la guerre un État proprement confessionnel. Saddam Hussein était certes entouré d'élites sunnites, mais non moins prêt à sacrifier quiconque s'opposerait à lui. Or, en 2003, ce sont bien les sunnites que Washington diabolise, mettant en avant un schématique rapport de forces entre une minorité sunnite tyrannique et une majorité de tout temps opprimée. Cette désignation négative va de pair avec l'apologie des chiites et des Kurdes, dépeints comme les futurs démocrates de l'Irak, et se voit confortée par le contexte géopolitique de l'époque.

Néoconservateurs et nationalistes américains se saisissent en effet de l'environnement créé par les attentats du 11 septembre 2001 pour accréditer leur vision du Moyen-Orient. Pour eux, seule une attaque contre l'Irak pourra transformer la région en modifiant en profondeur ses équilibres. Dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, événement annuel au cours duquel le président américain présente son programme au Capitole, George W. Bush désigne le régime irakien comme une composante clé de l'axe du mal (*Axis of Evil*) et fait de son

renversement le prélude d'une refonte démocratique d'ensemble du monde arabe et musulman.

Le plan d'invasion de l'Irak remonte en réalité à la décennie 1990. Après que les États-Unis et les Occidentaux ont soutenu Bagdad pendant sa guerre contre l'Iran, Saddam Hussein a fini par se retourner contre eux en annexant unilatéralement le Koweït. À la fin de la guerre du Golfe, George Bush père a toutefois renoncé à l'idée d'envahir militairement l'Irak, tablant davantage sur un coup d'État interne pour se débarrasser de Saddam. Or les soulèvements chiite et kurde de 1991 n'ont pas affaibli le régime ; ils ont, au contraire, ressoudé les nationalistes. Dès lors, la politique américaine consistera à « contenir » l'Irak en utilisant l'arme de l'embargo, qui isole Bagdad sans pour autant satisfaire tous les stratèges de Washington, dont les néoconservateurs qui appellent la Maison Blanche à finir le travail. En 1996, les deux artisans de la guerre contre l'Irak Richard Perle et David Wurmser signent, aux côtés de Douglas Feith, secrétaire adjoint à la Défense, un mémorandum intitulé « Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume » (*A Clean Break. A New Strategy for Securing the Realm*)[43]. Ils poussent les États-Unis à une attaque armée contre l'Irak, qui conduira au renversement de Saddam Hussein et à une démocratisation mécanique du pays. Seul ce changement de régime pourra apporter paix et prospérité au Moyen-Orient, ainsi qu'une sécurité durable à Israël. *A Clean Break* connaît un important retentissement et exerce une lourde influence sur d'autres figures : Paul Wolfowitz, architecte de la guerre et futur secrétaire adjoint à la Défense, et Donald Rumsfeld, secrétaire d'État à la Défense. Rassemblés au sein d'un Comité pour la paix et la sécurité dans le Golfe (*Committee for Peace and Security in the Gulf*), ils adressent en 1998 une lettre au président Bill

Clinton pour l'inciter à attaquer militairement Bagdad. La Maison Blanche résiste et fait adopter un simple Acte de libération de l'Irak (*Iraq Liberation Act*) pour doter l'opposition irakienne en exil du soutien financier qui l'aidera, enfin, à venir à bout de Saddam Hussein.

Dans les mois qui précèdent le début du conflit irakien, un rapport direct est établi par certains cercles de l'administration américaine entre le régime baasiste, héraut d'un nationalisme arabe menaçant, et Oussama ben Laden, figure de proue de l'internationale islamiste sunnite. L'une des thèses développées pour justifier une action contre l'Irak est l'existence d'une «connexion» entre Saddam Hussein et Ben Laden, qui remonterait aux années 1990, quand ce dernier était au Soudan et en Afghanistan, et reposerait sur une volonté commune de porter atteinte aux intérêts de l'Amérique et à ceux de la famille régnante saoudienne, étroitement liée aux États-Unis; en 1945, le roi Abd al-Aziz avait en effet rencontré le président américain Franklin D. Roosevelt à bord du croiseur Quincy pour lui garantir l'exploitation exclusive de ses richesses pétrolières en échange de la sécurité de son territoire et de la garantie de ses frontières. Bagdad est par ailleurs suspecté d'entretenir des liens avec le groupuscule jihadiste des Partisans de l'islam (*Ansar al-islam*), actif dans certaines zones du Kurdistan. Outre ses liens avec le jihad global, ce groupe est considéré par les États-Unis comme une menace propre à l'Irak, instrumentalisé et financé par Saddam Hussein pour contenir les séparatistes kurdes. En 2002, il est ajouté par Washington à la liste des organisations terroristes mondiales.

La thèse de la connexion donne lieu à une controverse nourrie. Elle est rendue publique pour la première fois en 2003 dans la revue néoconservatrice *The Weekly Standard*, sous la plume du journaliste Stephen F. Hayes qui défraie la chronique[46]. Dans son

article, ce dernier soutient que des preuves tangibles démontrent l'existence de rapports entre Saddam Hussein et Ben Laden, et que des responsables de la CIA auraient confirmé plusieurs rencontres à Bagdad entre le numéro deux d'Al-Qaïda, l'idéologue égyptien Ayman al-Zawahiri, et les services de renseignement irakiens, entre 1992 et 1998. Selon d'autres sources rapportées par Hayes, l'un des terroristes du 11 septembre, Mohammed Atta, aurait également rencontré à l'ambassade de Prague un ancien officier irakien, Ahmed al-Ani. Des preuves irréfutables existeraient enfin quant au versement par le régime baasiste de centaines de milliers de dollars aux Partisans de l'islam pour les inciter à rejoindre Al-Qaïda. Hayes poursuit en affirmant que Washington a sous-estimé l'existence de ces liens entre les deux grands adversaires de l'Amérique, confirmés par des interrogatoires de gradés de l'armée irakienne, des documents officiels du régime baasiste et des témoignages de combattants d'Al-Qaïda incarcérés dans des prisons américaines comme Guantanamo. Saddam Hussein aurait par ailleurs fait établir des camps d'entraînement sur son territoire, dont un situé au sud de Bagdad et accueillant des terroristes étrangers pour les former à la lutte armée et à des opérations spécifiques contre les États-Unis.

Ces arguments sont repris par le secrétaire d'État Colin Powell le 5 février 2003, lorsqu'il tente de prouver devant le Conseil de sécurité des Nations Unies que l'Irak possède bien des armes de destruction massive (ADM), et que la guerre est justifiée en raison de la menace que représente Bagdad pour la sécurité américaine et celle de la communauté internationale toute entière. Il ajoute que plusieurs dirigeants d'Al-Qaïda ont rencontré des représentants politiques irakiens au moins huit fois au cours des années 1990. Or aucune preuve n'est venue confirmer ces dires à ce jour, ou qu'un lien unissait effectivement l'Irak à Al-Qaïda

avant 2003[47]. En réalité, les relations de Saddam Hussein avec certains groupes terroristes étaient plus compliquées, consistant en une coopération souvent limitée à des échanges de bons procédés contre un même ennemi, les États-Unis. Saddam se méfiait de rapports trop suivis avec les islamistes.

La thèse de la connexion n'en a pas moins joué un rôle de premier plan dans la justification de l'invasion militaire, George W. Bush allant jusqu'à déclarer que Saddam Hussein avait transféré une partie de ses armes de destruction massive à Al-Qaïda. Sur le terrain, elle a par la suite servi de caution aux opérations de contre-insurrection menées par les forces étrangères, les États-Unis soutenant que les attaques d'Al-Qaïda dans les provinces sunnites et l'afflux de jihadistes arabes confirmaient, a posteriori, les relations entretenues par le parti Baas avec la mouvance terroriste. Or, le leader des Partisans de l'islam Najmaddin Faraj Ahmed, dit le mollah Krekar et arrêté en 2003 alors qu'il demandait l'asile politique en Norvège, niait tout lien avec l'Irak et Al-Qaïda[48]. Enfin, comme le concluait fin 2004 le rapport de l'Iraq Survey Group conduit par l'enquêteur américain Charles A. Duelfer, aucune arme de destruction massive n'a jamais officiellement été retrouvée sur le sol irakien[49].

Un raisonnement paradoxal

Parallèlement à la diabolisation des sunnites, chiites et Kurdes sont favorisés par Washington : les Kurdes entretiendront naturellement la nouvelle donne démocratique en Irak après avoir été longtemps opprimés par Bagdad ; en plus de ses campagnes de répression, le régime n'a-t-il pas ordonné, en effet, que plus de 180 000 civils kurdes soient tués entre février et septembre 1988, usant de gaz chimiques sur les civils lors des bombardements de

Halabja ? Ces actes ont valu au secrétaire général du Baas chargé de la région nord, Ali Hassan al-Majid, le triste surnom d'Ali le chimique, et ont été qualifiés de véritable génocide. Les soldats irakiens affectés au massacre ont eu recours à des offensives terrestres, des bombardements, des destructions d'habitats, des exécutions sommaires et des déportations. Le génocide kurde est aussi connu sous le nom d'Al-Anfal, titre de la huitième sourate du Coran qui signifie le butin et appelle les musulmans à tuer et piller les infidèles.

Mais ce sont les chiites, autres grandes victimes du régime baasiste, que beaucoup d'idéologues présentent comme la carte qui permettra, d'une pierre deux coups, d'éliminer l'autoritarisme arabe et le terrorisme sunnite. L'ouvrage le plus emblématique de cette pensée et de la lecture confessionnelle de l'Irak par les milieux américains est celui qu'a écrit quelques années avant la guerre David Wurmser, analyste à l'Institut de l'entreprise américaine pour la recherche sur les politiques publiques (American Enterprise Institute), un think tank néoconservateur. Son titre, *Allié de la tyrannie* (*Tyranny's Ally*), commence par évoquer comment les États-Unis ont non seulement échoué à défaire Saddam Hussein, mais, pire encore, sont devenus ses alliés malgré eux. Wurmser considère qu'un changement de régime en Irak ne peut voir le jour que par un changement décisif de la perception des États-Unis sur ce pays. Qualifiée de modérée, quiétiste et amicale envers l'Occident, la communauté chiite irakienne représente, à ses yeux, le premier rempart contre le baasisme, le despotisme des pays arabes voisins et l'islamisme sunnite qui se réuniraient autour d'une même haine des États-Unis et de l'Occident. Les « bons » chiites d'Irak seraient aussi, dans cette pensée, les plus à même de faire face à l'Iran fondamentaliste et à ses « mauvais » chiites une fois Bagdad tombée.

L'un des sous-chapitres de l'ouvrage, intitulé « L'affinité occidentale du chiisme » (« Shi'ism's Western Affinity »), soutient que les chiites irakiens ont fidèlement soutenu les Britanniques et qu'ils avaient en 1923 adressé une pétition aux autorités coloniales pour dénoncer leur exclusion du pouvoir par les sunnites. C'est cet esprit de coopération qui leur aurait valu le ressentiment des nationalistes arabes et aurait motivé la répression à leur encontre. Les sunnites sont quant à eux décrits comme des éléments d'instabilité, qui ont fréquemment provoqué des affrontements entre l'armée et les chiites, notamment lors des fêtes religieuses comme Achoura, la célébration annuelle du martyre de l'imam Hussein qui attire des milliers de pèlerins chiites et était interdite sous le parti Baas.

Le chiisme serait donc incompatible avec le fanatisme en raison de la religiosité modérée de ses croyants et de l'indépendance de ses écoles qui, contrairement aux écoles sunnites étroitement liées à l'État depuis l'époque ottomane, sont restées autonomes vis-à-vis du pouvoir et ce faisant de la dictature. Les chiites auraient fait contrepoids au monopole des sunnites, Wurmser allant jusqu'à les comparer aux protestants européens qui, à travers leurs révoltes, auraient contribué à l'essor de sociétés civiles indépendantes et à l'éclosion du libéralisme face au primat de l'Église catholique. En conséquence, confier les rênes de l'Irak aux chiites ne peut que porter ses fruits : pacifier le pays, établir un régime pro-occidental à Bagdad et, plus encore, abattre la République islamique d'Iran que les néoconservateurs exècrent.

Cette lecture n'est pas dénuée de paradoxes si l'on considère que les Américains ont affronté la révolution iranienne de 1979 et cherché, par divers moyens, à contrecarrer l'établissement d'un pouvoir islamiste chiite à Téhéran. Or, dans ce raisonnement inhabituel, ce n'est plus Saddam Hussein, adversaire historique

de l'Iran, qui viendra à bout du régime des ayatollahs, mais les chiites irakiens, perçus comme pacifiques et pro-américains, qui s'en chargeront, tout en portant un coup fatal à l'autoritarisme arabe et au jihadisme sunnite :

> « La chute du baasisme pourrait rebattre les cartes. La libération des centres chiites de Najaf et Karbala, et celle de leurs imams qui rejettent le gouvernement du docte[50], pourrait permettre aux chiites irakiens de remettre en question la révolution iranienne, voire peut-être même de la faire échouer. [...] Pour la première fois en un demi-siècle, l'Irak aura l'opportunité de remplacer l'Iran comme centre de la pensée chiite, de retrouver sa place historique, sa tradition quiétiste, de remettre en cause l'absolutisme sunnite[51]. »

Des opposants plus ou moins légitimes

Un mot doit être dit de l'influence essentielle de l'ancienne opposition irakienne en exil sur la définition de la stratégie américaine en amont du conflit. Certains de ses membres ont, en effet, joué un rôle clé dans la décision prise par les États-Unis d'envahir l'Irak, en fournissant aux va-t-en-guerre une caution intellectuelle et en inspirant l'approche confessionnelle du pays élaborée par l'administration américaine.

Le repli d'un certain nombre d'exilés irakiens sur des registres identitaires infranationaux, en l'espèce communautaires, ethniques et confessionnels, remonte à l'époque de leur fuite. Ce fut le cas d'Ahmed al-Chalabi, opposant à Saddam Hussein qui a passé le plus clair de sa vie entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Beaucoup considèrent que les informations faussées qu'il a livrées à Washington en 2003, concernant la possession d'armes de destruction massive par le régime baasiste, ont largement déterminé George W. Bush à attaquer Bagdad. Al-Chalabi était

l'opposant le plus proche du Pentagone et des milieux néoconservateurs. Il entretenait des liens personnels avec certains idéologues de la guerre d'Irak comme Paul Wolfowitz et Richard Perle. Il est également le fils d'une famille de riches marchands chiites qui a dû quitter l'Irak peu avant la révolution de juillet 1958, et a conservé de son exil forcé une profonde amertume envers les nationalistes arabes, particulièrement sunnites. Contre eux, Al-Chalabi prônait un nationalisme irakien fondé sur l'identité chiite, une identité triplement ouverte sur l'Occident, Israël et l'Iran. Il rejoignait en ce sens la pensée d'un Wurmser convaincu que les chiites seraient des alliés pour Washington.

Une autre personnalité de l'ancienne opposition, qui aura laissé une empreinte considérable sur la pensée américaine, est l'universitaire exilé Kanan Makiya, né en 1949 à Bagdad et professeur en Grande-Bretagne. Proche d'Al-Chalabi, c'est lui qui a conçu à ses côtés le plan d'invasion de 2003. Il est l'auteur du célèbre pamphlet anti-Saddam Hussein *Irak, la machine infernale*, paru sous pseudonyme en 1989 et devenu par la suite un best-seller[52]. Y revenant sur l'invasion du Koweït, Makiya dresse un portrait sans concession du régime baasiste qui, pour lui, n'est rien d'autre qu'un État totalitaire, pire que tous les autres gouvernements despotiques de la région. Il appelle à son renversement par les États-Unis car seule la fin du baasisme permettra à l'Irak de rompre avec l'autoritarisme pour se tourner vers l'Occident et la démocratie. On entend souvent que Makiya aurait déclaré à la veille de la guerre que les troupes américaines seraient accueillies à Bagdad avec des sucreries et des fleurs...

Les opposants irakiens ont, des années durant, multiplié les appels à la chute du Baas et tenté à diverses reprises de se débarrasser de Saddam Hussein. Dès novembre 1980, plusieurs groupes kurdes, socialistes, communistes, démocratiques et des

dissidents baasistes ont signé à Damas une Charte pour organiser la résistance. À l'époque, ces opposants comptaient encore naïvement sur une déliquescence du régime, sur ses revers militaires et sur sa ruine morale et financière. Or, non seulement Saddam a réussi à se maintenir au pouvoir avec inventivité et cynisme, mais le régime baasiste est devenu toujours plus opaque, imprévisible et hardi. En 1982, c'est le parti islamiste Dawa qui a orchestré une autre tentative d'assassinat contre le dictateur dans le village chiite de Doujayl, au nord de la capitale. Celle-ci fut un échec cuisant et, en représailles, le vice-président Taha Yasin Ramadan ordonna une expédition punitive des services de sécurité contre les villageois, dont plusieurs milliers furent exterminés, dont des femmes et enfants. Saddam fit même rappeler du front contre l'Iran des officiers originaires de Doujayl pour les exécuter.

À la suite de cet épisode, il a fallu près d'une décennie à l'opposition pour se rétablir. Torturés, emprisonnés ou réfugiés hors du pays, les opposants sont encouragés par Washington à se réunir pour trouver une issue démocratique à l'interminable crise irakienne. En octobre 1992 est ainsi formé à Vienne le Congrès national irakien (CNI, *Al-Mu'tamar al-watani al-'iraqi*), plateforme d'une trentaine de partis présidée par Ahmed al-Chalabi et financée par les États-Unis. Le CNI rassemble des nationalistes, pour l'essentiel anciens officiers et agents du Baas, une mouvance kurde dirigée par Massoud Barzani (PDK) et Jalal Talabani (UPK), qui dote l'opposition d'une présence dans le nord de l'Irak, des partis chiites (Dawa, Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII) fondé en 1982 en Iran), des monarchistes autour du Mouvement constitutionnel du chérif sunnite Ali ibn al-Hussein, des islamistes sunnites enfin, au premier rang desquels les Frères musulmans. De par sa

composition large, le CNI apparaît comme le mouvement le plus représentatif des multiples sensibilités politiques irakiennes. Face à lui, l'Accord national irakien (ANI, *Al-Wifaq al-watani al-'iraqi*), formé en pleine guerre du Golfe pour renverser Saddam Hussein et mené par le chiite laïc Iyad Allawi, dissident exilé à Londres, regroupe d'anciens membres du Baas et des officiers de l'armée et des services de sécurité, pour la plupart sunnites et perçus comme ayant conservé une certaine influence auprès des élites du régime ; ils entendent faire contrepoids aux chiites surreprésentés dans l'opposition. On trouve parmi eux l'ancien de la Garde républicaine Adnan Nouri, Saleh Omar Ali al-Tikriti, ambassadeur d'Irak aux Nations Unies dans les années 1970, ou Ibrahim al-Janabi, ancien membre des services de renseignement. Soutenus par l'Arabie saoudite, la CIA et les services de renseignement britanniques et jordaniens, ils orchestrent une série d'attaques, dont un putsch en juin 1996 qui échoue.

Malgré leurs efforts de rassemblement, les opposants irakiens sont prisonniers de leur diversité et de leurs divisions idéologiques parfois majeures, ne parvenant pas à s'entendre sur la nature du régime qui doit succéder à Saddam Hussein (religieux ou séculier) et sur la composition d'un nouveau gouvernement. Dès 2003, ces clivages auront une incidence critique sur le déroulement de la transition irakienne. Aucun plan d'action cohérent, aucune relève crédible ne s'esquissent et Saddam Hussein reste, jusqu'au dernier moment, l'interlocuteur principal de la communauté internationale. De surcroît, au-delà de son discours sur la défense des droits de l'homme et la démocratie, le CNI ne traite pas tous ses membres sur un pied d'égalité. En raison du poids et des réflexes communautaires des partis chiites et kurdes qui ont pour but déclaré de s'emparer du pouvoir à Bagdad, très peu d'espace d'expression est accordé à l'opposition sunnite. Il en va ainsi des islamistes

qui sont cantonnés dans la marginalité et s'opposent aux courants laïques. L'opposition sunnite est, de plus, loin d'être homogène : elle regroupe d'anciens officiers, des dignitaires religieux plus ou moins radicalisés et des personnalités indépendantes.

Impliqué dans des scandales financiers comme la faillite de la banque Petra en Jordanie, dont il serait responsable, Al-Chalabi est qualifié d'imposteur, qui ne ferait qu'instrumentaliser ses alliés à Washington pour servir ses ambitions personnelles, sans base politique réelle en Irak. Dans un article publié en mars 2002, le journaliste américain Seymour Hersch, qui s'illustrera en révélant au monde les tortures de l'armée américaine dans la prison d'Abou Ghrayb, écrit à son sujet qu'il « reste profondément impopulaire parmi les Irakiens » et pourrait être « l'homme par lequel une guerre civile éclate après la chute de Saddam[53] ». Une fois le régime renversé, son rôle auprès de la coalition étrangère s'amoindrit, jusqu'à ce qu'il soit publiquement accusé de complicité avec l'Iran. Cela n'empêche pas ses soutiens de continuer à le décrire comme le seul capable de vaincre Saddam Hussein et de prendre les rênes d'un gouvernement transitoire.

De retour en Irak en 2003, sur les chars américains, ces opposants vont, par leurs représentations partisanes, influencer les mesures hâtives adoptées par la coalition. Les Irakiens parlent d'une opposition des grands hôtels, pointant du doigt une déconnexion du pays. Les anciens opposants sont également accusés d'opportunisme et d'un manque de légitimité. Très tôt, chiites et Kurdes s'engagent néanmoins dans une concurrence victimaire destinée à obtenir réparation pour les préjudices qu'ils ont subis, et qui vient justifier leur ascension politique. Dès lors, les jalons du désastre et de la revanche sunnite qui suivra sont posés.

OPÉRATIONS MILITAIRES AMÉRICAINES EN IRAK (1991 ET 2003)

Campagne de janvier-février 1991

Turquie
Syrie
Iran
Jordanie
Arabie saoudite
Campagne de bombardements
Bagdad
Offensive terrestre de la coalition
Koweït
Golfe Persique
N
0 200 km

Campagne de mars-avril 2003



Débaasifier l'Irak

Au terme d'un dernier ultimatum enjoignant à Saddam Hussein de quitter le pays, l'opération Liberté de l'Irak (*Iraqi Freedom*) est lancée le 20 mars 2003 et aboutit, en moins de trois semaines, à la chute du régime baasiste, le 9 avril. Une guerre éclair, au cours de laquelle les troupes américaines ont fait une démonstration de force à travers d'importants bombardements – stratégie de choc et effroi (*Shock and Awe*) – et qui s'est déroulée dans la passivité quasi-totale de la population irakienne. La coalition étrangère, supposée ouvrir dans son sillage une nouvelle ère de démocratie et de prospérité, s'installe à Bagdad.

Crimes et châtiments

Parmi les mesures qui devaient permettre la démocratisation de l'Irak figure la débaasification, dont le but était d'éradiquer toute trace de l'ancien régime. Mais celle-ci suscita une importante controverse au sein de la communauté internationale, y compris aux États-Unis où beaucoup la qualifièrent d'anti-démocratique, craignant qu'elle ne conduise au chaos. Or la débaasification

fait partie intégrante de la stratégie américaine pour la période d'occupation de l'Irak, élaborée par les stratèges du Pentagone deux mois seulement avant l'invasion militaire. Son concepteur est Ahmed al-Chalabi qui, dans le cadre du CNI, a rédigé une série de notes dans lesquelles il associait le régime irakien à l'Allemagne nazie et appelait à l'élimination du parti Baas et de ses structures sur le modèle de la dénazification décrétée par les Alliés à la conférence de Potsdam en 1945. Pour lui, l'éradication du Baas et de tous ses éléments devait servir de préalable à la construction d'un nouvel ordre démocratique en Irak. Sa proposition n'a pas manqué d'attirer l'attention de Douglas Feith, placé à la tête du Bureau des projets spéciaux (*Office of Special Plans*) et chargé par le Pentagone de concevoir la stratégie qui suivrait la guerre.

En amont du conflit, des désaccords opposèrent cependant le Pentagone, le département d'État et la CIA quant à l'étendue et au calendrier de cette débaasification. Alors que le département de la Défense – notamment Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz, très proches d'Al-Chalabi – était favorable à une mesure large ciblant tous les membres du parti Baas, le département d'État et la CIA considéraient Al-Chalabi comme un informateur et un conseiller peu fiable, et préféraient la mise en œuvre d'une mesure limitée, prenant la forme d'une dé-saddamisation, pour abattre le leader irakien et l'avant-garde du régime. In fine, un compromis fut trouvé, consistant à démettre de leurs fonctions les échelons supérieurs du parti tout en établissant une Commission vérité et justice, sur le modèle sud-africain, qui jugerait de la responsabilité de ses échelons inférieurs.

Le 20 janvier 2003, deux mois avant leur entrée en guerre, les États-Unis créèrent un Bureau pour la reconstruction et l'aide humanitaire (*Office for Reconstruction and Humanitarian*

Assistance) supposé faire office d'administration temporaire de l'Irak jusqu'à l'élection d'un gouvernement civil. Ce bureau fut remplacé, le 21 avril, par une Autorité provisoire de la coalition (*Coalition Provisional Authority*) agissant comme gouvernement de transition. Jusqu'à sa dissolution en juin 2004, celle-ci se vit dotée d'une autorité exécutive, législative et judiciaire sur l'Irak. L'APC fut reconnue par la résolution 1483 de l'ONU du 22 mai 2003 comme puissance occupante, assurant la gestion courante du pays pour une période déterminée, dans l'attente d'autorités représentatives.

La direction de ces deux instances fut tout d'abord confiée au général américain à la retraite Jay Garner, convaincu de l'importance d'une transmission de témoin aux Irakiens et de la nécessité d'élections anticipées. Garner s'opposa également à la débaasification, qu'il considérait comme néfaste pour l'Irak, et causa par ce refus la colère de plusieurs représentants de l'administration. Ces derniers œuvrèrent à son renvoi et Garner fut remplacé en mai 2003 par le diplomate Paul Bremer, nommé administrateur civil. Celui-ci prenait ses ordres du Pentagone et de Wolfowitz plus spécifiquement ; il devait garantir le succès de la transition irakienne en bouleversant les structures sociales et politiques du pays.

Le premier décret de l'APC, adopté le 16 mai 2003, concerna donc la débaasification de la société irakienne (*De-Baathification of Iraqi Society*) qui devait faire émerger des ruines de la dictature baasiste une démocratie. La mesure ciblait au premier plan les hauts représentants du parti, traqués par les forces étrangères pour s'assurer qu'ils ne reviennent pas au pouvoir. Il s'agit à l'époque des opérations d'encerclement et de recherche (*cordon and search*) conduites par l'armée américaine et qui ciblent aussi les membres du commandement régional considérés proches de

Saddam Hussein. Tous les autres agents du régime furent démis de leurs fonctions ou, pour ceux non reconnus coupables des crimes passés, «rééduqués» par des cours au terme desquels une cérémonie officielle était organisée pour sermonner les fonctionnaires, médecins et professeurs sur la barbarie de Saddam Hussein, les convaincre des bienfaits de la libération de l'Irak, et leur remettre un certificat de débaasification.

D'apparence vertueuse par sa prétention à substituer à la dictature un système politique neuf, la débaasification vire néanmoins au désastre en 2003. Outre que la comparaison de l'Irak baasiste avec le régime nazi est plus que discutable, l'impact négatif de la débaasification sur la société irakienne est immense. De fait, cette mesure ne conduit pas à une quelconque démocratisation mais au chaos, prenant les traits d'une purge aveugle. Elle ne vise pas simplement les criminels reconnus, mais aussi les petits fonctionnaires et employés des administrations qui sont souvent sommairement arrêtés, soumis à de violents interrogatoires, et concevront une profonde rancœur à l'égard des forces étrangères. Parfois, ces employés font l'objet de règlements de compte en étant dénoncés par leurs collègues de travail ou même leurs voisins. Or nombre d'entre eux ne se reconnaissent pas dans les actes du parti Baas, ni dans ceux commis par les premiers cercles du régime, auxquels ils n'appartenaient pas. Beaucoup avaient rejoint les rangs du parti moins par conviction personnelle que par contrainte ou nécessité – celle de trouver un emploi, par exemple. Depuis les années 1970, le Baas était devenu un élément incontournable du paysage irakien, pour ne pas dire un passage obligé pour accéder à une activité professionnelle publique et aux services de base fournis par l'État. Nombre d'Irakiens possédaient une carte du parti pour des motifs purement utilitaires, visant à échapper à la fatalité et aux privations

endurées sous l'embargo, autrement dit pour mener une vie décente et échapper au désespoir et à la répression.

Le deuxième décret de l'APC, adopté le 23 mai 2003, concerne la dissolution des structures (*Dissolution of Entities*) du régime, c'est-à-dire ses symboles et institutions. Sa mise en œuvre est assurée par un Comité d'éradication du Baas, ainsi qu'une Commission nationale pour la débaasification de l'Irak, créée par le cinquième décret de l'APC en date du 25 mai 2003. Présidée par Al-Chalabi, cette commission s'installe dans la zone verte de Bagdad, où siègent l'ensemble des personnels civils de la coalition. Parmi les institutions en ligne de mire figurent l'armée et l'appareil de sécurité, démantelés. En quelques semaines, des milliers d'officiers sont mis à la rue sans solde ni pension, et sans garantie d'un retour quelconque à l'emploi. Cette mesure a pour effet de plonger l'Irak dans un climat d'insécurité totale. De plus, les forces étrangères ne s'interposent pas pour mettre fin aux pillages et actes de vandalisme qui sévissent à travers le pays. Au contraire, elles laissent faire, dans une indifférence déconcertante.

Beaucoup des officiers démobilisés et des jeunes hommes abandonnés à leur sort, dont certains ont subi de graves sévices de la part des troupes américaines (mauvais traitements, torture dans des prisons secrètes), ne tardent pas à prendre les armes et à rejoindre le soulèvement. Ceux qui font l'objet d'arrestations, souvent arbitraires, sont incarcérés sur les bases militaires étrangères, les chiffres de la population carcérale dépassant vite plusieurs dizaines de milliers de détenus, majoritairement sunnites.

D'autres décrets suivent, posant respectivement les bases d'un système judiciaire et la création d'un tribunal chargé de juger des crimes du Baas, déclaré hors-la-loi, et définissant des mesures pour faire évoluer une économie irakienne jusque-là

étatisée vers une économie de marché sur le modèle des anciens pays soviétiques. Dans les faits, la débaasification dépasse amplement son cadre initial. Elle aboutit à un chômage massif – on a estimé en 2013 qu'il touchait près du quart de la population, selon les statistiques des autorités irakiennes et des Nations Unies – qui conduit au déclassement de milliers d'Irakiens. On évalue aussi à plus de 200000 le nombre de fonctionnaires, médecins, enseignants, magistrats et militaires qui ont été contraints de quitter leur profession. Accusé d'avoir agi comme un vecteur de la propagande baasiste, le système éducatif s'est vu entièrement restructuré, le nouveau ministre de l'Éducation désigné en 2003 – un chiite du parti Dawa – ayant tour à tour renvoyé chercheurs et professeurs, en particulier ceux qu'il savait de confession sunnite.

La débaasification a enfin eu de sérieuses conséquences sur l'économie irakienne, déjà affaiblie par des décennies de conflits et de sanctions. Alors qu'elle cherchait à effacer le legs de l'ancien régime pour permettre l'éclosion d'un système démocratique, elle a plongé les Irakiens dans la précarité. Privés de leurs personnels compétents, très souvent remplacés par les amis ou clients des nouveaux dirigeants, les ministères régaliens (Intérieur, Santé, Finances, Industrie, etc.) ont cessé de fonctionner normalement et d'assurer des services de base telle la distribution d'eau et d'électricité. Conduit par un chiite, le ministère du Pétrole a procédé au renvoi de ses employés sunnites en 2003. Face à un État et à un secteur public historiquement dominants, la thérapie de choc appliquée à l'Irak a été un échec, illustré par la déperdition immédiate de compétence des autorités en matière économique et sociale. Cette carence se reflète encore aujourd'hui dans la corruption des élites et l'incapacité des gouvernants à assurer des conditions de vie acceptables à la population

malgré la reprise de la production pétrolière. Les services les plus élémentaires ne fonctionnent toujours pas et les Irakiens manquent de tout, y compris de leur propre sécurité.

Marginalisation des sunnites

Alors que la débaasification était une priorité pour les États-Unis et leurs alliés chiites et kurdes – Al-Chalabi en personne ayant déclaré courant 2003 qu'il ne serait pas question d'évoquer une quelconque réconciliation nationale tant que les baasistes n'auraient pas expié leurs crimes –, elle a non seulement divisé les Irakiens, mais plus encore ouvert la voie au repli identitaire des sunnites, frappés de plein fouet par ses effets.

Dans les quartiers et provinces sunnites du pays, plus de 50 % de la main-d'œuvre a perdu son emploi. La débaasification est vécue comme une persécution identitaire, une punition collective pour des crimes dont les sunnites ne se sentent pas forcément responsables. Elle s'assimile à une épuration (*ijtithath*) confessionnelle, une tentative de « désunnifier » l'Irak, poussant nombre de sunnites à adopter une position de rejet vis-à-vis de l'occupation et de défiance à l'égard de la nouvelle donne politique. Adnan al-Janabi, cheikh dans la province d'Al-Anbar, déclarera à ce sujet que « les États-Unis ont commis toutes les erreurs possibles et imaginables pour se mettre à dos les sunnites, se comportant comme si chacun d'entre eux était un terroriste[54] ».

Sur un plan politique, la débaasification se traduit par l'exclusion des sunnites du processus de transition et par leur sous-représentation manifeste au sein des institutions. Cette exclusion pose les fondations d'un ressentiment qui ne variera guère pendant toute la période d'occupation. Le 13 juillet 2003, le Conseil

de gouvernement irakien (*Majlis al-hukum*), établi par la coalition et chargé de rédiger une Constitution provisoire avant la tenue d'élections, est tout entier structuré autour de quotas ethniques et religieux qui découlent directement de la tripartition schématique de la société irakienne conçue depuis Washington : chiites, sunnites, Kurdes. Les formations qui le composent ne sont autres que celles du groupe des sept, c'est-à-dire l'ancienne opposition chiite et kurde face à laquelle les sunnites font figure d'entité résiduelle.

Cette mise en minorité crée chez ceux-ci un fort sentiment de vulnérabilité[55]. De fait, les sunnites n'ont jamais été placés dans pareille position d'infériorité politique et ils se trouvent démunis pour y faire face. Ils s'opposent à ce statut qui leur est imposé en clamant qu'ils constituent une majorité et qu'indépendamment de cette considération, le pouvoir n'a jamais été déterminé par des motifs religieux. Ils affirment que le peuple irakien refusera de se soumettre à ce système. C'est précisément cet « esprit majoritaire » et « la panique d'une communauté qui redoute d'être abandonnée à un royaume de cailloux et de sable » qui expliqueraient l'ampleur du soulèvement que les sunnites déclenchent dès le printemps 2003[56]. L'absence d'un recensement officiel – les derniers décomptes de population considérés comme fiables remontent aux années 1950 – contribue encore à envenimer la bataille des chiffres qui s'engage entre communautés rivales.

Sur les 25 membres du Conseil de gouvernement, seuls cinq sont sunnites, contre une dizaine de chiites. De surcroît, les personnalités sunnites retenues ne sont ni les plus représentatives ni les plus populaires. Elles ne disposent d'aucun pouvoir véritable, la conduite de l'Irak étant placée dans les mains de Paul Bremer et de ses partenaires chiites et kurdes. Ajoutons que peu de politiciens sunnites sont désireux de prendre part à la transition, ou

qu'ils ne le peuvent pas. Car, contrairement aux chiites et aux Kurdes qu'une longue confrontation avec le pouvoir central a très tôt encouragés à se doter d'institutions et de partis propres, les sunnites ne disposent pour leur part d'aucune représentation alternative, en dehors de quelques courants d'opposition. Les figures de l'ancien régime qui auraient pu remplacer Saddam Hussein, en particulier certains officiers, sont disqualifiées et en fuite. Les sunnites se retrouvent face à un vide politique total qui provoque chez eux un sentiment de rejet, d'angoisse et de crainte de l'avenir[57]. Du fait de leurs différences sociales et de leur traditionnel rejet du confessionnalisme, ils ne se sont jamais projetés comme une communauté et n'ont pas créé de leadership politique sur ce fondement[58]. L'appartenance religieuse n'a pas constitué chez eux un marqueur déterminant face à l'attrait, par exemple, des nationalismes. C'est cette vision nationale de leur identité qui les conduit, dans l'après-Baas, à réfuter leur statut de minorité en se décrivant non pas comme Arabes et sunnites, mais plutôt comme Irakiens et musulmans.

Le nouveau gouvernement apparaît comme un système injustement discriminant, dominé par les chiites et les Kurdes[59]. Face à lui, un champ sunnite tente de s'organiser, certes embryonnaire et peu soutenu par la population. Peu d'anciens opposants parviennent à se faire entendre car ils ont passé de nombreuses années en exil et sont inconnus des Irakiens. D'autres, bien qu'actifs dans l'ancienne opposition, ne s'engagent pas au plan politique, à l'instar de Wafiq al-Samarrai, nommé conseiller du président pour la sécurité nationale ou de l'ancien baasiste Saleh al-Tikriti qui avait occupé plusieurs fonctions ministérielles sous Saddam Hussein. Parmi les forces qui émergent en 2003, au moins deux lignes de fracture se font jour en outre : l'une opposant des mouvements d'ancrage séculier à des courants

religieux pour lesquels l'islam doit jouer un rôle dans la reconstruction irakienne ; l'autre renvoyant dos à dos des forces participationnistes, qui veulent croire dans la transition, et des partis rejetant en bloc le calendrier défini par l'occupant. En creux, de nombreux sunnites ont perdu l'espoir d'une amélioration de leurs conditions de vie et préfèrent quitter l'Irak dès les débuts du conflit pour se réfugier en Syrie, en Jordanie, dans les pays du Golfe ou en Europe.

Des démocrates laïcs et islamistes

Parmi les quelques sunnites qui font leur entrée dans le Conseil de gouvernement, on retrouve les représentants des deux grands partis nationalistes qui avaient fui l'Irak du temps de Saddam Hussein. Le premier est le Parti national démocratique (*Al-Hizb al-watani al-dimuqrati*) de l'avocat et homme d'affaires Nasser al-Chadarchi, dont le père, Kamal, a fondé en 1946 le premier mouvement nationaliste irakien, qui rassemblait des sunnites, des chiites et des Kurdes issus des familles de notables et de la classe moyenne irakiennes. Al-Chadarchi entend revivifier le sentiment national irakien et fait le choix d'une participation politique. Un second courant, le Mouvement des démocrates indépendants, a été formé quelques jours après la chute de Bagdad et hérite de la tendance centriste et laïque qui s'était constituée à Londres autour de plusieurs opposants. Il est présidé par l'octogénaire Adnan al-Pachachi, le plus vieil homme politique du pays, né en 1923 dans une famille de notables arabes sunnites très impliqués dans les affaires publiques depuis l'ère ottomane. Diplômé de la faculté Victoria d'Alexandrie et de l'Université américaine de Beyrouth, Al-Pachachi a servi sous différents régimes, tout d'abord en tant que ministre des Affaires

étrangères du temps des frères Aref (1965-1967), puis à plusieurs reprises comme représentant de l'Irak auprès des Nations Unies (1967-1969). Exilé à Abou Dhabi suite au putsch baasiste de 1968, il y est devenu conseiller du prince. Cette longue et brillante carrière lui a valu l'estime de ses pairs. Les États-Unis ont d'ailleurs initialement voulu voir en lui une figure providentielle, celle de l'homme le plus apte à prendre la relève. Dans son discours sur l'état de l'Union du 20 janvier 2004, George W. Bush évoquait Al-Pachachi comme « l'un des représentants irakiens les plus respectés[60] ». Ardent nationaliste, Al-Pachachi était de ceux qui, pour éviter un conflit, avaient tenté de convaincre Saddam Hussein de renoncer au pouvoir. En 2003, à la veille de la guerre, il se disait favorable au renversement du régime baasiste et à son remplacement par une administration civile composée de technocrates et assistée par les Nations Unies, contre le projet de gouvernement militaire prôné par les Américains :

> « Ce gouvernement provisoire sera composé de technocrates compétents, qui travailleront sous l'égide d'un Conseil suprême dont les membres seront choisis au terme de consultations conduites par les Nations Unies auprès de figures irakiennes représentant toutes les tendances politiques [...]. Beaucoup d'Irakiens rejettent l'idée d'un gouvernement imposé de l'extérieur. Le nationalisme irakien, qui est encore vivace, doit être pris en considération [...]. La majorité des Irakiens vit à l'intérieur du pays. Ce sont eux qui ont subi l'oppression de Saddam Hussein et qui doivent être consultés avant qu'une autorité soit établie à Bagdad. Un gouvernement formé dans l'exil ne sera jamais accepté sans contestation. Des dirigeants "parachutés" ont peu de chance de gagner la sympathie des Irakiens[61]. »

Bien qu'incarnant une ligne nationaliste, Al-Pachachi cumule plusieurs handicaps. En premier lieu, outre un exil de plus d'une

trentaine d'années, les Irakiens lui reprochent ses liens avec les États-Unis, où il a fait ses études supérieures, ainsi qu'avec les monarchies du Golfe. Il incarne aussi une modernité en déconnexion avec la société irakienne, qui s'est largement réislamisée en réaction à l'embargo. Ce repli des Irakiens sur le registre religieux résulte du désenchantement éprouvé au fil d'années de guerres et de violences, et de l'impact dévastateur des sanctions – paupérisation générale, progression de la criminalité, déprofessionnalisation, déclin du système éducatif, déperdition des valeurs sociales et des solidarités usuelles.

Une autre force, religieuse cette fois, décide de prendre part à la dynamique politique : le Parti islamique irakien (*Al-Hizb al-islami al-'iraqi*). Fondé en 1960, il est lié à la mouvance irakienne des Frères musulmans, dont il a conservé les principales structures organisationnelles : bureau politique, conseil consultatif, comités et sections. Ce parti a passé de nombreuses années en exil. Avant la chute du régime en avril 2003, son siège se trouvait à Londres et ses membres s'étaient donnés pour mission de préserver l'Irak d'une « conspiration des États-Unis destinée à détruire l'Irak pour servir les intérêts d'Israël et à garantir l'approvisionnement pétrolier de l'Occident ». Un texte publié par ses représentants dans les années 1990, intitulé « Le Parti islamique irakien, orientations et concepts », faisait office de programme politique, appelant à l'établissement d'un gouvernement musulman en Irak et à une réimplantation de l'islam au sein de la société après des décennies de subversion baasiste.

Au début de l'année 2003, le Parti islamique se présente comme l'instance la plus représentative des sunnites d'Irak, appelant à une résistance pacifique à l'occupation américaine. Cette posture volontairement non violente le rapproche d'autres branches de la mouvance fériste à travers le monde arabe,

comme en Égypte où les islamistes, après des décennies de confrontation avec le pouvoir, ont renoncé à la lutte pour s'impliquer de manière graduelle dans les affaires de la cité. Dans son Projet politique, le parti émet un constat sévère sur les conséquences de l'invasion et réclame la libération de l'Irak, à laquelle doivent succéder l'élimination du legs de l'occupant et le retour du pays à la souveraineté. Cette libération doit passer par la définition d'un calendrier clair de retrait des troupes étrangères, le Parti islamique défendant le principe d'élections libres et démocratiques qui seules pourront aboutir à un rééquilibrage.

Même si son objectif demeure l'établissement d'un gouvernement religieux, le Parti islamique reconnaît le pluralisme, tant que celui-ci n'entre pas en opposition avec l'islam et les piliers de la foi. Il propose un modèle où la liberté, la tolérance et la consultation populaire guideront la prise de décision politique. Dans l'esprit de ses membres, c'est ce modèle qui permettra à l'Irak d'échapper aux dérives occidentales – relatives aux mœurs et au fonctionnement économique – grâce à l'établissement de restrictions empêchant les musulmans de légitimer des activités qui, dans d'autres circonstances, seraient prohibées. À l'inverse d'autres acteurs sunnites, le Parti islamique favorise le dialogue avec les chiites et organise plusieurs rencontres avec les hauts dignitaires des villes de Karbala et Najaf. Il n'en critique pas moins la stratégie hégémonique des chiites, leur « esprit raciste » et communautaire qui nuit à l'unité nationale en risquant de conduire à la guerre civile :

> « Depuis la chute de Saddam Hussein et le passage de l'Irak sous un régime d'occupation, notre parti agit au bénéfice d'un dialogue entre les composantes sociales, en réponse à certaines tentatives [des chiites] d'imposer leur hégémonie et de marginaliser les autres sans aucun fondement légitime[62]. »

Les rênes du parti sont confiées à Mohsen Abd al-Hamid, sunnite né à Kirkouk en 1937 qui a toujours refusé l'exil. Dans les années 1990, il avait ainsi tenté d'en réorganiser les rangs de l'intérieur. Abd al-Hamid est entouré d'autres personnalités qui ont elles aussi milité et s'étaient exilées à Londres: Oussama al-Tikriti, Iyad al-Samarrai, Farouk al-Ani et Bassem al-Adhami. Contrairement à d'autres hommes politiques sunnites, Abd al-Hamid est favorable à un dialogue avec toutes les forces et à une participation du Parti islamique aux élections. Il y voit, en effet, le seul moyen d'inverser les conséquences de la débaasification et de réintégrer les sunnites dans l'échiquier politique et institutionnel. Lui-même fait son entrée au Conseil de gouvernement en 2004 et en assure pendant quelques mois la présidence tournante. Mais cette posture est loin de faire l'unanimité parmi les sunnites et dans le reste du monde arabe: en 2005, le guide suprême des Frères musulmans égyptiens condamne cette participation politique, que d'autres qualifient de traîtrise[63]. À ses détracteurs, Abd al-Hamid répond que son parti ne fait que s'adapter, avec pragmatisme, à la nouvelle réalité politique de l'Irak occupé:

« Nous ne sommes pas à l'origine de l'occupation et n'y avons pas consenti. Notre entrée dans le Conseil de gouvernement a été une nécessité pour pallier le vide engendré par la chute du régime et défendre les droits du peuple irakien [...]. Nous ne cautionnons aucune philosophie religieuse[64]. »

Sur la question de la représentation des sunnites, il ajoute:

« Notre parti compte parmi ceux qui sont appelés à jouer un rôle dans l'avenir du pays [...]. L'autre raison est que nous sommes le seul parti musulman à représenter les sunnites. Nous ne promouvons aucune tendance confessionnelle et représentons les sunnites de Mossoul jusqu'à Bassora, là où se trouve la majorité d'entre eux. Nous sommes forts de nos nombreuses branches dans les régions du sud de l'Irak[65]. »

Misant sur une diffusion large de ses idées, et sur le rassemblement du plus grand nombre de sunnites, le Parti islamique se dote d'instruments de communication. Il établit en mars 2004 une radio émettant depuis Bagdad différents programmes qui couvrent ses activités sociopolitiques et culturelles, ainsi que des thèmes religieux rappelant l'importance de l'islam sunnite. Il se dote de sa propre chaîne de télévision, Al-Baghdadiyya, aux accents clairement pro-sunnites. Il édite enfin un journal hebdomadaire qui prend la relève de celui qu'il publiait depuis 1991 à Londres, dont le rédacteur en chef est Mohammed Abd al-Karim al-Jabbouri. Ses articles se réfèrent aux complots des ennemis de l'Irak, parmi lesquels les États-Unis et les « Iraniens », référence aux partis chiites qu'il accuse de collaboration avec Téhéran. D'autres textes soutiennent également qu'Al-Qaïda ne serait, en définitive, qu'une invention américaine destinée à aviver les tensions entre Irakiens et à semer les germes d'une guerre de religion.

Les oulémas rejettent l'occupant

Cette idée d'un complot visant l'Irak est partagée par une autre formation sunnite, le Comité des oulémas musulmans (*Hay'at 'ulama' al-muslimin*). Or, à l'opposé de la ligne modérée du Parti islamique, ce dernier incarne un rejet absolu de l'occupation étrangère et de la transition dans son ensemble. Il a été formé quelques jours après la chute du régime de Saddam Hussein par le cheikh sunnite Hareth Soulayman al-Dhari, né en 1941 dans la province d'Al-Anbar et petit-fils d'un cheikh tribal qui

s'était opposé à la présence britannique dans les années 1920. Al-Dhari, diplômé de la fameuse université islamique d'Al-Azhar au Caire, a enseigné pendant plusieurs années le droit coranique à l'Université de Bagdad, en Jordanie, puis aux Émirats arabes unis où il s'était réfugié pour fuir la répression baasiste. Il a regagné l'Irak au lendemain de l'invasion et, avec le soutien de son fils Mouthanna et d'autres imams comme Abd al-Salam al-Koubaysi, Mohammed Bachar al-Faydhi et Abd al-Sattar Abd al-Jabbar, s'est imposé comme l'un des plus virulents opposants à l'occupation et l'une des figures les plus respectées des sunnites.

En 2003, le Comité des oulémas établit ses quartiers dans la grande mosquée sunnite d'Oumm al-Qoura, en arabe « Mère de tous les villages », imposant édifice situé au centre de la capitale, bâti après la guerre contre l'Iran ; en 1991, cette mosquée avait été rebaptisée « Mère de toutes les batailles » en hommage à la victoire supposée de l'Irak contre l'Occident, s'inscrivant dans la lignée des monuments grandioses construits par Saddam Hussein pour alimenter le culte de sa personnalité. Cette mosquée est ainsi connue pour son architecture démesurée et ses éléments militaires, comme ses hauts minarets en forme de missiles. C'est en son sein qu'était exposé un exemplaire du Coran prétendument écrit avec le sang du dictateur lui-même.

La position du Comité des oulémas est celle d'un rejet invariable de toute collaboration, directe ou non, avec les forces étrangères et avec les institutions. Son premier communiqué se consacre à condamner sans ambages le Conseil de gouvernement dont la composition obéit à des quotas ethniques et religieux illégitimes et fondés sur des statistiques imprécises. Ce gouvernement est à lui seul un déni de la nation irakienne ; il soutient en effet la conception de l'Irak comme d'un agrégat de communautés :

« Le Comité des oulémas musulmans a examiné le prétendu Conseil de gouvernement et constate qu'indépendamment des pouvoirs qui lui ont été conférés, il divise le peuple selon des lignes confessionnelles et consacre une "majorité" sans avoir organisé aucun recensement, encore moins un référendum. Nous ne voulons pas entrer dans des considérations numériques et statistiques car ce serait alimenter le discours confessionnel qui nuit à l'unité de la nation. Mais maintenant que les forces d'occupation ont officialisé cette division, pour des raisons que nous ignorons, il nous faut rappeler que cette prétendue "majorité" ne représente pas le peuple irakien, ni même, comme l'affirment certains médias, la religion dominante parmi les musulmans[66]. »

L'intransigeance du Comité des oulémas à l'égard de l'occupant et du système communautaire mis en place en Irak lui vaut une grande popularité parmi les sunnites, dont il prétend assurer la défense en réinscrivant leur cause dans un cadre national et non confessionnel. Cette orientation le différencie fondamentalement du Parti islamique et d'autres mouvements politiques qui, pour leur part, ont choisi la négociation. Dans le même temps, le Comité des oulémas ne se veut pas un parti à proprement parler, mais davantage une association réunissant plusieurs sensibilités au plan religieux et qui revendique le contrôle de plus de 3 000 mosquées sunnites. Sa création vient en effet aussi de la dissolution, en 2003, du ministère des Affaires religieuses et de son remplacement par une instance sunnite perçue comme une simple extension du nouveau pouvoir chiite[67]. Son porte-parole Mohammed Bachar al-Faydhi soulignera :

« Le Comité des oulémas a été établi en Irak après le début de l'occupation, sous la forme d'une association religieuse dont les préoccupations n'avaient au préalable aucun rapport avec le domaine politique. Il se destinait

davantage à combler le vide créé par la dissolution du ministère des Affaires religieuses. Nous nous étions donnés pour mission d'établir des contacts avec les figures religieuses et tribales du pays en vue d'éveiller les consciences sur des notions comme la citoyenneté, et pour repousser l'ombre de la guerre civile qui, nous en sommes persuadés, était le but de l'occupant[68]. »

La posture du Comité est, somme toute, très emblématique de l'extrême fragilité dans laquelle se sont trouvés les sunnites dès les débuts de l'occupation. La débaasification et l'établissement d'un gouvernement sur des bases ethno-religieuses les cantonnent, en effet, à un rôle subalterne, celui d'une minorité marginalisée. Ce statut défavorable est encore aggravé par l'absence d'une direction politique organisée. La réelle difficulté des sunnites à trouver leur place dans le nouvel Irak façonné par les États-Unis pèse sur leur choix de prendre les armes ; de ce point de vue, le soulèvement anti-américain devient le premier canal d'expression de leur frustration et de leur sentiment d'injustice.

Jihad et libération

La normalisation politique souhaitée par Washington n'a pas eu lieu et la mise à bas du régime de Saddam Hussein a conduit à un effondrement de l'État et de ses institutions. L'incapacité des troupes américaines à restaurer la sécurité est à l'origine d'une forte hostilité populaire, qui ne fait que croître à mesure que s'éloignent la libération et la démocratie initialement promises. La multiplication des incidents, les erreurs humaines et tactiques commises par la coalition assoient un malentendu durable entre Irakiens et forces étrangères, l'occupation étant d'autant plus mal vécue par les sunnites qu'ils sont les premiers exposés aux opérations militaires.

L'occupation étrangère : libération ou humiliation ?

	sunnites	chiites	Kurdes
Libération	21 %	43 %	82 %
Humiliation	66 %	37 %	11 %

Source : Oxford Research International, 2004

« Le peuple de Bagdad est gouverné par des tyrans »

Contrairement à une croyance courante, les premiers ferments de résistance armée à l'avancée des Américains en 2003 ne viennent pas des sunnites, mais des populations du sud chiite, plus particulièrement de Bassora, Oumm Qasr et Nasseriyya[69]. De la même manière que de nombreux imams n'ont pas expressément appelé leurs fidèles à défendre le régime ou à se soulever contre lui, une majorité de religieux sunnites préconise le calme au moment où la coalition s'installe à Bagdad, préférant attendre et observer la progression des événements. Ils entendent tout d'abord juger de la sincérité des États-Unis et de leur promesse de libérer l'Irak avant de s'engager dans une action armée. Ainsi, le cheikh Al-Khayri, prédicateur à la mosquée de Tikrit, la « mosquée Saddam », incite dans un premier temps ses fidèles à l'attentisme. Au cours des années 1990, il s'était pourtant fait connaître pour son affiliation à l'opposition islamiste sunnite et avait même qualifié le régime baasiste de laïc et corrompu[70]. Lui et d'autres insistent déjà en 2003 sur le fait que le retrait militaire américain est la condition d'un retour à la paix. Or, en octobre, le Conseil de sécurité des Nations Unies approuve la résolution 1511 créant une Force multinationale en Irak sans que les États-Unis se soient engagés sur une date de transfert du pouvoir aux Irakiens et de départ de leurs troupes.

Cet attentisme ne dure qu'un temps, et le divorce entre les forces étrangères et la population se renforce. La progression des violences et les traitements dégradants infligés aux civils irakiens font évoluer les positions de nombreux imams et achèvent de les convaincre de la nécessité d'un combat armé[71]. Cette certitude est d'autant plus marquée que les sunnites font l'objet de ce qu'ils présentent comme une véritable campagne de harcèlement de la part des troupes américaines et des autorités chiites.

C'est de la grande mosquée Abou Hanifa, dans le quartier sunnite d'Al-Adhamiyya à Bagdad, que partent les premiers appels à la contestation. Endommagée par les raids aériens étrangers de mars 2003, et lieu présumé de la dernière apparition de Saddam Hussein, cette mosquée abrite, comme l'indique son nom, le tombeau du Grand imam et savant Abou Hanifa. Ses prédicateurs ont été parmi les premiers à s'élever contre l'occupation et à appeler les Irakiens à combattre les Américains dont ils comparent les opérations à celles naguère perpétrées par le Baas[72]. Parmi eux se trouve Mohammed Ayyach al-Koubaysi, auteur d'un manifeste devenu célèbre[73]. Il dirige le Mouvement national pour un Irak uni (*Al-Haraka al-wataniyya al-'iraqiyya al-muwahhada*), qui œuvre « en faveur de l'unité des Irakiens, indépendamment de leur ethnie et de leur religion, pour reconstruire l'Irak[74] ». Né dans les années 1930 à Bagdad et membre d'une importante tribu originaire de Fallouja, Al-Koubaysi a étudié la théologie à la faculté d'Al-Azhar. Il a fui l'Irak à la fin de la décennie 1990 en raison d'un mandat d'arrêt prononcé contre lui par les services de renseignement irakiens, puis s'est réfugié pendant plusieurs années aux Émirats arabes unis où il est devenu proche de Youssef al-Qaradawi, l'imam star de la chaîne satellitaire Al-Jazeera. Il est ainsi connu des télévisions du Golfe, sur lesquelles il a fait de fréquentes apparitions pendant l'occupation. En avril 2003, son retour à Bagdad est triomphal. Les bannières des fidèles réunis devant la mosquée invoquent le renversement du régime baasiste impie et célèbrent la solidarité irakienne face à l'occupant étranger : « Un Irak, une nation », « Non à Bush, non à Saddam, oui à l'islam », « Il n'y a parmi nous ni sunnites ni chiites, mais seulement des musulmans ».

Outre son hostilité envers Saddam Hussein, Al-Koubaysi s'est opposé à l'invasion militaire des États-Unis, avertissant de

son inévitable débâcle. Il s'est montré particulièrement virulent à l'égard de l'ancienne opposition en exil, dont il qualifie les membres de traîtres et de collaborateurs, hissés au sommet de l'État dans le seul but de servir leurs intérêts tout en cautionnant le projet colonial et impérialiste américain.

Le prêche qu'Al-Koubaysi délivre à la mosquée Abou Hanifa le 18 avril 2003 restera dans les annales de l'histoire comme une manifestation édifiante du sentiment anti-américain qui domine déjà parmi la population irakienne. Il s'agit d'une véritable ode au jihad, à travers laquelle Al-Koubaysi assimile l'occupation à une nouvelle invasion mongole, en référence à celle qui avait sous les ordres du chef Hulagu Khan provoqué en 1258 la chute de Bagdad et la fin du califat abbasside: « Aujourd'hui comme par le passé, le peuple de Bagdad est gouverné par des tyrans. » Al-Koubaysi compare l'invasion militaire américaine à celle des Britanniques dans les années 1920, clamant que le dessein de l'Amérique est de détruire la nation irakienne et sa civilisation, de semer la division (*fitna*) entre musulmans chiites et sunnites. Il appelle à l'unité en soulignant que tous les Irakiens ont souffert sous l'ancien régime et continueront à souffrir s'ils ne se rassemblent pas. Il annonce que si les Américains ne quittent pas l'Irak en donnant au pays une chance de se reconstruire, un soulèvement armé de grande ampleur éclatera, les États-Unis ayant violé toutes les conventions internationales et échoué à rétablir l'ordre et la sécurité[75].

Le jour même, de gigantesques manifestations ont lieu dans les quartiers sunnites de Bagdad, réunissant des milliers d'habitants qui brandissent le Coran contre l'occupation et réclament le départ immédiat des Américains. La guerre sainte est déclarée, dépeinte comme un devoir pour tout Irakien (*fard al-'ain*) et une mission collective à mener contre les envahisseurs et agresseurs

étrangers[76]. Ce sont les sunnites qui en prennent la tête, confortant la coalition dans sa conviction antérieure qu'ils sont les ennemis de l'Amérique et ceux de la jeune démocratie irakienne. Alors que les sunnites décrivent leur combat comme une résistance légitime, les États-Unis et leurs alliés parlent d'ailleurs de terrorisme. Entre les deux, l'armée américaine utilisera le terme plus neutre d'insurrection.

Au registre islamique de la lutte s'ajoute une quête de libération nationale qu'il ne faut pas sous-estimer. Dans le prolongement d'autres luttes nationalistes qui ont marqué l'histoire du Moyen-Orient et les guerres d'indépendance du XXe siècle, les premiers insurgés sunnites sont soudés par un même objectif de défense de leur patrie. Face à une occupation brutale qui fait peser sur eux les crimes de l'ancien régime, ils voient dans cette nation irakienne une notion sécurisante, une sorte de communauté refuge. L'exaltation du répertoire nationaliste par le soulèvement doit être lue comme une réaction au changement radical suscité par l'occupation et à cette exclusion des sunnites qui s'amplifie à mesure que les mois s'écoulent. Pour beaucoup, la prise du pouvoir par les chiites et les Kurdes est le pire des scénarios.

Mais cela ne revient pas à affirmer que les combattants sunnites sont de fervents patriotes. Ceux qui ont survécu au régime baasiste et profité de ses privilèges luttent moins par nationalisme que pour revenir à un statu quo qui leur semblait favorable. Par ailleurs, nombre de chiites irakiens ne sont pas moins attachés à leur patrie que les sunnites et rejettent la présence étrangère avec une égale violence. Mais leur longue trajectoire de communauté ostracisée et réprimée par des gouvernements qui se prétendaient nationalistes explique leur méfiance et leur détachement à l'endroit de la cause sunnite. Le fait que les

Américains se montrent plus cléments dans leurs régions en y limitant les opérations et les fouilles, alors que les provinces et villes sunnites sont placées sous un régime d'occupation permanente, éclaire aussi pourquoi ils ne sont pas poussés à lutter aussi farouchement que les sunnites.

Historiquement, la première révolte nationaliste en Irak remonte à la période britannique. Puis, les régimes politiques qui se sont succédé ont tantôt nourri, tantôt défait le nationalisme irakien, littéralement déconstruit et anéanti sous Saddam Hussein. Par sa violence et l'usage cynique des symboles de la nation, l'ancien dictateur a vidé l'idée nationale de son sens et de sa valeur aux yeux d'un grand nombre d'Irakiens, notamment des chiites et des Kurdes. Au cours des années 1990, le discours nationaliste mis en avant par Bagdad résonnait davantage comme une antienne destinée à dissimuler la répression intérieure, et non comme l'écho d'un quelconque sentiment populaire[77].

On comprend mieux, dans ces circonstances, comment le réordonnancement communautaire de l'Irak par les États-Unis a fini par sonner le glas de cette nation, la rébellion sunnite devenant en quelque sorte son dernier emblème.

Dictateur et martyr

Bien qu'il soit admis que Saddam Hussein n'avait pas planifié de soulèvement armé contre les troupes américaines avant sa chute, les baasistes – fidèles du despote ou agents du régime – vont endosser en 2003 un rôle décisif. De nombreux responsables du parti entrés dans la clandestinité pour échapper à la traque et les structures paramilitaires telles que l'Armée de Jérusalem (*Jaych al-Quds*), la garde républicaine ou les Fedayyin Saddam exercent une influence, idéologique et tactique, sur les premiers

insurgés. Le Baas survit en effet à sa faillite politique en ressurgissant sous de nouvelles formes, informelles et secrètes, dans la continuité de son histoire. Il doit cette capacité opérationnelle à la solidité de l'appareil interne qu'il a su mettre en place, ses membres étant généralement rompus aux méthodes de l'action clandestine.

Un premier groupuscule baasiste, Le Retour (*Al-'Awda*), a été formé au mois de juin 2003 par des membres de l'appareil de sécurité démantelé et par plusieurs soldats hautement entraînés. Il s'implante dans les régions sunnites du nord-est de Bagdad (Samarra, Tikrit, Mossoul, Ramadi), dont ses combattants sont originaires et où le parti Baas avait pour usage de recruter la majeure partie de ses contingents. Deux tendances idéologiques s'opposent en son sein : l'une défendant le retour de Saddam Hussein au pouvoir, l'autre favorable à une restauration du régime baasiste, mais débarrassé de son dirigeant. Établi à la même période, le Mouvement à la tête de serpent (*Haraka ra's al-'afa*) rassemble des baasistes de la province de Kirkouk ainsi que des officiers et chefs de tribus des villes de Fallouja et Ramadi[78].

Mais la première vitrine de cette mouvance baasiste demeure le Conseil national de la résistance irakienne, également connu comme le Conseil unifié de la résistance et créé durant l'été 2003. Il réunit d'anciens hauts cadres du Baas, opposés à l'occupation et ayant maintenu leur allégeance à Saddam. Pour eux, les sunnites sont les seuls capables de diriger l'Irak : ils s'élèvent contre le gouvernement chiite et kurde, considéré comme le fruit d'une collaboration intolérable avec les États-Unis.

Si la composition de ce Conseil reste plutôt opaque, c'est l'ancien vice-président du Conseil de commandement de la révolution, Ezzat Ibrahim al-Douri, qui en prend la tête. Il est secondé par un membre de la garde républicaine, Mouayyad Ahmed

Yasin, de son nom de guerre Abou al-Moutassem en référence au titre honorifique réservé aux souverains musulmans[79]. Plus connu en Irak comme l'homme roux qui porte un béret, Al-Douri est né en 1942 à Tikrit, dans le fief de Saddam Hussein, et a été l'un des protagonistes du putsch de 1968. Il est par la suite devenu un proche conseiller du dictateur irakien, occupant les postes les plus élevés dans la hiérarchie du parti. Al-Douri a été l'un des artisans des deux guerres contre l'Iran puis le Koweït, et l'un des chefs de la répression du soulèvement chiite et du massacre des Kurdes. Les forces américaines le présentent comme l'un des principaux leaders du soulèvement, associé à une manifestation de force de l'ancien régime.

Al-Douri devient donc la cible privilégiée des opérations militaires américaines dans les régions où l'on rapporte que les baasistes ont trouvé refuge. Une récompense de dix millions de dollars est même promise par Paul Bremer à quiconque permettrait sa capture. Or Al-Douri parvient à échapper à cette traque en œuvrant au rapprochement entre baasistes et islamistes-jihadistes. Il contribue à la création de l'Armée de Mahomet qui associe ces deux tendances autour d'un seul et même objectif: restaurer et préserver l'identité nationale et sunnite de l'Irak.

Saddam Hussein lui-même continue de faire peser son ombre sur le pays, passant du statut de despote à celui de martyr aux yeux des plus nostalgiques.

Alors que son régime s'est effondré, le dictateur rend publique une première lettre en avril 2003, à l'occasion de son anniversaire. Il y enjoint au peuple irakien et aux fils de la nation arabe et islamique de lutter contre l'occupant. Il est permis de douter de la sincérité de cet appel quand on se souvient de quelle manière Saddam Hussein a opprimé et brisé son propre peuple pendant des décennies. Mais l'analyse de cette lettre permet d'éclairer

comment il tente, précisément, de se défaire de cette histoire de tortionnaire pour se présenter comme l'ultime sauveur d'une nation assiégée et d'un monde arabo-musulman bafoué[80].

Dans son préambule, Saddam Hussein commence ainsi par se référer au siège de Médine de 627 lors duquel les compagnons de Mahomet avaient creusé une tranchée pour le protéger face aux coalisés. Le dictateur encourage les Irakiens à faire preuve du même courage car, selon lui, la lutte est un devoir national et religieux[81]. Il poursuit en comparant George W. Bush à un nouveau Hulagu Khan qui, dans sa volonté de détruire l'Irak, aurait été aidé par des traîtres, à savoir les exilés de retour au pays que Saddam Hussein associe à la figure d'Ibn al-Alqami, ministre chiite qui avait comploté contre le calife Al-Moutassem (833-842).

Cette connotation religieuse n'est pas nouvelle: dès 1979 et la Révolution islamique en Iran, les chiites irakiens ont été désignés dans des termes de plus en plus péjoratifs par le régime. L'un des termes utilisés était notamment celui de confession (*ta'ifa*), visant à suggérer leur allégeance plus forte au chiisme qu'à l'Irak. Par l'emploi d'un tel qualificatif, il s'agissait pour Saddam de faire des chiites un facteur de division et de les exclure de la nation. Un autre terme employé à partir des années 1980 fut celui de réjectionnistes (*rawafidh*), c'est-à-dire ceux qui ont dévié de l'orthodoxie sunnite. Il était employé par le pouvoir de Bagdad pour désigner tous ses ennemis, les communistes et les Kurdes en particulier. Pendant la guerre contre l'Iran, son usage a surtout servi à diaboliser les chiites proches de Téhéran, fustigés par Saddam Hussein pour agir contre les intérêts de l'Irak.

Ce discours confessionnel a beaucoup contribué, avant 2003, à renforcer la vision partagée par de nombreux chiites d'un Irak dominé par les sunnites à leur détriment. Le recours des baasistes au registre nationaliste – auxquels les chiites adhéraient

pourtant eux aussi – a fini par être perçu comme un instrument idéologique aux mains des sunnites pour étouffer l'identité chiite, asseoir leur puissance et empêcher l'éclosion d'un débat sur la question religieuse. Ceci explique aussi pourquoi, après la mise à bas du régime, plusieurs opposants ont eu à cœur d'affirmer que les chiites constituaient une majorité, que le pouvoir leur revenait donc de droit, et qu'il n'était plus nécessaire de déguiser cette supériorité sous des artifices nationalistes. La promotion du chiisme est devenue une priorité, tout comme l'éviction des sunnites qui se sont dès lors repliés sur leur identité religieuse et ont commencé à tenir des discours beaucoup plus communautaires pour se démarquer du processus politique.

Le recours de Saddam Hussein à un registre nationaliste, panarabe et islamique cadre bien avec la rhétorique qui a été celle de son régime pendant ses dernières années et qui, en l'espèce, s'est islamisée. Dès janvier 1991, suite à sa débâche au Koweït, Saddam avait en effet ordonné que soit inscrit sur le drapeau irakien la mention « Dieu est le plus grand » (*Allahou akbar*). L'islam était devenu une ressource à part entière pour le régime qui exploitait le regain de religiosité du plus grand nombre, surtout celui des sunnites, pour conserver leur sympathie, survivre et se re-légitimer face aux effets des sanctions. En 1993 était officiellement lancée une campagne de la foi (*al-hamla al-imaniyya*) visant à réaffirmer les valeurs de l'islam dans la société irakienne et accordant une nouvelle place à l'étude et à la pratique religieuses. Plusieurs mosquées avaient été mises en chantier à la gloire de Saddam et placées sous tutelle de l'État, tandis que la radio nationale diffusait quotidiennement des versets du Coran. La vente d'alcool était interdite et le régime concédait des libertés aux islamistes sunnites en vue de les coopter et de les utiliser pour restaurer son assise sociale.

Si le baasisme a souvent été qualifié d'idéologie séculière, il a aussi toujours reconnu l'islam en tant que religion majoritaire des Arabes et fondement spirituel de leur civilisation. Le fondateur du baasisme, Michel Aflaq, fut le premier à évoquer la place de Mahomet dans l'héritage arabe et à souligner la centralité de l'islam dans la construction du nationalisme. L'islam, écrivait-il, se devait d'être admiré comme « un mouvement spirituel inséparable de l'histoire arabe et ayant permis sa renaissance ». Aflaq insistait sur l'opposition du baasisme à l'athéisme (*ilhad*)[82]. Dans le cas de l'Irak, nationalisme et islam (sunnite) sont demeurés étroitement imbriqués, y compris sous le règne du Baas. Après leur prise du pouvoir, les baasistes ont promu une idéologie laïque tout en se préservant d'une révolte par la reconnaissance de l'islam comme religion d'État. Puis le régime a nationalisé les commémorations religieuses en tenant ses propres rassemblements sur l'islam, autour des membres du parti, des oulémas sunnites et des chefs de tribus. Peu à peu, les restrictions imposées à la pratique religieuse ont été allégées pour ne pas aliéner les milieux traditionalistes.

Face à la montée de la République islamique chiite, Saddam Hussein lui-même avait adopté dès 1979 un discours religieux alors qu'il s'était auparavant fait le chantre de la laïcité en dénonçant tout ce qu'il percevait comme une atteinte à la modernisation de l'Irak. Au début de la guerre contre l'Iran, il n'avait pas hésité à se présenter comme le pieux héritier de Mahomet et comme le Saladin des temps modernes. En 1989, le régime annonçait la disparition d'Aflaq, inhumé à Bagdad, en soulignant qu'avant sa mort le père du baasisme s'était converti à l'islam et que ce choix devait alimenter une réflexion politique. Usé par des années de guerre, Saddam Hussein opérait un revirement idéologique encore plus net en se tournant vers l'islam pour en

faire une source alternative d'autorité. Parallèlement, une réislamisation de la société s'enclenchait par le bas, suscitée par le repli des Irakiens sur la foi et savamment exploitée par le régime.

En 2003, Saddam Hussein considère que les Arabes et l'islam sont en crise et que Dieu a choisi l'Irak comme point de départ de leur réforme et de leur résurrection. Dans un discours prononcé le 6 septembre 1990, il a défini sa mission sacrée en ces termes :

« Les Arabes sont actuellement corrompus sur tous les plans, social, culturel, idéologique, politique et économique. Il n'y a pas de place pour pareille corruption. Si nous étions de vrais croyants, nous essaierions de réformer le peuple avec l'aide de Dieu afin de lui rendre un cœur bon et fidèle, servant l'islam jusqu'à ce qu'il renaisse et inonde l'humanité de sa lumière. »

Une nébuleuse insurrectionnelle

Mais si les baasistes et partisans de Saddam Hussein ont joué un rôle clé dans l'émergence et la structuration du soulèvement, il ne faudrait pas surestimer leur influence. En effet, la lutte armée s'ancre avant tout dans le sentiment anti-américain qui domine l'Irak et plus particulièrement les milieux sunnites. Souvent, elle n'a aucun rapport avec la défense de l'ancien régime baasiste. La majorité des insurgés ne soutient en effet pas un retour du dictateur au pouvoir et ne se réclame d'aucune attache idéologique avec le Baas. Au contraire, beaucoup de combattants s'opposent à toute restauration de l'ancien système, rejetant l'entière responsabilité de la guerre sur Saddam. Comme le fait observer Ahmed Jassim, étudiant originaire de Fallouja passé au combat armé, le soulèvement contre l'occupation procède du sentiment nationaliste qui soude ses membres, et non d'une loyauté envers l'ordre déchu :

« Nous ne luttons pas pour Saddam, nous luttons pour notre pays, pour notre honneur et pour l'islam[83]. »

À Tikrit, fief de Saddam Hussein, ses fidèles et ses détracteurs se livrent une guerre larvée. Les chefs de tribus, qui avaient été cooptés par le régime dans les années 1990 et autour desquels se sont regroupés les habitants de la ville en quête d'une autorité de substitution, se sont opposés à la fermeture de la Grande mosquée Saddam et au limogeage des officiers et des fonctionnaires[84]. Khatan Khalaf al-Abdan, un influent cheikh, refuse de prêter main-forte aux troupes américaines pour déboulonner les statues du dirigeant et affirme qu'il revient aux Irakiens, et à eux seuls, de régler leurs comptes sans autre forme d'ingérence :

« Nous ne souhaitons pas des Américains, ils ont envahi l'Irak contre notre volonté et ne se sont pas comportés suivant leur promesse de libération [...]. Les Américains sont étrangers à notre culture et ne comprennent pas les règles qui régissent notre mode de vie[85]. »

D'autres ont le sentiment qu'ils payent pour les crimes d'un régime qu'ils n'ont pas soutenu et auquel ils n'ont pas été personnellement associés :

« [Saddam Hussein] n'était pas un membre de notre tribu [...]. Nous n'étions liés au président que de façon lointaine, sur dix générations, voire plus. Nous n'avons pas tiré profit de ces origines communes car seule sa proche famille et ceux qui se trouvaient étroitement liés à son clan bénéficiaient de privilèges[86]. »

Un fonctionnaire à la retraite poursuit en déclarant que Saddam Hussein a été une malédiction pour Tikrit et qu'il est

coupable de la mauvaise réputation de la ville. Il ajoute qu'à cause de ses crimes et de ceux de ses fils Ouday et Qousay, les Tikritis paieront le tribut le plus lourd à l'occupation[87].

Un clivage idéologique de taille oppose de surcroît les baasistes aux autres insurgés, portant sur la définition même du nationalisme qu'ils revendiquent. Alors que les baasistes nourrissent une représentation arabe de la lutte armée, les combattants se réclament d'un nationalisme irakien, inscrit dans ses frontières et non au sein d'un monde arabe élargi. Celui-ci doit réunir toutes les communautés contre l'occupant, indépendamment de leurs origines. Cette opposition renvoie à celle, historique et déjà évoquée, qui à partir des années 1920 a fait se côtoyer deux définitions concurrentes de la communauté politique en Irak : l'une panarabe, l'autre irakiste. Les partisans de la première ont dénoncé la seconde comme contraire au patriotisme (*qutriyya*) et à l'unité arabe. Certes, le panarabisme a été une idéologie très influente, qui a exercé une forte résonance parmi la population arabe, qu'elle soit sunnite ou chiite. Saddam Hussein n'a pas manqué d'user de cet élan à son arrivée au pouvoir. Mais l'idéologie panarabe est vite entrée en confrontation avec un nationalisme irakien qui se trouve, après 2003, plus en phase avec les aspirations de la lutte. En valorisant leur identité nationale, les insurgés sunnites cherchent à dénoncer le système communautaire mis en place par Washington, et à se défaire du stigmate identitaire – ethnique et religieux – dont la coalition les a affublés.

Les réactions relativement peu nombreuses des insurgés face à l'arrestation de Saddam Hussein en décembre 2003 démontrent leur indifférence au sort de ce dernier et à celui de son régime. À l'exception de quelques manifestations dans les bastions du dictateur, l'opposition armée reste silencieuse. Saddam est retrouvé,

barbu et hagard, par l'armée américaine dans une minuscule cave de Tikrit où il se cachait depuis des mois, tandis que de nombreux baasistes qui avaient d'abord défendu l'idée de son retour au pouvoir finissent par fuir l'Irak pour se réfugier dans les pays voisins (Syrie, Jordanie) ou par se ranger au côté de la lutte armée nationaliste. D'autres se rendent aux forces étrangères, à l'exemple de l'ancien vice-Premier ministre Tarek Aziz en avril 2003. Plus tard, en 2008, celui-ci est livré aux chiites qui ont décidé de pourchasser les chrétiens pour leurs liens avec le régime baasiste. Jugé plusieurs fois pour son rôle dans la répression et le massacre des chiites et des Kurdes, Aziz est condamné à mort en octobre 2010 par la Haute cour pénale irakienne ; l'ancien président kurde Jalal Talabani (2005-2014) refuse formellement de signer son ordre d'exécution du fait de son âge avancé et parce qu'il appartient à une minorité persécutée. Aziz reste emprisonné à Bagdad où il réclame depuis des années son exécution.

À compter de l'été 2003, le soulèvement s'étend et les réseaux de combattants se multiplient. Les insurgés entendent mettre fin à l'occupation étrangère et à l'injustice plus particulièrement faite aux sunnites. Mais le jihad ne consiste pas encore à l'époque à semer la discorde religieuse entre Irakiens, comme cela deviendra le cas avec la montée en puissance d'Al-Qaïda qui durcit le combat et ses objectifs.

L'insurrection irakienne ne constitue pas une mouvance homogène. Au contraire, ses membres constituent une nébuleuse hétéroclite composée de groupes sans liens apparents et sans dirigeant attitré : laissés-pour-compte, officiers démobilisés, sans revenus pour faire vivre leur famille et encouragés au combat, victimes de la débaasification, islamistes radicalisés durant l'embargo, tribus. Ces acteurs divers ont parfois tenté d'exprimer

leur colère et leur incompréhension lors de manifestations devant les bâtiments de la coalition, mais ont fini par prendre les armes contre l'occupant américain, tantôt au nom de l'islam, tantôt au nom de la nation, le plus souvent au nom des deux. On y trouve l'Armée islamique d'Irak (*Al-Jaych al-islami fi al-'Iraq*), le Front islamique pour la résistance irakienne (*Al-Jabha al-islamiyya li al-muqawama al-'iraqiyya*) ou encore l'Armée des moujahidin (*Jaych al-mujahidin*) – noms qui renvoient au double répertoire islamique et national dans lequel les insurgés inscrivent leur combat.

Sans conteste la plus puissante dans ce paysage armé encore naissant, l'Armée islamique d'Irak est formée en 2003. Elle s'implante dans les provinces sunnites ainsi qu'à Bagdad et dans ses environs, et se décline en brigades qui revendiquent des centaines d'attaques armées contre les soldats américains et les nouvelles forces de sécurité. Au premier rang de ses cibles figurent des officiers de police et gardes nationaux, ces boucliers humains de l'ennemi. Ces opérations font l'objet d'une abondante propagande audiovisuelle diffusée sur la chaîne qatarie Al-Jazeera. Les membres de l'Armée islamique, pour la plupart anciens officiers de l'armée régulière, à l'instar de leur commandant Ismaël al-Jabbouri, se présentent comme des résistants et non comme des insurgés[88]. Ils dénoncent non seulement la présence étrangère et les autorités irakiennes, mais aussi l'occupation confessionnelle de l'Irak par des mouvements chiites liés à l'Iran :

« Il existe deux occupations en Irak. Celle de l'Iran, d'une part, à travers les milices chiites contrôlées par ce pays et l'implication directe de sa garde nationale et de ses services de renseignement sur le territoire irakien pour tuer les sunnites [...]. Celle, d'autre part, des États-Unis pour détruire le peuple irakien[89]. »

Le Front islamique pour la résistance irakienne, structuré autour de factions sunnites issues de la mouvance des Frères musulmans, émerge quant à lui sur la scène insurgée au mois de mai 2004. Ses combattants concentrent l'essentiel de leurs opérations contre les troupes américaines, en particulier dans les provinces de Diyala, Ninive et Salahaddin, et dans les villes de Mossoul et Baqouba, plus au nord. Ils s'en prennent par ailleurs au nouveau gouvernement, qualifié de pantin aux mains des Américains et dont les représentants chiites et kurdes auraient trahi la cause irakienne. Dans de nombreux communiqués et enregistrements diffusés sur internet, le Front revendique ses multiples faits d'armes, orchestrés par sa branche militaire, les Brigades de Saladin (*Kata'ib Salahaddin*).

On suppose, enfin, que l'Armée des moujahidin s'est constituée avant l'occupation, sous la forme d'une organisation de charité destinée à soutenir les étudiants sunnites et dont les membres prêchaient déjà activement au sein des mosquées. Son objectif est une libération totale de l'Irak par la voie d'un jihad armé défensif, suivie par l'instauration de la loi islamique comme principe de gouvernement. Outre ses nombreux communiqués publiés sur internet, l'Armée des moujahidin s'exprime au travers de forums islamistes et son porte-parole, Abd al-Rahman al-Qaysi, fait de fréquentes apparitions dans des programmes et documentaires retransmis sur les chaînes du Golfe et consacrés au soulèvement irakien.

Au début de l'année 2004, cette Armée et l'ensemble des formations insurgées intensifient leurs opérations, auxquelles les États-Unis, déjà enlisés militairement, ne parviennent pas à faire face. Les principaux heurts entre troupes étrangères et combattants se concentrent dans la capitale irakienne et la province d'Al-Anbar, au cœur du Triangle sunnite[90]. Depuis la chute du

régime baasiste, cette région s'est transformée en véritable sanctuaire du jihad anti-américain, et c'est la ville de Fallouja qui en devient le symbole.

Nombre d'attaques insurgées par mois (2003-2006)

Juin 2003	8
Déc. 2003	19
Juin 2004	45
Déc. 2004	52
Juin 2005	70
Déc. 2005	75
Juin 2006	100
Déc. 2006	175

Source : Brookings Institution, 2007

Fallouja assiégée

Deuxième ville d'Al-Anbar, Fallouja reste l'un des grands théâtres de la guerre d'Irak. Les deux batailles qui s'y déroulent entre avril et novembre 2004 sont en effet parmi les plus meurtrières du conflit, plaçant face à face une armée américaine et une guérilla sunnite prêtes à en découdre par tous les moyens. Plus que tout autre épisode militaire, elles révèlent le ressentiment profond qui, du côté sunnite, s'est cristallisé contre l'occupation et le processus de transition initié après la chute de Saddam Hussein.

Appels au calme

Située sur l'Euphrate, Fallouja a été édifiée par les Babyloniens. Son nom est d'origine syriaque (*Pallgutha*) et araméenne (*Pumbedita*). À l'époque de la domination perse, la ville est devenue une importante cité marchande. Puis elle a connu un déclin durant plusieurs siècles, jusqu'à devenir, sous les Ottomans, un simple point de passage au milieu du désert. C'est à Fallouja que

les Britanniques, peu après leur arrivée en Irak, ont dépêché un explorateur et haut gradé des armées coloniales, le lieutenant-colonel Gerard Leachman, pour qu'il s'entretienne avec les tribus locales et établisse avec elles un dialogue politique. En 1920, Leachman part ainsi à la rencontre du cheikh sunnite Al-Dhari, membre de la tribu des Zoubay et qui, selon la légende, ordonne son assassinat. L'incident marque le début de la Grande révolution de 1920, emblème de la lutte des Irakiens pour leur indépendance. À partir des années 1930, Fallouja connaît une forte croissance démographique – sa population passant de 10000 à 350000 habitants entre 1947 et 2003 – et se modernise grâce aux premiers revenus du pétrole distribués par l'État. Sur un plan commercial, sa situation géographique privilégiée en fait une localité influente. Puis, dans les années 1970, c'est le boom pétrolier qui achève d'en faire une grande zone industrielle, où sont construits des sites de production, dont certains soupçonnés d'avoir servi à la fabrication d'armes chimiques par le régime baasiste.

Ethniquement arabe et religieusement sunnite, Fallouja se distingue par son tissu tribal, qui se structure autour de tribus telles les Zawba, Jamala et Albou Issa, elles-mêmes organisées en clans – Tamim, Bani Qabis, Fayad, Al-Ani – et toutes originaires de la péninsule arabique. La ville est réputée pour son conservatisme et abritait avant la guerre des centaines de mosquées – ce qui lui a d'ailleurs valu le nom de ville des mosquées et, avec la naissance du soulèvement, de Mecque des moujahidin. Son champ religieux se décline autour de trois grandes tendances : des confréries soufies, une branche des Frères musulmans et une mouvance islamiste autrefois quiétiste et aujourd'hui politisée.

Le soufisme possède des racines historiques profondes en Irak. Il y est représenté par les deux confréries de la Qaderiyya et de la Naqchbandiyya qui considèrent le prophète Mahomet et

ses saints comme des intercesseurs de Dieu, aptes à transmettre une prière, un souhait ou une grâce, et vouent à ces derniers un véritable culte – on va se recueillir sur leurs tombeaux. La Qaderiyya tire son nom du théologien hanbalite Abd al-Qader al-Gaylani, mort à Bagdad au XIIe siècle, et a marqué l'histoire de l'Irak jusqu'à la fuite, en 2003, du cheikh Abd al-Afef al-Gaylani, connu pour sa modération et qui avait préconisé un dialogue avec la coalition étrangère pour éviter que le pays ne sombre dans la guerre civile[91]. Par la suite, un groupe d'auto-défense a été créé pour protéger le sanctuaire de la confrérie dans la capitale face aux attaques des milices chiites et de la guérilla sunnite, dont les membres considèrent les soufis comme des apostats. Les islamistes les plus radicaux, attachés à une lecture stricte du Coran et des textes sacrés, considèrent en effet le soufisme comme une déviance face aux principes et pratiques de l'islam : ils accusent les soufis d'associationnisme, crime qui consiste à assimiler un être humain à Dieu, et s'en prennent à partir de 2003 à leurs lieux de dévotion et de pèlerinage. La Naqchbandiyya, présente en Irak depuis le XIIIe siècle, est pour sa part l'héritière du théologien Bahaouddin Naqchband. Elle se distingue des autres ordres soufis, qui en général font remonter leur chaîne initiatique à Mahomet et à l'imam Ali, en se prévalant d'enseignements secrets qui lui auraient été transmis par le premier calife Abou Bakr. Outre leur approche mystique de l'islam, par la prière et la méditation, ces deux confréries ont été à l'avant-garde de la lutte anticoloniale en Irak et se sont préparées dès 2002 à résister à l'intervention militaire des États-Unis et à contrer les critiques de leurs détracteurs qui les accusaient de privilégier les affaires spirituelles au combat. En 2003, les soufis ont pris les armes contre les forces américaines et leurs collaborateurs. Les combattants de la Naqchbandiyya, en particulier,

revendiquent l'attentat qui frappe la zone verte et l'hôtel Al-Rachid en octobre 2003 lors d'une visite de Paul Wolfowitz à Bagdad. Ils prennent aussi part à la lutte dans plusieurs villes d'Al-Anbar et dans le nord, où le soufisme prévaut, en soulignant l'importance de l'unité des moujahidin, de la protection des civils irakiens et du rejet de toute association à la dynamique politique[92].

Avant la guerre, Fallouja a longtemps constitué un point d'ancrage pour le pouvoir, la présence des soufis n'y étant pas étrangère. L'ancien vice-président Ezzat Ibrahim al-Douri est membre de la Naqchbandiyya, et la Qaderiyya se compose de nombreux officiers liés au parti Baas. Les rapports entre Fallouja et Bagdad ont été étroits, comme en témoignent le nombre d'habitants qui étaient employés par l'administration centrale et l'importance numérique des hauts gradés du régime issus de Fallouja. Or, paradoxalement, Fallouja a été l'une des villes d'Al-Anbar les moins affectées par les opérations américaines et ne s'est donc pas immédiatement transformée en bastion du soulèvement. Au contraire, les dignitaires religieux et chefs de tribus ont d'abord appelé la population au calme en soulignant le caractère prématuré d'une lutte armée contre les Américains. En 2003, Fallouja a été placée sous la direction d'un comité consultatif composé de notables, tandis que plusieurs émissaires sont envoyés à Bagdad pour entamer des négociations avec les forces de la coalition.

Malgré ces efforts, la dégradation des relations entre la population et les troupes américaines a été rapide. Car, face à l'effondrement de l'État et aux pillages qui continuent d'avoir cours à travers le pays, les habitants de Fallouja se voient contraints de garantir leur propre sécurité et leur survie sans aucun soutien étranger. Quant au nouveau maire désigné pour assurer la gestion de la ville, Taha Badawi Hamid, anti-Baas notoire et

membre d'une tribu, il est très impopulaire en raison de ses liens avec la coalition.

Le sanctuaire du soulèvement

À Fallouja, la libération promise par les États-Unis prend une tournure amère. L'attitude des troupes américaines, qui ont établi leur campement au cœur de la ville et multiplié les violences contre les civils, ne fait qu'envenimer la situation. Celles-ci n'hésitent pas, en effet, à pénétrer de manière brutale dans les maisons, accompagnées de chiens, pour en fouiller les habitants, à raser les quartiers en survol d'hélicoptère, ou à utiliser des jumelles pour observer la population, violant aux yeux de certains l'intimité des femmes qui, dans la tradition musulmane, ne peuvent faire l'objet des regards extérieurs. Ces actes apparaissent d'autant plus inacceptables que les imams de la ville ont tout mis en œuvre pour coopérer avec les forces occupantes et maintenir la paix et la sécurité. Or de nombreux témoignages rendent compte de la vitesse avec laquelle les conditions de vie se sont dégradées au printemps 2003. En effet, Fallouja a été frappée de plein fouet par la débaasification, qui a mis à la rue les baasistes et les agents du régime, mais aussi les soldats et les fonctionnaires. Le point de rupture est donc vite atteint.

Le 28 avril, des centaines d'habitants décident de défier le couvre-feu imposé depuis quelques jours par l'armée américaine et se réunissent à l'extérieur d'une école primaire, utilisée comme poste d'observation militaire, en exigeant sa réouverture. Stationnés sur le toit du bâtiment, les soldats américains ouvrent alors le feu sur une dizaine de civils, parmi lesquels des femmes et enfants. Cet événement cause la fureur de la population et marque un tournant dans le conflit. Pourtant, les forces étrangères ne

semblent tirer aucune leçon de cette bavure, renforçant même leur présence dans la ville, postant d'autres blindés dans toutes les rues et multipliant les fouilles parmi les habitants. Les dignitaires qui avaient fait le choix de la modération et du pragmatisme sont convaincus que le jihad s'impose à présent[93]. Comme dans tout le reste de la province, les mosquées de Fallouja, seuls lieux inoccupés, deviennent les quartiers généraux du soulèvement.

Fin 2003, alors que les troupes américaines se sont partiellement retirées, une partie des insurgés prend le contrôle de Fallouja et y établit un régime islamiste, l'émirat de Fallouja (*imara al-Falluja*)[94]. Un Conseil des moujahidin (*Majlis al-mujahidin*) est formé au mois d'avril suivant et placé sous la coupe des imams et mentors de la lutte armée, Abdallah al-Janabi et Dhafer al-Obaydi. Al-Janabi, chef de la mosquée Saad ibn Abou Waqqas, né en 1951, s'est imposé comme l'une des voix les plus virulentes contre l'occupation : il a été le premier imam de Fallouja à appeler à la guerre sainte contre les troupes américaines. L'imam Al-Obaydi est quant à lui un proche d'Al-Janabi et recteur de la mosquée Al-Hadhra, dont on rapporte qu'elle abrite le Commandement des moujahidin de Fallouja libérée. Avec l'afflux des combattants venus du Levant, du Golfe, du Maghreb, mais également d'Europe, liés pour la plupart à Al-Qaïda, Fallouja devient le sanctuaire du soulèvement. Les jihadistes y reçoivent un entraînement militaire, des munitions, et développent des compétences qui leur permettent de conduire des opérations d'envergure contre les troupes étrangères. Dans le même temps, la *chari'a* est imposée dans la ville, tout individu suspecté de liens avec les Américains étant sommairement exécuté. L'alcool est prohibé, le port du voile forcé, et les commerces ordinaires (salons de coiffure, disquaires) fermés. Toutes les entrées de la ville sont placées sous le contrôle des insurgés[95].

Ce régime de terreur suscite des résistances, y compris dans les rangs d'une partie du soulèvement dont les membres refusent d'adhérer à l'idéologie d'Al-Qaïda. Mais les insurgés préfèrent à l'époque ignorer ces tensions et accorder une priorité totale au combat contre l'occupant par l'union de leurs forces. Les combattants font de Fallouja une base opérationnelle centrale et profitent des nombreuses caches d'armes laissées par l'ancien régime. Ils s'installent dans toutes les mosquées et maisons de la ville.

Très vite, c'est le dirigeant d'Al-Qaïda en Irak, le jihadiste jordanien Abou Mousab al-Zarqawi, qui prend la tête de la lutte armée. Né en 1966, de son vrai nom Ahmed Fadel Nazzal al-Khalayleh, il appartient au clan tribal des Bani Hassan. C'est un combattant aguerri. Il a eu pour guide le jihadiste palestinien Abdallah Azzam, qui lui a fait découvrir la guerre sainte et l'a incité à aller combattre l'Union soviétique en territoire afghan à la fin des années 1980, puis à se rendre à Peshawar au Pakistan. De retour à Amman dans les années 1990, Al-Zarqawi a été arrêté et mis en prison par les services de renseignement jordaniens pour avoir tenté de mettre sur pied une première cellule islamiste. Après quelques années derrière les barreaux, il est une légende pour beaucoup d'aspirants au jihad, mais rate son attentat contre l'hôtel d'Amman en 2000 et doit à nouveau fuir pour le Pakistan et l'Afghanistan où il rencontre Oussama ben Laden. Au lendemain de l'intervention américaine contre le régime des Talibans, en 2001, il se réfugie en Iran puis au Kurdistan irakien où il établit un foyer jihadiste.

Au début de l'année 2004, les groupes insurgés irakiens et étrangers se répartissent à travers les différents quartiers de Fallouja pour les quadriller. Parmi eux se trouvent d'anciens officiers de l'armée, comme le commandant des Brigades de Fallouja

(*Kata'ib Falluja*) Jassim Mohammed Saleh, l'agent de l'ancien régime Abdallah Hamid, le dirigeant local de l'Armée de Mahomet Mouayyad Ahmed Yasin, et le jihadiste Abou Abdallah Hassan ben Mahmoud. Outre Al-Zarqawi, une autre figure de l'insurrection est un jihadiste irakien originaire de Fallouja, Omar Hussein Hadid, plus connu comme l'Électricien[96]. Âgé d'une trentaine d'années en 2004, Hadid a embrassé l'islam radical dès son adolescence, puis s'est rapproché au moment de la seconde guerre du Golfe du dissident politique Mohammed al-Issawi, un ancien de Tchétchénie. À ses côtés, il a terrorisé pendant des mois la population de Fallouja et tenté d'assassiner un gradé du régime baasiste réfugié dans la ville. Al-Issawi finit liquidé par les agents du parti ; Hadid est condamné à mort par contumace, après s'être enfui en Afghanistan. Il ne regagne Fallouja qu'après la chute de Bagdad, se lie d'amitié avec Al-Zarqawi et constitue un groupe armé, les Bannières noires, composé d'Irakiens et de jihadistes étrangers. Ce groupe est présent dans le quartier de Jolan, où Hadid est salué par les combattants pour sa bravoure guerrière.

Premier échec américain

La tuerie de l'école primaire en avril 2003 continue de hanter les esprits. Alors que s'organise le soulèvement, la colère populaire ne cesse de croître et les appels à la vengeance se multiplient.

C'est dans ce contexte de grande tension qu'un convoi de véhicules transportant plusieurs employés de la compagnie de sécurité privée américaine Blackwater traverse la ville et tombe, le 31 mars 2004, dans une embuscade. Quelques heures plus tard, les corps mutilés et carbonisés, après avoir été traînés pendant des heures de rue en rue, sont pendus en haut du pont

de la ville enjambant l'Euphrate, sous les cris d'une foule en liesse. Ces images, qui témoignent de l'extrême violence de l'événement, font le tour de toutes les télévisions du monde, suscitant choc et émoi. Elles radicalisent surtout les positions d'une armée américaine aux abois et dont l'hostilité à l'égard de la population irakienne s'est exacerbée au fil des pertes enregistrées dans ses rangs. Avec le soutien tacite du Premier ministre de l'époque, l'ancien opposant politique et chiite laïc Iyad Allawi, l'administrateur Paul Bremer décide de lancer une offensive militaire majeure contre Fallouja pour la reprendre aux insurgés.

Le 4 avril 2004 débute donc l'opération Résolution vigilante (*Vigilant Resolve*), sous la conduite du brigadier-général américain Mark Kimmit qui promet une réponse écrasante à la mort des employés de Blackwater et la restauration de l'ordre et de la sécurité. Les troupes américaines encerclent Fallouja et établissent des check points sur ses artères stratégiques. Elles distribuent des tracts aux habitants pour les encourager à rester chez eux et à les aider à identifier les coupables du meurtre des quatre contractuels. En réalité, plus d'un tiers de la population a déjà fui. Hôpitaux et écoles sont fermés. Les combats opposant l'armée américaine au soulèvement font rage, comme dans d'autres villes d'Al-Anbar. Quant aux forces de police et de sécurité irakiennes, il n'est pas rare qu'elles désertent leurs postes ou se retournent contre les forces étrangères en prenant fait et cause pour les jihadistes. En retour, l'armée américaine resserre son contrôle sur le territoire, en particulier dans la zone industrielle située au sud de Fallouja, où se concentrent les positions du soulèvement. La pluie de bombardements aériens qui s'abat sur la ville pendant plusieurs semaines fait des centaines de morts parmi les civils, dont les dépouilles sont placées dans un ancien stade de football, connu depuis cette période comme le

cimetière des martyrs. Les habitations sont réquisitionnées à la fois par les Américains et par les insurgés, puis transformées en bunkers de part et d'autre.

Sous la pression du Conseil de gouvernement irakien, plus particulièrement du nationaliste Adnan al-Pachachi qui déclare que les opérations américaines sont inacceptables et illégales, un premier cessez-le-feu est annoncé par l'armée américaine en vue d'ouvrir des négociations entre les autorités irakiennes, les représentants de Fallouja et le soulèvement[97]. Une aide humanitaire est acheminée vers la ville, alors encore barricadée, en provenance des régions chiites du sud où les habitants se déclarent solidaires de leurs frères sunnites. Mais les négociations piétinent et les attaques se poursuivent, donnant lieu à chaque fois à de nouvelles représailles.

L'envoi de patrouilles irako-américaines à Fallouja pour y rétablir la paix se solde par un échec. Après des semaines de combats intenses, la coalition n'est pas parvenue à mater la ville rebelle, conduisant à un premier retrait militaire et à un accord entre forces américaines et résidents pour que ces derniers cessent de prêter main-forte aux insurgés. De surcroît, les autorités irakiennes exigent des Américains que le contrôle de Fallouja soit transféré à une force nationale équipée par la coalition, et dirigée par l'ancien baasiste repenti et général de l'armée Mohammed Latif. À son tour, cette force échoue à rétablir la sécurité ; elle sera dissoute en septembre 2004. Ses membres ont été soit intimidés par le soulèvement armé, soit assassinés, lorsqu'ils n'ont pas tout simplement choisi de déserter.

La première bataille de Fallouja est la plus importante offensive militaire américaine depuis la fin des opérations majeures annoncée le 1er mai 2003 par George W. Bush sur le porte-avion Abraham Lincoln. Elle donne surtout à voir, pour la première

fois depuis 2003, l'ampleur de la mobilisation armée contre la présence étrangère. Les centaines de morts déclarés dans les rangs du soulèvement et parmi les civils n'ont guère calmé les esprits. Au contraire, l'évacuation de Fallouja est présentée par les jihadistes comme une défaite de l'armée américaine, qui les incite à poursuivre le combat et à se préparer à une nouvelle bataille. Les caches d'armes, bunkers et réseaux de tunnels souterrains sont reconstitués, et des snipers embusqués à tous les points de la ville, y compris sur les minarets des mosquées qui leur servent de postes de tir[98].

À partir d'août 2004, Fallouja est prise dans un véritable étau physique et psychologique. Tous les axes qui y conduisent sont bouclés, tandis que drones et hélicoptères américains survolent en permanence ses quartiers pour identifier les positions et mouvements du soulèvement. À l'approche de l'offensive finale, des tracts qui exigent le départ des populations sont distribués par les troupes américaines. Confrontés à l'inéluctabilité de la violence et face à la terreur semée par les islamistes, les résidents se résolvent à plier bagage. Selon certaines estimations, seule une centaine de familles serait restée à Fallouja, soit 1 % de sa population d'origine. Ceux des insurgés qui ont échoué à se fondre dans le paysage tentent pour leur part de s'exfiltrer avec le flot des populations fuyant la ville par le biais des corridors humanitaires qui ont justement été créés pour éviter que les civils ne finissent utilisés par les jihadistes comme boucliers humains. Partout ailleurs, la violence se déchaîne : attentats, enlèvements et exécutions d'otages.

Parallèlement à l'insurrection sunnite s'élève parmi les milieux chiites paupérisés de Bagdad et du sud un mouvement contestataire conduit par le dirigeant radical Moqtada al-Sadr. Celui-ci culmine avec le siège de la ville de Najaf en avril 2004.

Au-delà de leurs dissensions, et contre toute attente, les deux mouvances sunnite et chiite décident de s'allier contre les États-Unis[99].

Né en 1973, Al-Sadr est le fils de l'ayatollah Mohammed Sadeq al-Sadr, exécuté à la fin des années 1990 par le régime baasiste. Il réside dans la ville chiite de Koufa, près de Najaf. En dépit de son jeune âge et quoique n'étant pas issu du clergé – ce qui lui vaut des critiques, dont celle du grand ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité de l'institution religieuse chiite en Irak –, il s'impose comme la figure centrale de l'opposition chiite armée à l'occupation. En juin 2003, il fonde son propre mouvement politique et forme sa propre milice, l'Armée du Mehdi (*Jaych al-Mahdi*), en référence au douzième imam caché qui, pour les chiites, doit réapparaître à la fin des temps pour instaurer justice et paix sur la terre[100]. Le mouvement sadriste s'ancre au premier plan dans le quartier chiite défavorisé de Sadr City (*Madina Sadr*), au nord-est de la capitale irakienne, et dans les régions du sud. Il capitalise sur le mécontentement des chiites les plus défavorisés, qui n'ont pas vu leur sort amélioré avec le renversement de Saddam Hussein. Ces chiites ont aussi été les victimes des violences associées à l'occupation et de l'incurie des nouvelles élites irakiennes. Al-Sadr se distingue des autres personnalités chiites par un discours triplement populiste, patriotique et religieux qui lui vaut une audience populaire bien au-delà de sa communauté confessionnelle. Beaucoup de sunnites se reconnaissent ainsi dans ses diatribes anti-américaines, sa mise en avant de l'identité arabe et de l'unité irakienne, et lui témoignent leur soutien. Même le Comité des oulémas musulmans, pourtant critique à l'égard des chiites, prend fait et cause pour les sadristes.

En avril 2004, des manifestations lancées par Al-Sadr pour faire libérer l'un de ses partisans arrêté par la coalition étrangère

dégénèrent et embrasent les villes chiites, en particulier Najaf, Nasseriyya et Bassora. Les violences conduisent au lancement conjoint, par l'armée américaine et le gouvernement irakien, d'une offensive militaire au mois d'août pour mater les bastions de la révolte. Al-Sadr est désormais l'un des ennemis déclarés des États-Unis, au même titre que l'insurrection sunnite. Encerclés pendant trois semaines à Najaf, autour du mausolée de l'imam Ali, les insurgés chiites ne déposent les armes qu'au terme de violents combats avec les forces américaines et d'une ultime médiation sous les auspices de l'ayatollah Al-Sistani.

Du fait de la concomitance et de l'intensité des combats qui se déroulent au même moment dans les sanctuaires rebelles de Najaf et Fallouja, insurgés sunnites et chiites affichent leur solidarité dans la lutte contre l'occupant et se réclament d'un même nationalisme irakien au point que certains évoquent une nouvelle révolte anticoloniale comme celle qui s'était dressée contre les Britanniques en 1920. À plusieurs reprises, Al-Sadr appelle ses partisans à se rendre à Fallouja pour venir en aide à leurs frères sunnites. Il déclare au cours d'un prêche à la mosquée de Koufa en avril 2004 :

> « Je m'adresse à mon ennemi Bush. Tu combats désormais toute une nation, du sud au nord, d'est en ouest, et nous te conseillons de te retirer d'Irak ! »

Fureur fantôme

Parallèlement à la première bataille de Fallouja, la dynamique de transition politique a suivi son cours à Bagdad sous égide américaine. Mais, confrontés à de sérieuses difficultés, pour ne pas dire à une situation qui leur échappe complètement, les États-Unis n'ont plus pour objectif de démocratiser l'Irak coûte que coûte. Ils

sont à la recherche de solutions qui leur permettraient de se désengager le plus rapidement possible du théâtre irakien et de mettre fin à leur enlisement militaire. Il leur faut donc transférer la responsabilité du calendrier politique à des autorités irakiennes, qui nourriront elles-mêmes le processus démocratique. Il s'agit là de la recommandation faite par le représentant spécial des Nations Unies en Irak, le diplomate algérien Lakhdar Brahimi, qui se dit favorable à une passation des pouvoirs à un gouvernement irakien qui jugera de la pertinence ou non de la tenue d'élections.

Conformément à un accord passé à Bagdad en novembre 2003 entre Paul Bremer et les anciens exilés irakiens, une Constitution temporaire est adoptée le 8 mars 2004, qui définit l'islam et la démocratie comme les deux sources de la nouvelle loi irakienne. Quant à l'Autorité provisoire de la coalition, elle est dissoute le 28 juin 2004 dans le cadre du transfert de souveraineté à un Gouvernement intérimaire. Celui-ci est conduit par Iyad Allawi, Premier ministre, tandis que le cheikh sunnite Ghazi al-Yawar prend la présidence de la République irakienne.

Premier président de l'après-Baas, Ghazi Machal Ajil al-Yawar, né à Mossoul en 1958, descend de l'importante confédération tribale des Chammar, qui s'étend de l'Arabie jusqu'à la Syrie. Il est le neveu du cheikh Mohsen Ajil al-Yawar, qui s'était opposé à l'occupation du Koweït par Saddam Hussein en 1990, puis réfugié à Londres après la guerre du Golfe. Al-Yawar a étudié à Bagdad, en Arabie saoudite et aux États-Unis, et s'est longtemps tenu à distance de la politique intérieure irakienne et de l'ancienne opposition, s'employant davantage à préserver la cohésion de sa tribu. En mai 2003, deux mois après la chute du régime, il a finalement choisi de regagner l'Irak. Au-delà de ses relations très étroites avec Washington, son ascension est particulièrement symbolique. Al-Yawar est en effet le premier chef

de tribu à être nommé à la magistrature suprême, et le premier président à ne pas être issu des rangs de l'armée. Ses origines lui ont valu le soutien de nombreuses tribus, qui l'ont décrit comme un homme attaché aux traditions et aux valeurs ancestrales. Al-Yawar est par ailleurs connu pour son pragmatisme et son sens critique. En 2003, il aurait ainsi déclaré devant les membres du premier Conseil de gouvernement :

« Le pays est à feu et à sang et nous sommes assis à discuter de questions de procédure... Comme les Byzantins à Constantinople qui débattaient du sexe des anges alors que l'ennemi se trouvait à leurs portes[101]... »

Quant à lui, Iyad Allawi est né en 1945 d'une famille de marchands chiites et a été membre du Baas avant de quitter l'Irak au début des années 1970. Il a passé près de la moitié de sa vie en Grande-Bretagne comme neurologue. Après sa démission du parti en 1975, il a été victime, trois ans plus tard, d'une tentative d'assassinat commanditée par Saddam Hussein, à laquelle il a survécu in extremis. En 1991, il fonde son propre mouvement, l'Accord national irakien, qui est le concurrent politique direct du CNI d'Ahmed al-Chalabi. On rapporte qu'à la veille de la guerre, Allawi aurait livré certaines informations décisives au département d'État américain et à la CIA, devenant l'un des candidats les plus crédibles pour mener la transition. Cette conviction s'est renforcée à Washington suite aux déboires d'Al-Chalabi, accusé non seulement d'avoir donné de faux renseignements aux Américains, mais aussi d'avoir agi avec l'Iran et poussé trop loin la débaasification, à laquelle s'était justement opposé Iyad Allawi.

Entre les mois de juin et octobre 2004, les Américains établissent leur campement aux abords de Fallouja et tentent par l'entremise du gouvernement irakien de relancer les négociations

avec les dignitaires religieux et tribaux. En échange d'un arrêt des raids aériens et d'une indemnisation des victimes civiles, les États-Unis exigent la sécurité de leurs troupes et de leurs entreprises. Une partie des insurgés, surtout les groupes armés nationalistes, essaie également d'entamer un dialogue avec le pouvoir central et l'armée américaine. Mais ces tentatives, qui ont débuté de manière encourageante dans certaines zones d'Al-Anbar, se soldent par un échec à Fallouja. Le premier cessez-le-feu décrété par la coalition en avril 2004 n'a, de fait, pas mis fin aux attaques du soulèvement, ces dernières ayant même redoublé. Les insurgés irakiens les plus radicalisés, relayés par les jihadistes étrangers, ont anticipé une nouvelle offensive militaire et renforcé leur armement et leurs capacités d'attaque et de défense. Plusieurs dizaines, voire centaines d'engins explosifs improvisés, employés dans les conflits asymétriques par les mouvements de guérilla urbaine ou terroristes (pièges, mines et bombes artisanales), ont été placés dans toute la ville ainsi qu'à sa périphérie. Les maisons ont été réquisitionnées par la force et remplies d'explosifs, de même que les véhicules.

Aucune négociation n'ayant été possible, le Premier ministre Iyad Allawi lance un ultimatum aux insurgés. Nouvel échec. L'option militaire semble la seule issue à l'impasse de Fallouja, et c'est de Washington que vient l'ordre de l'assaut final.

La seconde bataille de Fallouja débute dans la nuit du 6 au 7 novembre 2004 avec l'opération Fureur fantôme (*Phantom Fury*), conjointe entre les troupes américaines et l'armée irakienne. Elle sera plus tard renommée Aurore (*Fajr*) par le ministère irakien de la Défense.

Alors qu'est déclenchée cette offensive massive (bombardements aériens, bouclage de tous les axes de la ville), Bagdad déclare l'état d'urgence dans le pays à l'exception des régions

kurdes. Seules quelques familles sont encore présentes à Fallouja, qui ont refusé de quitter leurs foyers face à l'occupant et au soulèvement.

L'offensive terrestre conduit à la prise et à l'occupation de l'hôpital et de la gare. Les ponts de la ville repassent sous contrôle étranger, tandis que les mosquées abritant des combattants sont détruites. Tireurs d'élite américains et snipers sunnites se livrent un combat sans merci, chaque partie essayant d'infliger à l'autre un nombre maximal de pertes. À la mi-novembre, les insurgés rejettent l'offre d'un cessez-le-feu et le Conseil des moujahidin émet un communiqué dans lequel il nie la rumeur selon laquelle des négociations auraient été engagées avec les États-Unis. L'armée américaine procède à un premier retrait de ses blindés, immédiatement présenté par les jihadistes comme la preuve de sa déroute militaire en Irak[102].

Dans un entretien sur la chaîne Al-Jazeera, Abou Saad al-Doulaymi, porte-parole d'un groupe armé de Fallouja, affirme que les forces américaines ont annoncé la fin de leurs opérations pour sauver la face et réfute les statistiques qui font état, depuis Washington, de la mort de milliers de combattants irakiens. S'il est impossible de savoir avec précision combien d'insurgés et civils ont péri dans la bataille – des chiffres non officiels rapportent plus de 1 350 morts et de 4 000 à 6 000 blessés –, les bombardements et attaques de la coalition ont été d'une rare violence et ont causé la destruction des bâtiments publics, des maisons, des mosquées et des infrastructures[103]. L'armée américaine a elle aussi essuyé des pertes significatives – une centaine de soldats – au cours des affrontements qui restent parmi les plus meurtriers de toute l'occupation.

Cette seconde bataille, qui prend fin le 23 décembre 2004, a fait l'objet d'une faible couverture journalistique, la majorité des

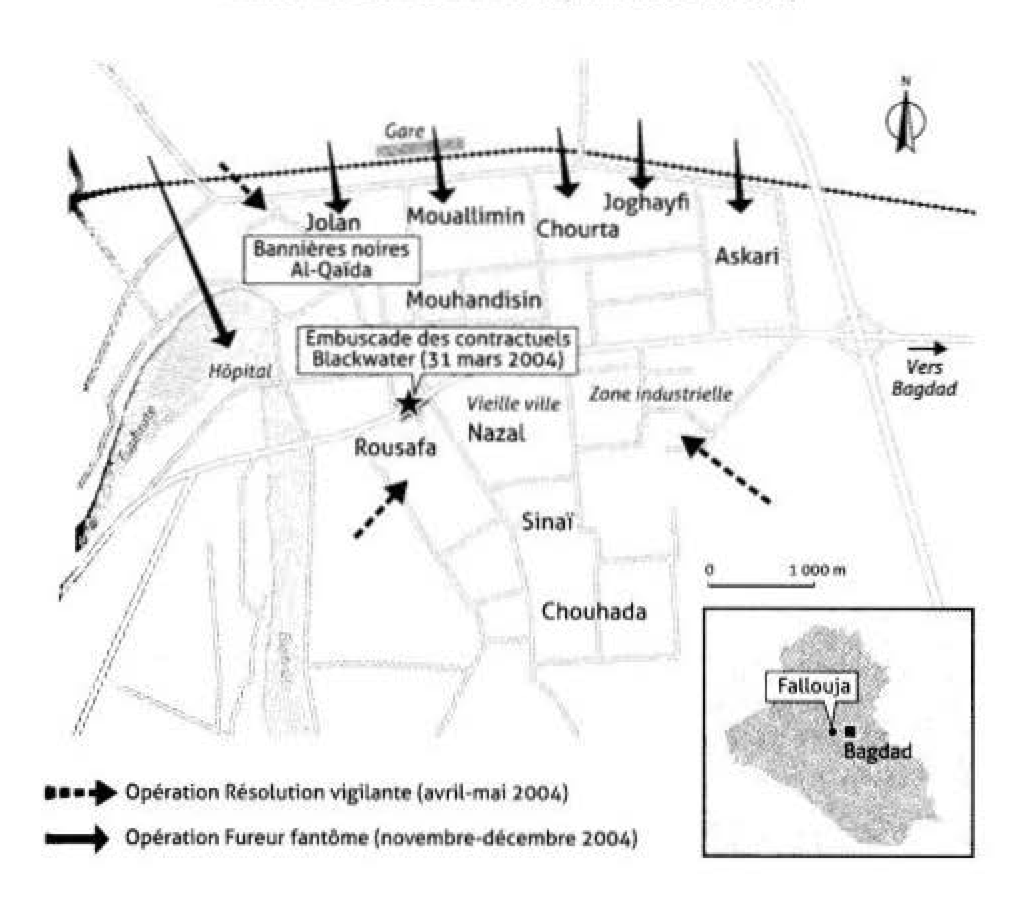
médias, tant irakiens qu'internationaux, ayant été interdits d'accès dans la ville. Beaucoup accusent l'armée américaine d'avoir violé les dispositions élémentaires du droit de la guerre et des Conventions de Genève de 1949 en ayant tiré sur des blessés et des civils et empêché l'acheminement de l'aide humanitaire pendant toute la durée de l'opération. Certaines enquêtes ont par ailleurs démontré que les États-Unis auraient employé des armes non conventionnelles, dont du phosphore et des munitions à l'uranium appauvri, voire du napalm comme pendant la guerre de Vietnam[104]; en 2011, un scandale révèle l'existence d'enfants nés atteints de malformations congénitales dans les années qui ont suivi le siège de 2004[105].

La longue crise de Fallouja achève surtout de cristalliser le rejet sunnite de l'occupation et de la transition irakienne autour d'un sentiment d'humiliation et d'une solidarité affichée entre chefs de tribus, habitants et insurgés. Un habitant de la ville proche du soulèvement déclare en octobre 2004 :

> «Chiites et Kurdes ont trahi notre nation en coopérant avec les forces américaines et en œuvrant à la constitution d'un gouvernement qui ne sert que leurs intérêts. Ils ne font plus partie de notre nation, que seuls les sunnites défendent, réaffirmant l'honneur de leur patrie. Nous ne considérons plus ni les chiites, ni les Kurdes comme nos frères car ils veulent détruire l'Irak et son identité. Ils veulent nous détruire car nous avons refusé de nous plier à l'occupation et d'être dominés par eux. Nous avons été exclus du pouvoir sans motif légitime, littéralement exclus de la société. Nous ne déposerons pas les armes tant que notre nation n'aura pas été libérée et tant que nos droits n'auront pas été restaurés[106].»

À l'exception des sadristes, les deux offensives américaines contre Fallouja n'ont pas rencontré d'opposition parmi les chiites.

FALLOUJA AU CŒUR DE LA BATAILLE (AVRIL-NOVEMBRE 2004)



Victimes d'attentats contre leur communauté, leurs pèlerins et leurs représentants depuis 2003, les chiites qualifient en effet souvent les insurgés de terroristes. Beaucoup parmi eux reprochent au président Al-Yawar de ne pas être intervenu pour protéger la ville de Najaf attaquée par l'armée américaine alors qu'il a tout fait pour épargner Fallouja et venir en aide à sa population. Certains sunnites émettent une accusation identique à l'encontre de l'ayatollah Al-Sistani, resté silencieux lorsque Fallouja s'est vue assiégée[107]. En définitive, la crise de Fallouja sanctionne une confessionnalisation du conflit, mais aussi du soulèvement au sein duquel le salafisme s'impose comme le premier registre idéologique et identitaire de la lutte armée.

L'engrenage salafiste

Fin 2004, un calme relatif a été rétabli à Fallouja, où les habitants sont à nouveau libres de se déplacer, y compris dans les zones qui portent encore les traces de la violence inouïe qui s'y est déployée. Mais les combats n'ont pas mis fin au soulèvement et semblent même avoir renforcé l'unité dans ses rangs. Certes plus dispersée, la lutte armée se poursuit et tend à se radicaliser, plus particulièrement autour de l'action des salafistes et de l'organisation jihadiste d'Al-Qaïda.

Pour un islam des origines

Le salafisme s'inscrit dans la continuité de la pratique et de la croyance des premiers siècles de l'islam. Comme mouvement, il ne constitue pas un phénomène homogène, mais un faisceau de tendances plus ou moins convergentes.

Le terme arabe *al-salaf al-salih* signifie le pieux prédécesseur et renvoie à la figure des premiers musulmans qui suivaient à la lettre les préceptes de l'islam. Dans la lignée des enseignements de Mahomet, au temps de la première communauté de Médine et des quatre califes bien guidés (*al-khulafa' al-rachidun*)[108], les

salafistes accordent une primauté absolue aux textes sacrés que sont le Coran et la tradition prophétique, et qui représentent leur seule référence. Ils s'opposent ainsi aux interprétations ésotériques formulées par les oulémas, fondées sur la raison et qui ne sont rien de plus à leurs yeux qu'une altération de la clarté et de la pureté du message divin.

Plusieurs figures ont influencé et façonné la pensée salafiste à travers les siècles. Tout d'abord, le théologien et jurisconsulte Ibn Taymiyya (1263-1328) qui, au XIIIe siècle, a tenté d'organiser le jihad contre les envahisseurs mongols, qualifiés de mécréants. Il s'est distingué par son rejet de toute innovation dans la pratique religieuse, et aurait déclaré :

> « Il n'y a nul inconvénient à se référer aux ancêtres et il est obligatoire de le faire. La voie qu'ils ont tracée est l'unique vérité. »

Le prédicateur sunnite Mohammed ibn Abd al-Wahhab (1703-1792), né dans la péninsule arabique et membre de la tribu des Banou Tamim, est l'autre grand inspirateur du salafisme. Dans son *Livre de l'unicité* (*Kitab al-tawhid*), il prône un retour des musulmans à l'islam authentique des origines, énonçant plusieurs principes : la croyance en un Dieu unique ; la réfutation des écrits postérieurs au IIIe siècle de l'Hégire[109] ; l'exclusion des pratiques profanes comme le soufisme et le culte des saints et des tombeaux, répandues dans des pays comme l'Irak et que les salafistes assimilent à une déviance intolérable. Al-Wahhab explique pourquoi les fidèles n'obéissant pas à une lecture et une pratique littéralistes de l'islam doivent être tués car ils enfreignent la loi par leur effort d'interprétation des textes sacrés, nécessairement synonyme de perversion morale.

Au-delà de leurs particularismes, les salafistes se rassemblent tous autour de l'unicité de Dieu, créateur et maître de l'univers,

l'acte de soumission du musulman se réalisant par la profession de foi – le premier des cinq piliers de l'islam que le croyant doit appliquer, nommé *chahada* et qui consiste à réciter : « Il n'y a de divinité que Dieu et Mahomet est son messager » (*Achhadu an la ilaha illa-llah, wa-achhadu anna Muhammadan rasulu-llah*). Dieu est le législateur absolu qui oblige les hommes à lui obéir sans intercession et exception. La législation humaine est ainsi rejetée comme impie, au même titre que la séparation de l'État du domaine de la foi. Les fidèles doivent suivre à la lettre le Coran et la tradition de Mahomet, et se conformer au modèle de pureté que ce dernier incarnait, en paroles comme en actes. De ce point de vue, l'attachement au terme *salaf* tient au fait que les compagnons du prophète ont été les premiers à recevoir la parole divine par son messager, puis ont tenté d'incarner cette perfection et de la perpétuer.

La mouvance salafiste irakienne s'est formée au gré des évolutions historiques de l'islam et du monde sunnite, tout en possédant ses racines et spécificités propres. Elle s'est développée autour de plusieurs courants distincts.

Vers la fin du XVIIIe siècle, à Bagdad, les salafistes se réclament de plus en plus des succès de la doctrine wahhabite en Arabie voisine. Contredisant les normes et pratiques traditionnelles de l'islam, le wahhabisme propose une approche révolutionnaire de la foi qui connaît une audience parmi les sunnites car il combat le chiisme professé, à l'époque, par une partie des dignitaires des villes saintes. Il propage aussi son influence grâce aux liens commerciaux qui lient l'actuel Irak à la péninsule arabique et aux flux de voyageurs et de pèlerins qui parcourent le Moyen-Orient en en répandant les fondements. Des émissaires sont dépêchés par Al-Wahhab dans les régions tribales du sud et du sud-ouest, et auprès des grands oulémas sunnites de Bagdad pour les rallier

à sa cause. Bénéficiant de la bienveillance des walis ottomans, comme Soulayman le Grand, gouverneur de Bagdad entre 1779 et 1802, des correspondances régulières sont établies entre wahhabites et dignitaires sunnites, à l'instar du mufti Ahmed al-Tabaqali ou du cheikh et exégète Ali al-Souwaydi[110]. Par leur assise sociale, oulémas et notables sunnites familiarisent les classes moyennes urbaines avec la pensée wahhabite. Les écoles coraniques et mosquées sous leur tutelle servent de canaux de diffusion du salafisme auprès d'une large part de la population. Mais les idées salafistes sont loin de faire l'unanimité dans tous les milieux ; elles donnent lieu à d'importantes controverses. Inquiets de l'expansion du wahhabisme dans les provinces de leur Empire, les Ottomans exigent des oulémas de Bagdad qu'ils en réfutent systématiquement les principes[111]. Quelques années plus tard est publiée au Caire une somme de correspondances ayant pour titre *L'Explicitation de l'unicité par les fidèles d'Irak* qui pare aux injonctions wahhabites.

L'autre courant salafiste qui émerge dans la seconde moitié du XIXe siècle est anti-wahhabite et tourné vers l'ouverture de l'interprétation en vue de revenir à une meilleure compréhension de l'islam et de permettre une renaissance du monde musulman. Apparue en Égypte et connue sous le nom de *salafiyya*, cette mouvance est représentée par Jamal al-Din al-Afghani, Mohammed Abdou et Rachid Ridha. Tous trois mettent l'accent sur le rationalisme et le développement des sciences et de la démocratie contre l'impérialisme occidental et le despotisme ottoman. L'un de leurs disciples est l'imam sunnite Mahmoud ibn Abdallah al-Husseini al-Alousi, né à Bagdad en 1857 d'une famille pauvre et connu pour son ardent anti-wahhabisme. Al-Alousi s'est très jeune initié à l'étude du Coran, ce qui l'a conduit à enseigner dans différentes écoles religieuses. En 1889, le wali ottoman le

nomme directeur d'un journal officiel en langue arabe, mais Al-Alousi s'oppose au sultan dont il critique les mœurs non conformes à l'islam. En 1905, après quelques années d'éloignement, il regagne Bagdad à la demande des autorités ottomanes et prend la tête de son conseil provincial. Dans tous ses écrits, Al-Alousi défend une réforme en profondeur de l'islam, notant l'importance d'un retour à l'orthodoxie. Il prend position contre les chiites, qu'il qualifie d'apostats et accuse d'œuvrer contre les intérêts ottomans[112].

Au début du XXe siècle, les salafistes reviennent à une approche traditionnaliste et apolitique. La défaite de l'Empire ottoman et la fondation de l'État irakien par la puissance britannique se sont, en effet, traduites par des campagnes de répression ciblant leur mouvement et leurs idées. Cependant, une sensibilité salafiste subsiste dans le pays, nourrie par l'attachement des sunnites à l'islam et par la popularité grandissante de l'idéologie islamiste prêchée dans l'Égypte voisine par l'Association des Frères musulmans (*Jam'iyya al-Ikhwan al-muslimin*), fondée en 1928 à Ismaïliyya par l'instituteur Hassan al-Banna.

Dans la droite ligne du salafisme réformiste, les Frères dénoncent l'influence coloniale sur les sociétés arabes et appellent à une renaissance de l'islam comme remède à leur déclin. Pour eux, les musulmans doivent revenir au modèle des pieux ancêtres et faire de la loi divine leur unique ordre politique. Ces idées, qui bouleversent la tradition, ont un impact sur les milieux sunnites conservateurs irakiens qui s'opposent alors à la monarchie séculière établie par les Britanniques et à la politique de laïcisation poursuivie par le roi Fayçal, perçue comme une greffe de valeurs étrangères. L'essor de l'islamisme sunnite en Irak s'opère par l'entremise d'imams qui, inquiets de la propagation des influences extérieures, constituent des associations

philanthropiques et éducatives dans le pays pour diffuser leur pensée parmi la jeunesse, ou organisent d'importantes commémorations à l'occasion des fêtes musulmanes, comme la naissance du prophète, le début du mois saint de Ramadan et le pèlerinage.

À partir du milieu des années 1940, les Frères musulmans redoublent d'efforts pour propager leur idéologie. Ils disposent, à cet égard, de deux principaux vecteurs : la circulation d'ouvrages et de publications de propagande, et une implantation géographique dans les villes par le biais de cellules partisanes qui promeuvent leurs idées. Cette campagne passe également par l'envoi de militants sur le terrain, chargés de constituer les structures du mouvement et de recruter de nouveaux membres. On peut citer parmi eux le professeur à la faculté d'ingénierie de Bagdad Hussein Kamal al-Din, Mohammed Abd al-Hamid Ahmed, actif à Bassora, ou encore l'influent cheikh Mohammed Mahmoud al-Sawaf, né à Mossoul en 1912 et peu connu mais néanmoins l'un des idéologues clés de l'islam politique sunnite en Irak. Après une enfance passée auprès de grands oulémas – Jalil Abdallah al-Nouma, réputé pour son érudition, Mohammed al-Redwani – puis des études religieuses à la faculté d'Al-Azhar au Caire, Al-Sawaf fonde la branche irakienne des Frères musulmans en 1951 et attire vers ses rangs la jeunesse estudiantine sunnite, souvent issue des milieux populaires et de la petite bourgeoisie pieuse, mais aussi du système d'enseignement laïc. Les premiers islamistes, arabes et kurdes, sont en effet arrivés à l'étude de l'islam de manière tardive, durant leurs études supérieures généralement.

Jusque dans les années 1950, les Frères musulmans étendent leur influence. Mais la révolution de 1958 et l'instauration de la République imposent un temps d'arrêt à cette ascension. Sous la menace des nationalistes et des communistes, les Frères entrent

dans la clandestinité et finissent souvent en prison. Les restrictions qui leur sont imposées ne cessent de croître, surtout sous le régime des frères Aref, et culminent avec l'arrivée au pouvoir des baasistes. Plusieurs centaines de Frères sont arrêtés, torturés et sommairement exécutés, la répression culminant à compter de 1979 lorsque Saddam Hussein s'empare de tous les pouvoirs. Beaucoup décident de fuir l'Irak pour se réfugier dans les pays du Moyen-Orient et en Europe[113].

Le temps des prédications et des attentats

À partir des années 1980 et de la guerre contre l'Iran, un repli religieux s'opère dans les milieux sunnites. Ceux-ci sont encore plus radicalisés par la guerre du Golfe, les sanctions et le jihad en Afghanistan qui séduit les plus puritains sur fond de réislamisation du pays.

Au fil des mois et à mesure que l'État irakien, exsangue, se retire de ses fonctions régaliennes qu'il n'est plus en mesure d'assurer, les salafistes investissent le champ social. Ils capitalisent sur le désenchantement populaire né des années de guerres et de violence, et des conséquences dévastatrices de l'embargo – pauvreté, criminalité, déclin de l'éducation, déprofessionnalisation, destruction des valeurs et des solidarités traditionnelles – pour séduire une population sunnite en quête de repères et aux yeux de laquelle le baasisme est complètement discrédité. Les salafistes exploitent en outre la tolérance du régime à leur égard pour infiltrer certains centres religieux financés par Bagdad, comme l'Université Saddam inaugurée en 1987 et rebaptisée après 2003 Université des deux fleuves (*Jami'a al-nahrayn*).

La campagne de la foi de Saddam Hussein ne prévoit aucun programme d'études islamiques précis, en dehors de la

distribution de copies du Coran dans les écoles. Elle laisse donc pleine liberté aux enseignants de développer leurs propres supports de cours, y compris ceux contenant des messages radicaux. Outre leurs lectures, les élèves sont encouragés à fréquenter la mosquée, devenue pour beaucoup d'Irakiens, jeunes et plus âgés, un lieu privilégié de détente et de liberté d'expression alors que pèse sur eux une chape de plomb politique. Le régime confie par ailleurs à plusieurs imams salafistes la tâche de diaboliser l'Occident. Il en va ainsi du cheikh Qoutayba Ammach, prédicateur à Bagdad, qui émet en 2001 une fatwa appelant au jihad contre les États-Unis. Ammach compte parmi ceux qui dénoncent la venue en Irak des inspecteurs anti-armes de destruction massive[114].

Le 31 janvier 2003, quelques semaines avant le début de la guerre, un autre prêche est délivré sur ordre du régime par l'imam Abd al-Latif Houmaym et diffusé à la télévision. Houmaym compare l'entreprise militaire américaine à la bataille de Mouta qui, en 629, avait opposé les partisans de Mahomet à l'Empire byzantin :

« Ô fidèles musulmans, en allant à la mosquée, je me suis souvenu de l'histoire du martyre de Jafar ibn Abou Talib lors de la bataille de Mouta. Il se trouvait à la tête de 3000 hommes conduits par le prophète, et combattait plus de 200000 cavaliers byzantins qui défendaient l'un des plus grands empires de l'époque. Cette bataille reste un exemple. Elle est synonyme de gloire, de mort, de bravoure, de martyre et de sacrifice ; elle a fait triompher la vérité sur le mensonge, le monothéisme sur l'idolâtrie, la foi sur la tyrannie. Voilà comment les hommes du prophète se sont conduits dans leur lutte contre l'arrogance et contre ceux qui vénèrent les hommes plutôt que Dieu. Cette histoire, une parmi tant d'autres, m'est venue à l'esprit alors que je pensais à la difficulté des conditions actuelles, nous opposant aux forces

de l'incroyance et de l'idolâtrie. Ô Jafar, dresse-toi pour l'Irak. Ô Saddam, frappe-les de ton épée affûtée et brûle les armées impies. Ô Dieu, soutiens les moujahidin d'Irak et de Palestine. Soutiens Saddam et le peuple irakien. Retourne contre eux-mêmes ceux qui nous veulent du mal, ainsi qu'à notre religion, notre nation et notre dirigeant[115]. »

Or, au bout de quelques années, la campagne de la foi a fini par se retourner contre le régime baasiste. Mosquées et écoles coraniques se sont transformées en creuset d'un fondamentalisme islamiste et d'une opposition endurcie au pouvoir central, particulièrement visibles dans certains milieux sunnites à Bagdad et dans les provinces d'Al-Anbar et de Salahaddin. En l'absence de direction religieuse claire, beaucoup de sunnites ont préféré militer pendant l'embargo au sein de groupes islamistes clandestins, salafistes ou liés aux Frères musulmans qui réapparaissent à l'époque dans le pays, comme à Mossoul. En 2002, un imam officiant à la mosquée d'Oumm al-Qoura annonce que la disparition de l'État laïc en Irak est acquise et que l'islam est redevenu ce qu'il doit être[116]. L'inquiétude de Bagdad face à une potentielle déstabilisation politique conduite par les salafistes est réelle et pousse Saddam Hussein à poser certaines limites à la liberté de ton qu'il leur avait jusque-là accordée. Les fermetures de mosquées et les arrestations d'imams qui ont osé s'en prendre au régime et à son chef, évoquant leur décadence et leur responsabilité dans le déclin de l'Irak, deviennent courantes.

L'imam salafiste Abou Thib, né d'une famille de paysans analphabètes dans les années 1960 et ancien membre de l'appareil de sécurité et des services secrets, illustre cette opposition des plus radicaux au régime. La défaite de l'Irak face au Koweït et à l'Occident en 1991 l'a fait basculer dans une haine féroce de Saddam[117]. Fervent lecteur du Coran, il a rejoint une école

islamique au milieu des années 1990 puis entamé sa prédication dans le secret. Après la chute de Bagdad en avril 2003, il s'est rapproché du soulèvement sunnite en formant avec plusieurs anciens officiers et jeunes salafistes une Brigade de la colère, qui revendique des enlèvements et attaques armées contre les troupes américaines et les autorités irakiennes.

L'imam Mehdi Ahmed al-Soumaydai est recteur de la mosquée d'Ibn Taymiyya à Bagdad, autrefois nommée Mère des tambours (*Umm al-tubul*) et transformée à partir du printemps 2003 en fief de la prédication salafiste irakienne. Édifiée dans les années 1960 par le parti Baas, elle se situe dans le quartier sunnite de Yarmouk, qui doit son nom à un fleuve syrien sur les rives duquel les Arabes ont vaincu les Byzantins en 636. Au moment de l'invasion américaine, elle est frappée par des raids aériens, et ses fidèles sont soumis aux fouilles des troupes étrangères. En quelques semaines, Al-Soumaydai s'impose comme la tête de file de la mouvance salafiste et soutient que la guerre d'Irak participe d'un plan divin destiné à faire prendre conscience aux Irakiens du besoin d'un retour à l'islam des origines et de l'établissement d'un gouvernement islamique[118]. En décembre 2003 est formé sous sa tutelle un Conseil suprême pour la prédication, l'orientation et la fatwa dont le porte-parole est Fakhri al-Qaysi, professeur à la faculté dentaire de Ramadi et violent opposant à l'occupation. Al-Qaysi a lui-même fondé un Conseil consultatif des sunnites (*Majlis chura ahl al-sunna*) où sont rassemblés des dizaines d'imams salafistes qui comptent redonner aux sunnites une voix au chapitre politique. Il a fréquemment dénoncé l'injustice faite aux sunnites ainsi qu'un complot religieux visant, selon ses termes, à les éliminer. Complot qui consisterait à faire croire au monde que les chiites représentent une majorité pour mieux mettre à l'écart les sunnites[119].

En 2004, Al-Soumaydai s'en prend ainsi à l'ayatollah chiite Al-Sistani en lui reprochant d'avoir gardé le silence face aux opérations militaires américaines à Fallouja, et accuse par ailleurs le Premier ministre Iyad Allawi de faire la guerre aux sunnites[120]. Ses prêches enflammés font de nombreux émules, dotant les insurgés salafistes d'une caution idéologique et intellectuelle. Mais Al-Soumaydai, suspecté de posséder des armes dans sa mosquée et d'être un soutien direct du soulèvement anti-américain, est une première fois arrêté et transféré à la prison d'Abou Ghrayb. Au mois de novembre, en plein siège de Fallouja et tandis que se préparent les premières élections que les sunnites ont décidé de boycotter, il fait l'objet d'une nouvelle arrestation par l'armée américaine qui l'accuse d'avoir incité les Irakiens à la désobéissance civile[121]. Al-Soumaydai incarne en effet un rejet absolu de l'occupation et de la transition ; il considère le soulèvement comme une réponse naturelle à l'invasion des États-Unis et aux atrocités commises contre les civils irakiens.

Parmi les combattants qui l'entourent figurent des factions jihadistes dont les noms de guerre – Brigades des moujahidin salafistes d'Irak, Armée de la confession victorieuse, Brigades des partisans de l'unicité – témoignent bien de la radicalisation et de la confessionnalisation du soulèvement. Présente en Irak avant 2003, la mouvance salafiste-jihadiste est montée en force lors des sièges militaires de Fallouja, et n'a cessé d'asseoir ses positions pendant l'année 2005 au moment où, à Bagdad, la marginalisation politique des sunnites ne faisait que s'accentuer. Les acteurs qui la composent ont tous pour dénominateur commun une adhésion rigoureuse à la doctrine salafiste et une conception du jihad armé non plus défensive, comme c'était le cas des insurgés nationalistes, mais offensive et tournée vers la restauration de la dignité et du statut des sunnites d'Irak.

Pour les salafistes, le pouvoir chiite installé à Bagdad est foncièrement illégitime, ne gouvernant qu'au travers de l'occupation sans être représentatif du peuple. Ce gouvernement n'est, à leurs yeux, qu'un alibi à l'entreprise coloniale des États-Unis et la transition une mascarade visant à occulter le vrai visage de l'occupation. Seule l'unité des musulmans est susceptible de mettre en déroute le complot des croisés et des sionistes contre l'Irak et l'islam, et de marquer le prélude à un rétablissement du califat sunnite contre l'impérialisme étranger. Outre leurs attaques contre les forces étrangères et les nouvelles autorités, les salafistes visent les chiites envers lesquels ils nourrissent une haine inextinguible. Qualifiés de safávides – référence à la dynastie qui a régné sur la Perse entre 1501 et 1736 et s'est opposée à l'Empire ottoman sunnite –, les chiites irakiens se seraient alliés aux États-Unis et à l'Iran en trahissant leur patrie. Ils auraient formé des milices chargées d'attaquer les sunnites et leurs mosquées, les actions anti-chiites menées par le soulèvement sunnite étant décrites sur le mode de représailles légitimes. Le gouvernement central aurait enfin permis l'infiltration des institutions – armée, police, garde nationale – par les miliciens chiites avec l'appui tacite des Américains.

Usant de communiqués écrits et d'enregistrements audiovisuels pour diffuser leurs opérations, les salafistes-jihadistes connaissent une popularité croissante parmi les sunnites, recrutant toujours plus de combattants dans leurs rangs.

L'un des groupuscules les plus représentatifs est celui des Partisans de l'islam (*Ansar al-islam*) qui se réclame d'une stricte pensée salafiste. Il a été constitué en décembre 2001 et se compose pour l'essentiel d'Irakiens, dans une moindre mesure de combattants étrangers. Les origines du groupe remontent aux années 1990, lorsque plusieurs factions liées au Mouvement islamique du

Kurdistan – parti proche des Frères musulmans et de l'Iran – ont décidé de faire sécession. Les Partisans de l'islam ont alors adopté un nouveau nom de guerre, celui de Soldats de l'islam (*Junud al-islam*), puis, à partir de l'été 2003, ont dépassé leur ancrage kurde pour s'implanter dans les provinces arabes sunnites d'Irak, dans le nord et le centre notamment. Ils deviennent l'un des grands acteurs du soulèvement, mais, contrairement aux insurgés nationalistes, font de la défense des sunnites une priorité égale, sinon supérieure, au combat contre l'occupant. Dans un document de propagande diffusé sur internet courant 2003 et intitulé «Lettre de l'émir des Partisans de l'islam aux musulmans du Kurdistan, d'Irak et du monde », le leader du groupe, Abou Abdallah al-Chafiyi, annonce que «300 martyrs ont prêté allégeance» et sont prêts à conduire des attentats-suicides dans tout le pays. Aux côtés d'Al-Qaïda, les Partisans de l'islam orchestrent les opérations les plus violentes contre la coalition, revendiquant l'attentat contre l'ambassade de Jordanie à Bagdad au mois d'août 2003 qui fait une dizaine de morts. Ils signent plusieurs assassinats contre des représentants de partis politiques et des figures chiites, kurdes et chrétiennes, accusés d'apostasie, et contre des membres du gouvernement, des journalistes, des travailleurs étrangers, des médecins, des professeurs et des traducteurs, vilipendés pour avoir collaboré avec les forces américaines. Au total, ces opérations coûtent la vie à des centaines de civils[122].

Un autre groupe salafiste est celui des Partisans de la tradition (*Ansar al-sunna*), également composé d'Irakiens, dont beaucoup venus des zones kurdes et auparavant affiliés aux Partisans de l'islam avant leur sécession en juillet 2002[123]. Plus proches des milieux arabes, les Partisans de la tradition ont officiellement été constitués en septembre 2003, cinq mois après la chute de Bagdad, et placés sous la coupe d'un jihadiste irakien ayant fait ses

armes en Afghanistan dans les années 1980, Abou Abdallah al-Hassan ibn Mahmoud. Peu connu des Irakiens, celui-ci s'est imposé comme un acteur clé du soulèvement, revendiquant des attaques spectaculaires contre les troupes étrangères[124]. Dès 2004, le groupe revendique une campagne sanglante d'attentats-suicides dans la province de Ninive, notamment à Mossoul où la base américaine est prise pour cible en décembre par un kamikaze déguisé en policier. Dans leur communiqué fondateur, les Partisans de la tradition se décrivent comme ayant rassemblé différentes factions jihadistes du nord au sud de l'Irak pour mettre sur pied une grande armée[125]. À leurs yeux, le jihad en Irak est un devoir pour chaque musulman et doit aboutir à la proclamation d'un gouvernement islamique conforme aux injonctions du Coran, permettant aux sunnites de conjurer leur sort politique, et plus largement solidarisant le monde musulman contre ce qui est décrit comme une conspiration mondiale contre l'islam. Le groupe s'en prend aussi au pouvoir de Bagdad, illégitime et simple pantin des États-Unis.

Le règne d'Al-Qaïda

La montée en puissance idéologique et opérationnelle d'Al-Qaïda courant 2004 sanctionne une évolution décisive tant dans la composition que dans l'orientation du soulèvement sunnite. Aux insurgés des premières heures, baasistes et nationalistes, s'est en effet substituée une génération de combattants plus jeunes et plus radicaux qui se réclament du salafisme. Dans leur lutte, ces derniers sont aidés par l'afflux de milliers de jihadistes sunnites venus des régions voisines de l'Irak – Levant (Liban, Syrie, Jordanie, Égypte...), Golfe (Arabie saoudite, Yémen, Qatar, Koweït...), Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc) – ou encore de Tchétchénie

et d'Europe comme en attestent les nombreuses biographies des candidats au martyre publiées sur la Toile[126].

Ces étrangers venus sur le territoire irakien, parfois bien avant le début des hostilités, jouent un rôle prépondérant dans la conduite des actions anti-américaines. Ils ont souvent été formés à la fabrication de bombes et au maniement des armes, et sont plus disposés que les Irakiens aux attentats-suicides – 80 à 90 % de ceux qui ont eu lieu en 2007 portent ainsi leur signature, Al-Qaïda entendant exploiter jusqu'au bout leur détermination et leur zèle. Entrés en Irak par les zones désertiques et par des frontières poreuses et peu contrôlables – sur 800 km avec l'Arabie saoudite, 600 km avec la Syrie –, ces aspirants au jihad armé se regroupent au sein de réseaux improvisés, comme ceux établis en 2003 dans la zone tribale d'Al-Qaim, à l'extrême ouest. Très vite, ils se placent sous la bannière d'Abou Mousab al-Zarqawi, qui s'est approprié le flambeau de la lutte et a peu à peu gagné en notoriété en raison de ses opérations. Déclaré ennemi numéro un des États-Unis et traqué par les forces américaines, c'est lui qui a organisé l'attentat contre le siège des Nations Unies à Bagdad en août 2003, tuant le représentant brésilien Sergio Vieira de Mello et poussant la communauté internationale à se retirer d'Irak de manière durable.

On soupçonne Al-Zarqawi d'avoir été présent en Irak en amont de l'invasion américaine pour y établir des relations avec d'autres factions salafistes et, par ce biais, préparer le soulèvement en formant des réseaux de combattants. En 2004, il constitue son propre groupe, Unicité et guerre sainte (*Tawhid wa jihad*), dont il s'autoproclame le prince et qui scelle son rapprochement avec Al-Qaïda. À l'époque en effet, l'organisation salafiste-jihadiste a perdu son ancrage territorial en Afghanistan et projette une stratégie de jihad global sur le terrain irakien. Cette

phase marque le début des opérations extrêmes et barbares menées par ses combattants. Au mois de mai 2004, Al-Zarqawi fait diffuser sur la Toile un enregistrement montrant la mise à mort par décapitation de l'otage américain Nick Berg. La scène choque le monde entier, y compris les Irakiens. Puis, après être parvenu à fuir Fallouja, Al-Zarqawi prête formellement allégeance à Al-Qaïda et son dirigeant Oussama ben Laden en octobre 2004. Il prend la tête de l'organisation jihadiste en Irak, rebaptisant son groupe Organisation de la base du jihad en Mésopotamie (*Tanzhim Qa'ida al-jihad fi bilad al-rafidayn*), tandis que Ben Laden ordonne aux insurgés de se soumettre à lui.

Origine des combattants d'Al-Qaïda en Irak (2005)

Algérie	Syrie	Yémen	Soudan	Égypte	Arabie saoudite	Autres pays
20 %	18 %	17 %	15 %	13 %	12 %	5 %

Source : Brookings Institution, 2007

Les attaques d'Al-Qaïda contre les troupes étrangères et les autorités causent des centaines de morts, aussi bien du côté irakien que du côté américain. À la différence d'autres groupes armés ayant investi certains points précis du territoire, Al-Qaïda est présente dans toutes les provinces sunnites d'Irak ; cette omniprésence tactique et symbolique lui permet de dominer le paysage insurgé. En outre, sa composition sociologique, également locale, témoigne de sa volonté de se fondre au sein du champ irakien et de devenir un acteur reconnu par tous les combattants. Cette irakification des rangs d'Al-Qaïda s'est produite dès 2005, alors que beaucoup reprochaient à l'organisation de n'être au fond qu'une structure importée de l'étranger et de ne pas représenter les intérêts de l'Irak. Pour se défaire de cette réputation, Al-Qaïda a vite compris qu'il lui fallait élargir sa base populaire,

élargissement dicté par les pertes humaines essuyées lors des sièges de Fallouja. L'ancienne élite de moujahidin étrangers est donc remplacée par une jeune génération de combattants irakiens, dont plusieurs nommés aux fonctions de commandement.

Dès lors, toute la stratégie d'Al-Qaïda s'articule autour de l'objectif d'une reviviscence sunnite en Irak, « quintessence et bonne sève », d'une part en mettant fin à l'occupation, d'autre part en faisant tomber le gouvernement chiite afin de le remplacer par un gouvernement sunnite puis un nouveau califat. Al-Qaïda voit aussi dans le conflit irakien l'occasion historique d'infliger une défaite écrasante aux États-Unis et d'établir un État islamique en accord avec celui des premiers siècles de l'islam. L'organisation ne reconnaît aucune frontière géographique entre musulmans, l'Irak appartenant à la communauté des fidèles (*umma*). Dans la psyché des salafistes, le conflit n'est pas non plus dissocié des humiliations infligées aux autres musulmans, en Palestine, en Bosnie, en Afghanistan ou en Tchétchénie. Bien au contraire, il s'inscrit dans la continuité de la croisade de l'Occident contre l'islam[127].

Or l'ambition de rétablir le califat en prenant l'Irak pour épicentre bute, selon les salafistes, sur un obstacle plus sérieux que l'occupation américaine elle-même : les chiites. Ces derniers sont diabolisés par Al-Qaïda, décrits comme les ennemis éternels du sunnisme. Ils doivent donc être combattus aussi violemment que les troupes étrangères afin d'empêcher par tous les moyens que l'Irak ne tombe entre leurs mains :

« Les cibler et les frapper en leur cœur – religieux, politique et militaire – poussera [les chiites] à montrer leur rage envers les fidèles sunnites, les dents de leur rancœur dissimulée. Si nous parvenons à les pousser à la violence, alors nous pourrons faire prendre conscience aux sunnites du danger qu'ils

représentent. En dépit de leur faiblesse et de leurs divisions, les sunnites sont des lames acérées, déterminées et loyales pour faire face aux [chiites], gens de la félonie et de la lâcheté. Les chiites ne sont arrogants qu'avec les faibles et ne s'en prennent qu'aux blessés. Les sunnites commencent à réaliser le danger représenté par les chiites. Ils les observent et craignent les effets de leur prise de pouvoir[129]. »

Avant même l'adoubement d'Al-Zarqawi par Al-Qaïda en 2004, un manifeste rédigé par deux jihadistes irakiens, Abou Fadel al-Iraqi et Abou Islam al-Ansari, présentait les sunnites comme disposés à lutter contre l'occupation et les chiites jusqu'au martyre. Le document précisait que le jihad devrait se poursuivre jusqu'au bout et ne pas se cantonner à la seule défense de l'Irak : il devrait être, au contraire, une démarche offensive. Fervent salafiste, Al-Zarqawi n'a pour sa part jamais caché son aversion pour les chiites, assimilés à des collaborateurs et responsables, à ses yeux, de la mise au ban des sunnites.

Dès 2003, Al-Qaïda déclare la guerre aux chiites, multipliant les attentats, assassinats et attaques contre les populations. Fin août, ses combattants revendiquent l'opération contre la mosquée de l'imam Ali à Najaf, qui fait près d'une centaine de morts, parmi lesquels Mohammed Baqer al-Hakim, dirigeant du CSRII. Puis, en mars 2004, des centaines de pèlerins chiites commémorant la fête d'Achoura dans les villes saintes de Karbala et Najaf sont tués. Un an plus tard, Al-Qaïda réaffirme sa détermination à défendre le principe d'unicité sunnite et à éliminer les « mécréants polythéistes » chiites. Al-Zarqawi accuse aussi l'Iran de financer les milices chiites et confirme sa volonté de les poursuivre où qu'elles se trouvent.

Al-Qaïda entend aussi torpiller le processus politique, Al-Zarqawi déclarant une guerre totale au « principe diabolique de la

démocratie » et à « tous ceux qui suivent cette idéologie impie ». L'organisation jihadiste s'oppose à la tenue d'élections en Irak en affirmant que ces dernières ne peuvent avoir lieu sous occupation et ne seront qu'une illusion accouchant d'un gouvernement chiite « répandant son impiété par l'argent et la peur ». Chaque scrutin tenu à partir de 2005 est ainsi visé par Al-Qaïda, qui redouble de violence en s'attaquant aux bureaux de vote et aux électeurs sunnites qui osent se rendre aux urnes. Durant les premières élections de janvier 2005, Al-Qaïda menace de maculer les rues de sang et annonce dans un communiqué que les résultats du scrutin ne feront que renforcer sa détermination meurtrière.

À la fin de l'année 2006, la salafisation du soulèvement sunnite a permis à Al-Qaïda d'imposer son primat idéologique et militaire, tout en enclenchant une dynamique de communautarisation parmi les populations sunnites. De nombreuses factions salafistes, qui ont accueilli le soutien de leurs frères d'armes étrangers, ont prêté allégeance à Al-Qaïda dans une perspective de défense du sunnisme face à ses adversaires. La terreur semée par Al-Qaïda et ses velléités hégémoniques ne vont cependant pas tarder à semer les germes de la discorde.

Entre chaos et *fitna*

Comme l'illustrent d'autres conflits (Liban, ex-Yougoslavie), le passage d'un état conflictuel à une logique de guerre civile est souvent précipité par un événement déclencheur. Dans le cas de l'Irak, c'est la destruction à Samarra, le 22 février 2006, d'un des hauts lieux du chiisme irakien, le dôme de la Mosquée d'or abritant les tombeaux des dixième et onzième imams Ali al-Hadi (827-868) et Hassan al-Askari (845-874), qui généralise les affrontements confessionnels. Alors que le pays avait jusqu'ici échappé aux affres de la violence communautaire, l'attentat brise les espoirs d'un retour au calme.

Une guerre de religion ?

La ville de Samarra, dont le nom signifie «celui qui l'aperçoit est heureux», se situe dans la province sunnite de Salahaddin, sur la rive orientale du Tigre. Fondée en 833 par le calife Abou Ichaq al-Moutassem, elle était l'une des plus importantes cités de Mésopotamie. Elle fut aussi pendant quelque temps la capitale du califat, avant d'être remplacée par Bagdad et de connaître un

déclin graduel. La Mosquée d'or, construite en 944, a fait l'objet d'agressions répétées après la chute du régime baasiste. L'attentat de Samarra fait suite à de nombreux cycles d'attaques et de représailles qui ont opposé le soulèvement armé sunnite aux milices chiites, et n'ont cessé de s'aggraver suite à la promesse faite par Al-Qaïda d'une guerre sans merci contre les chiites.

Outre d'importantes manifestations populaires, l'attentat de Samarra provoque, par son ampleur, une escalade de la violence sans précédent à travers tout l'Irak, qui frappe au premier plan les populations civiles. L'explosion s'est produite à l'aube, perpétrée par un groupe d'hommes en habit militaire qui sont entrés dans la mosquée pour y ligoter les gardes et placer leurs bombes. Les trois quarts de l'édifice se sont effondrés. Accusés d'avoir orchestré l'attaque, les sunnites sont pris pour cibles. Plusieurs dizaines de leurs mosquées sont mises à sac et leurs dignitaires assassinés. Les forces politiques sunnites, à l'instar du Parti islamique irakien et du Comité des oulémas musulmans, dénoncent les violences faites à leurs fidèles et sollicitent l'intervention de la *marja'iyya* qui, dans le chiisme duodécimain, désigne la plus haute autorité religieuse[129]. Son nom est construit autour de la notion de source d'imitation (*marja' al-taqlid*) qui se réfère à un dignitaire dont l'érudition, reconnue de tous, l'autorise à émettre des avis suivis par les croyants.

Dans une série de recommandations, l'ayatollah Al-Sistani appelle les chiites à la modération, leur interdisant de s'attaquer aux lieux de culte et aux civils sunnites. Mais ses appels, et ceux lancés par les représentants de la classe politique, qui exhortent les Irakiens à ne pas succomber au piège de la guerre civile, n'apaise pas les esprits. L'union nationale prônée par les autorités s'effondre sous le poids des violences et de la théorie du complot alimentée par ceux qui voient dans l'attentat des tentatives

américaines et terroristes de causer une sédition confessionnelle en Irak. Les événements de Samarra constituent, sous cet angle, une rupture, l'aboutissement d'une dégradation lente et continue du contexte sécuritaire[130].

La transition politique voulue par Washington s'est en effet traduite par un anéantissement de l'État irakien, d'où l'immense difficulté d'un rétablissement de l'ordre public. Les efforts pour créer de nouvelles forces armées ont été un échec. Ces dernières n'ont pas su ou pu résister aux logiques communautaires, beaucoup étant ainsi soupçonnées de faire le jeu de la guérilla sunnite et des milices chiites. En l'absence d'une autorité étatique légitime, seule capable de maîtriser le sentiment d'impunité, la criminalité s'est généralisée. La communautarisation du paysage post-baasiste a eu pour autre conséquence un éclatement du sentiment d'appartenance national au profit d'identités sous-jacentes interagissant violemment. Résultante de la politique étrangère et du réveil de divisions plus profondes, cette implosion de l'irakité s'apparente, à certains égards, à une véritable libanisation. Au-delà de contextes historiques différenciés, l'institutionnalisation d'une pluralité ethno-religieuse et l'exacerbation des tensions communautaires ont abouti, dans les deux cas, au déclenchement, puis à la pérennisation d'une spirale auto-entretenue de la violence.

Le confessionnalisme en Irak a souvent été appréhendé comme le produit de clivages ancestraux remontant aux premiers siècles de l'islam et qui auraient, en quelque sorte, foncièrement opposé chiites et sunnites, conditionnant la rupture de 2006. Or cette lecture primordialiste et statique de l'histoire irakienne et des identités religieuses pose des problèmes d'ordre épistémologique et historique, relevés par certains analystes[131]. Les tensions entre chiites et sunnites ne résultent pas exclusivement des dissensions qui existaient sous le régime de Saddam Hussein et au-delà. Elles

ont découlé au premier plan de l'occupation, marquée par une montée inexorable des violences de nature communautaire[132]. Celles-ci sont d'ailleurs devenues l'apanage de groupes radicaux et entrepreneurs identitaires qui souhaitaient une implosion confessionnelle de l'Irak en leur faveur et ont donc manipulé les préjugés existants ainsi que la peur et le sentiment d'insécurité d'une majorité d'Irakiens en vue de les diviser.

L'exacerbation de la religiosité dans l'Irak post-baasiste a moins procédé d'une conflictualité millénaire entre musulmans chiites et sunnites que de l'approche fragmentaire de cette société développée par les États-Unis en amont de la guerre, puis de sa réification. Des mesures comme la débaasification et l'exclusion politique des sunnites ont attisé les haines. En d'autres termes, les frontières religieuses qui ne définissaient pas à proprement dire l'identité irakienne avant le conflit se sont peu à peu instituées en champ de bataille sous le poids de l'occupation et du repli des Irakiens sur des répertoires identitaires perçus comme rassurants, au premier rang desquels le religieux. Les Irakiens ont commencé à tenir des discours plus caricaturaux et plus violents, les sunnites qualifiant les chiites de traîtres, de collaborateurs et de safavides acquis aux intérêts des États-Unis et de l'Iran, tandis que les chiites ont fait de tous les sunnites des baasistes, des terroristes et des wahhabites[133].

On soulignera également que la généralisation du prisme communautaire pour décrire le conflit irakien a largement procédé du regard orientaliste communément appliqué aux sociétés moyen-orientales, et pas seulement à l'Irak[134]. Une littérature datant des années 1990 et de la fin de la Guerre froide a couramment attribué les conflits périphériques au réveil des ethnicités dans un contexte d'États-nations fragiles. L'Irak, comme d'autres pays, n'a pas échappé à cette lecture : son identité s'est

vue réduite à un artefact, et sa société dépeinte comme le lieu d'affrontements éternels. Les années Saddam n'ont guère facilité les efforts pour se départir de cette approche, omniprésente dans les études et commentaires. Or les allégeances ethno-religieuses n'ont jamais été institutionnalisées en Irak au point de dégénérer en guerre civile comme ce fut le cas dans d'autres parties du monde arabe et musulman. Beaucoup d'Irakiens ont en réalité continué, en dépit des violences, à montrer leur attachement à leur patrie, bien qu'ils peinent actuellement à l'exprimer dans des termes clairs et cohérents.

Une explosion de violence

La confessionnalisation du conflit a pour corollaire une augmentation exponentielle du nombre de victimes civiles. Alors que les violences visaient initialement les forces étrangères, les élites irakiennes et les forces de sécurité, elles se retournent contre les populations. Les chiffres publiés par le ministère irakien de la Santé sont éloquents : près de 7000 civils sont tués entre les mois de juillet et août 2006, soit plus de 100 morts quotidiennement en moyenne. Au mois d'octobre, le nombre de civils tués – environ 3700 hommes, femmes et enfants – atteint le niveau le plus élevé depuis le début de la guerre, les affrontements faisant rage dans la capitale où, sur près de cinq millions d'habitants, des milliers ont perdu la vie. Le taux de mortalité annuel dépasse les 160 %. Sur la base d'une étude du journal indépendant *The Lancet*, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) évalue à plus de 600000 les Irakiens ayant connu une mort violente après 2004[135].

Parmi les attaques les plus meurtrières figurent l'enlèvement et l'exécution en juillet 2006 d'une vingtaine de chiites, dont les

corps sont retrouvés à Moqdadiyya, ainsi qu'un attentat-suicide et une explosion à la voiture piégée qui font, le même mois, des centaines de morts dans les villes de Mahmoudiyya et Koufa. À la mi-août, une centaine de personnes sont tuées à Bagdad, dans le quartier mixte de Zafaraniyya, tandis que des centaines de cadavres de civils sont retrouvés à proximité de la capitale. La violence connaît son paroxysme le 23 novembre 2006 à Sadr City lorsque quatre explosions et deux attaques au mortier ensanglantent le faubourg populaire chiite. Ces attentats sont parmi les plus sanglants depuis 2003, provoquant la mort de 200 personnes et faisant plusieurs dizaines de blessés.

Au-delà de ces chiffres, la nature des violences évolue. Aux attentats, enlèvements et exécutions sommaires s'ajoute une généralisation de la torture, aussi bien dans les prisons qu'au cours des affrontements. De par leur barbarie, ces actes sont comparés aux exactions autrefois commises par les baasistes. Un rapport de la MANUI sur les droits de l'homme publié en septembre 2005 précise que les corps des victimes arborent « des traces de graves tortures, plus particulièrement des blessures provoquées par l'usage d'acide et de produits chimiques, de la peau retirée, des os fracturés dans le dos, les mains et les jambes, des yeux et des dents arrachés, et des blessures à la perceuse et avec des clous ».

Civils tués dans les violences religieuses (en milliers)

mai	juin	juillet	août	septembre	octobre
2669	3149	3590	3009	3345	3709

Sources : MANUI ; Ministère de la Santé ; Institut médico-légal de Bagdad, 2006

Ces violences contre les civils sont indissociables de la prolifération des groupuscules armés et de leur objectif de division religieuse. Les premières milices irakiennes – définies comme

des groupes armés et organisés agissant en contexte militaire – sont apparues peu après la chute de Bagdad à la faveur du vide sécuritaire créé par l'effondrement de l'État et plus particulièrement sous l'impact de la débaasification et du démantèlement de l'armée. Parmi elles se trouvent les cellules du soulèvement sunnite et les factions chiites comme l'Armée du Mehdi de Moqtada al-Sadr ou les Brigades Badr, branche paramilitaire du CSRII, rebaptisé en 2007 Conseil suprême islamique irakien.

L'alliance sacrée qui avait un temps prévalu entre sunnites et chiites, et s'était manifestée au moment des offensives américaines contre Najaf et Fallouja en 2004, se voit brutalement remise en cause par l'attentat de Samarra, qui précipite un glissement de l'action milicienne dans le registre de la guerre confessionnelle. Cette évolution doit également au choix fait par une partie de l'insurrection chiite de rejoindre le processus politique. Après avoir boycotté la transition, Al-Sadr décide en effet de prendre part aux élections de 2005 et de s'allier à la coalition chiite qui domine le gouvernement central.

Sous prétexte de contrer les attaques du soulèvement sunnite et de protéger les civils chiites face à l'impuissance des forces de sécurité irakiennes, les comités d'autodéfense mis sur pied par les miliciens et officieusement reconnus par Bagdad se muent en véritables escadrons de la mort, semant la terreur dans tout le pays et conduisant à d'incessants actes de représailles contre les sunnites. Les zones mixtes où les sunnites sont en minorité, comme à Bassora ou à Kirkouk, se voient « nettoyées », tandis que les quartiers sunnites de la capitale font l'objet de descentes lors desquelles les miliciens commettent certaines atrocités, comme décapiter des civils identifiés comme sunnites sur la base de leur carte d'identité, de leur nom et de leur région d'origine, puis laissent leurs cadavres à l'abandon. Au total, plus de 1 000 civils

sunnites trouvent la mort. Les mosquées sont prises pour cibles et les imams assassinés. En réaction, la guérilla sunnite se livre à des opérations anti-chiites d'une rare brutalité, qui ne font qu'alimenter les ripostes mutuelles et le chaos.

L'engrenage à l'œuvre en ce printemps 2006 est inséparable de l'espace dans lequel il s'inscrit. Miroir d'une déchirure confessionnelle sans précédent et enjeu de toutes les luttes, le territoire irakien connaît d'importantes reconfigurations. Déjà significatifs lors des opérations militaires américaines de 2003, les déplacements de population s'intensifient.

Plusieurs milliers de familles et des communautés entières issues des zones aussi bien urbaines que rurales sont contraintes de quitter leurs habitations, villages et quartiers d'origine, souvent dans des conditions dramatiques. Selon une déclaration du ministère irakien des Émigrés et des Déplacés, des dizaines de milliers de familles ont dû fuir entre mai et octobre 2006 du fait des attaques insurgées ou sous le poids des intimidations et menaces. Ces Irakiens sont originaires, pour la plupart, des provinces de Bagdad, Al-Anbar, Diyala ou de zones religieusement mixtes devenues trop dangereuses pour continuer à y vivre. En novembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime à 365 000 le nombre de personnes déplacées depuis les événements de Samarra, tandis qu'un document rendu public en octobre par l'Organisation internationale pour les migrations précise que « quelle que soit la région concernée, l'origine de ces déplacements est la même. Les personnes sont ciblées du fait de leur religion, menacées de mort, ou témoins d'enlèvements et d'assassinats près de chez elles ».

Au total, 1,6 million de civils irakiens ont été déplacés à l'intérieur des frontières du pays après 2003, et 1,8 million ont pris la fuite, dont 600 000 vers la Jordanie, 600 000 vers la Syrie,

100000 vers l'Arabie saoudite, 100000 vers l'Égypte, entre 20000 et 40000 vers le Liban, et au moins 54000 vers l'Iran. Il va sans dire que ces déplacements et mouvements de réfugiés posent d'immenses problèmes au plan humanitaire, qu'il s'agisse des conditions d'accueil de ces populations ou, plus grave, des ressources nécessaires à leur survie – difficultés d'accès à l'eau, pénurie de denrées alimentaires. En ayant bouleversé l'organisation ethno-confessionnelle de l'Irak, ces déplacements ont nourri la décomposition de son territoire.

Nombre de déplacés internes en Irak

2003	2004	2005	2006	2007
100000	200000	250000	685000	1205000

Source : Brookings Institution, 2007

Bagdad devient le symbole de cette fracture, opposant la rive occidentale du Tigre (Al-Karkh), sunnite, à la rive orientale (Al-Rousafa), chiite. Dans le contexte de l'opération Imposer la loi (*Fardh al-qanun*), commune aux forces américaines et irakiennes, un plan de sécurité est lancé dans la capitale le 17 février 2007, qui prévoit sa division en neuf zones, correspondant à ses subdivisions, pour mettre fin aux combats entre milices et réamorcer la reconstruction. Ce plan fait suite à une première opération militaire, En avant ensemble, lancée par l'armée américaine à l'été 2006 et lors de laquelle 50000 policiers et 7000 soldats américains ont été mobilisés pour neutraliser la guérilla. Alors qu'un dispositif de sécurité maximal entoure déjà la zone verte, les barrages se multiplient, les contrôles d'identité se renforcent, un couvre-feu est imposé et le port d'armes est interdit. Des murs de séparation sont édifiés dans toute la ville, qui délimitent sur plusieurs kilomètres les quartiers chiites (Al-Thawra,

Al-Kadhamiyya) des quartiers sunnites (Al-Adhamiyya, Al-Rachid, Al-Mansour). Pour leurs concepteurs, ces murs doivent préserver les civils des attaques armées.

Ce morcellement social et territorial est exacerbé par l'impuissance des autorités à maîtriser les violences. Le gouvernement irakien se montre inapte à rétablir la sécurité. La pacification de Bagdad est un échec, le plan de sanctuarisation de ses quartiers et faubourgs ne parvenant pas à contenir les violences. Les milliers d'Irakiens qui devaient rentrer chez eux restent déplacés ou contraints à l'exil. Non seulement les actions du soulèvement sunnite et des milices chiites ne baissent pas en intensité, mais elles se renforcent au contraire. Le désarmement des milices est, à ce titre, d'autant plus difficile que les sadristes, devenus les principaux soutiens de la coalition au pouvoir, annoncent en novembre 2006 qu'ils quittent le gouvernement et le Parlement. Cette décision précède une rencontre qui doit avoir lieu en Jordanie entre les représentants irakiens et la présidence américaine, et à laquelle Al-Sadr s'est opposé du fait des pressions exercées pour qu'il démantèle son armée.

L'attentat de Samarra renvoie bien entendu aussi à la déroute des États-Unis, de plus en plus manifeste. Beaucoup doutent qu'une victoire militaire et politique de Washington soit encore possible. Affaibli par ses pertes – plus de 3000 soldats et membres du personnel assimilé ont péri depuis le début du conflit – et plusieurs années d'une occupation chaotique et sans vision stratégique, le commandement américain prend la mesure des conséquences de sa présence. Aux morts et à la lassitude des troupes s'ajoute la conviction, au sein de l'opinion publique américaine, que la guerre était une erreur. Fin 2006, la victoire des démocrates aux élections de mi-mandat et la démission du secrétaire d'État à la Défense Ronald Rumsfeld viennent sanctionner cette

prise de conscience et la nécessité d'une redéfinition de l'action des États-Unis. Mais la problématique d'un retrait militaire reste en suspens : les interrogations sont nombreuses quant à l'impact d'un départ définitif des troupes étrangères.

À la fin de l'année 2006, la société irakienne est irrémédiablement clivée, et la polarisation des identités menace d'un conflit de long terme. Paradoxalement, la confessionnalisation de la violence n'a cependant pas conduit à une homogénéisation des communautés irakiennes, elles-mêmes très divisées. Le soulèvement sunnite, dont les combattants étaient jusque-là solidaires, illustre l'essor de ces désaccords.

Divisions dans le camp sunnite

L'unité initiale du soulèvement a laissé place à des divisions. Les insurgés sunnites nationalistes s'opposent au confessionnalisme et à la violence aveugle d'Al-Qaïda. Au-delà de leur solidarité de façade, les relations entre combattants ont en réalité toujours été d'une grande complexité. Les divergences idéologiques n'ont cessé de se creuser au fil des mois, donnant parfois lieu à des différends sérieux. Au moment de sa mort, en juin 2006, Al-Zarqawi a perdu beaucoup de ses soutiens passés.

Une deuxième génération de moujahidin

Si le soulèvement a clamé victoire au moment où l'armée américaine s'est retirée de Fallouja en décembre 2004, les pertes humaines essuyées dans ses rangs ont causé un traumatisme. Selon les chiffres avancés par la coalition étrangère, plus d'un millier d'insurgés auraient péri dans les affrontements ou été faits prisonniers, contre seulement une cinquantaine de soldats américains tués. Fallouja n'a pas été un sanctuaire inviolable pour la lutte armée. Au contraire, la ville a été écrasée, ce qui a suscité une crise morale parmi les insurgés. Pour les nationalistes,

Al-Qaïda est la première responsable de la décision des États-Unis d'attaquer la ville, et ses actions barbares ont ruiné l'image du jihad parmi les civils. L'organisation jihadiste a aussi imposé un régime islamiste intolérable – interdiction du tabac et de la musique, fermeture des commerces... À l'évidence, le soulèvement armé a pris en 2004 une tournure radicale bien moins noble dans ses modalités que l'objectif de résistance à l'occupant. Les attaques contre les civils irakiens se sont multipliées, de même que les prises d'otages, dont plusieurs ont connu une issue tragique: les troupes américaines et les forces irakiennes auraient découvert de véritables abattoirs humains à Fallouja, utilisés par Al-Qaïda pour filmer ses décapitations morbides.

Les insurgés nationalistes reprochent à la mouvance salafiste d'avoir confessionnalisé la lutte en la détournant de ses priorités pour cibler les chiites et frapper d'excommunication (*takfir*) tous ceux qui ne partagent pas ses vues. Le père spirituel d'Al-Zarqawi, le Jordano-Palestinien Abou Mohammed al-Maqdisi, est lui-même critique de la stratégie poursuivie par son disciple, jugée dangereuse et contreproductive. Il lui enjoint d'adopter une posture plus tempérée et de cesser d'exercer cette violence qui nuit à la cause des moujahidin. En juillet 2005, après l'exécution d'un diplomate égyptien accusé de collaboration avec les Américains, Al-Maqdisi désavoue Al-Zarqawi qu'il qualifie d'ennemi de Dieu[136]. D'autres voix s'élèvent contre les opérations d'Al-Qaïda, dont les attentats-suicides et les exactions ont fait des centaines de morts chez les civils, y compris parmi les sunnites et dans les rangs du soulèvement.

La défiance des nationalistes s'est exprimée dès le premier siège de Fallouja. L'imam Abdallah al-Janabi, chef du Conseil des moujahidin, s'est défendu à l'époque de tout lien avec le groupe conduit par Hadid et Al-Zarqawi: il a certes reconnu

Hadid comme un pieux combattant, mais n'a pas souhaité s'associer à lui. Al-Janabi s'est en outre opposé au rôle des jihadistes étrangers, et s'est dit favorable à un jihad authentiquement irakien. Il considère en effet l'appui apporté à Al-Qaïda par des pays tels que la Syrie et l'Arabie saoudite comme une confiscation du combat des Irakiens. L'opposition entre les deux tendances porte aussi sur les modes opérationnels de la lutte et sur la question des otages et de leur traitement. Al-Janabi a ainsi reproché à Al-Qaïda l'assassinat d'innocents[137]. En 2005, lorsque l'organisation a menacé de tuer quiconque oserait prendre part aux élections, les insurgés nationalistes ont publié une série de communiqués pour condamner de tels procédés.

Sous l'unité de façade du soulèvement s'enclenche donc une dynamique de division opposant une composante radicalisée à des nationalistes qui rejettent le confessionnalisme. La mouvance salafiste est elle-même parcourue par des clivages, de nombreux salafistes irakiens considérant qu'Al-Zarqawi et les étrangers ont entaché l'image du jihad irakien par leur interprétation fondamentaliste de l'islam. Les Partisans de la tradition ont gardé le silence face aux opérations anti-chiites d'Al-Qaïda, mais lui reprochent ses visées expansionnistes, éloignées des priorités irakiennes. Cette fracture s'aggrave au cours de l'année 2006 après la liquidation d'Al-Zarqawi par les forces américaines au terme d'une traque qui a duré plusieurs années. Le 7 juin 2006, un raid aérien dans les environs de Baqouba cause la mort de l'émir des moujahidin, probablement trahi par des proches qui ne supportaient plus sa barbarie. Le gouvernement irakien et l'armée américaine décrivent l'opération comme un coup majeur porté au terrorisme.

Dans un communiqué du 12 juin 2006, l'Égyptien Abou Hamza al-Mouhajir est désigné comme successeur d'Al-Zarqawi

Nombre de morts dans les attentats (par mois en 2007)

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre
CIVILS									
Chiites	285	459	493	413	180	180	326	61	70
Sunnites	23	70	78	80	53	28	47	64	19
Kurdes	28	11	30	24	22	0	134	411	0
OFFICIELS									
Forces de sécurité	40	76	6	32	97	102	75	43	21
Coalition étrangère	10	10	34	28	32	28	5	17	10
G^vt irakien	0	0	0	0	74	17	0	8	0

Source : Brookings Institution, 2007

à la tête d'Al-Qaïda. Pour répondre aux critiques dont elle fait l'objet et rétablir son primat sur le soulèvement, l'organisation jihadiste radicalise encore ses positions. De plus en plus d'Irakiens sont recrutés dans ses rangs et réunis au sein du Conseil consultatif des moujahidin (*Majlis chura al-mujahidin*) mis sur pied en janvier 2006 et dont la mission est de venir à bout de l'occupation par la définition d'un projet politique novateur pour les sunnites. Sous la direction d'Al-Mouhajir, une seconde génération de combattants émerge en Irak.

Le 12 octobre 2006, un enregistrement diffusé sur des sites et forums islamistes, et dans lequel apparaissent six hommes masqués et vêtus de tuniques blanches, annonce la constitution d'une Alliance des embaumés (*Hilf al-mutayibin*), formule renvoyant au serment d'entraide qui avait été conclu entre les membres du clan de Mahomet, les Banou Hachem, et scellé par

du parfum[138]. En plus du Conseil consultatif des moujahidin qui en prend la tête, cette alliance réunit trois groupes : l'Armée des conquérants (*Jaych al-fatihin*), les Soldats de la confrérie (*Junud al-sahaba*) et les Brigades des partisans de l'unicité et de la tradition (*Kata'ib Ansar al-tawhid wa al-sunna*). Elle appelle à l'unification du combat armé pour chasser l'occupant et ses associés. Trois jours plus tard, le 15 octobre, Al-Qaïda proclame de manière unilatérale un État islamique d'Irak (*Dawla al-'Iraq al-islamiyya*), placé sous la coupe de l'Irakien Abou Omar al-Baghdadi.

Personnage entouré de mystère, Al-Baghdadi vient d'une famille arabe et sunnite qui se réclame d'une affiliation directe avec Mahomet. À partir de 2006, il s'impose comme l'un des chefs de file d'Al-Qaïda en Irak ; on suppose qu'il a rejoint la mouvance salafiste au milieu des années 1980, avant de quitter le pays en 1999 pour gagner l'Afghanistan où il s'est lié d'amitié avec Al-Zarqawi. Présent au Kurdistan en 2002, il ne rend public son retour qu'au cours de l'année 2004 et participe activement aux batailles de Fallouja en supervisant la rédaction des fatwas et les prises d'otages. Ses actes guerriers et sa connaissance intime du Coran seraient à l'origine de sa nomination comme prince du nouvel État islamique. Al-Baghdadi a signé plusieurs essais de propagande, parmi lesquels *Pourquoi nous battons-nous, et contre qui ?* et *La Constitution des apostats*, documents qui en disent long sur sa haine de l'Amérique et des chiites.

Dès l'annonce de sa proclamation, l'État islamique suscite l'incrédulité de la coalition étrangère. Les experts américains décrivent le Conseil des moujahidin comme une simple fiction, une organisation artificielle prétendant avoir remis la conduite du jihad à des Irakiens mais qui reste sous le contrôle des étrangers. Al-Baghdadi est qualifié de pantin adoubé par Al-Zarqawi dans l'objectif d'entretenir l'illusion d'une lutte irakienne. En

juillet 2007, une conférence de presse est organisée par le commandement militaire américain au cours de laquelle l'État islamique est présenté comme une instance virtuelle, pure chimère d'Al-Qaïda. D'après le général de brigade Kevin Bergner, l'Égyptien Al-Mouhajir a même inventé l'existence d'Al-Baghdadi pour qu'Al-Qaïda cesse d'être perçue comme une structure étrangère; les «ministères» et l'implantation géographique dont se réclame l'État islamique ne seraient qu'une illusion, à laquelle ne croient d'ailleurs pas les populations civiles.

La moisson du jihad

La création de l'État islamique d'Irak achève de détériorer les rapports entre combattants et met fin à l'unité du soulèvement. Les nationalistes dénoncent, en effet, l'entreprise unilatérale d'Al-Qaïda, sa stratégie aveugle de terreur et son approche panislamiste du combat, qui revient à nier le soubassement national de la résistance et contient en germes une partition de l'Irak. Beaucoup refusent de se soumettre aux ordres d'Al-Baghdadi.

Al-Qaïda est accusée de tenter de s'emparer du jihad irakien et de n'avoir consulté aucun acteur du soulèvement. C'est l'Armée islamique d'Irak qui, la première, fait publiquement part de ses griefs. Autre grand groupe armé, celle-ci n'a jamais cautionné les méthodes d'Al-Qaïda, lui reprochant le meurtre de plusieurs de ses membres qui refusaient de lui obéir. Dans une lettre du 1er mars 2007, l'un de ses membres, Jihad al-Ansari, fustige Abou Omar al-Baghdadi dans ces termes:

> «Votre plan, mis en œuvre coûte que coûte, a fait un tort inimaginable aux moujahidin et abîmé l'image du jihad en Irak. L'une des conséquences les plus graves de votre entreprise est que beaucoup de vos brigades et de vos

> membres, désireux de s'imposer aux Irakiens, les ont frappés de manière indifférenciée et continuent d'inciter à attaquer quiconque refuse de leur prêter allégeance [...]. Si, comme vous le prétendez, une majorité de fidèles ont prêté allégeance à votre gouvernement, alors pourquoi sommes-nous en désaccord? Ne voyez-vous pas que plus vous persévérez, plus le fossé se creuse[139]?»

Un long cycle de violences s'engage. En décembre 2006, des heurts entre Al-Qaïda et l'Armée islamique sont rapportés dans la région de Yousoufiyya, au sud de Bagdad. Le mois suivant, des tracts sont distribués dans les quartiers sunnites de la capitale, accusant les Brigades de Saladin du Front islamique pour la résistance irakienne, liées à l'Armée islamique, d'avoir trahi la cause sunnite en encourageant le dialogue avec les autorités[140]. Le 13 mars 2007, Al-Baghdadi diffuse un enregistrement dans lequel il vilipende une conspiration médiatique destinée à rompre l'unité du soulèvement et souligne qu'à l'exception d'Al-Qaïda, aucune faction jihadiste n'est capable de résister aux forces d'occupation et au gouvernement chiite:

> «Comment y aurait-il un jihad en Mésopotamie sans le Conseil consultatif des moujahidin et l'État islamique d'Irak? Et que se passerait-t-il si les soldats de l'État islamique déposaient les armes et mettaient fin au jihad? La réponse est connue. L'honneur serait bafoué, les graines et le bétail seraient exterminés. Si vous ne le croyez pas, j'enjoins à tout groupe qui prétend posséder une meilleure méthode et être plus puissant face à nos ennemis de diffuser trois actions militaires filmées qui le montrent prenant d'assaut des bases américaines [...]. Nous considérons les autres mouvements jihadistes en Irak comme nos frères, mais ils nous désobéissent et n'ont pas rempli leur devoir, celui de combattre sous une même bannière[141].»

Le ressentiment de l'Armée islamique envers Al-Qaïda porte sur la question confessionnelle[142]. L'un de ses chefs, Abou Mohammed al-Salmani, déclare en avril 2007 qu'« Al-Qaïda a tué plus de sunnites irakiens dans la province d'Al-Anbar au cours du dernier mois que les soldats de l'armée d'occupation n'en ont tué au cours des trois derniers[143] ». Après un moment de silence, l'Armée islamique émet un communiqué dans lequel elle s'en prend aux pratiques illicites de l'organisation jihadiste et ne fait pas usage une seule fois de la formule d'État islamique, pour mieux en affirmer le rejet : Al-Qaïda a commis des erreurs graves et surtout mal interprété la jurisprudence et les origines de la foi en répandant le sang des musulmans et en humiliant les moujahidin[144].

Les attaques portées par l'Armée islamique contre l'État islamique causent d'importants remous dans la communauté des jihadistes. Qu'un groupe armé puisse taxer Al-Qaïda d'arrogance et lui reprocher d'encourager une guerre fratricide suscite, en effet, l'incompréhension de ceux qui, dans le monde arabe et au-delà, soutiennent le jihad anti-américain et la cause des sunnites. Al-Baghdadi tente alors d'apaiser la situation en s'adressant à ses adversaires dans des termes plus conciliants :

« Ô frères des armées des Partisans de la tradition et des moujahidin, l'amitié qui nous unit est si profonde [...] ! Ô fils de l'Armée islamique d'Irak, sachez que mon sang coulera pour le vôtre et que, par Dieu, vous n'entendrez et ne verrez que de bonnes choses nous concernant. Soyez rassurés et apaisés, ce qui nous unit est plus fort que ce que certains pensent [...]. Nous jurons par Dieu que nous ne verserons pas volontairement le sang d'un fidèle tant qu'il suivra nos prières, nos orientations et mangera notre viande[145]. »

Contrant l'accusation d'unilatéralisme qui le vise, Abou Bakr Al-Baghdadi ajoute :

« Lorsque nous avons proclamé l'État islamique, il ne s'agissait pas d'une tentative de cueillir le fruit avant qu'il ne soit mûr. Ce fruit est tombé de lui-même et nous l'avons ramassé et placé entre des mains sûres et saines, pour qu'il ne finisse pas dans la boue. Regardez ce qui s'est produit après l'effondrement de l'Union soviétique et après que les nations musulmanes se sont éloignées du communisme. Elles sont devenues des proies faciles pour les idéologies séculières. Que s'est-il passé après que les moujahidin ont atteint la capitale serbe pendant la guerre de Bosnie ? Ils ont été arrêtés en chemin par les accords de paix de Dayton. Que s'est-il passé après que le fruit est tombé en Afghanistan, et que l'ennemi a été défait par les factions armées ? Il n'y a eu que meurtres, ruines et pillages. Ô, nation musulmane, nous sommes déterminés à ne pas répéter cette tragédie et à ne pas abîmer le fruit une fois encore[146]. »

Si certains veulent croire en la sincérité du leader d'Al-Qaïda – c'est le cas des Brigades de la Révolution de 1920 (*Kata'ib Thawra al-'ichrin*), liées au Comité des oulémas musulmans qui représentent un acteur influent du soulèvement nationaliste[147] –, les membres de l'Armée islamique sont résolus à en découdre avec Al-Qaïda et à contrecarrer sa stratégie. Le 2 mai 2007 est ainsi créé un Front pour le jihad et la réforme (*Jabha li al-jihad wa al-islah*) qui, à l'inverse de l'État islamique, entend unifier l'opposition armée et mettre en déroute le séparatisme confessionnel prôné par Al-Qaïda[148]. En plus de l'Armée islamique qui en prend la tête, ce Front rassemble l'Armée des moujahidin et les Partisans de la tradition. Dans son communiqué fondateur, il expose sa volonté de protéger les sunnites face à l'extrémisme de l'État islamique, et appelle l'ensemble des insurgés à le rejoindre. Or les affrontements se poursuivent, l'Armée islamique subissant la mort de dizaines de combattants dans des embuscades.

Al-Qaïda a toujours vu dans le nationalisme un piège, une idéologie impie qui, par le passé, a conduit les Arabes à

combattre aux côtés des puissances coloniales. Le nationalisme a d'ailleurs été formulé par des chrétiens, comme Michel Aflaq, et s'est soldé par un échec en précipitant la division et le déclin du monde musulman. De son vivant, Al-Zarqawi avait souligné dans un communiqué que les nationalistes irakiens avaient aidé les Britanniques à défaire les Ottomans, avant d'être trahis par eux. Pis, le nationalisme, fondé sur un lien à la langue et au territoire, a conduit à une scission entre musulmans. Pour Al-Qaïda, seul un gouvernement islamique, puis la restauration du califat, permettront aux sunnites de retrouver leur rang tout en ressuscitant la grandeur de l'islam. Les adversaires d'Al-Qaïda considèrent, pour leur part, que l'organisation jihadiste a voulu cueillir trop tôt les fruits du jihad et précipité son extinction, sur le modèle de ce qui s'était déroulé en Bosnie-Herzégovine et en Afghanistan lorsque la mouvance jihadiste avait implosé en une multitude de groupes dirigés par des chefs de guerre sans projet ni dessein communs. Si le temps de la moisson est venu, celle-ci pourrait être amère. Plusieurs questions se posent : l'occupation américaine a certes permis d'unifier un temps les rangs du soulèvement, mais qu'adviendra-t-il lorsque les troupes étrangères se retireront ? L'Irak ne risque-t-il pas de connaître un scénario à l'afghane si les déchirements entre combattants se poursuivent ? Les États-Unis n'ont-ils pas aussi un intérêt stratégique à exploiter les discordes afin d'affaiblir le soulèvement ?

Soucieuse de préserver sa réputation, l'Armée islamique annonce en juin 2007 la cessation de toute opération militaire conjointe avec les membres de l'État islamique[149]. La direction centrale d'Al-Qaïda semble elle-même prendre ses distances, l'idéologue égyptien Ayman al-Zawahiri déclarant que les sunnites doivent rester solidaires et que seule une infiltration d'agents dans les rangs de l'État islamique explique les crimes commis en

son nom. Le 11 octobre, un Conseil politique pour la résistance irakienne (*Majlis siyasi li al-muqawama al-'iraqiyya*) est constitué, regroupant le Front pour le jihad et la réforme et d'autres factions nationalistes parmi lesquelles le Front islamique pour la résistance irakienne et le Hamas d'Irak (*Hamas al-'Iraq*), issu d'une division au sein des Brigades de la Révolution de 1920[150]. Deux jours plus tard, le porte-parole de ce Conseil, Khattab Abd al-Rahman al-Jabbouri, annonce sur la chaîne Al-Jazeera qu'il exige la libération de l'Irak, la garantie de sa souveraineté et la restauration de son rôle dans le monde arabe et musulman.

État islamique contre Parti islamique

Outre son rejet par les nationalistes, l'État islamique provoque la colère des imams et des forces politiques sunnites, dont certaines ont très tôt manifesté leur opposition à l'action d'Al-Qaïda. Il en va ainsi du cheikh Hareth al-Dhari, mentor de l'opposition islamo-nationaliste qui, depuis le début de l'occupation, rejette l'organisation en la qualifiant d'entité transnationale sous la coupe d'étrangers et coupable d'actes odieux contre le peuple irakien[151]. En septembre 2005, Al-Dhari avait répondu aux menaces proférées par Al-Zarqawi contre les sunnites ayant décidé de voter aux élections :

« Aucun motif ne vous autorise à prendre votre revanche contre des innocents en fermant les yeux sur les véritables criminels. Il est impossible que quiconque se revendiquant de la loi divine prenne des décisions en fonction de ses émotions et de ses griefs personnels. Une position aussi dangereuse ne fait que servir les désirs les plus sombres de nos ennemis : déchirer notre pays et semer la discorde entre les fidèles. C'est ainsi que le gouvernement de transition mènera à terme ses objectifs en gagnant la sympathie après

avoir échoué dans sa campagne de terreur. Que ceux qui souhaitent que les sunnites participent au processus politique, soit en votant, soit en se portant candidats, assument leurs responsabilités. La meilleure manière de traiter avec eux passe par le dialogue, sans se laisser influencer et sans les menacer, car seuls la sagesse et un jugement sain peuvent assurer les progrès du jihad et venir en aide aux moujahidin. La meilleure action pour ceux qui sont venus chasser l'occupant de notre terre n'est ni le meurtre, ni la suppression des opinions exprimées par autrui[152]. »

Pour Al-Dhari, l'État islamique, derrière sa prétention à offrir une représentation aux sunnites, non seulement se trouve en porte-à-faux avec leur aspiration nationale mais surtout comporte une menace de partition de l'Irak en ayant pris pour territoire les provinces sunnites du pays. Al-Qaïda répond à ces critiques en qualifiant le Comité des oulémas musulmans de parti apostat. Dans un enregistrement daté du 21 septembre 2005, Al-Zarqawi avait déjà fustigé Al-Dhari et la trahison des sunnites :

« Quiconque tente d'établir une distinction entre Irakiens et non-Irakiens sur la question du jihad, conduit au nom de Dieu et aidant le destin d'une nation, se trouve dans l'erreur. Que Dieu nous en soit témoin, l'ongle du moujahid étranger en Mésopotamie vaut bien plus qu'un pays empli des partisans d'Al-Sistani, Al-Jaafari, Al-Hakim ou Al-Chalabi. Quiconque renonce à son pays, se rend en Mésopotamie pour y déclarer le jihad au nom de Dieu et reste parmi nous en la demeure est supérieur à n'importe quel Irakien d'origine qui aurait fui la bataille pour se livrer aux oppresseurs[153]. »

D'autres forces invectivent Al-Qaïda, dont les actions et l'ambition internationaliste n'ont fait que desservir la cause des sunnites et leurs chances de réintégrer l'appareil d'État. C'est le cas du Parti islamique irakien qui s'en prend aux pratiques

de l'organisation jihadiste et l'accuse de s'être livrée à des meurtres systématiques contre ses membres. Les communiqués d'Al-Zarqawi ont très tôt révélé son aversion profonde pour ce mouvement :

« Nous lançons un appel général aux sunnites, en particulier aux membres du Parti islamique. Où donc vous dirigez-vous ? Ne craignez-vous pas Dieu ? Il était clair aux yeux de tous que l'ennemi croisé était sur le point de perdre et vous lui avez alors lancé une corde pour le sauver. Que Dieu maudisse vos dirigeants et ceux qui ont collaboré avec vous en œuvrant à la destruction des sunnites[154]. »

Les dirigeants d'Al-Qaïda ne comprennent pas, de leur côté, que des forces sunnites à l'instar du Parti islamique aient pu prendre part à une donne politique dominée par les chiites et les Kurdes, préférant une paix négociée avec les États-Unis à la défense de leurs droits et de leurs intérêts. Par leur collaboration, ces forces ont apporté une caution silencieuse à l'occupation et lui ont permis de continuer. L'État islamique d'Irak déclare donc une guerre totale au Parti islamique, accusé d'avoir trahi la cause de la résistance sunnite par opportunisme et quête de pouvoir. Ses représentants sont qualifiés d'ennemis de Dieu par Abou Omar al-Baghdadi.

L'État islamique suscite enfin dans son sillage un délitement de la mouvance baasiste, déjà mise à mal par l'exécution de Saddam Hussein le 30 décembre 2006 et le débat relatif à la succession du dictateur. Des tensions sont apparues après sa capture en décembre 2003, mettant face à face une frange nationaliste composée d'anciens personnels civils et militaires et des représentants de l'avant-garde du parti, réfugiés en Syrie. Ces dissensions ont plus particulièrement opposé Ezzat Ibrahim al-Douri,

successeur autoproclamé de Saddam Hussein, à d'anciens gradés du régime, parmi lesquels Mohammed Younes al-Ahmed, ancien gouverneur de Mossoul, et Mazhar Matni al-Awwad. Tous deux s'opposent à la prise de pouvoir unilatérale d'Al-Douri et, en août 2006, le général baasiste Ghazwan al-Koubaysi, qui les soutient, déclare sur la chaîne satellitaire Al-Arabiyya que le mouvement d'Al-Ahmed et Al-Awwad est le plus influent à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Irak, rassemblant près de 80 % des baasistes et insurgés nationalistes :

« Nous sommes alliés avec tous ceux qui ont pris les armes contre le gouvernement irakien et les forces de la coalition. Il importe peu de savoir qui dirige, qu'il s'agisse des islamistes ou des baasistes, car les factions nationalistes irakiennes incluent beaucoup d'anciens militaires. Elles regroupent aussi beaucoup de civils qui ont autrefois servi le régime. »

Homme le plus recherché d'Irak depuis l'élimination d'Al-Zarqawi, Al-Douri crée en 2007 un Commandement suprême pour le jihad et la libération (*Qiyada al-a'la li al-jihad wa al-tahrir*) qui appelle à former un gouvernement fondé sur les principes de l'islam contre la « démocratie impérialiste » importée par les États-Unis. Ses membres se disent disposés à des négociations avec les autorités américaines et irakiennes, mais à certaines conditions : une reconnaissance « de la résistance patriotique et des organisations nationalistes arabes et islamiques comme les seules représentantes de l'Irak et de son grand peuple » ; le retrait militaire inconditionnel des États-Unis ; la fin des opérations militaires étrangères ; la libération de tous les détenus sunnites sans exception et l'attribution de compensations financières ; une « re-baasification » de l'Irak à travers la réhabilitation des officiers de l'armée et des forces de sécurité limogés en 2003 ; une compensation pour

les pertes matérielles et morales, ainsi que les sévices infligés aux Irakiens ; l'abolition des lois passées sous l'occupation ; l'ouverture de négociations par le gouvernement irakien avec le soulèvement en vue de mettre en œuvre ces principes.

L'ambition d'Al-Douri de s'imposer à la tête de la mouvance baasiste conduit ses adversaires à l'accuser d'opportunisme et de liens avec Al-Qaïda. Le quotidien panarabe *Al-Hayat*, particulièrement bien informé sur les activités clandestines du Baas, rapporte qu'il aurait tenté de trouver un terrain d'entente avec l'organisation salafiste-jihadiste après que ses négociations avec la coalition américaine et le gouvernement irakien eurent échoué. En mai 2005, *Al-Hayat* avait déjà fait état de contacts noués par Al-Douri avec les États-Unis et les autorités irakiennes par le biais des tribus d'Al-Anbar : Al-Douri leur aurait demandé de reconnaître le Baas comme un parti légitime, de révoquer la débaasification et de réhabiliter les baasistes. Certains de ces contacts remontaient à 2004, lorsqu'Iyad Allawi, Premier ministre, avait engagé des pourparlers avec les baasistes en vue de les associer au processus de réconciliation nationale[155]. Le principal négociateur, Mohammed Faleh al-Asafi, ancien officier de l'armée qui s'était présenté comme le porte-parole des groupes d'Al-Anbar, avait tenté, en vain, d'imposer ses conditions. S'en était suivi le lancement par les baasistes d'un Plan de résistance pour l'Irak opposé à celui d'Allawi.

Al-Douri nie toute relation avec Al-Qaïda, soulignant qu'un nombre significatif de ses partisans ont été éliminés par l'organisation et qu'ils se battent toujours dans les provinces d'Al-Anbar, Diyala, Salahaddin et Bagdad. Les affrontements entre combattants baasistes et salafistes sont confirmés par Abou Marwan, le porte-parole du Commandement général des forces armées irakiennes, composé d'anciens officiers. Il déclare :

«Les membres d'Al-Qaïda ont assassiné deux de nos plus valeureux représentants à Ramadi, les généraux Mohammed et Saab, et nous allons prendre notre revanche[156].»

Dans une même veine, le baasiste Abou Wissam al-Jachemi, proche d'Al-Douri, annonce que la branche armée conduite par Al-Douri a «décidé de mettre un terme à sa coopération avec Al-Qaïda pour appliquer une stratégie de résistance nationale et un dialogue avec le gouvernement et la force multinationale par différents canaux[157]».

Dès lors, des heurts violents opposent les baasistes à Al-Qaïda. À l'ouest d'Al-Anbar, des membres de la tribu Al-Awwad, affiliée à l'ancien régime, et du courant baasiste du Retour sont sauvagement assassinés, de même que le recruteur de l'Armée de Mahomet, Louay Yasin, et plusieurs gradés de l'ancienne armée tels Saab al-Rawi et Saoud al-Naymi[158].

Au-delà de ces dissensions idéologiques entre insurgés, l'éclatement des rangs du soulèvement doit aussi à la guerre économique que se livrent les acteurs armés pour le contrôle du territoire et des richesses. Depuis le début du conflit, les insurgés sont en effet en concurrence ouverte, et souvent brutale, pour le monopole des ressources et des circuits de la criminalité organisée qui financent leurs opérations. À partir de 2006, banditisme et corruption atteignent leur paroxysme en se mêlant aux violences confessionnelles. Dans un contexte sécuritaire chaotique, une économie souterraine prend forme où vols, extorsions, enlèvements, rackets et autres activités mafieuses se banalisent[159].

La contrebande pétrolière, qui a cours en Irak depuis l'embargo, est le trafic le plus profitable, estimé à des milliards de dollars. Elle fait l'enjeu de rivalités sanglantes entre factions armées. Profitant de la déliquescence de l'État et du climat de

corruption, qui implique jusqu'aux plus hauts niveaux de la classe politique, la contrebande se répand à travers le pays, hypothéquant la reprise économique et minant le quotidien des Irakiens qui comptaient sur cette manne pour se reconstruire. Le pétrole est un enjeu stratégique clé pour les groupes radicaux comme Al-Qaïda, dont les membres n'hésitent pas à détourner des cargos entiers d'or noir, à voler les réserves des camions citernes et des dépôts, à saboter les oléoducs d'exportation pour réacheminer le pétrole vers des ports illégaux ou des postes-frontières en direction de la Syrie et de la Turquie. Dans l'ensemble, on estime que le soulèvement aurait capté entre 40 et 50 % de ce trafic juteux.

Irakifiée, Al-Qaïda s'est vue confrontée à une raréfaction de ses revenus et de ses armes, fournis par les jihadistes étrangers venus combattre en Irak. Or il s'agissait de sa première ressource de guerre, qui couvrait jusqu'à 70 % de ses besoins matériels et financiers. Luttant contre plusieurs groupes insurgés pour garder sa mainmise sur le pétrole, l'organisation jihadiste a de plus en plus recours à partir de 2005 à des activités criminelles visant les populations civiles (comme des prises d'otages avec demande de rançon), qui la coupent davantage des nationalistes qui s'opposent à ces pratiques. Depuis longtemps, ces nationalistes dénoncent le financement par l'extérieur du jihad d'Al-Qaïda, qui a conduit à l'ingérence d'États comme la Syrie ou l'Arabie saoudite dans les affaires internes de l'Irak.

Fin 2006, l'unité du soulèvement n'est donc plus qu'un lointain souvenir, ses différents acteurs se livrant une lutte acharnée pour le contrôle des ressources, militaires, politiques et économiques. Le projet politique d'Al-Qaïda n'a pas capté le soutien des populations du fait de la violence des opérations de l'organisation jihadiste. Cette déchirure ne fait que renforcer la

marginalisation des sunnites. En novembre 2009, des factions armées nationalistes obéissant au cheikh sunnite Taha al-Doulaymi lanceront un ultime appel à l'unité de la résistance. En vain. D'un combat censé mettre en échec l'occupation et faire éclore un système plus favorable aux sunnites, le jihad n'a conduit qu'à la violence et à la division.

Le réveil des tribus

Dans ce contexte de morcellement de l'opposition armée, un nouvel acteur fait son apparition à l'automne 2006 : le mouvement du Réveil (*Sahwa*), qui correspond à la mobilisation des tribus sunnites de la province d'Al-Anbar contre les jihadistes d'Al-Qaïda. Celui-ci a pour corollaire, à partir du mois de janvier 2007, une escalade militaire américaine (*Surge*) qui passe par l'envoi de 20 000 soldats supplémentaires sur le terrain en renfort des 132 000 déjà présents. Le conflit connaît un revirement inattendu.

Privilèges et déclin des clans

Les tribus irakiennes restent relativement méconnues, constat d'autant plus frappant qu'elles ont occupé le devant de la scène dès 2003. Cette méconnaissance procède du peu d'intérêt accordé à la question tribale au Moyen-Orient et de sa perception généralement négative. La définition de la tribu arabe est imprécise, de même que celle du concept apparenté de tribalisme. Cette limite sémantique renvoie à la banalisation du terme dans le langage

courant et aux insuffisances de la démarche anthropologique. Or on recense plus d'une centaine de tribus en Irak, unies par leur arabité et leur adhésion à l'islam, venu tantôt légitimer et renforcer les traditions qui lui étaient antérieures, tantôt affaiblir l'appartenance et l'organisation tribales.

La tribu a connu d'importantes transformations historiques[160]. L'autorité de ses chefs a été mise à mal par la construction de l'État irakien et par le processus de modernisation sociale et politique qui l'a accompagnée. Acteurs influents sous l'Empire ottoman et dans les premiers temps du mandat britannique, les tribus ont graduellement perdu de leur influence. Mais cette évolution était en réalité plus ancienne. Pendant des siècles, les tribus établies dans les régions qui forment aujourd'hui l'Irak se sont opposées à Istanbul lors de violentes rébellions. Puis l'adoption par les Ottomans, en 1858, d'un code foncier favorisant un mode de vie sédentaire et permettant aux plus petites tribus de s'affranchir des confédérations a fait éclater les solidarités usuelles tout en créant de nouveaux conflits. Cette dynamique de sédentarisation et la disparition des valeurs guerrières caractéristiques du tribalisme se sont confirmées au sortir de la Première Guerre mondiale avec la création d'un État colonial. Certes, les Britanniques et le roi Fayçal, soucieux de ne pas s'aliéner les tribus, leur reconnurent une certaine autorité dans l'administration des campagnes – levée de l'impôt, recrutement militaire, fonctions policières. Mais les tribus étaient dans l'ensemble mises en marge, servant de simples intermédiaires entre les autorités coloniales et monarchiques et le monde rural.

L'exode rural qui est allé de pair avec l'édification d'un État a creusé le fossé entre propriétaires terriens et paysans asservis. Des luttes de classe s'ajoutèrent bientôt à la déstructuration du tissu tribal. Au lendemain du putsch de 1958, le régime juridique

des années 1930 connut d'autres modifications. Les réformes agraires, l'expropriation et la redistribution des terres aux paysans réduisirent, en effet, les privilèges dont avaient jusque-là joui les grandes tribus, même si cette remise en cause restait à l'époque relative du fait des moyens encore limités du pouvoir central.

En 1968, la prise du pouvoir par le parti Baas marqua une nouvelle étape dans la décomposition des structures tribales. Le régime s'immisça dans les campagnes par le biais d'agents du parti infiltrés au sein des coopératives et paracheva les réformes du gouvernement précédent. En 1970, une nouvelle loi agraire radicalisa les mesures républicaines en abolissant définitivement les privilèges dont disposaient les principales tribus. L'immixtion du pouvoir en milieu rural s'est ainsi traduite par une subversion encore plus manifeste du tribalisme et par la suppression du lien de subordination que les plus petites tribus entretenaient avec leurs patrons[161] ; des liens de clientèle longtemps marqués par une dialectique de soumission et domination, d'exploitation des paysans pauvres par de riches propriétaires terriens. Cette émancipation cadrait parfaitement avec l'idéologie progressiste, révolutionnaire et centralisatrice dont se prévalait alors le régime. Sur un plan symbolique, le Baas stigmatisa la référence tribale qu'il assimilait à de l'archaïsme. Mais au-delà de ce discours, le pouvoir demeurait en réalité extrêmement dépendant des tribus qui, bien qu'affaiblies, continuaient d'endosser des fonctions de contrôle social, faisaient office de police dans les provinces et levaient l'impôt au profit de Bagdad.

On ne soulignera jamais assez le caractère clanique du pouvoir de Saddam Hussein lui-même. Les membres de la tribu Albou Nasser, dont le dirigeant était issu, occupaient les postes les plus élevés dans l'appareil d'État (armée, services de sécurité). Cette

contradiction intrinsèque entre le discours moderniste promu par le régime et la nature tribale de ses structures s'accentua dans les années 1980, à mesure que le parti Baas, dans son effort de guerre contre l'Iran, fit appel à l'ensemble des ressources disponibles. Saddam s'appuya donc sur les tribus, cooptées au sein du dispositif militaire pour seconder Bagdad et souvent envoyées en première ligne de front. Établi à l'époque, le Comité des tribus *(Lajna al-'acha'ir)* fut un instrument précieux pour le régime, et remplacé en 1996 par un Haut conseil des chefs de tribus.

Sorti exsangue de sa débâcle militaire au Koweït, le régime a recouru à partir des années 1990 à un tribalisme d'État consistant à élargir le cercle des tribus qui lui étaient déjà inféodées. Cette retribalisation devait apporter à Saddam Hussein les moyens de sa survie[162]. Lorsqu'éclata en 1991 l'Intifada chiite que ni l'appareil de sécurité ni l'armée régulière ne parvinrent à mater, c'est vers les tribus que se tourna le régime. Le dirigeant irakien se présentait sous les traits d'un chef tribal suprême. En échange de leur soumission, les tribus furent fournies en armes en vue d'assurer la protection des frontières et dotées de pouvoirs étendus dans leurs provinces. Elles bénéficièrent également d'importants privilèges matériels, de largesses financières, de terres, de rations alimentaires, et d'une tolérance envers certaines de leurs activités plus lucratives comme la contrebande pétrolière. Celle-ci était d'autant plus stratégique que la pénurie liée à l'embargo s'installait en Irak ; la distribution des revenus assurée par les tribus les rendait populaires. À cette retribalisation par le haut s'ajouta une retribalisation par le bas, une partie de la population irakienne se repliant sur les valeurs et réseaux de sociabilité incarnés par les tribus sous le poids des sanctions. Le mode de vie tribal devint en quelque sorte un refuge moral et matériel face à un avenir incertain.

Mais si les tribus n'ont pas renoncé à restaurer l'autorité dont les a privées Bagdad, le pouvoir qu'elles ont reçu pendant la période de l'embargo se doit d'être relativisé. Il procédait en effet d'une instrumentalisation par Saddam Hussein, et s'accompagnait de contreparties : le régime attendait des tribus une allégeance sans faille, aucune opposition n'étant tolérée, comme en a témoigné la répression de plusieurs soulèvements tribaux, dont celui des Doulaym, taxés de traîtres et d'intrigants.

Le modèle d'Al-Anbar

Au début de l'occupation, les tribus constituent un mystère pour les forces de la coalition. Bien qu'intégrées au dispositif paramilitaire baasiste, elles se montrent en majorité passives face à l'invasion militaire des États-Unis. Certaines voient dans le renversement de Saddam Hussein l'occasion historique de refonder enfin leur autorité, les autres rejettent la présence étrangère et se rangent du côté des insurgés.

Or, dans l'ensemble, les tribus sont écartées de la transition. Par leur puissance tactique et leurs succès militaires, les insurgés éclipsent l'influence des cheikhs dans les localités où se déploient les opérations étrangères. En cherchant à se présenter comme des médiateurs vis-à-vis des Américains, certaines tribus sont par ailleurs discréditées. Leurs efforts pour s'entendre avec les religieux et combler le vide laissé par la chute du régime ne débouchent sur aucune alternative véritable ; leurs voix restent discordantes. L'ascendant revendiqué par les tribus au nom d'un attachement supposé des Irakiens à leur identité tribale dissimule en effet à peine leur manque d'assise après des décennies d'affaiblissement. Ceci vaut particulièrement pour les cheikhs les moins influents, qui perçoivent dans la fuite des

grandes tribus l'occasion rêvée de leur dérober enfin le pouvoir.

Découvrant la réalité tribale et les ressources qu'elle peut conférer pour le contrôle des civils, la coalition engage, dès 2003, un dialogue actif avec les tribus, notamment dans la province d'Al-Anbar, devenue le bastion du soulèvement. Cette coopération, d'abord rudimentaire, se renforce au fil des mois, les tribus semblant prendre conscience qu'une participation politique peut, à plus long terme, se révéler plus avantageuse pour elles qu'un soutien aveugle aux combattants.

Fin 2006, le cheikh sunnite Abou Richa, ou Abd al-Sattar Iftikhan al-Richawi, n'est âgé que d'une trentaine d'années lorsqu'il décide de se soulever contre Al-Qaïda. Il est alors la première figure tribale à opter pour une collaboration avec les États-Unis. Membre de la confédération Doulaym, il est le petit-fils d'un des chefs de la Grande révolution de 1920. Peu d'informations circulent sur son parcours avant la chute du régime ; certaines sources rapportent toutefois qu'il aurait résidé en Jordanie puis aux Émirats arabes unis comme homme d'affaires, activité qui lui a valu une réputation d'opportuniste à son retour en Irak. On le soupçonne également d'avoir été impliqué, au cours des années 1990, dans des affaires de corruption et de contrebande le long de l'autoroute reliant Bagdad à Amman. C'est d'ailleurs sur le trafic de pétrole que porte, pour une large part, le conflit opposant les tribus sunnites à Al-Qaïda[163].

Aux premiers temps de l'occupation, les tribus avaient été plutôt favorables au soulèvement et avaient offert leur soutien aux jihadistes, irakiens comme étrangers. Cette hospitalité relevait non seulement du rejet de la présence étrangère, mais aussi des valeurs de fierté et de défense de l'honneur du groupe qui ont toujours caractérisé l'univers tribal. Or, à mesure qu'Al-Qaïda tente d'imposer sa primauté militaire et politique, leurs

rapports réciproques se dégradent : nombre de cheikhs refusent d'être dépossédés de leur influence par Al-Qaïda, au nom du combat contre les Américains, qui plus est dans une perspective doctrinale salafiste que peu d'entre eux tolèrent car ils la jugent extrême.

Il s'agit là d'un point de discorde fondamental. Par sa puissance sur le terrain et sa propension à transcender les loyautés, Al-Qaïda est venue bouleverser le paysage social des provinces où elle s'est installée, reléguant au second plan l'influence déjà improbable des tribus. Issus de milieux modestes et souvent désocialisés en raison de l'embargo, les salafistes sont devenus une menace envers l'ordre établi. Après une période de coexistence ponctuée par des incidents comme ceux d'Al-Qaim en février 2005, lorsque des hommes de la tribu Albou Mahal saisissent les armes contre Al-Qaïda en sollicitant le soutien des États-Unis, les liens entre l'organisation jihadiste et les tribus sunnites sont quasiment rompus. Les membres d'Al-Qaïda visent les tribus à travers une série d'assassinats qui culmine avec l'enlèvement et le meurtre du père et des deux frères d'Abou Richa à l'été 2006. Dès lors, celui-ci est persuadé qu'une réponse ferme et définitive à la dérive salafiste s'impose.

Abou Richa entame sa campagne de mobilisation en incitant sa propre tribu à rejoindre les rangs des forces de sécurité irakiennes, puis en se rapprochant de la coalition. Malgré ses hésitations, l'armée américaine, qui continue d'essuyer les opérations d'Al-Qaïda, accepte de prêter main-forte à cette mobilisation, quitte à passer ce que certains généraux qualifient à l'époque d'accord avec le diable.

Ce rapprochement entre les tribus d'Al-Anbar et les troupes américaines reste au demeurant une alliance de circonstance. Plusieurs généraux et colonels entament un dialogue avec les

cheikhs de Ramadi, tandis que le combat d'Abou Richa et de ses alliés est reconnu comme légitime par le ministère de l'Intérieur. La formation des premiers Conseils du Réveil d'Al-Anbar (*Sahawat al-Anbar*) aboutit à une annonce officielle en septembre 2006 et à l'instauration d'un Conseil du salut d'Al-Anbar (*Majlis inqadh al-Anbar*). Cette annonce précède d'un mois seulement la déclaration unilatérale par Al-Qaïda de l'État islamique d'Irak.

La stratégie des tribus se voit renforcée au début du mois de janvier 2007 par le sursaut militaire américain qui conduit au renforcement des contingents de soldats en Irak. Désormais, les États-Unis perçoivent la mobilisation tribale comme un mouvement national, qu'ils décrivent, assez naïvement, comme authentique à la culture des tribus et servant la démocratie contre Al-Qaïda[164]. En réalité, certains hauts gradés américains ont conscience de l'échec de la campagne de contre-insurrection dans les provinces sunnites, qui n'a fait que radicaliser le soulèvement. En 2005, l'ambassadeur des États-Unis en Irak, Zalmay Khalilzad, a tenté de convaincre Washington de l'importance de gagner les sunnites à la cause américaine par le biais d'un compromis politique et non pas en s'obstinant à les pourchasser militairement; au mois de janvier 2006, Khalilzad va jusqu'à entamer des négociations avec plusieurs factions insurgées sunnites, dont certaines se disent prêtes à déposer les armes en échange d'une reconnaissance de leurs droits et de leur intégration dans la nouvelle armée. Prématurées, ces négociations se soldent par un échec.

Au fil des semaines et des mois, le phénomène du Réveil tribal prend de l'ampleur et s'étend à travers tout le pays. Les conseils tribaux se multiplient, notamment dans les régions sunnites – Diyala, Salahaddin, Ninive. Fortes de leurs succès inattendus

contre Al-Qaïda, les tribus rallient à leur cause les populations civiles et d'anciens combattants qui ont renoncé au jihad.

Parmi les tribus qui se joignent au mouvement du Réveil, on peut citer les Albou Fahad, liés à la confédération Doulaym à Baqouba, qui intègrent le Conseil du Réveil d'Al-Anbar en mai 2007. À l'origine, les Albou Fahad comptaient parmi les tribus qui, du fait de leur sensibilité salafiste, avaient accueilli et soutenu Al-Qaïda. Leur ralliement à Abou Richa constitue un revirement. En septembre 2007, plus de 20 tribus parmi la trentaine qui peuplent Al-Anbar coopèrent entre elles et avec les troupes américaines, à l'exemple des Albou Issa ou des Zoubay. Par effet d'entraînement, d'autres se rattachent à la mouvance, à l'instar des Karki et des Chammar dans la province de Diyala où combattants nationalistes, membres d'Al-Qaïda, peshmergas kurdes et milices chiites déployées depuis Bagdad se déchirent depuis des mois pour le contrôle du territoire. Un tissu complexe de conseils se développe pour vaincre Al-Qaïda et ramener la sécurité en Irak.

Le 1er mai 2007, les tribus du Conseil de salut d'Al-Anbar annoncent la mort d'Abou Ayyoub al-Masri, ministre de la Guerre de l'État islamique. Dans les mois qui suivent, les tribus gagnent du terrain et éliminent plusieurs membres d'Al-Qaïda, comme Abou Abd al-Sattar, figure de la mouvance salafiste irakienne, ou Mouharib Abd al-Latif al-Jabbouri, ministre de l'Information de l'État islamique et ancien membre de l'Armée islamique d'Irak. La stratégie du Réveil aboutit à une amélioration palpable de la sécurité dans les régions insurgées, ce qui surprend les plus sceptiques. Selon les estimations du nouveau commandant des forces américaines dans le pays, le général David Petraeus, le nombre moyen d'attaques dans la province d'Al-Anbar a chuté de moitié en un an seulement[165]. À mesure de leurs avancées, les tribus se sont

attaché de nombreux segments sociaux, créant autour d'elles une puissante mobilisation. Le modèle d'Al-Anbar, comme le nomment les stratèges américains, gagne les régions du nord, où les partisans de l'État islamique se sont repliés, et le sud, où certaines tribus chiites décident à leur tour de s'adosser au mouvement.

Au mois d'août 2007, le commandant de l'armée américaine dans le sud de Bagdad déclare que 80 % des sunnites de sa zone collaborent avec la coalition et qu'il s'agit d'un changement clé dans la configuration et l'espace de la bataille[166]. Les tribus et autorités politiques rencontrent le secrétaire d'État américain à la Défense Robert Gates et lui demandent un appui durable pour consolider les progrès réalisés[167].

À la solde des États-Unis ?

Le Réveil continue cependant de susciter la méfiance d'une partie de la population, inquiète du revirement des tribus et perplexe quant aux motivations d'Abou Richa et de ses partenaires. De surcroît, malgré ses succès, la mobilisation tribale n'a pas échappé aux logiques de la violence en devenant peu à peu un acteur à part entière du conflit.

La double identité arabe et sunnite du Réveil suscite tout d'abord la crainte des partis chiites et kurdes. Ces derniers redoutent, en effet, qu'une victoire des tribus d'Al-Anbar contre Al-Qaïda ne remette en cause leur pouvoir et leurs relations privilégiées avec Washington. Dans ce cas de figure, le Réveil signifierait un regain de l'influence des sunnites en Irak, encore assimilée par beaucoup à l'ancien régime.

Début 2008, dans une référence explicite aux chiites, un membre du clan d'Abou Richa déclare qu'il rejette l'ingérence des religieux dans les affaires politiques du pays[168].

Immédiatement, cette annonce provoque la colère des milieux cléricaux et des milices chiites. Le gouvernement semi-autonome kurde s'oppose quant à lui aux cheikhs d'Al-Anbar au motif que leur combat nuit à ses intérêts, en particulier dans la ville multiethnique de Kirkouk où se situe la deuxième réserve pétrolière d'Irak. La composition ethnique du Réveil fait aussi peser sur les zones passées sous contrôle kurde en 2003 l'ombre d'une réarabisation. Or celle-ci a été prohibée par l'article 140 de la nouvelle Constitution.

Le Réveil des tribus contribue par ailleurs à accentuer les divisions au sein du soulèvement. De nombreux combattants considèrent qu'Abou Richa a trahi la résistance. Taxés de collaboration, des cheikhs sont assassinés par les jihadistes. L'Armée islamique d'Irak, qui a pris la tête de la lutte armée en 2007 à la suite des revers infligés à Al-Qaïda, refuse de coopérer avec les tribus en rappelant la nécessité d'une poursuite du jihad défensif contre l'occupant[169]. Pour contrecarrer la stratégie du Réveil, elle en infiltre les conseils.

Al-Qaïda déclare naturellement une guerre totale aux tribus, dont l'alliance avec les États-Unis représente une trahison impardonnable et un affront à l'autorité de son émir en Irak, Abou Omar al-Baghdadi. Les tribus d'Al-Anbar sont décrites comme des traîtres ayant entaché la réputation des vraies tribus pour se soumettre aux croisés américains et aux chiites qui dominent Bagdad. Al-Qaïda se lance dans une ample campagne d'assassinats des dirigeants et membres du Réveil, qui frappe jusqu'à ses sympathisants. Cette campagne atteint son apogée avec le meurtre dans une embuscade, le 13 septembre 2007, au premier jour du mois de Ramadan, de l'instigateur du Réveil, Abou Richa. Dans un communiqué, l'État islamique d'Irak revendique cet assassinat en qualifiant Abou Richa de « chien qui arbore

le drapeau de Bush[170]». L'élimination des tribus se poursuit et s'intensifie au terme du premier retrait des troupes américaines à l'été 2009.

Parallèlement, les tribus voient leurs aspirations politiques bridées. En effet, beaucoup parmi elles espéraient exploiter leur victoire contre Al-Qaïda pour intégrer les forces de sécurité et les institutions nationales et, par là même, s'arroger une part du pouvoir central. Or, après que les États-Unis ont transféré leur contrôle au gouvernement en octobre 2008, beaucoup de tribus cessent d'être rétribuées; certains cheikhs évoquent une trahison de l'armée américaine. Abd al-Qader al-Obaydi, ministre de la Défense, annonce son intention de démanteler le Réveil pour éviter qu'il se transforme en force paramilitaire susceptible de retourner ses armes contre les autorités. Bagdad ne procure aux tribus ni bâtiment officiel, ni infrastructure leur reconnaissant une quelconque légitimité[171]. Le gouvernement irakien s'était pourtant engagé à intégrer près du quart des membres du Réveil dans l'appareil sécuritaire et à les entraîner. En réalité, les contrats attribués aux tribus à partir de 2008 sont précaires et rarement renouvelés. Les cheikhs y voient une manœuvre pour maintenir une domination confessionnelle chiite sur l'armée et les forces de sécurité, et empêcher que la mobilisation tribale conduise à une réhabilitation des sunnites sur le plan institutionnel. C'est d'ailleurs une politique de répression qu'engage Bagdad. À l'été 2008, celle-ci aboutit à la bataille de Diyala, l'opération Présages de prospérité (*Omens of Prosperity*), à l'issue de laquelle les cheikhs du Réveil dans la province sont arrêtés, emprisonnés ou tués.

Parallèlement, le gouvernement tente de coopter les tribus pour s'attribuer politiquement leurs succès. Mais cette stratégie échoue. Bagdad décide donc de dissoudre le Réveil en l'accusant de liens avec Al-Qaïda et les baasistes. En mars 2009, le

commandant du quartier sunnite Al-Fadel à Bagdad, Adel al-Machhadani, est arrêté par la police locale sur des accusations d'assassinat, d'extorsion et de violation de la Constitution. Le gouvernement irakien lui reproche d'avoir pris la tête d'une cellule baasiste clandestine qui opère avec l'État islamique d'Irak. Cette arrestation suscite de violents affrontements entre les tribus du Réveil et les forces de sécurité[172]. Au mois de novembre, Al-Machhadani est condamné à mort à Bagdad. L'événement et d'autres achèvent de convaincre les tribus que leur soulèvement contre Al-Qaïda n'a profité, en définitive, qu'aux Américains et au gouvernement central. Elles sont nombreuses à éprouver le sentiment d'avoir été réduites à de basses besognes militaires sans contrepartie tangible.

À ces ambitions frustrées s'ajoutent les rivalités au sein même du Réveil, qui participent de sa décomposition. Il importe de rappeler, à ce titre, que la mobilisation des tribus n'a jamais été un mouvement uniforme, ni du point de vue de sa sociologie (en raison de la diversité du tribalisme irakien et du ralliement de civils irakiens[173]), ni de celui de son implantation géographique, de ses structures ou de son fonctionnement. Au moment de son émergence, le Réveil s'articulait autour d'un tribalisme profondément déstructuré. Les conseils tribaux ressemblaient davantage à des alliances entre cheikhs qu'à un phénomène unifié et doté d'une stratégie claire. Ses succès ont avant tout procédé des occasions offertes sur le terrain et de l'objectif commun qui soudait ses dizaines de milliers de combattants : défaire Al-Qaïda.

La mort d'Abou Richa fin 2007 a provoqué une rupture dans les rangs de la mobilisation et l'apparition de trois courants distincts. Le premier est incarné par son frère, Ahmed, qui prend la tête d'un Conseil du Réveil d'Al-Anbar (*Majlis sahwa al-Anbar*). Une deuxième mouvance, le Front national de salut d'Al-Anbar

(*Al-Jabha al-wataniyya li-inqadh al-Anbar*), est formée par Ali Hatem al-Soulayman, un cheikh sunnite ayant bénéficié de la réputation de son grand-père, éminent dirigeant de la tribu Doulaym, et qui entend rétablir l'assise de son clan en combattant Al-Qaïda. Le troisième courant est celui du Conseil de salut d'Al-Anbar de Hamid Farhan al-Hayes. Al-Soulayman et Al-Hayes ont tous deux pris leurs distances avec les Richa, auquel ils adressent d'âpres critiques. Selon eux, le Réveil n'a aucun avenir tant qu'il ne passe pas d'un mouvement militaire à une force authentiquement politique.

Début 2008, un accord de sécurité, connu sous le nom d'Accord sur le statut des forces (*Status of Forces Agreement* ou SOFA), est conclu entre le gouvernement irakien et les États-Unis. Il fixe les étapes du retrait des troupes étrangères jusqu'en décembre 2011. Tandis que le Comité des oulémas musulmans et le Parti islamique irakien en dénoncent les termes, qui légalisent en quelque sorte la présence étrangère en Irak, les tribus le soutiennent en y voyant une chance de s'imposer une fois les forces étrangères parties.

Au fil des mois, l'alliance qui liait les tribus aux États-Unis contre Al-Qaïda s'est effritée. Après une collaboration fructueuse, l'armée américaine a abandonné les cheikhs à leur sort, face à un gouvernement irakien peu disposé à répondre à leurs exigences. Dès 2008, Bagdad a cessé de verser leurs salaires aux tribus et tenté de les contraindre à remettre leurs armes aux autorités. Équipées et financées par la coalition étrangère, les tribus étaient en réalité très dépendantes de la présence américaine. Sans le soutien de leur parrain, elles n'auraient pas connu pareils succès. Le Réveil ne peut donc se concevoir comme une force autosuffisante et se voit ébranlé par la première vague de retrait des troupes américaines qui intervient en juin 2009.

Certaines tribus reviennent à la lutte armée, voire, dans certains cas, vers leur pire adversaire, Al-Qaïda, en récusant le partenariat stratégique qui les unissait à Washington[174]. Se pose aussi la question de la légitimité du mouvement. Pour beaucoup, en effet, celui-ci ne fait qu'illustrer l'allégeance des tribus à un nouveau patron, les États-Unis, qui les auraient en quelque sorte achetées en reproduisant le clientélisme autrefois cher à Saddam Hussein. De jeunes cheikhs comme Abou Richa, Al-Hayes ou Al-Soulayman sont apparus sur la scène irakienne dans un contexte spécifique, celui de l'occupation, qui leur a permis de revendiquer un rôle et une autorité auxquels ils n'auraient sans doute jamais pu prétendre auparavant. Le Réveil est enfin fustigé par la population du fait de ses motivations. Ses membres ont reçu d'importants subsides étrangers et se sont vus attribuer de profitables contrats de reconstruction. De ce point de vue, le combat contre Al-Qaïda aurait moins répondu à un souci sécuritaire qu'à une logique de profit. Les tribus étaient connues pour leur implication dans des affaires illicites, ce qui leur avait valu le qualificatif peu enviable de tribus made in Taiwan avant 2003.

En définitive, leur mobilisation n'a ni perduré dans le temps, ni offert aux sunnites une solution politique. Au contraire, elle n'a fait qu'approfondir la fracture du soulèvement et accentué la faiblesse des partis politiques engagés dans la transition.

L'impasse politique

Telle qu'elle avait été pensée en amont de la guerre, la transition irakienne devait permettre aux États-Unis un désengagement militaire rapide et la protection de leurs intérêts stratégiques dans le pays. Mais le processus politique initié à Bagdad dès 2003 se révèle en parfaite déconnexion avec les réalités locales, reposant par ailleurs sur une exclusion quasi-systématique des sunnites. Sous la façade d'une greffe démocratique, c'est la violence qui devient reine, et la réconciliation entre Irakiens un horizon continuellement repoussé.

Une victoire pour les Kurdes et les chiites

Issu d'un difficile compromis entre Washington, l'ayatollah chiite Ali al-Sistani et, dans une moindre mesure, les Nations Unies, le calendrier transitionnel défini pour l'Irak doit déboucher, fin 2005, sur la mise en place d'institutions souveraines et stables. Les premières élections, qui se déroulent le 30 janvier 2005, conduisent à l'installation de nouveaux dirigeants dans la capitale et dans les provinces. Mais le scrutin, qui se voulait

historique, prend place dans un contexte de grandes tensions. L'armée américaine vient de se retirer de Fallouja, où la population compte ses morts. La plupart des forces sunnites boycottent les élections en exigeant leur report ainsi que l'adoption d'un calendrier de retrait des troupes étrangères.

Les membres du Parti islamique, entrés dans le gouvernement en 2004, démissionnent de leurs fonctions en accusant Iyad Allawi, alors encore Premier ministre, d'avoir apporté son soutien au massacre du peuple irakien[175]. Mohsen Abd al-Hamid, secrétaire général du parti, explique ainsi ce revirement :

> « En raison de notre participation, nous avons affronté de nombreuses critiques et accusations, et avons choisi de rester engagés pour que l'emporte l'intérêt du peuple. Nous avons été constants dans nos choix et nous sommes adaptés aux orientations politiques. Mais le gouvernement a dépassé une ligne rouge lors des événements qui ont eu lieu à Najaf, Tal Afar, Samarra et dans d'autres villes meurtries. Nous ne voyons plus aucune raison de faire partie de ce cabinet et avons préféré nous en retirer pour ne pas porter la responsabilité de cette effusion de sang[176]. »

Les premières élections de 2005 sont donc loin de l'image idéale que Washington s'évertue à en renvoyer, celle d'une victoire de la démocratie en Irak. Au contraire, le scrutin tend à confirmer la communautarisation de la scène politique irakienne. Les différents partis se sont rassemblés autour de critères ethniques et religieux allant au-delà de leurs divergences idéologiques. Chiites et Kurdes ont fait de ce scrutin une occasion historique de franchir les portes du pouvoir. Seules quelques figures sunnites, laïques et nationalistes, ont appelé à la réserve en soulignant qu'un retrait électoral risquerait de mener les sunnites à l'impasse[177] ; elles s'exposent au désaveu des électeurs

qui les accusent d'avoir cédé aux pressions américaines. Il en va ainsi des nationalistes Adnan Al-Pachachi et Nasser al-Chadarchi, favorables à une participation, ou du cheikh sunnite Ghazi al-Yawar. Un autre parti sunnite ayant fait le choix de s'associer au processus politique est le Bloc réconciliation et libération (*Al-Kutla al-musalaha wa al-tahrir*) conduit par Michan al-Jabbouri, ancien opposant politique controversé car soutenu par des baasistes dissidents[178]. Le Mouvement monarchiste du chérif Ali ibn al-Hussein, descendant de Fayçal, et l'Alliance monarchiste démocratique sont également de la partie, mais sans grande perspective de victoire.

Au final, la percée électorale des coalitions chiites et kurdes est écrasante. Parmi celles-ci figure l'Alliance irakienne unifiée (*Al-i'tilaf al-'iraqi al-muwahhad*), également connue comme la liste 169, qui remporte 140 sièges sur 275 à l'Assemblée nationale transitoire (ANT). Cette liste a reçu l'appui d'Al-Sistani et se compose d'une vingtaine de mouvements chiites, parmi lesquels le parti Dawa et le CSRII. L'autre principal vainqueur du scrutin est l'Alliance démocratique et patriotique du Kurdistan, réunissant les deux partis kurdes, qui remporte 75 sièges. La Liste nationale irakienne (*Iraqiyya*) conduite par Allawi n'arrive qu'en troisième position, avec 40 sièges, en dépit du soutien que les États-Unis lui ont apporté.

Le 5 avril 2005, ce sont un Kurde et un chiite qui prennent donc les rênes de l'État irakien : Jalal Talabani, nommé président de la République, et Ibrahim al-Jaafari, Premier ministre. L'ANT, dont les représentants ont été élus à la proportionnelle parmi 196 listes électorales, a pour tâche de rédiger une Constitution, conformément à la loi administrative transitionnelle qui a fait office de Constitution provisoire suite au transfert formel de souveraineté aux Irakiens en juin 2004. Une fois prête, cette Constitution doit

être soumise à référendum, débouchant soit sur l'organisation d'un scrutin en décembre 2005, soit sur la formation d'une nouvelle assemblée constituante en cas de rejet du texte.

Massif, le boycott sunnite interroge en profondeur la légitimité des élections du 30 janvier. Les scores des forces sunnites ayant accepté d'y prendre part sont très faibles, avec seulement 17 de leurs membres élus. Minoritaires et méconnus des Irakiens en raison de leur exil prolongé, les nationalistes n'ont pas fait le poids face aux courants religieux. Al-Pachachi et Al-Chadarchi n'ont recueilli, respectivement, que 12 000 et 1 600 voix.

La sous-représentation politique des sunnites, qui perdent la présidence et le puissant ministère de l'Intérieur jusqu'alors conduit par l'ancien opposant Faleh Hassan al-Naqib, s'accroît. À l'inverse des électeurs chiites et kurdes qui se sont déplacés en nombre pour voter, les sunnites ont suivi les appels au boycott de leurs chefs, la participation électorale dans la province d'Al-Anbar ne dépassant pas les 2 %. Ce retrait est également le fait des attaques contre les bureaux de vote dans ces régions, qui ont dissuadé plus d'un électeur sunnite de se déplacer ; ici ou là, ils n'ont même pas été établis ou ouverts au public.

Réalisant les effets contreproductifs de leur retrait, différents mouvements sunnites tentent, à partir du printemps 2005, de se réorganiser et d'unifier leurs positions[179]. Une première réunion se tient au mois de mars à Bagdad, puis une coalition de partis est formée en mai[180]. Elle exige la démission du ministre de la Défense, le Kurde Hochyar al-Zebari, tenu pour responsable des attaques de l'armée américaine et des forces de sécurité irakiennes contre plusieurs dizaines de mosquées et d'imams sunnites. Parmi les autres griefs et craintes des sunnites figurent leur juste représentation dans la future Constitution nationale et celle d'un calendrier de retrait des troupes étrangères. Les

sunnites exigent aussi l'arrêt de la débaasification et la libération des détenus qui n'ont pas commis de crimes[181].

Le Parti islamique irakien affirme qu'en s'étant tenus à l'écart des élections, les sunnites ont fait une erreur et qu'ils doivent impérativement participer à la rédaction du texte constitutionnel[182]. Un Conseil de dialogue national (*Majlis al-hiwar al-watani*) est créé, réunissant les membres du parti et ceux du ministère des Affaires religieuses sunnites. Sous la pression des États-Unis, qui encouragent l'entrée des sunnites au gouvernement indépendamment des résultats électoraux, ce conseil entame des négociations avec la coalition chiite à Bagdad, tandis que le Premier ministre Al-Jaafari accepte de laisser plusieurs ministères vacants jusqu'à l'obtention d'un accord.

Pendant l'été 2005, seules 17 des 71 personnalités qui composent le comité de rédaction de la Constitution sont sunnites. On compte parmi elles des figures religieuses, tel le salafiste Fakhri al-Qaysi, et laïques, tel l'ancien baasiste nationaliste Saleh Mohammed al-Moutlak, connu pour son opposition à la réorganisation fédérale de l'Irak. Le nombre limité de négociateurs sunnites pèse sur leur faculté à influencer le contenu du texte, qui doit pourtant déterminer les nouveaux contours territoriaux et politiques du pays. Outre la problématique du fédéralisme, la place de l'islam dans la législation, la définition de l'identité irakienne – exclusivement arabe pour les sunnites – et le partage de la richesse énergétique sont autant de points litigieux[183].

Les efforts pour parvenir à un consensus se révèlent un échec, et la Constitution est adoptée in extremis par le Parlement le 28 août 2005. À plusieurs reprises, les sunnites ont quitté la table des négociations en accusant chiites et Kurdes d'avoir rompu leur promesse d'élaborer un texte reflétant toutes les sensibilités. Au lieu de cela, ces derniers auraient privilégié un document de

nature confessionnelle mettant en péril l'unité irakienne. Plus grave, à leurs yeux, la nouvelle Constitution dépossède les sunnites d'un accès aux gisements en hydrocarbures situés dans les provinces à majorité démographique chiite et kurde.

Or, le Parti islamique irakien et d'autres formations sunnites appellent leurs populations à voter favorablement lors du référendum sur la Constitution le 15 octobre 2005[184]. Plusieurs dignitaires religieux soutiennent aussi les deuxièmes élections prévues pour le mois de décembre. L'enjeu est de mettre fin à l'exclusion des sunnites. Mais pour le cheikh Rachid Youssef al-Khichman, prédicateur à la mosquée Al-Rahim de Tikrit, le Parti islamique et les partisans du référendum ont compromis le nationalisme irakien par leur appel à voter pour un texte apostat et rédigé des mains de l'occupant[185]. Cette indignation est partagée par une partie des civils qui organisent une série de manifestations dans leurs provinces, lors desquelles les membres du parti sont qualifiés de collaborateurs. Ses bureaux sont incendiés, comme à Fallouja où la foule attaque son siège à la grenade. À Ramadi, un imam déclare qu'il ne s'agit pas du premier crime commis par le Parti islamique à l'encontre des sunnites et qu'il ne s'agira pas du dernier :

> « Nous n'avons pas oublié la position déshonorante du Parti islamique irakien au cours des deux batailles de Fallouja [...]. Ses membres sont les larbins de l'occupant et ne méritent que la mort en ce bas monde et l'enfer dans le prochain[186]. »

Enfin, d'autres personnalités et partis incitent les sunnites à aller voter, en vue précisément de rejeter la Constitution[187]. Cette injonction émane de figures tel le cheikh Abd al-Sattar al-Joumayli de Fallouja, qui fait du vote un devoir pour les fidèles[188].

Mais l'opposition des provinces d'Al-Anbar et de Salahaddin à la Constitution ne suffit pas : le texte est adopté à près de 80 % des suffrages[189].

Les provinces sunnites face à la Constitution (pourcentage de « non »)

Al-Anbar	Salahaddin	Ninive	Diyala
96,9 %	81,75 %	55,08 %	48,73 %

Source : Project on Defense Alternatives, 2005

Le chiite Nouri al-Maliki au pouvoir

À l'approche des deuxièmes élections du 15 décembre 2005, qui doivent marquer la fin formelle de la période de transition et la formation d'un Parlement élu pour quatre ans, les sunnites sont toujours divisés sur la question d'une participation politique. Toutefois, beaucoup ont compris qu'un éparpillement encore plus prononcé risque d'hypothéquer leurs chances d'un retour aux affaires. Les partis tentent donc de se regrouper.

Une première coalition, baptisée le Front de l'accord irakien (*Jabha al-tawafuq al-'iraqiyya*), voit le jour à l'automne. Islamo-nationaliste, elle rassemble le Parti islamique, le Conseil irakien du dialogue national (*Majlis al-hiwar al-watani al-'iraqi*) du sunnite Khalaf al-Oulyan ainsi que la Conférence générale du peuple d'Irak (*Al-Mu'tamar al-'amm li ahl al-'Iraq*), formée en mai 2004, en plein siège de Fallouja, pour unifier les positions sunnites hostiles à l'occupation[190]. Son leadership est confié au septuagénaire Adnan al-Doulaymi, professeur d'études islamiques à l'Université de Bagdad et connu pour ses dons d'orateur lorsqu'il était à la tête du ministère des Affaires religieuses sunnites. Après un boycott du premier scrutin, Al-Doulaymi se consacre

à convaincre les sunnites de s'unir avant les nouvelles élections. Au-delà, le Front de l'accord se fixe pour mission de mettre fin à l'occupation, d'œuvrer à la formation d'un gouvernement d'unité nationale et de réhabiliter les sunnites au niveau politique.

Une seconde coalition est formée : le Front irakien pour le dialogue national (*Al-Jabha al-'iraqiyya li al-hiwar al-watani*), né du refus de certaines forces sunnites de s'allier au Front de l'accord irakien suite au soutien apporté par le Parti islamique irakien à la Constitution. En effet, Mohsen Abd al-Hamid, secrétaire général du parti, s'est dit favorable au fédéralisme et à l'autonomie des Kurdes, soulignant qu'il ne la considérait ni comme contraire au nationalisme, ni comme menaçante envers l'unité de l'Irak. Cette posture l'a rendu très impopulaire auprès des Arabes, qui lui reprochent ses prises de position pro-kurdes. Les membres du Front irakien pour le dialogue national sont pour l'essentiel opposés au communautarisme et affirment qu'ils représentent tous les Irakiens, de Bassora jusqu'à Soulaymaniyya. On retrouve ainsi parmi eux des chrétiens. Reposant sur le Front national irakien (*Al-Jabha al-wataniyya al-'iraqiyya*) de Saleh al-Moutlak, réunissant par ailleurs le Front national pour l'unité de l'Irak libre de Hassan al-Zaydan, le Front démocratique arabe de Farhan al-Soudayd et le Mouvement des fils de l'Irak unifié d'Ali al-Souhayri, il vise la réintégration institutionnelle des sunnites au sens large.

Les sunnites se dispersent autour d'autres listes, comme celle d'Iyad Allawi, la liste *Iraqiyya*, qui attire les représentants du mouvement Irakiens du cheikh Al-Yawar, Ahmed al-Chalabi, qui a rallié à lui le courant monarchiste, et le sunnite pro-américain et pro-chiite Mithal al-Alousi, chef de file de la Liste pour la nation irakienne (*Qa'ima li al-umma al-'iraqiyya*).

Si ce deuxième scrutin suscite l'espoir d'une réintégration sunnite – près de 77 % des Irakiens se sont inscrits sur les listes

électorales, dont nombre de sunnites –, l'enthousiasme n'est que de courte durée. De fait, malgré une direction plus cohérente et unie, les sunnites continuent de souffrir de leur marginalisation sur un échiquier amplement communautarisé. Leurs gains sont donc décevants, leurs coalitions électorales ne remportant que 55 sièges au nouveau Parlement – 44 pour le Front de l'accord (liste 618) et 11 pour le Front pour le dialogue national (liste 667). Certains sunnites dénoncent l'existence de fraudes et exigent la tenue de nouvelles élections[191]. Plusieurs facteurs éclairent cependant ces maigres résultats. En premier lieu, la persistance de la violence a découragé une majorité d'électeurs sunnites de se rendre aux urnes ; il faut y ajouter les menaces proférées par Al-Qaïda et les procédures électorales qui ont elles-mêmes contribué à renforcer cette exclusion : sur les 275 sièges parlementaires, 230 ont été alloués aux provinces sur la base des électeurs enregistrés lors du scrutin de 2005 ; or, rappelons-le, celui-ci avait été boycotté par les sunnites[192].

En janvier 2006, les forces sunnites les plus modérées, conduites par Adnan al-Doulaymi et le Front de l'accord, engagent une série de pourparlers avec la majorité chiite et kurde à nouveau victorieuse. Des réunions sont tenues à Erbil, future capitale du Kurdistan autonome, rappelant la nécessité d'un gouvernement d'unité nationale et non communautaire. Toutefois, les sunnites les plus nationalistes, comme Saleh al-Moutlak, voient dans cette main tendue aux chiites et aux Kurdes une compromission. Un nouveau gouvernement voit finalement le jour le 20 mai 2006, sous la coupe d'un chiite du parti Dawa proche de son prédécesseur Al-Jaafari et qui a réussi à s'assurer l'appui kurde : Nouri al-Maliki.

De son ancien nom de guerre Jawad, Al-Maliki est né en 1950 à Abou Gharaq, près de Hilla, dans le sud. Il a étudié la littérature

arabe à Bagdad, puis, à la fin des années 1960, a rejoint le parti Dawa. En 1980, alors que la Révolution islamique vient de s'achever en Iran, les baasistes s'engagent dans une répression brutale de l'opposition chiite. Al-Maliki s'exile à Téhéran, puis en Syrie où il établit un bureau du jihad chargé d'organiser la résistance armée chiite contre les intérêts de Saddam Hussein à l'étranger. De retour en Irak après l'invasion militaire américaine comme chef adjoint et porte-parole de son parti, il devient le numéro deux de la commission sur la débaasification qui doit purger les structures du régime. Vainqueur des premières élections de 2005, il prend part à la rédaction de la Constitution. Au moment de son investiture, en 2006, Al-Maliki s'engage à faire de la réhabilitation des sunnites l'une des pierres angulaires d'un plan de réconciliation nationale (*musalaha wataniyya*) articulé autour de 24 points qui doivent endiguer l'insurrection et apaiser les violences. Al-Maliki prévoit l'amnistie d'une partie des sunnites et le démantèlement des milices chiites, ainsi que le désengagement américain. La mort, la même année, de l'émir du jihad, Abou Mousab al-Zarqawi, est en effet considérée comme une victoire par les États-Unis, et plus encore comme l'occasion de se retirer d'Irak tout en transmettant le témoin à un gouvernement élu. Le projet de réconciliation lancé par Al-Maliki est soutenu par de nombreux partis, par les tribus et par une partie importante de la population, lasse du conflit.

Or, les sunnites reprochent au nouveau Premier ministre sa trop grande proximité avec l'Iran et le caractère hostile de ses déclarations, dans lesquelles il les assimile aux baasistes et terroristes.

Les sunnites ont compris qu'ils pourraient tirer profit du climat de guerre civile provoqué par l'attentat de Samarra le 22 février 2006 pour négocier leur entrée au gouvernement non pas sur la base de leurs gains électoraux, mais par le biais d'un accord

politique. Les représentants du Front de l'accord rejoignent le cabinet d'Al-Maliki en juin. Outre le ministère de la Défense et les postes de porte-parole du Parlement et de vice-Premier ministre, ils obtiennent les ministères du Plan et de l'Enseignement. Mais ils perdent deux portefeuilles clés : les Affaires étrangères et le Pétrole. Tarek al-Hachemi, secrétaire général du Parti islamique irakien depuis 2004 et alors relativement méconnu, succède à Ghazi al-Yawar comme vice-président. Né à Bagdad en 1942 d'une famille arabe sunnite réputée descendre du prophète, c'est un Frère musulman. Présent en Irak pendant l'embargo, il s'est abstenu de tout activisme avant le renversement du régime. Des figures sunnites, à l'instar d'Adnan al-Pachachi, ont contesté sa désignation à la vice-présidence en raison de son positionnement jugé radical. Al-Hachemi s'est, en effet, déclaré favorable à la lutte armée contre l'occupant et prêt à négocier avec les insurgés, qu'il qualifie de patriotes :

« La résistance irakienne est un phénomène légitime par tous ses aspects. Je considère qu'il n'y a rien d'exceptionnel à ce qu'elle réclame la libération de l'Irak [...]. Le terrorisme est un acte de violence politique qui cible des civils [...]. Ce qui se passe ici est un conflit qui oppose un peuple à une puissance étrangère désireuse de réduire un pays à l'état de chaos, quel que soit le prix à payer par ses citoyens. Voilà ce que je considère comme du terrorisme[193]. »

Les violences qui ne cessent de déchirer l'Irak et font chaque jour des dizaines de morts, dont celles de nombreux sunnites, font voler en éclats la perspective d'une réconciliation nationale. Le 1er juillet 2006, la députée sunnite et représentante du Front de l'accord irakien Taysir al-Machhadani est enlevée avec sept de ses gardes du corps dans un quartier chiite de Bagdad. Ses proches accusent les milices d'être à l'origine de l'enlèvement

et suspendent leur participation aux travaux du Parlement. Al-Machhadani est libérée le mois suivant. Au mois de décembre, dans un discours prononcé depuis Istanbul, Adnan al-Doulaymi, qui a pourtant beaucoup œuvré à la réintégration politique des sunnites, exprime sa colère dans des termes désormais religieux :

« L'Irak n'est rien sans les sunnites, car l'Irak appartient aux sunnites qui sont les protecteurs de son unité. Les sunnites ont bâti l'Irak [...]. Nous parlons désormais d'une guerre civile. D'une lutte confessionnelle visant à exterminer les sunnites irakiens[194]. »

L'implosion du camp sunnite

Blocages et crises se multiplient à partir de 2007, alimentés par l'opposition des sunnites aux lois et aux réformes. Plus d'une fois, les représentants du Front de l'accord boycottent le cabinet d'Al-Maliki et le Parlement.

Un premier retrait intervient après le limogeage, en février 2007, d'Ahmed Abd al-Ghafour al-Samarrai, directeur du ministère des Affaires religieuses sunnites. Ce dernier accuse Al-Maliki d'avoir poussé les chiites à s'en prendre aux sunnites[195]. Son limogeage est suivi par celui de Mahmoud al-Machhadani, autre figure controversée et détestée des chiites du fait de ses liens avec les salafistes et de son appui au soulèvement armé[196]. Au mois d'avril, le Front de l'accord irakien soutient la nomination de l'indépendant Abd al-Qader Mohammed Jassem al-Mifarji au poste de ministre de la Défense. Né à Ramadi et ancien général de l'armée irakienne, celui-ci a été emprisonné entre 1994 et 2001 par le régime après s'être opposé à l'invasion du Koweït. Al-Mifarji soutient la réintégration des baasistes qui n'ont pas de sang sur les mains.

La crise culmine à l'été 2007, lorsque le Front de l'accord quitte le gouvernement en dénonçant l'arrogance d'Al-Maliki et son refus de répondre à ses revendications – libération des détenus, démantèlement des milices, plus grande association au dossier sécuritaire[197]. On assiste dans le même temps à une politisation des rangs du Réveil des tribus, dont les membres exigent d'être cooptés dans les institutions. Loin d'apaiser les divisions, le Réveil accentue le morcellement du paysage politique sunnite : la question de sa reconnaissance est loin de faire l'unanimité et le secrétaire général du Comité des oulémas, l'ultranationaliste Hareth al-Dhari, s'élève contre la collaboration des cheikhs, les qualifiant de voyous.

Le différend qui oppose le Comité des oulémas aux tribus d'Al-Anbar remonte, en réalité, au début de l'occupation, lorsque plusieurs dignitaires avaient amorcé un dialogue avec les troupes américaines. La stratégie d'Abou Richa n'a été selon Al-Dhari qu'une compromission. Celui-ci va jusqu'à évoquer des similitudes entre les exactions d'Al-Qaïda et les crimes perpétrés par les tribus, dont les membres auraient usé des mêmes méthodes de chantage et d'intimidation pour soumettre les populations. Selon cette accusation, partiellement fondée du fait des liens notoires de certains cheikhs avec des groupes jihadistes, Al-Qaïda et les tribus ne seraient que les deux faces d'une même médaille et les responsables de la partition de l'Irak[198]. Dans une lettre du 17 septembre 2008, Al-Dhari désigne le Réveil comme une création de l'occupant, financé par lui et qui a permis aux États-Unis de pénétrer la société irakienne pour mieux la diviser ; les tribus auraient agi par pur opportunisme et sans considération aucune pour le soulèvement, privant les Irakiens du droit légitime de résister.

L'animosité du Comité des oulémas à l'égard des tribus est partagée par le Parti islamique qui voit dans leur alliance avec les États-Unis une instrumentalisation mutuelle : alors que

l'armée américaine tente de se désengager d'Irak grâce aux tribus, ces dernières se servent du soutien de Washington pour abattre leurs adversaires, notamment le Parti islamique qu'elles n'ont jamais accepté dans leurs localités. Depuis sa participation aux élections de 2005, le parti s'est en effet implanté dans les provinces sunnites, dont Al-Anbar où ses membres se sont attribué les postes et contrats de reconstruction[199]. Cette lutte d'influence est devenue de plus en plus violente au fil des mois, les tribus accusant le Parti islamique, aux commandes du conseil provincial, d'avoir monopolisé les emplois publics et de s'être livré à des abus de pouvoir pour établir un émirat islamiste. Le Parti islamique redoute, pour sa part, que les armes et les largesses concédées aux tribus ne finissent par menacer son assise.

Ces dissensions profitent au gouvernement chiite et contribuent à maintenir les sunnites dans la marginalité. Elles montent encore d'un cran lorsque, à la suite du boycott décrété par le Front de l'accord, dont les membres appartiennent en majorité au Parti islamique, les tribus d'Al-Anbar soumettent à Al-Maliki une liste de remplaçants pour occuper les portefeuilles laissés vacants. Le Premier ministre, trop satisfait d'affaiblir les sunnites, nomme fin 2007 un cheikh, Qassem al-Fahdawi, au poste de ministre des Communications. Furieux, le Parti islamique irakien n'a d'autre choix que de négocier son retour au sein du gouvernement. Au mois de juillet 2008, au terme d'une série de boycotts et de retraits, ses représentants sont de retour à Bagdad[200].

Les premières élections provinciales de janvier 2005, parallèles au scrutin national, avaient pour objectif de former des conseils politiques dans les 18 provinces irakiennes, chacun doté de 41 membres – 51 pour Bagdad. En raison du boycott des sunnites, elles ont été remportées par les partis kurdes et chiites. Le deuxième scrutin provincial a longtemps été reporté

sous le poids des conflits relatifs à la loi électorale et au statut de Kirkouk, deuxième ville pétrolifère d'Irak, que se disputent Arabes et Kurdes. Il a finalement lieu en janvier 2009, marqué par une participation cette fois significative des sunnites, qui espèrent, après avoir échoué sur la scène nationale, se positionner plus avantageusement à l'échelle locale.

De nouveaux courants politiques font leur apparition, qui comptent rivaliser avec ceux établis, notamment avec le Parti islamique de plus en plus décrié pour son bilan (chômage, précarité, services publics défaillants, insécurité) et son rôle présumé dans plusieurs affaires de corruption. Nonobstant les quelques sièges qu'il remporte à Diyala, Al-Anbar et Salahaddin, le parti perd du terrain, tandis que de nouveaux venus créent la surprise, comme à Mossoul où le parti Al-Hadba d'Athel al-Noujayfi, adoubé par le gouvernement, s'arroge plus de la moitié des voix[201]. À Al-Anbar, c'est le Projet de rassemblement irakien d'Al-Moutlak qui s'impose, devançant de loin les tribus qui ne cachent pas leur colère[202].

Le Réveil, que l'on attendait comme grand vainqueur du scrutin, réalise des scores bien en-deçà de ses prévisions. Ses chefs ont échoué à unifier leurs rangs dans le cadre d'alliances à même de faire de leurs avancées tactiques contre Al-Qaïda un atout politique. Or, ils comptaient sur ces élections pour renforcer leur poids ; ils refusent leur échec. La Liste des tribus d'Irak, emmenée par le cheikh Al-Hayes, menace de déposer plainte auprès des tribunaux de Bagdad, voire de prendre les armes contre le conseil provincial d'Al-Anbar, si sa victoire électorale alléguée n'est pas reconnue :

« Nous enflammerons les rues de Ramadi si le Parti islamique irakien est déclaré vainqueur de ce scrutin. Nous ferons d'Al-Anbar sa tombe et celle de ses représentants. Nous lancerons une guerre tribale contre ce parti et tous ceux qui collaborent avec lui[203]. »

En retour, le Parti islamique veut neutraliser les tribus par une double stratégie de cooptation et de patronage. Après s'être alliés de manière opportuniste à certaines coalitions tribales, ses membres tentent d'infiltrer le Réveil pour le diviser. En 2008, le secrétaire général du parti et vice-président Al-Hachemi avait appelé à l'établissement d'un Conseil des sages pour assurer la sécurité d'Al-Anbar et servir d'intermédiaire avec les tribus. Or l'objectif non déclaré de ce conseil était une mise sous silence des cheikhs. À Diyala, où la violence est telle que ses habitants qualifient la province de *sukhna* – effervescente en dialecte –, le parti applique une stratégie analogue. Dès 2007, il se porte volontaire auprès des Américains pour réorganiser la mouvance tribale. Malgré la résistance vivace de certaines tribus, il parvient à en coopter d'autres et à s'approprier politiquement leurs gains militaires. Cette cooptation permet aussi au parti de rediriger vers lui une partie de l'aide financière américaine.

À la fin de l'année 2009, le champ politique sunnite est éclaté. La complexité et l'étendue des clivages qui le parcourent sont si importantes qu'il en devient impossible à déchiffrer.

D'une part, les alliances passées par les membres du Parti islamique avec les tribus ont mené à un éclatement du Front de l'accord, dont le parti était le pilier. En réalité, ces clivages remontent à l'impasse qui a marqué l'année 2007, et plus particulièrement au remplacement du leader du Front de l'accord, Adnan al-Doulaymi, par un représentant du Parti islamique, Iyad al-Samarrai. Un certain nombre de députés sunnites ont rejeté à l'époque cette nomination en la qualifiant de népotique et de coup de force du Parti islamique au détriment de ses associés[204].

En août 2007, la décision prise par le ministre du Plan, Ali Ghalib Baban, et le vice-Premier ministre à la sécurité intérieure, Salam al-Zoubay, de réintégrer leurs fonctions au gouvernement contre le boycott du Parti islamique a achevé de sanctionner ce divorce[205]. Baban est expulsé du Front de l'accord.

En décembre 2008, le Conseil irakien du dialogue national d'Al-Oulyan et les indépendants ont aussi quitté les rangs du Front sous le poids de tensions idéologiques insurmontables. Ce retrait est intervenu avant la démission du porte-parole sunnite du Parlement, Al-Machhadani, auquel le Parti islamique s'en était pris. S'exprimant sur la chaîne télévisée irakienne Al-Sharqiyya, Al-Oulyan, proche d'Al-Machhadani, affirme que le Front a échoué dans sa tâche de représentation politique des sunnites et qu'il n'existe plus[206]. Al-Doulaymi estime quant à lui que le Front n'est pas parvenu à s'imposer face aux partis chiites et kurdes, et qu'il n'est plus crédible ni auprès de l'électorat sunnite, ni auprès de ses membres. D'autres accusent enfin le Parti islamique d'avoir exercé une domination sur le Front en marginalisant ses alliés, et de s'être réservé les postes au gouvernement et au Parlement. L'arrivée d'un membre du Parti islamique à la tête du Front est ainsi perçue comme un énième coup de force – un de trop[207].

Autre signe de ce déclin, le Parti islamique se désagrège autour d'une grave crise de leadership. Le 24 mai 2009, Tarek Al-Hachemi annonce sa démission : il a décidé de fonder son propre mouvement, le Parti du renouveau (*Hizb al-tajdid*) ; il souhaite transcender le communautarisme qui ronge l'Irak et jeter les bases d'un nouveau pacte national, et s'allie à la Liste irakienne. Un autre démissionnaire, Omar Abd al-Sattar, déclare que le Parti islamique n'a pas été en mesure d'offrir une alternative crédible aux sunnites[208]. Après le départ d'Al-Hachemi, c'est

Oussama al-Tikriti qui est nommé secrétaire. D'emblée, il préfère mettre ces défections sur le compte de divergences de vues n'affectant pas directement la cause sunnite :

« La situation est aujourd'hui meilleure qu'elle ne l'était auparavant. Nos membres disposent du temps nécessaire à la bonne conduite du parti, et Al-Hachemi peut se consacrer à sa fonction de vice-président [...]. Je suis l'un des représentants du parti tel qu'il a été établi en Grande-Bretagne en 1992. Mon passé me lie étroitement aux autres partis politiques, avec lesquels j'établirai des relations [...]. Du temps de Saddam Hussein et de notre exil hors du pays, nous nous trouvions dans le même bateau et avions appris à travailler ensemble[209]. »

Or Al-Tikriti concède que pour survivre, son parti devra se réorganiser et rétablir le dialogue avec les autres parlementaires. Le Parti islamique irakien n'en poursuit pas moins son déclin. Il en va de même pour le Front de l'accord qu'il a formé.

La tentation de la dictature

À partir de 2009, le paysage politique sunnite connaît certaines évolutions avec l'émergence de nouveaux partis et de nouvelles coalitions électorales. À l'exception des tribus, excédées par ce qu'elles perçoivent comme une double trahison de la part des États-Unis et du gouvernement, de nombreuses forces sunnites décident de s'allier à des blocs élargis en vue du scrutin du 7 mars 2010, le dernier de la phase d'occupation. Beaucoup espèrent ainsi une refondation nationale de l'Irak. Mais les démons d'autrefois ne tardent pas à ressurgir...

Controverse autour de la débaasification

Les violences religieuses de 2006 ont poussé de nombreux sunnites à prendre leurs distances par rapport aux partis religieux et à se rapprocher de coalitions séculières et nationales. Des forces comme le Comité des oulémas ou le Parti islamique ont perdu beaucoup de leurs sympathisants. Les électeurs sunnites ont été déçus par les scrutins provinciaux de 2005 et 2009 qui n'ont pas apporté de solution à leurs problèmes quotidiens[210]. Sous les

effets conjugués de l'occupation et de l'embargo qui a précédé, la situation humanitaire est dramatique. Des millions d'Irakiens ont difficilement accès à l'eau potable, à l'électricité, aux services publics élémentaires et aux soins médicaux.

En s'alliant à des partis d'ancrage chiite et kurde, l'objectif de plusieurs forces sunnites est la mise en déroute du Premier ministre Nouri al-Maliki, accusé d'avoir attisé le confessionnalisme en Irak[211]. La première de ces forces, et la plus influente, est celle qui rassemble le vice-président Tarek al-Hachemi, connu pour son animosité envers Al-Maliki, Saleh al-Moutlak et Adnan al-Pachachi. Ces trois hommes s'allient à Iyad Allawi, chef de la Liste irakienne depuis 2005 et qui a réussi à séduire l'électorat sunnite en occultant son rôle dans le siège de Fallouja lorsqu'il avait donné son feu vert aux Américains et à l'armée pour bombarder et «nettoyer» la ville[212]. Capitalisant sur la déception et l'animosité de nombreux Irakiens à l'encontre du gouvernement, Allawi devient l'adversaire attitré d'Al-Maliki. Parmi les autres listes regroupant des sunnites, on peut citer l'alliance Unité de l'Irak du ministre de l'Intérieur chiite Jawad al-Bolani, ainsi que le parti Hadba d'Al-Noujayfi qui domine la province de Ninive et doit sa popularité parmi les sunnites à sa rhétorique nationaliste, antikurde et réformiste[213].

Type de gouvernement souhaité par les Irakiens

	sunnites	chiites	Kurdes
Démocratie	35 %	40 %	70 %
Homme fort	35 %	23 %	6 %
État islamique	15 %	26 %	8 %

Source : Oxford Research International, 2004

En juin 2004, le transfert de souveraineté aux nouvelles autorités irakiennes n'a pas mis fin à la débaasification qui a provoqué

tant de ravages au début de l'occupation. En dépit des dérives dont cette mesure a été synonyme sous la tutelle d'Al-Chalabi – accusé d'extorsions et de liens avec Téhéran – et de l'aveu même de son échec par l'administrateur américain Paul Bremer, ses effets sont visibles[214]. La Constitution a maintenu la Commission pour la débaasification, confiée au chiite Ali al-Lami, adjoint d'Al-Chalabi. Or celui-ci est aussi accusé de collaboration avec les services de renseignement iraniens et aurait été proche de certaines milices chiites soutenues par Téhéran et responsables de violences anti-sunnites. Il est assassiné en 2011 dans une embuscade à Bagdad[215].

En janvier 2008, le Parlement irakien vote la loi Responsabilité et Justice supposée se substituer au décret sur la débaasification et en alléger les dispositions pour permettre la réintégration des baasistes reconnus non coupables de crimes et favoriser la justice et la réconciliation. Cette loi établit une Commission pour la responsabilité et la justice sur le modèle de ce qui a été mis en application, une décennie plus tôt, en Afrique du Sud et dans d'autres pays en situation d'après-conflit[216]. Or rien ne change fondamentalement. La débaasification se poursuit, Al-Chalabi et Al-Lami étant tous deux reconduits à leurs postes sans l'approbation des députés. La Commission lance une chasse aux sorcières en procédant à l'élimination et à l'extorsion de tous les opposants au gouvernement.

À l'approche du scrutin législatif de mars 2010, Al-Maliki, qui redoute un retour des baasistes, engage une série de procédures judiciaires et relance la débaasification. Il entend, par ce biais, écarter de la course électorale plusieurs centaines de candidats liés à la coalition de son rival Allawi et les empêcher d'accéder au pouvoir. Le 7 janvier, 14 listes et 400 candidats (dont 60 % de sunnites) sont bannis par la Commission responsabilité et justice au motif de leurs attaches présumées avec le Baas[217]. La décision

est confirmée le 15 janvier par la commission électorale irakienne. Parmi ces sunnites figurent plusieurs personnalités de premier plan, comme Saleh al-Moutlak, Dhafer al-Ani, nouveau dirigeant du Front de l'accord, et le ministre de la Défense Abd al-Qader al-Mifarji. Assisté d'un député sadriste du comité sur la débaasification, Al-Lami prétend avoir en sa possession une série de documents confidentiels qui attestent des relations entretenues par Al-Moutlak avec les baasistes. Une autre liste disqualifiée est celle de Jawad al-Bolani, qui réunit le cheikh Ahmed Abou Richa et le délégué aux affaires religieuses sunnites, Ahmed Abd al-Ghafour al-Samarrai. Tous deux sont frappés d'inéligibilité.

Ces développements provoquent l'ire des sunnites qui réclament l'abolition pure et simple de la débaasification et menacent de boycotter les élections si Al-Moutlak ne peut s'y présenter[218]. Les manœuvres d'Al-Maliki font surtout peser l'ombre d'une nouvelle déstabilisation, alors que la violence avait baissé. Depuis 2007, le refus du Premier ministre d'assouplir la débaasification, conjugué à sa réticence à associer les sunnites au processus politique, a lourdement contribué à l'échec de son plan de réconciliation. Certes, les candidats visés par la débaasification ne sont pas tous sunnites, et la mesure n'est pas officiellement confessionnelle ; elle concerne toutefois au premier plan les sunnites, qui la considèrent comme un outil servant à justifier leur exclusion. Ce sentiment est d'autant plus vif que très peu d'anciens officiers et fonctionnaires sunnites ont retrouvé, après 2003, un emploi au sein de l'armée et des administrations[219]. À l'inverse, de nombreux anciens baasistes chiites ont pu réintégrer leurs postes ou sont restés employés. Al-Maliki a même fait rappeler plusieurs hauts gradés de l'armée de Saddam pour consolider son assise : Mohan Hafez al-Fourayji, général et membre de la Garde républicaine, les chefs d'état-major Anwar

Amin Ahmed, Ali Ghaydan et Ali Hussein Ali, particulièrement influents auprès du Premier ministre, le général Farouk al-Araji enfin, incontournable sur la sécurité intérieure[220].

Dans les jours suivant la disqualification des candidats sunnites, le président Jalal Talabani tente de jouer la médiation et s'en remet à la Cour suprême pour trouver une issue et permettre la tenue des élections, présentées comme essentielles pour l'avenir de l'Irak. 59 candidats seront autorisés à concourir. Mais la crise couve, exploitée à la fois par Al-Maliki, le soulèvement et Al-Qaïda qui déclare que « la participation des sunnites à cette élection ne fera qu'appuyer leur statut de minorité gouvernée par des apostats[221] ». L'État islamique d'Irak accentue sa terreur, en particulier dans les provinces sunnites où les tribus et une partie des insurgés le combattent.

Une victoire électorale confisquée

Avec 50000 bureaux de vote répartis dans le pays, 19 millions d'électeurs, 86 listes électorales et plus de 6500 candidats, le scrutin de mars 2010 est un succès en termes de participation, plus élevée qu'au cours des précédentes législatives. Alors que le taux en avait été quasi nul en 2005 dans la province d'Al-Anbar, il atteint cette fois 61 %, soit un point de moins seulement que la moyenne nationale. Dans les autres provinces à majorité sunnite, la participation est elle aussi considérable : 73 % à Salahaddin, 66 % à Ninive et 62 % à Diyala, d'après les statistiques de la commission électorale.

La première particularité de ce scrutin est de consacrer un système ouvert, c'est-à-dire autorisant chaque électeur à voter pour le candidat de son choix, indépendamment de sa coalition. Les élections de 2005 s'étaient, au contraire, tenues autour d'un

système de vote fermé, n'autorisant les électeurs à voter que pour un seul parti ou une seule liste. La commission électorale a aussi fait amender la législation de 2005 en faisant passer le nombre de sièges au Parlement de 275 à 325 et en répartissant ceux-ci de manière plus équitable entre les provinces en fonction de leur poids démographique. Or cette modification a suscité certaines réticences, notamment celle du vice-président Al-Hachemi qui, en novembre 2009, a accusé Al-Maliki de chercher à renforcer la sous-représentation des sunnites[222].

Une autre spécificité de ce scrutin est le caractère pluriethnique et pluri-religieux des coalitions en lice. Du côté chiite, la liste d'Al-Maliki, baptisée État de droit, est le produit d'une scission au sein de l'Alliance irakienne unifiée qui avait remporté les deux élections de 2005. Cette liste se compose du parti Dawa et de l'Alliance nationale irakienne, un bloc chiite hétéroclite formé en 2009 par le Conseil suprême islamique irakien et des partis chiites conservateurs comme le mouvement sadriste et le Parti islamique de la vertu (*Hizb al-fadhila*), dirigé par Mohammed al-Yaqoubi, un disciple de l'ayatollah Mohammed Sadeq al-Sadr, implanté dans le sud chiite. L'État de droit réunit également Ahmed al-Chalabi et plusieurs chefs de tribus sunnites comme le cheikh Hamid al-Hayes.

Le paysage kurde, traditionnellement bicéphale autour des partis dominants que sont, depuis les années 1990, l'UPK de Jalal Talabani et le PDK de Massoud Barzani, connaît lui aussi une série de transformations. Pour la première fois depuis 2005, de nouveaux acteurs font leur apparition, parmi lesquels le Mouvement pour le changement (*Gorran*) de Naouchirwan Moustapha qui, formé en 2006 par des membres dissidents de l'UPK et du PDK, a réalisé des scores notables lors des élections régionales kurdes de juillet 2009 ; il représente donc un concurrent sérieux[223].

Après trois semaines d'attente, les résultats du vote sont publiés ; Allawi sort vainqueur avec 91 sièges, contre 89 pour l'État de droit d'Al-Maliki, soit un écart de voix infime. L'Alliance nationale irakienne recueille 70 sièges et l'Alliance kurde environ 50. C'est une victoire historique pour les sunnites qui, depuis 2003, rêvaient d'une percée de leurs candidats. Mais l'enthousiasme des premières heures laisse place à une crise sans précédent lorsqu'Al-Maliki rejette sa défaite et menace de recourir à la force pour rester au pouvoir.

Pour une majorité de sunnites, qui avaient misé sur le scrutin du 7 mars pour retrouver une voix au chapitre politique, la victoire leur a été confisquée[224]. Certains candidats vont jusqu'à évoquer un anéantissement du processus démocratique, tandis qu'Allawi indique un possible retour à la guerre civile si Al-Maliki le dépossède de son succès[225].

Il faudra trois mois à la Cour suprême pour ratifier les résultats, sans que cela ne conduise à une quelconque sortie de crise. D'âpres tractations s'engagent entre les coalitions pour constituer le gouvernement. Arrivée en troisième place, l'Alliance nationale irakienne s'oppose à la reconduction d'Al-Maliki ; les sadristes lui vouent aussi une grande rancœur depuis la confrontation qui a opposé leur milice, l'Armée du Mehdi, à l'armée en 2008 dans la ville de Bassora[226]. Les Kurdes, enfin, jouissent de pouvoirs étendus : ils avaient scellé, courant 2005, un accord avec la coalition chiite pour placer Talabani à la tête du pays et entendent, cette fois encore, monnayer leur ralliement à celui des candidats qui saura le mieux servir leurs intérêts.

De leur côté, les sunnites voient leur rêve d'un retour politique compromis et finissent par céder leur avance. Après huit mois d'impasse, Al-Maliki s'assure en effet une majorité parlementaire grâce à l'appui des sadristes et du Conseil suprême

islamique irakien qui, sur ordre de l'Iran, ont mis leurs griefs sous le boisseau. Le 10 novembre 2010, un compromis est signé à Erbil, au Kurdistan, qui reconduit Al-Maliki dans ses fonctions en contrepartie d'une association étroite des sunnites au gouvernement et à la prise de décision[227]. Plusieurs membres de Liste irakienne entrent au gouvernement, tels Al-Moutlak, vice-Premier ministre, Rafi al-Issawi au ministère des Finances, Abd al-Karim al-Samarrai à la Science et aux Technologies, et Mohammed al-Tamim à l'Enseignement. Al-Hachemi conserve la vice-présidence, tandis qu'Oussama al-Noujayfi, natif de Mossoul et ministre sous le gouvernement d'Ibrahim al-Jaafari, est élu porte-parole du Parlement.

C'est une défaite pour les sunnites, qui ne s'accommodent pas du fait établi et sont rongés par la colère. Le Conseil national de la politique supérieure dont hérite Allawi n'est qu'une instance fantoche, un lot de consolation. Cette énième crise a révélé la fragilité du processus politique en Irak et l'ampleur de sa déchirure nationale. Les clivages communautaires sont profonds, et la marginalité des sunnites insurmontable. Sous un discours nationaliste, les candidats n'ont cessé de jouer sur les réflexes religieux de leur électorat respectif, tout en prétendant les transcender. Allawi a fait de la réintégration des sunnites une priorité pour s'assurer d'un vote important ; le Premier ministre sortant a quant à lui tout mis en œuvre pour empêcher un tel retour.

Sous couvert de progrès politique, les événements de 2010 illustrent bien la dérive autoritaire du pouvoir, qui n'est pas sans renvoyer à la nature du régime précédent. Nouri al-Maliki a menacé d'employer la force s'il n'était pas reconduit à son poste, quels que soient les résultats du vote. Il a, par ailleurs, instrumentalisé nombre d'institutions à son avantage, profitant de la faiblesse de l'appareil d'État et enfreignant volontiers la séparation

des pouvoirs. Après l'approbation de son gouvernement en décembre 2010, il s'autoproclame ainsi Premier ministre, ministre de la Défense, ministre de l'Intérieur, ministre de la Sécurité et chef des services de renseignement et des forces armées « jusqu'à ce que des candidats compétents soient trouvés[228] ».

Les institutions supposées servir de contre-pouvoirs – le Parlement et les agences de contrôle – sont infiltrées, phagocytées, privées de toute capacité d'action, sauf celle d'avaliser les décisions d'Al-Maliki et de ses proches. Les plus hautes instances de l'État deviennent une antichambre du pouvoir. La Cour suprême, par exemple, seule autorisée à interpréter la Constitution et dont les décisions ne peuvent, en théorie, être remises en cause, est soumise aux pressions politiques de l'exécutif qui cherche à imposer une lecture du texte constitutionnel et des lois qui lui soit la plus favorable[229]. À l'issue des législatives de 2010, Al-Maliki a multiplié les recours pour faire entériner sa victoire ; il a requis une interprétation en sa faveur de l'article 76 de la Constitution selon lequel « le bloc parlementaire avec le plus de membres » doit former le gouvernement. Puis, en janvier 2011, la Cour rend un arrêt allant dans le sens d'une concentration des pouvoirs en plaçant sous le contrôle du Premier ministre la Banque centrale, la commission électorale – dont le directeur Faraj al-Haydari est arrêté – et la Commission pour l'intégrité, chargée de la lutte anti-corruption[230].

À cette subversion des institutions s'ajoute une mise au pas de l'armée. Là encore, Al-Maliki sait habilement interpréter son rôle de commandant en chef des armées selon l'article 78 de la Constitution pour procéder aux nominations de centaines de hauts commandants et officiers de l'armée, de la police et des services de sécurité, sans que celles-ci ne soient soumises au vote des députés. Cet assujettissement de l'institution militaire

se traduit par une répression accrue, présentée par Bagdad comme un impératif pour venir à bout des baasistes, des criminels et des terroristes. Les opposants sont tantôt emprisonnés, tantôt assignés à résidence. L'usage politique de l'armée nationale s'était déjà manifesté en 2008 lors de l'assaut d'Al-Maliki contre ses frères chiites de Bagdad et Bassora, contre Al-Qaïda, contre les tribus sunnites et contre les peshmergas kurdes.

L'éclosion d'un printemps irakien ?

Début 2011, alors que l'agitation monte en Irak face au Printemps arabe, cette répression prend une nouvelle tournure lorsque le gouvernement décide d'écraser des manifestations populaires. Des milliers d'Irakiens descendus dans les rues pour dénoncer la précarité de leurs conditions de vie et exiger des réformes sont réprimés[231]. Balayant le caractère citoyen de la mobilisation, Al-Maliki brandit la menace d'Al-Qaïda et accuse les contestataires d'appartenir au parti Baas. Un lourd dispositif de sécurité, comprenant le blocage des accès routiers, cause des affrontements entre la population et les forces de l'ordre. Dans plusieurs provinces, comme à Kout, l'armée a tiré sur les manifestants et fait des dizaines de morts.

Face aux risques d'une contagion de la révolution en Irak, Al-Maliki annonce en juin 2011 qu'il ne briguera pas de troisième mandat et réduira son salaire et celui de ses ministres. Il donne à ces derniers cent jours pour faire enfin leurs preuves. Mais, encore une fois, rien n'évolue. La répression violente de Bagdad rappelle à beaucoup les heures les plus sombres de la dictature et témoigne d'une permanence de la pratique autoritaire, Al-Maliki usant des mêmes instruments de contrôle que son ancien ennemi Saddam Hussein[232]. Au lendemain de ces

incidents, plusieurs responsables nationaux et provinciaux démissionnent, à l'instar des trois gouverneurs de Ninive, Bassora et Nasseriyya[233].

Plus que jamais, le divorce est consommé entre une population désabusée et livrée à elle-même et un gouvernement n'ayant tenu aucune de ses promesses, perçu comme corrompu et servant avant tout ses intérêts. L'autoritarisme n'a pas disparu ; il est désormais l'apanage d'un pouvoir chiite et non plus d'une élite sunnite. L'incapacité du gouvernement à répondre pacifiquement à la colère des citoyens témoigne de la paralysie d'un système caractérisé par une confusion des rôles entre branches exécutive, législative et judiciaire, mais aussi entre Bagdad et les provinces. Ce désordre ne renvoie pas uniquement aux failles de la Constitution ou aux insuffisances de l'accord d'Erbil, mais plus foncièrement aux déboires politiques des débuts de l'occupation.

En 2011, nombreux sont les sunnites qui dénoncent ce virage autoritaire. Al-Maliki ne répond toutefois pas par le dialogue. Au contraire, il relance le conflit qui l'a opposé à Iyad Allawi. Le 19 décembre, soit le lendemain même du retrait militaire des États-Unis, il prononce un mandat d'arrêt contre le vice-président Al-Hachemi, qui a multiplié les critiques à son encontre. Il exige aussi le limogeage du vice-Premier ministre Al-Moutlak, qui l'a qualifié de dictateur pire que Saddam Hussein[234]. Accusé par le gouvernement de liens avec le Baas et Al-Qaïda, Al-Hachemi se réfugie au Kurdistan, d'où il rejette en bloc les charges émises contre lui. Ses alliés politiques suspendent leur participation aux travaux parlementaires et quittent les rangs du gouvernement pour protester contre l'autocratie mise en place par Al-Maliki et contre l'exclusion qui continue de toucher les sunnites. Ils dénoncent les violations de la Constitution et le recours à la terreur contre les civils[235].

L'acharnement obsessionnel d'Al-Maliki à empêcher tout retour des baasistes en Irak va de pair, paradoxalement, avec une tentative du parti Baas de reconstituer ses rangs dans l'exil. En effet, face aux conséquences de la débaasification, les baasistes soutiennent que seule une refondation de leur parti pourra sauver les Irakiens de la violence et de l'anarchie, et permettre d'effacer le legs laissé par les Américains. Alors que d'importants conflits les ont divisés au moment de la succession de Saddam Hussein, ils commencent à se réorganiser en 2010 en se réunissant tout d'abord à Istanbul, puis à Damas pour définir une stratégie de renversement d'Al-Maliki. Les deux factions conduites par Mohammed Younes al-Ahmed et Ezzat Ibrahim al-Douri, naguère rivales, se rapprochent. Elles annoncent la création d'un nouveau parti dont la base sera installée à Damas et s'exportera vers l'Irak[236]. Les baasistes semblent loin d'avoir dit leur dernier mot.

Il n'empêche que ce nouvel autoritarisme exacerbe le désarroi des sunnites, dont l'attachement au nationalisme s'étiole.

Une guerre de sécession ?

Les espoirs sunnites d'une refondation nationale de l'Irak ont été sabordés. Loin d'avoir conduit à une réconciliation, le scrutin législatif de mars 2010 n'a fait que perpétuer le système politique communautaire établi au printemps 2003. Sous la façade d'un gouvernement d'unité nationale, les tensions ethniques et confessionnelles reprennent de plus belle. Pour la première fois depuis la chute de l'ancien régime, certains sunnites évoquent l'éventualité d'une sécession.

Forces centrifuges

La réorganisation fédérale de l'Irak constituait, en amont de l'invasion militaire américaine, l'une des exigences des exilés kurdes et, dans une moindre mesure, des chiites. Au terme de décennies d'une concentration absolue du pouvoir par Saddam Hussein et le parti Baas, ils considéraient, en effet, que le fédéralisme serait le seul moyen de débarrasser définitivement le pays de la dictature et de faire obstacle à l'émergence d'un nouvel ordre autoritaire. Autrement dit, c'est sur le fédéralisme que s'édifierait la jeune

démocratie irakienne, fondée sur une répartition plus juste des prérogatives politiques et économiques entre Irakiens. Dès 1992, une réunion a rassemblé les opposants au régime dans la province d'Erbil, pour discuter des moyens d'évincer Saddam Hussein et d'établir un État démocratique fédéral. Une décennie plus tard, en août et décembre 2002, ces opposants se rassemblent à Washington, autour du groupe des Six, puis à Londres pour réitérer leur engagement à faire de l'Irak une démocratie[237]. Ils soulignent, à ce titre, l'importance d'une distribution fédérale des pouvoirs et la nécessité d'organiser des élections locales. Instigatrice de ces rencontres, l'administration Bush a pour conviction que le fédéralisme, assis sur des bases communautaires, est un prérequis à la réussite de toute transition en Irak[238].

En 2005, le fédéralisme est donc retenu comme principe dans la Constitution, qui dispose que « la République d'Irak est un État fédéral, unitaire, indépendant et totalement souverain » et que « son régime est républicain, parlementaire et démocratique[239] ». Au terme de multiples tractations, les Kurdes sont parvenus à rallier les partis chiites, Dawa et CSRII, au fédéralisme. Or, si ce dernier est reconnu pour la première fois dans l'histoire irakienne, ses contours et ses subdivisions restent flous, laissant son application concrète et le règlement du statut des territoires disputés au soin d'une législation future. C'est le Parlement qui, à travers l'adoption d'une loi spécifique, a pour tâche de définir les mécanismes de formation des régions fédérées, seules les provinces à majorité kurde (Soulaymaniyya, Erbil et Dohouk) et les territoires adjacents contrôlés par le PDK et l'UPK se voyant attribuer un statut de région fédérée dès l'année 2005.

Assiégés militairement et isolés sur un plan politique, les sunnites s'opposent avec violence à la reconnaissance du principe fédéral. Ils accusent les Kurdes et chiites de tenter de s'arroger

tous les pouvoirs en imposant leur vision au peuple[240]. Le Comité des oulémas, dont les représentants se sont fait les défenseurs du nationalisme et de l'unité irakienne contre la stratégie de division des Américains, rejette en bloc ce qu'il assimile à une partition du pays[241]. Selon Khalaf al-Oulyan, chef du Conseil irakien du dialogue national, la Constitution ne doit pas faire référence aux régions, ni à leur autorité, à l'exception du Kurdistan. Tous les autres territoires doivent conserver leur statut de provinces dotées de pouvoirs décentralisés[242]. Au mois d'août 2005, alors que la crise bat son plein, le négociateur sunnite Kamal Hamdoun annonce son retrait du comité de rédaction de la Constitution, déclarant que le fédéralisme vise à scinder l'Irak en zones ethniques et religieuses instables. Il ajoute que les sunnites s'opposeront à toute séparation des chiites, et ne toléreront qu'une autonomie restreinte pour les Kurdes[243]. Mais le gouvernement entend soumettre le texte au vote des députés, que les sunnites le soutiennent ou non.

En septembre 2006, près d'un an après l'adoption de la Constitution, un débat parlementaire a donc lieu à propos de la loi censée éclaircir les conditions d'émergence de régions en Irak. Le bloc chiite et les Kurdes soutiennent la création d'une fédération de trois États autonomes, mais les sunnites s'y opposent car cette configuration les cantonnerait dans un centre désertique et privé de richesses. Le Front de l'accord irakien et le Front pour le dialogue national annoncent leur boycott et sont bientôt rejoints par la Liste irakienne[244]. Une loi est finalement adoptée le 11 octobre, qui ouvre la voie à la formation d'entités politiques ethno-religieuses. Elle permet aux provinces situées hors de la zone kurde soit de rester dans un cadre unitaire rattaché au pouvoir central, soit d'opter, seules ou conjointement avec d'autres provinces, pour un statut de région fédérée, à l'exception de la

province de Bagdad qui ne peut former une région fédérée qu'à elle seule[245]. Dans le cas d'un regroupement, la loi n'indique aucune limite quant au nombre de provinces concernées, et n'exige aucune contiguïté territoriale. Le choix du statut de chaque province reviendra à ses habitants, par le biais d'un référendum à la majorité simple. Pour qu'une consultation populaire ait lieu, il suffira que 10 % des électeurs ou un tiers des élus du conseil provincial en fassent la demande. Si deux propositions distinctes sont soumises dans une même province, un premier vote décidera laquelle sera soumise à référendum. À l'évidence, le risque est que se démultiplient les consultations infructueuses, d'autant que la loi prévoit que les initiatives de regroupement régional seront soumises au vote du Parlement tous les ans. Une fois constituée, une région ne pourra plus diminuer en superficie[246].

Si, au début des années 1920, les Britanniques avaient conféré à l'État irakien alors encore en construction une structure très centralisée, c'était précisément pour lutter contre les logiques centrifuges qui agitaient déjà le pays. Depuis Londres, cette centralisation obéissait aussi à des motifs financiers : la création d'un centre fort, dirigé par des cadres anciennement ottomans et partenaires de la Grande-Bretagne, serait moins coûteuse que la gestion d'une administration décentralisée, elle permettrait surtout à la puissance mandataire de se concentrer sur deux volets : la diplomatie et le pétrole. Après l'indépendance de l'Irak, en 1932, les régimes qui se sont succédé au rythme des coups d'État, et l'ensemble des partis politiques, y compris ceux de l'opposition, n'ont pas remis en cause ce modèle d'État unitaire centralisé. L'arrivée au pouvoir des baasistes en 1963 a plutôt exacerbé cette tendance.

Or les séparatismes opposés au modèle national centralisateur se sont très tôt déployés aux marges de l'Irak, autour de violents heurts. Des rébellions ont ainsi éclaté, dès les années 1920,

dans les zones kurdes qui ont vu leur espoir d'État indépendant s'effondrer après la Première Guerre mondiale et la trahison des Occidentaux qui leur avaient promis l'indépendance. Sous la coupe du chef de tribu Moustapha Barzani, ponctuées par des tentatives avortées de négociation avec le pouvoir, ces révoltes contre Bagdad et ses parrains britanniques ont perduré pendant tout le XXe siècle. À partir de 1975, elles ont été relayées par les partisans de Jalal Talabani et de son parti, l'UPK[247].

En 2003, la chute du régime de Saddam Hussein est vécue par les Kurdes comme une revanche sur l'histoire et marquée par un renforcement des tendances séparatistes dans le nord de l'Irak. Depuis les années 1990 et l'embargo décrété contre Bagdad, la notion d'une indépendance kurde a fait son chemin dans les esprits, appuyée par l'autonomie étendue dont les populations disposent dans ces territoires. En effet, l'invasion militaire du Koweït et la répression sanglante des Kurdes qui l'a précédée ont abouti, le 7 avril 1991, à la mise en place par les forces occidentales d'une zone d'exclusion aérienne au Kurdistan, interdisant son survol par l'aviation irakienne[248]. Par cette protection, les Kurdes sont parvenus à se constituer en région autonome.

Au-delà de sa finalité politique, cette autonomisation procède d'un enjeu foncièrement identitaire, à savoir le renversement du processus d'arabisation lancé quelques décennies plus tôt par les baasistes. À partir des années 1970, le régime irakien a en effet contraint par la force des centaines de milliers de Kurdes à quitter leurs régions pour y installer des Arabes[249]. Ces Kurdes déplacés n'ont pu regagner leurs villages et lieux de résidence qu'après la chute de Bagdad en 2003, résolus à faire inscrire dans la Constitution la fin de l'arabisation qui a été responsable de leur massacre sous Saddam Hussein[250]. L'article 140 dispose que des mesures doivent être prises et prévoit la tenue d'un référendum

supposé régler la question du statut des territoires disputés au nord en laissant leurs habitants juger s'ils souhaitent être gouvernés par le pouvoir central ou par les autorités kurdes. Parmi ces territoires se trouve Kirkouk, mosaïque ethno-religieuse revendiquée à la fois par les Arabes et par les Kurdes. Le dernier recensement démographique, tenu en 1957, donc antérieur à l'arabisation, faisait état de la présence de 178 000 Kurdes, 48 000 Turkmènes, 43 000 Arabes et 10 000 chrétiens assyro-chaldéens. Les autres territoires disputés sont une partie de la province de Diyala, peuplée de nombreux Kurdes de confession chiite, ainsi que la province de Ninive et sa capitale Mossoul, où vit la communauté yézidie. Or aucun référendum n'a été tenu, les tensions communautaires ne cessant de s'aggraver.

À Bagdad depuis 2003, l'alternance marquée par l'arrivée au pouvoir des partis chiites n'a pas modifié sur le fond la perception des Kurdes, celle d'un État dominé par les Arabes et opposé à leurs intérêts. Les peshmergas sont en lutte non seulement contre l'armée irakienne, dépêchée au nord, mais également contre les acteurs du soulèvement sunnite, eux aussi arabes et qui, dans le cas des salafistes-jihadistes, souhaiteraient inclure le Kurdistan au sein de leur projet de califat islamique. Dans les deux cas, les Kurdes craignent un regain d'influence arabe dans leurs zones, d'autant plus que Bagdad a encouragé la réinstallation des Arabes pour faire obstacle à l'autonomie kurde. Les minorités du nord de l'Irak (chrétiennes, chabak[251], turkmène), redoutent quant à elles que l'autonomie des Kurdes ne les place sous leur coupe, et se traduise par une inégalité de droits. Pendant l'occupation, des violences ont été perpétrées par les peshmergas contre les associations civiles et les partis politiques de ces communautés qui résistent aux pressions autonomistes et se trouvent prises dans l'étau du conflit entre Arabes et Kurdes[252]. Les Arabes sunnites

vivant dans les territoires disputés tendent à s'aligner sur le nationalisme de mouvements tel Al-Hadba à Mossoul, opposé à l'annexion de la province de Ninive à la région autonome du Kurdistan et favorable à un gouvernement central fort[253].

D'autres projets régionalistes ont agité l'Irak, dont plusieurs émanant du sud chiite qui a longtemps été marginalisé par Bagdad et sous-représenté au plan institutionnel. Dès 1927, essayant de tirer profit de la chute de l'Empire ottoman pour s'émanciper, Bassora a tenté de s'établir en République indépendante sur les rives du Chatt al-Arab. Il ne s'agissait pas, à l'époque, de fonder un État chiite à proprement parler, mais une république cosmopolite de marchands contre les autorités coloniales et la politique de Bagdad. Ce projet avait tourné au fiasco après que les Britanniques eurent repris le contrôle de la ville, et du fait de l'hostilité que lui vouait la jeunesse locale, plus séduite par le discours nationaliste et centralisateur de la capitale. Par la suite, les milieux chiites, dont le parti Dawa et le CSRII, ont prôné un Irak unitaire et centralisé malgré la répression déployée à leur encontre. Au contraire des Kurdes, confortés dans leur quête d'indépendance après le massacre d'Al-Anfal ayant causé, en 1988, la mort de 180000 civils, en particulier dans la ville d'Halabja bombardée aux gaz chimiques, les chiites n'ont pas opéré de revirement séparatiste après l'Intifada des provinces de Najaf, Bassora et Karbala en 1991. Au début de l'occupation américaine, ces mêmes partis ont même insisté pour que le fédéralisme prêché par les Kurdes et l'administration Bush n'aboutisse pas à un découpage confessionnel de l'Irak, et ont tenté de contenir la décentralisation du pouvoir[254].

À l'été 2005, le CSRII a cependant amorcé un virage spectaculaire vers l'autonomie lorsque ses membres ont présenté un projet de grande fédération chiite qui couvrirait les neuf provinces du sud et aurait Bassora pour capitale. Celle-ci serait baptisée la

région du centre et du sud (*iqlim al-wasat wa al-janub*) et marginaliserait Bagdad. L'initiative a provoqué de vives oppositions parmi les autres forces chiites. Se réclamant du nationalisme, les sadristes ont ainsi défendu le principe d'un État unitaire et centralisé[255]. Un second projet régionaliste chiite a été porté par le parti conservateur Al-Fadhila, très implanté à Bassora et concurrent de Moqtada al-Sadr. Ce projet défendait la réunion des trois provinces de l'extrême-sud (Bassora, Dhi Qar et Mayssan) au sein d'une entité plus réduite : la région du sud (*iqlim al-janub*)[256].

Pétrole et territoires

Le contrôle des hydrocarbures (pétrole et gaz) qui représentent 115 milliards de barils, soit les quatrièmes plus importantes réserves énergétiques prouvées au monde, se trouve bien entendu au cœur des polémiques sur le fédéralisme[257]. Historiquement, leur gestion s'est faite selon un modèle très centralisé, bien que les gisements ne se répartissent pas de manière homogène sur l'ensemble du territoire irakien. Ils se concentrent à l'est du pays, dans le sud chiite à proximité de Bassora, et dans les régions kurdes du nord, principalement autour de Kirkouk. Les provinces centrales, sunnites, sont quant à elles relativement dépourvues de richesses naturelles.

La première découverte de pétrole en Irak a eu lieu au lendemain de la défaite ottomane. À l'époque, la Compagnie pétrolière turque, consortium formé en 1912 et passé sous domination britannique, avait pour mission de trouver et d'exploiter les hydrocarbures dont regorgeait le Moyen-Orient. En 1927, soit cinq ans avant l'indépendance officielle du pays, cette compagnie a été rebaptisée Compagnie pétrolière d'Irak (*Iraq Petroleum Company*, IPC). Elle est restée sous le contrôle de la Grande-Bretagne jusqu'à

Répartition de la production et des réserves pétrolières

Zone d'opération	Nombre de champs	Réserves prouvées (milliards de barils)	Pourcentage des réserves prouvées	Production (milliers de barils/jour)	Pourcentage de la production totale
Nord*	38	23	20,4 %	785	33,3 %
Centre	27	13	11,5 %	10	0,4 %
Sud**	35	77	68,1 %	1565	66,3 %

* Gouvernement régional kurde et Compagnie pétrolière du nord (nationale).
** Compagnie pétrolière de Maysan et Compagnie pétrolière du sud (nationales).
Source : Ministère irakien du pétrole, 2010

la révolution républicaine de 1958 qui a porté au pouvoir Abd al-Karim Qassem. Entre-temps, la monarchie irakienne est parvenue à renégocier avec les forces coloniales les accords pétroliers existants, ce qui lui a permis d'accroître de 50 % la part qu'elle détenait dans leurs revenus. Le nouveau régime a donc hérité d'un système au sein duquel 62 % de la richesse publique provenait déjà de l'exploitation des hydrocarbures. Devenu l'homme fort du pays, Qassem a réduit le rôle jusque-là endossé par l'IPC et poussé à la création, à Bagdad, en 1960, de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Un an plus tard, en octobre 1961, il fit adopter la loi n° 80 qui dépossédait l'IPC de quasiment toutes ses concessions, placées sous la tutelle d'une nouvelle Compagnie pétrolière nationale d'Irak (*Iraq National Oil Company*, INOC).

À la suite du second coup d'État baasiste de 1968, marqué par l'accession au pouvoir du tandem Hassan al-Bakr-Saddam Hussein, le pétrole a été nationalisé et le régime a changé de stratégie dans la gestion de ses revenus : la rente contribua à consolider l'emprise politique de Bagdad et ses capacités répressives. Le pic de production de pétrole – 3,4 millions de barils par jour – eut lieu en 1979, année où Saddam s'empara de tous

les pouvoirs en se lançant bientôt dans une interminable guerre contre Téhéran. Soumises aux frappes iraniennes, les installations pétrolières situées autour de Bassora – ville la plus riche en pétrole et seul débouché maritime pour les exportations irakiennes – ont été fermées, provoquant un affaiblissement économique général. En 1990, à peine deux ans après la fin de ce conflit qui avait laissé l'Irak exsangue, Saddam décida d'envahir le Koweït. La production pétrolière a rechuté jusqu'en 1996, sous le poids de l'embargo décrété par les Nations Unies. Les bombardements occidentaux sur les infrastructures pétrolières, déjà endommagées par des années de guerre, n'ont fait que réduire encore davantage leurs capacités[258].

Officiellement, les exportations de pétrole n'ont ainsi repris que sous le programme Pétrole contre nourriture (*Oil For Food Programme*, OFFP) mis en œuvre par l'ONU, selon certaines modalités précises. Alors qu'en 1991, des exportations annuelles d'un montant maximal de 3,2 milliards de dollars avaient été permises à l'Irak, celles-ci sont passées à 4 milliards de dollars à partir de 1995, pour atteindre 10,5 milliards en 1998. En réalité, les sanctions imposées au régime irakien ont été relativement vaines, du fait de sa nature autoritaire, mais aussi de la rigidité de la demande en pétrole sur les marchés internationaux. Bagdad continua à signer des contrats avec des pays comme la Russie ou la France, et à vendre ses ressources à ses proches voisins – Égypte, Turquie, Jordanie[259]. Selon les chiffres du Comité d'enquête indépendant établi en 2004 pour examiner les cas suspectés de corruption et de fraude dans la gestion de l'OFFP, Bagdad aurait perçu environ 11 milliards de dollars sur ses ventes illicites de pétrole, 1,8 milliard ayant en outre été tiré des pots de vin et des surcharges en hydrocarbures effectuées lors des opérations de transfert sur les

terminaux. Un immense marché noir a proliféré pendant toute cette période, principalement lié à la contrebande[260].

En 2003, l'ancienne opposition en exil avait fait de la fédéralisation de l'Irak une compensation historique pour les abus et souffrances dont ses membres avaient été les victimes sous le Baas. Pour ses représentants, sans fédéralisme, et sans un système décentralisé pour l'exploitation du pétrole et une distribution transparente et juste de ses revenus, aucune démocratie ne pourrait voir le jour. En d'autres termes, le fédéralisme permettrait à l'Irak de surmonter sa malédiction rentière. Mais ces opposants, en majorité kurdes et chiites, n'étaient pas disposés à partager les ressources situées dans leurs régions avec les sunnites, perçus comme les complices de l'ancien régime et de sa politique d'oppression. À partir des années 1970, sous couvert de développement et de modernisation, c'est précisément de la nationalisation du secteur pétrolier qu'a découlé une bonne part de la tragédie irakienne. Il n'était pas question pour les exilés kurdes et chiites de se laisser déposséder une nouvelle fois du pétrole, vital pour leur destin.

Les Kurdes considèrent les hydrocarbures concentrés dans leurs régions comme une carte maîtresse pour contrer Bagdad et consolider leur autonomie. Le gouvernement régional kurde a fait du contrôle des réserves énergétiques du nord un outil de délimitation positive de ses frontières, susceptible de résoudre en sa faveur le conflit sur le statut de Kirkouk, et de garantir à plus long terme sa sécurité régionale. En l'absence d'une loi nationale sur le pétrole, qui devait être votée par le Parlement mais n'a jamais abouti, les Kurdes ont fini par se doter de leur propre législation sur les hydrocarbures en août 2007[261]. Complétant la loi d'octobre 2006 sur le fédéralisme, qui prévoit que les régions fédérées peuvent créer des forces paramilitaires, cette loi a doté les Kurdes

d'un contrôle quasi-absolu sur leurs ressources et installations. Elle a permis à Erbil de signer ses propres contrats avec plusieurs compagnies internationales (ExxonMobil, Chevron, Gazprom Neft, Total), sous la forme d'accords de partage de la production et des revenus générés entre autorités régionales et investisseurs étrangers. Ces contrats sont objectivement plus intéressants que ceux proposés depuis 2009 par Bagdad, qui reposent sur une rémunération limitée aux compagnies pétrolières en échange de leurs services techniques. Les Kurdes ont également autorisé ces compagnies à opérer aux abords de Kirkouk, deuxième ville la plus riche en pétrole et objet de toutes les querelles, pour étendre les terres sous leur contrôle et obstruer toute ré-arabisation de l'industrie locale. Évidemment, ces accords n'ont pas manqué de susciter la colère du pouvoir central. L'ancien vice-Premier ministre en charge de l'énergie, Hussein al-Chahristani, les qualifia d'illégaux et menaça de sanctions toute compagnie qui les signerait encore sans l'aval de Bagdad[262].

Du côté chiite, malgré les conflits autour du contrôle des ressources dont regorge Bassora, les provinces du sud ont elles aussi refusé une recentralisation du secteur pétrolier qui ferait obstacle à leur autonomie et profiterait à Bagdad. Ces mêmes provinces ont pourtant longtemps été partisanes d'une gestion centralisée des hydrocarbures. En 2011, le gouverneur de Bassora déclarait que le monopole du ministère du Pétrole sur la politique énergétique du pays était inacceptable[263]. Le parti Al-Fadhila, aux commandes du conseil provincial de Bassora et qui a tissé des rapports étroits avec l'industrie pétrolière locale, menaçait quant à lui d'interrompre la production dans cette zone si Bagdad tentait de s'ingérer dans ses affaires.

Indiscutablement, le délitement de l'État irakien et le vide juridique et sécuritaire qui en a découlé ont façonné un

environnement instable dans lequel milices et groupes armés se livrent une guerre sans merci pour le contrôle du territoire et de ses richesses. Ces entrepreneurs de la violence n'ont pas hésité à s'adonner à des actes de sabotage, tantôt sur des puits de pétrole, des oléoducs et gazoducs, tantôt sur des routes et raffineries. En l'absence d'une loi sur le pétrole, la contrebande s'est généralisée, des milliers de barils de pétrole quittant chaque jour l'Irak[264].

Partition communautaire

Pour faire contrepoids à ces dynamiques centrifuges, les sunnites n'ont cessé de réaffirmer le caractère unitaire de l'Irak et l'impératif d'une reconstruction politique et économique de nature nationale. Mais l'impasse politique de 2010 et la reconduction d'Al-Maliki ont laissé un goût amer, surtout pour ceux des sunnites qui avaient misé sur Allawi pour retrouver une influence politique[265].

Les développements qui ont suivi ont été marqués par un éclatement de la Liste irakienne, de nombreux sunnites reprochant à leur favori d'avoir déçu leurs attentes en acceptant l'accord d'Erbil et en laissant Al-Maliki former un gouvernement. Au fil des mois, les sunnites ont pris leurs distances, allant même, dans certains cas, jusqu'à dénoncer la collusion d'Allawi avec l'exécutif. Cette thèse a été celle du dirigeant du Parti démocratique de la nation irakienne et ancien opposant à Saddam Hussein, Mithal al-Alousi, qui n'a pas hésité à renvoyer dos à dos Al-Maliki, Allawi et le vice-Premier ministre sunnite Al-Moutlak en les accusant d'opportunisme et de négligence[266]. Le coup de grâce est survenu lorsque, fin décembre 2011, Allawi a abandonné l'un des membres de sa coalition, le vice-président Tarek al-Hachemi, en acceptant qu'il soit remis aux autorités

irakiennes dans le cadre du mandat d'arrêt prononcé contre lui. Accusé d'actes terroristes et d'implication dans des violences anti-chiites et contre des juges et représentants du gouvernement, Al-Hachemi s'est réfugié au Kurdistan, au Qatar, en Arabie saoudite, puis en Turquie. Jugé par contumace et condamné à mort en septembre 2012, il n'a cessé de dénoncer le tournant autoritaire pris par Bagdad et le sort fait à ses coreligionnaires[267].

En réaction à leur exclusion, les sunnites se sont éloignés du nationalisme auquel ils se disaient tant attachés. Pour beaucoup, l'espoir d'un Irak uni est aujourd'hui dépassé, certains considérant que l'irrédentisme dont ils ont fait preuve sur cette question n'a fait que les maintenir dans l'illusion. Les ultranationalistes ont connu un déclin, à l'instar du Comité des oulémas qui a disparu du devant de la scène en tombant dans une relative marginalité. Le caractère extrême de ses positions lui avait valu de violentes mises en cause par le passé, y compris dans ses rangs. En 2005, l'imam Mahmoud al-Soumaydai de la mosquée d'Oumm al-Qoura à Bagdad avait appelé ses fidèles à prendre part au référendum constitutionnel contre l'avis du chef du Comité, Hareth al-Dhari. Al-Soumaydai s'était ensuite distancé, convaincu que seul un dialogue avec les autres forces irakiennes et une participation à la transition pourraient doter les sunnites d'une présence et d'une voix politiques. Avec d'autres membres du Comité, il s'était prononcé en faveur de l'établissement d'un conseil rassemblant toutes les tendances religieuses et idéologiques sunnites en vue de négocier avec les chiites.

Au fur et à mesure de sa radicalisation, le Comité des oulémas s'est scindé. Ses membres les plus modérés ont accusé Al-Dhari d'avoir apporté son soutien aux actions barbares d'Al-Qaïda et lui ont reproché son indifférence face aux attentats-suicides ayant fait des milliers de victimes depuis le début du conflit, y

compris parmi les sunnites. Le cheikh sunnite Abd al-Ghafour al-Samarrai a même évoqué une alliance entre Al-Qaïda et Al-Dhari, participant de l'exclusion des sunnites[268]. Quelques mois avant son départ sous le coup d'un mandat d'arrêt en novembre 2006, Al-Dhari avait fait une déclaration très controversée dans laquelle il soutenait que l'action d'Al-Qaïda procédait d'une résistance légitime contre l'occupant et ses suppôts[269].

Face à la déroute de l'option ultranationaliste, qui n'a pas offert d'alternative politique crédible, les sunnites ont tourné casaque en 2011. Ils ont, en effet, commencé à ne plus voir dans le rejet des institutions une solution à leur marginalisation chronique. Ils ont développé des réflexes plus communautaires, centrés sur la promotion de leur identité religieuse comme canal d'expression de leur cause. Des institutions spécifiques ont été mises en place pour faire face aux problèmes du quotidien. Les sunnites sont à présent convaincus qu'ils doivent mettre en avant leur identité pour exister politiquement et réaffirmer leur supériorité.

Cette évolution notable s'est traduite par l'essor d'un séparatisme sunnite à caractère régional, inspiré par la provincialisation du jeu politique irakien qui a profité, en particulier, aux tribus. Ce régionalisme n'est pas un phénomène nouveau. Historiquement, comme chez les chiites, les identités infranationales qui se sont déployées en milieu sunnite se sont moins appuyées sur le confessionnalisme que sur des spécificités régionales. Dans une étude sur le cas du régionalisme (*iqlimiyya*) à Tikrit, le chercheur Ronen Zeidel a montré, par exemple, qu'au-delà de leur double identité arabe et tribale, les Tikritis ont toujours été animés par un fort sentiment d'appartenance locale. Un historien sunnite du XIXe siècle, Jamal al-Din al-Alousi, évoquait ainsi son affection pour Tikrit :

« J'ai su que le caractère unique de Tikrit était ce qui avait poussé nos ancêtres et leurs descendants à développer une identité authentique et liée à la terre[270]. »

En 2011, le revirement des sunnites découle d'une marginalisation devenue intenable pour eux, sanctionnée par leur échec à prendre la tête d'un gouvernement d'unité. Il est indissociable, par ailleurs, des opérations de l'armée américaine et des autorités irakiennes marquées par de graves exactions contre les populations civiles. Rappelons, à ce titre, le massacre de Haditha dans la province d'Al-Anbar en novembre 2005, lors duquel 24 sunnites sont abattus par des Marines, ou celui de Mahmoudiyya, en mars 2006, lorsque toute une famille sunnite est assassinée dans sa maison par plusieurs soldats et la jeune Abir al-Janabi, âgée de 14 ans, violée avant d'être brûlée vive. De nombreux sunnites passent à l'époque d'une défense idéalisée de la nation à une volonté de sanctuariser leurs villes et territoires, même s'il leur faut pour cela renoncer au mythe de l'Irak unitaire.

En juillet 2011, le porte-parole sunnite du Parlement, Oussama al-Noujayfi, déclare ainsi que les sunnites sont prêts à envisager une séparation de fait et la création d'une région autonome sur le modèle kurde si le gouvernement continue de les ostraciser et de manipuler les institutions – on rapporte que le ministère de l'Intérieur a été infiltré par des milices chiites avec le blanc-seing de Bagdad[271]. Relayée par la chaîne télévisée irakienne Al-Hourra, cette rumeur suscite un tollé parmi les chiites, mais aussi dans les milieux sunnites les plus nationalistes qui s'opposent à la formation de régions. Al-Noujayfi persiste et signe, ajoutant que les sunnites sont traités depuis 2003 comme des citoyens de seconde zone[272].

Au mois d'octobre, c'est au tour du conseil provincial de Salahaddin d'exprimer son intention de tenir un référendum pour se

constituer en région, comme l'y autorise la Constitution de 2005. Les autorités locales reprochent à Bagdad d'avoir marginalisé la province tout en aggravant de jour en jour les conditions de vie de sa population, parmi laquelle d'anciens baasistes exclus des institutions par la débaasification. Al-Maliki rejette cette demande en affirmant qu'elle pourrait signifier un retour du parti Baas à Salahaddin ainsi qu'une partition de l'Irak. Il ordonne dans la foulée l'arrestation d'une centaine de baasistes. Très vite, les provinces de Diyala, Ninive et Al-Anbar annoncent qu'elles songent elles aussi à un statut de région autonome pour mettre fin au contrôle exercé par le pouvoir central. Selon le gouverneur de Ninive et chef du parti Al-Hadba, Athel al-Noujayfi, la formation d'une région indépendante dépend de la décision populaire, et le conseil provincial la soutiendra si Bagdad ne consent pas à accroître la marge de manœuvre des sunnites[273].

Ce revirement sur le fédéralisme n'est pas étranger à certaines considérations plus financières. Disposer d'un statut autonome permettrait, en effet, à une région sunnite élargie de recevoir une part accrue du budget fédéral et des revenus de la rente. Jusque-là, c'est le raisonnement inverse qui avait prévalu : les sunnites étaient restés attachés au principe d'une centralisation du secteur pétrolier par tradition et par crainte d'être privés des hydrocarbures qui ne sont pas situés dans leurs territoires. Or les autorités d'Al-Anbar annoncent avoir découvert de nouvelles ressources gazières à l'extrême-ouest, à la frontière syrienne, sur le champ d'Akkas, susceptibles d'assurer de substantiels revenus pour les décennies à venir, indépendamment de la politique poursuivie par Bagdad[274]. La province et le gouvernement central se disputent ce champ depuis 2007 et son attribution à un consortium sud-coréen par le ministère du Pétrole en 2010 n'a évidemment pas manqué d'aggraver la crise[275].

La réalisation d'une prophétie

Le thème de la partition est, en réalité, apparu dans les débats portant sur l'Irak dès la fin 2003. Il n'émanait pas de l'élite irakienne, mais d'une tribune publiée dans le *New York Times* le 25 novembre, intitulée « La solution des trois États » (*The Three-State Solution*). Son auteur, Leslie H. Gelb, président du Conseil des relations étrangères (*Council on Foreign Relations*), l'un des think tanks américains les plus influents en politique étrangère, y soutenait qu'un Irak uni n'était plus qu'un leurre et proposait une division du pays, seule solution à l'arrêt des violences. Cette proposition a été reprise par l'administration Bush et par le Sénat américain en septembre 2007, à l'initiative du futur vice-président Joseph R. Biden qui s'est fait l'apôtre d'une partition douce (*soft partition*) de l'Irak et de la création de trois enclaves kurde, chiite et sunnite autonomes[276].

Si cette idée séduit à l'époque les stratèges de Washington, elle est, en revanche, rejetée par les Irakiens. À l'exception des Kurdes, qui accueillent cette offre comme susceptible de renforcer leur velléité d'indépendance, de nombreuses voix s'élèvent pour en dénoncer l'illégitimité. Les sunnites, notamment, y voient une négation de leur identité nationale[277]. Ce rejet est d'autant plus fort qu'un autre projet séparatiste se fait jour au moment où les États-Unis relancent le thème de la partition : celui de leur ennemi juré, Al-Qaïda. L'État islamique proclamé en 2006 s'étend en effet sur les provinces à majorité religieuse sunnite :

> « Vos frères proclament l'État islamique d'Irak à Bagdad, Al-Anbar, Diyala, Kirkouk, Salahaddin, Ninive, et dans plusieurs régions des provinces de Babel et Wasit, pour protéger notre foi et nos fidèles, et faire en sorte qu'aucune sédition ne se produise[278]. »

La formation d'un État exclusivement sunnite est exposée comme un fruit de la loi sur le fédéralisme de 2006, qui a accouché d'entités indépendantes, respectivement kurde au nord et chiite au sud. Un nouvel État dotera les sunnites d'une représentation politique propre, capable de défendre leurs intérêts et de les protéger sur le plan militaire :

« Après que les Kurdes se sont tournés vers le nord, et que les chiites se sont emparés du centre et du sud, ils ont fait couler le sang de nos frères, ont souillé leur honneur, leur ont infligé d'atroces souffrances (massacres, tortures, expulsions) et ont fait d'eux des orphelins à la table du diable[279]. »

Mais les critères de la partition suggérée par Washington sont flous et mettent bien en lumière, s'il en était besoin, l'étendue de la méconnaissance des réalités sociales et politiques irakiennes par les États-Unis. Au gré des différentes versions proposées, cette partition se fait l'écho de la quête désespérée, par les Américains, d'issues au chaos qu'ils ont engendré. Les entités chiite, kurde et sunnite envisagées ne correspondent à aucune réalité historique. Les archives ne font ainsi aucune référence à un quelconque Chiistan ou Sunnistan, l'Irak comme territoire signifiant ayant existé avant la création d'un État sous mandat[280]. Au XVIIIe siècle, le *vilayet* ottoman de Bagdad portait ainsi déjà le nom d'Irak, tandis que la composition sociologique des périphéries du pays ne se résumait pas à une partition rudimentaire entre Arabes, Kurdes, sunnites et chiites. Les villes chiites du centre et du sud (Najaf, Karbala, Bassora) ne constituaient pas une zone confessionnelle homogène. Elles étaient de peuplement mixte et le sont restées jusque sur une période récente, en dépit de la guerre et des mouvements de populations. Une partition de l'Irak selon des critères ethno-religieux se traduirait d'ailleurs

par de nouveaux déplacements et par une amplification du problème massif des réfugiés[281].

Il n'empêche que le scénario de la partition initialement tant craint par les Irakiens prend une tout autre dimension à l'issue du retrait militaire des États-Unis fin 2011. De fait, le tournant séparatiste pris par les sunnites s'appuie cette fois sur leur identité religieuse, donnant corps à ce qu'ils avaient rejeté avec tant de véhémence au début de l'occupation étrangère : une partition communautaire de l'Irak, à travers laquelle les sunnites ne sont qu'une minorité démographique. En 2012, le député Ahmed al-Alwani, membre de la Liste irakienne et arrêté un an plus tard sur des accusations de terrorisme, évoque à nouveau l'idée d'une région sunnite autonome, qui sera un moindre mal, une solution temporaire jusqu'à ce que justice soit faite et les sunnites réintégrés à l'appareil d'État[282]. Certains vont jusqu'à voir dans la formation d'une telle région la condition même de la survie du sunnisme en Irak. En 2013, depuis son exil, Tarek al-Hachemi déclare que le fédéralisme est devenu l'unique moyen de préserver le droits des sunnites, tout comme celui des Kurdes et des chiites. Le vice-président déchu est conscient que l'Irak ne reviendra jamais à son organisation d'antan. L'année suivante, lorsque s'abat l'offensive de l'État islamique dans le nord du pays, la dissidence se radicalise : fin juin, un groupe d'hommes politiques sunnites, le Mouvement populaire d'Irak, appelle depuis Istanbul à une décentralisation accrue du pouvoir. À leurs yeux, seule une grande région tournée vers la défense spécifique des sunnites est susceptible d'inverser les victoires fulgurantes des jihadistes depuis la prise de Mossoul.

Ondes de choc au Moyen-Orient

Outre ses répercussions internes, le conflit irakien reconfigure les équilibres au Moyen-Orient en conduisant à l'apparition de nouvelles lignes de fracture. Par sa position géographique et les enjeux liés au contexte d'occupation, l'Irak est le théâtre de féroces luttes d'influence: tantôt un point d'attraction pour ceux qui sont venus combattre la première armée du monde par le jihad, tantôt un point de répulsion pour des régimes qui redoutent un débordement du chaos irakien au-delà de ses frontières et une déstabilisation d'ensemble.

Effroi arabe face à l'invasion

La décision américaine d'envahir l'Irak et d'y renverser Saddam Hussein représente, en 2003, un choc pour le monde arabe. Cette troisième guerre du Golfe est considérée comme une preuve de la volonté de Washington, et par extension de l'Occident, d'humilier et d'affaiblir les Arabes et les musulmans[283]. La démocratie tant promise aux Irakiens résonne comme un mensonge, une manipulation, destinés à servir les intérêts des États-Unis et

ceux de leur principal allié: Israël[284]. Les souffrances que se préparent à vivre les Irakiens sont par ailleurs instinctivement associées à celles d'autres populations, au premier rang desquelles les Palestiniens[285].

Pendant les mois qui précèdent la guerre, la colère se déchaîne. Chaînes de télévision et médias arabes consacrent quotidiennement leurs programmes à l'Irak en dénonçant le caractère inique et illégal du projet d'intervention militaire[286]. Malgré la répression de manifestations populaires par les régimes qui craignent d'être déstabilisés par la guerre (Tunisie, Égypte, Jordanie, Syrie, Yémen), les peuples de la région affichent leur solidarité avec les Irakiens, dont la défense est la nouvelle cause du monde arabe[287].

L'image de Saddam Hussein a évidemment beaucoup évolué depuis 2003; mais le dictateur est encore, à l'époque, l'un des dirigeants les plus admirés, et l'Irak fait figure de dernier bastion du nationalisme arabe. Il incarne plus précisément «un modèle idéal, élaboré pendant la seconde moitié du XXᵉ siècle – celui de l'indépendance culturelle et politique, et d'un développement économique autonome sans compromis identitaire[288]». Les baasistes ont construit autour de leur parti un véritable mythe, celui de l'indépendance, du refus de la soumission à l'Occident et de la tradition. L'Irak est l'emblème d'un âge d'or, une citadelle sur laquelle ses voisins ont toujours pris exemple. Le pays s'est d'ailleurs longtemps présenté comme un leader régional, à l'avant-garde de la lutte contre Israël par son appui, même de pure forme, à la cause palestinienne. Des milliers de Palestiniens ont trouvé refuge en Irak après les guerres israélo-arabes de 1948 et 1967, Bagdad s'imposant comme capitale du front du refus opposée à toute paix négociée avec l'État hébreu et plus inflexible encore que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)[289].

Mais le soutien apporté à Saddam Hussein, dépeint comme un héros à l'extérieur, tranche avec la réalité vécue de l'intérieur par les Irakiens, réalité faite d'oppression et de lutte pour la survie. Ce soutien s'inscrit aussi en porte-à-faux avec le récit des opposants au régime. Or, nombre de dirigeants et d'opinions publiques arabes considèrent les opposants irakiens comme des collaborateurs du fait de leur alliance avec les États-Unis. Cette perception est répandue parmi les États sunnites qui considèrent avec méfiance les partis chiites et kurdes, et expriment leur rejet d'une intervention militaire américaine lors du Sommet de la Ligue arabe en mars 2003[290]. Les 22 pays réunis pour l'occasion réaffirment que le conflit israélo-palestinien est le problème majeur au Moyen-Orient et qu'une attaque contre l'Irak ne répond qu'à des motivations pétrolières, dans la droite ligne de la stratégie de Washington depuis la fin de la Guerre froide: domination économique sur le monde arabe, création d'un climat sécuritaire instable et propice aux industries d'armement, soutien aux talibans contre les Soviétiques. Cette stratégie se caractérise par le silence des États-Unis sur la violation des droits de l'homme par des systèmes autoritaires installés de longue date et qui maintiennent un statu quo dont tout un chacun a fini par s'accommoder[291].

En 2003, c'est donc avec effroi que le monde arabe assiste à la chute de Bagdad, l'occupation et ses errements venant confirmer l'idée d'une guerre au service d'intérêts étrangers. En l'espace de quelques semaines, l'Irak sombre dans l'anarchie totale, sans qu'à aucun moment les troupes de la coalition ne protègent les civils. En 2004, les deux batailles de Fallouja et le scandale des tortures et exactions commises par des soldats américains sur des détenus irakiens dans la prison d'Abou Ghrayb achèvent de cristalliser la rancœur de l'opinion arabe contre les États-Unis[292].

Axe chiite et péril iranien

L'année 2005 sanctionne une confessionnalisation du conflit mais aussi celle des perceptions et recompositions régionales qui l'entourent. En effet, l'injustice ressentie par les sunnites irakiens et leur marginalisation provoquent un malaise grandissant dans une majorité de pays de tradition religieuse sunnite. Les régimes voisins craignent qu'un Irak dominé par les chiites, qui leur sont historiquement hostiles, ne mène par ricochet à une montée en puissance de leur pire adversaire régional, l'Iran, tout en galvanisant les minorités chiites du Moyen-Orient[293].

La notion d'une menace chiite est pour la première fois évoquée avant la guerre par le président égyptien Hosni Moubarak, qui redoute que le bénéficiaire du renversement des baasistes en Irak soit Téhéran. Il met d'ailleurs ouvertement en garde l'administration Bush contre ce risque[294]. Sa crainte est partagée par d'autres capitales arabes, dont les pétromonarchies conservatrices du Golfe, l'Arabie saoudite en premier lieu. Mais en décembre 2004, le roi Abdallah II de Jordanie va plus loin encore, soulignant la formation d'un croissant chiite allant de l'Iran jusqu'au Liban et incluant l'Irak[295]. Pour lui, l'Iran possède plusieurs relais au Moyen-Orient, au premier rang desquels le Parti de Dieu (Hezbollah) au Liban, qu'il finance et arme depuis sa création dans les années 1980 ; et les ambitions hégémoniques de Téhéran ne pourront se réaliser qu'au détriment du monde sunnite. Dès 2003, le monarque établit un lien de causalité entre la débaasification et la marginalisation des sunnites en Irak, qu'il qualifie d'apartheid[296].

Du fait de la présence de minorités chiites sur leurs territoires, certains États sunnites craignent que l'ascension politique des chiites à Bagdad aboutisse à un effet domino qui pousserait leurs populations à se soulever. Car le chiisme est présent non

seulement en Iran et en Irak, mais aussi en Syrie, autour des alaouites dont est issu le clan Al-Assad, au Liban, en Turquie et dans la péninsule : Koweït, Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Yémen. Il y regroupe les classes sociales les plus pauvres et par conséquent les plus susceptibles de chercher un appui extérieur pour s'émanciper[297]. De ce point de vue, les annonces faites par les dirigeants iraniens ne vont pas dans le sens d'un apaisement. Le Guide de la République islamique, Ali Khamenei, déclare que Téhéran se réjouit que l'intervention américaine en Irak se soit traduite par la chute de son ennemi juré, Saddam Hussein, en permettant à l'Iran d'étendre son influence grâce à la place privilégiée désormais occupée par les chiites. Au niveau international, l'Irak devient aussi pour l'Iran une pièce maîtresse dans sa confrontation avec les États-Unis et Israël, notamment sur la question du nucléaire : en échange d'un assouplissement des sanctions internationales et de concessions sur son programme d'enrichissement d'uranium, Téhéran entend stabiliser l'Irak là où l'Amérique et ses alliés ont échoué, et pouvoir contenir les effets de sa désagrégation[298]. Or n'est-ce pas précisément l'Iran qui, par ses ingérences, a déstabilisé son ancien adversaire ?

Le régime iranien a tiré profit des ouvertures créées par la guerre pour s'implanter en Irak par différents canaux. Tout d'abord, plus d'un million d'Iraniens sont présents sur le sol irakien. Il s'agit en majorité de pèlerins affluant dans les villes saintes chiites durant les commémorations religieuses. Des centaines de milliers de chiites ayant fui la répression baasiste pour se réfugier en Iran à partir des années 1970 ont également été encouragés à regagner l'Irak en 2003 pour y peser politiquement. L'Iran finance des activités caritatives destinées aux étudiants et civils, et a resserré ses liens avec les partis chiites au pouvoir,

dont les dirigeants s'étaient réfugiés sur son territoire pendant leur exil. Les chiites irakiens avaient tout intérêt à se rapprocher de l'Iran pour bénéficier de ce soutien. Profitant de l'ouverture des frontières entre les deux pays, l'Iran a fait passer des armes et des fonds aux milices chiites – les Brigades Badr du CSRII et l'Armée du Mehdi d'Al-Sadr, entre autres groupes[299]. C'est Téhéran qui a fait pression sur Al-Sadr et sur ses partisans pour qu'ils cessent de combattre le gouvernement central, puis qui a incité Al-Maliki à relancer la débaasification pour écarter du jeu politique des centaines de sunnites. Depuis 2009, les autorités iraniennes poussent aussi Bagdad à expulser les moujahidin du peuple, opposants à la République islamique établis dans le camp d'Achraf, à Diyala, dont le contrôle a été transféré par les États-Unis au gouvernement irakien avant leur retrait du pays : les attaques des forces de sécurité contre ce camp et ses résidents se sont depuis multipliées[300]. Enfin, l'Iran utilise l'espace aérien de son voisin pour acheminer des armes vers son allié de Damas, Bachar al-Assad, ce qui n'a pas manqué de tendre les relations entre Bagdad et Washington. En mars 2013, lors d'une visite en Irak pour marquer les dix ans de la guerre et destinée à relancer la coopération entre les deux pays, le secrétaire d'État américain John Kerry a voulu dissuader Al-Maliki de poursuivre ces transferts d'armes, arguant qu'ils contribuaient à maintenir le régime syrien en place[301].

Significative, l'influence de l'Iran ne doit toutefois pas être surestimée. En effet, depuis le début du conflit, Téhéran a aussi dû faire face à des revers de taille, à la fois sur un plan intérieur et du point de vue régional. Tout d'abord, le gouvernement du conservateur Mahmoud Ahmadinejad s'est heurté, en 2009, à une contestation de grande ampleur suite à l'élection présidentielle tenue la même année et l'ayant reconduit dans ses fonctions

malgré des accusations de fraude. Sous le nom de mouvement vert, et autour d'une mobilisation de la jeunesse, cette contestation s'est traduite par des manifestations sans précédent dans les villes d'Iran, les plus importantes depuis la révolution de 1979. À cette remise en cause interne s'est ajouté un contexte régional instable. Outre le soulèvement en Syrie, Téhéran a dû composer avec le déclin politique de son bras armé au Liban, le Hezbollah. En effet, en juin 2009, la coalition de Saad Hariri, fils du Premier ministre assassiné quatre ans plus tôt, a remporté les élections législatives face au Parti de Dieu avec le soutien des États-Unis et de l'Arabie saoudite. Nombre d'électeurs libanais ont rejeté l'alliance entre la Syrie et l'Iran, de même que le rôle de relais endossé par le Hezbollah et ses partenaires au Liban[302].

À mesure de leur autonomisation, grâce aux revenus du pétrole, les partis chiites d'Irak liés à l'Iran sont eux-mêmes devenus moins dociles. Ils ont, du reste, toujours été très divisés quant à une alliance avec l'Iran, certaines figures nationalistes et laïques ayant été les premières à rejeter l'ingérence iranienne dans les affaires de leur pays. Le parti Al-Fadhila est connu, par exemple, pour ses sensibilités anti-iraniennes et sa critique du confessionnalisme chiite promu à Bagdad, tandis que la mouvance sadriste est hétérogène et donc difficilement maîtrisable pour Téhéran[303].

Une nébuleuse de relais

L'influence de l'Iran a exacerbé chez les sunnites la crainte d'une inexorable montée du chiisme comme nouvelle force dominante en Irak et plus largement au Moyen-Orient. Il faut reconnaître que l'Iran a globalement bien réussi à exploiter l'occupation américaine à son profit, poussant en réaction les sunnites à se

mobiliser politiquement et par les armes pour tenter de contrecarrer son expansion régionale.

C'est le cas des baasistes qui se sont réfugiés dans les pays frontaliers de l'Irak après la chute du régime de Saddam Hussein pour y constituer des cellules de résistance aux forces étrangères et au gouvernement irakien. La Syrie, notamment, leur a offert pendant plusieurs années un refuge, choix surprenant si l'on considère que le Baas syrien était historiquement l'ennemi de Bagdad[304]. Les relations entre les deux pays avaient ainsi été rompues en 1982 : alors que Saddam Hussein accusait Damas d'avoir soutenu des complots visant à le renverser, Hafez al-Assad soupçonnait Bagdad d'un soutien à l'opposition islamiste. Puis la Syrie a rejoint la coalition internationale contre l'Irak en 1990 pour se débarrasser à moindres frais de son concurrent[305]. La souplesse du régime de Damas à l'égard des baasistes irakiens, en majorité sunnites, a ainsi pu surprendre après 2003 compte tenu des rapports étroits entre le clan alaouite au pouvoir en Syrie et l'Iran, tous deux chiites et hostiles à tout retour du parti Baas en Irak. Or il faut rappeler que beaucoup de baasistes irakiens en rupture avec Saddam avaient, du temps de leur exil, déjà trouvé refuge une première fois en Syrie. Damas, enfin, a longtemps fait de son appui aux baasistes irakiens et au jihad sunnite une stratégie régionale : déstabiliser son voisin pour mieux mettre en échec l'occupation et s'imposer par là même comme interlocuteur incontournable des États-Unis.

La guerre en Irak a donc été un moyen pour la Syrie d'affirmer son poids, tandis que baasistes et combattants sunnites présents sur son sol lui ont fait la promesse tacite de ne pas se mêler de ses affaires intérieures. Dotée d'une frontière poreuse avec l'Irak, la Syrie s'est transformée en base arrière vitale pour le soulèvement irakien, zone de transit et d'infiltration névralgique pour les

jihadistes étrangers dont les plus radicaux, liés à Al-Qaïda, faisaient pourtant déjà à l'époque des chiites et de l'Iran leur cibles favorites en parallèle de leur lutte contre l'occupant américain[306].

Conscients du double jeu du régime de Damas, les États-Unis exercent des pressions croissantes sur Bachar al-Assad dès 2004 pour qu'il cesse d'appuyer ces aspirants au jihad. Les autorités irakiennes, quant à elles, exigent que la Syrie extrade les baasistes et insurgés irakiens actifs sur son territoire. Mais au-delà d'effets d'annonce, Al-Assad tolère leur présence. À l'exception de quelques baasistes remis à Bagdad, comme le demi-frère de Saddam Hussein, Sabawi Ibrahim al-Tikriti, aucun ancien responsable n'est vraiment inquiété. Le gouvernement irakien reproche aussi à Damas, non sans raison, d'avoir tout fait pour torpiller le processus de transition dans le pays avec l'aide des baasistes et d'Al-Qaïda. Le différend culmine durant l'été 2009 lorsque des attentats spectaculaires frappent les ministères des Affaires étrangères et des Finances à Bagdad en faisant une centaine de morts. L'Irak rompt ses relations diplomatiques avec la Syrie, accusée d'avoir commandité ces attaques par le biais de jihadistes passés librement par son territoire[307].

D'autres États du Moyen-Orient, y compris ceux qui sont alliés aux États-Unis (Arabie saoudite, Jordanie, Égypte), appuient la cause sunnite en Irak. Ils appréhendent, en effet, les répercussions d'une telle montée en puissance des chiites et de l'Iran. Dès 2003, des personnalités politiques et religieuses sunnites irakiennes multiplient les visites dans plusieurs pays pour les sensibiliser à l'injustice et à l'illégitimité de l'occupation. Le cheikh ultranationaliste Hareth al-Dhari, chef du Comité des oulémas, se rend ainsi souvent dans le Golfe pour y nouer des contacts et se faire le porte-parole du malheur sunnite sur les chaînes télévisées de la région. Al-Dhari est connu pour sa proximité

avec Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, et pour la sympathie que nombre d'oulémas et d'intellectuels dans la péninsule lui témoignent[308]. Une autre figure qui tisse ce type de liens est l'islamiste Abd al-Sattar al-Janabi, un ancien opposant exilé au Yémen devenu proche de la monarchie saoudienne, dont il partage la crainte d'une remise en cause des équilibres au Moyen-Orient au profit de l'Iran[309]. Au-delà de son partenariat avec les États-Unis, et quoiqu'ayant appuyé le renversement du régime irakien en 2003, Riyad a graduellement pris ses distances avec Washington en s'opposant au maintien de ses troupes en Irak et en rappelant, à plusieurs reprises, que le règlement de la question palestinienne restait la clé de voûte d'une résolution des conflits régionaux[310]. La nouvelle majorité dont jouissent les chiites à Bagdad ne laisse rien augurer de bon pour le royaume. Très tôt, les Saoudiens ont fait savoir aux États-Unis qu'en cas de retrait de leurs forces, ils apporteraient un appui financier accru aux sunnites d'Irak et prendraient leur parti si un conflit éclatait avec les chiites. Ce message aurait été délivré par le roi Abdallah en personne au vice-président Dick Cheney en décembre 2006[311]. L'Arabie saoudite s'oppose par ailleurs à toute ouverture diplomatique envers l'Iran et, bien que n'ayant jamais officiellement soutenu le soulèvement sunnite en Irak, en aurait financé les membres. Au mois de novembre 2004, plusieurs oulémas saoudiens, dont le salafiste Salman al-Awda, ont rendu publique une fatwa engageant les fidèles à soutenir le jihad irakien[312].

En parallèle de leurs efforts politiques à destination des sunnites, l'Arabie saoudite et les États d'où sont partis des combattants affichent cependant leur préoccupation face au danger d'une contagion de la violence. Toute une génération de jeunes moujahidin a fait ses classes en Irak, prête à poursuivre le combat pour la cause sunnite non seulement dans ce pays, mais

à l'échelle de la région également. Pareil phénomène avait été observé dans le cas des Arabes afghans qui, suite au jihad anti-soviétique, avaient choisi comme terres de combat après l'Afghanistan des pays comme l'Algérie, la Bosnie et la Tchétchénie[313]. Quoique favorables à la cause irakienne, les régimes sunnites ont donc pour priorité d'empêcher toute réexportation du jihad au sein de leurs frontières. Mais celle-ci est en réalité inévitable, comme l'illustre l'émergence de groupes salafistes dont les membres reviennent d'Irak, tels Fatah al-islam (conquête de l'islam) au Liban en novembre 2006, ou Al-Qaïda au Maghreb islamique, composé de jihadistes de retour dans leurs pays[314].

La contestation de la rue

A posteriori, les soulèvements populaires de 2011 éclairent pourquoi, en 2003, en dépit de leur inimitié envers Saddam Hussein, la plupart des régimes voisins de l'Irak se sont opposés à son renversement. Ils ont alors bien compris que la fin de la dictature et l'essor d'une démocratie en Irak menaçaient leur propre pérennité. C'est pourquoi, également, bon nombre de ces régimes ont intérêt à nourrir l'instabilité irakienne, pour mieux agiter l'épouvantail du chaos dans leurs pays et reporter tout horizon de réforme.

Or le «Printemps arabe» a raison de cette logique, et l'Irak sert de modèle, ou plutôt de contre-modèle, aux révolutionnaires soucieux de démontrer au monde qu'un espoir démocratique peut renaître autrement, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, que par une ingérence extérieure. Il ne s'agit pas de la motivation première de ces soulèvements, mais l'Irak symbolise l'échec de la démocratie importée et imposée par la force[315]. Les Irakiens ont d'ailleurs payé un lourd tribut à la libération que leur avaient

promise les États-Unis. Dans le même temps, l'Irak est l'un des premiers pays arabes à avoir fait l'expérience d'une transition, indépendamment des errements dont celle-ci a été synonyme, et même si elle s'est effectuée sous la pression d'une intervention militaire[316]. Symétriquement, le Printemps arabe a inspiré un mouvement de contestation en Irak. Dans un contexte de crise politique et sociale, les appels à manifester contre le gouvernement se multiplient en 2011 dans toutes les villes, provinces et régions, de l'extrême-sud jusqu'au nord, et culminent en février avec un Jour de la colère national. La principale caractéristique de cette indignation populaire est de mobiliser tous les segments du pays – chiites et sunnites notamment – dans un élan commun de solidarité et d'unité pour l'amélioration des conditions de vie et la reconstruction[317].

Est-il besoin de souligner, à ce titre, que la situation de l'Irak est analogue à celle de la plupart des États arabes, voire nettement plus grave si l'on considère que le pays sort de trois décennies cumulées de guerres, d'embargo et d'occupation? La rue irakienne s'est exprimée, au premier plan, sur des questions économiques: pénuries, hausse des prix, inégalités et chômage, estimé en 2014 à plus de 15 % de la population et sans doute supérieur[318]. Cette situation est d'autant plus mal vécue par les Irakiens que le pays possède d'immenses réserves pétrolières et que le gouvernement leur avait promis une remise à niveau des services publics, des infrastructures, la création d'emplois, l'adoption de réformes sociales et une lutte contre la corruption, devenue endémique: selon l'organisation non-gouvernementale Transparency International, l'Irak figure parmi les pays les plus corrompus au monde[319].

Enfin, la chute des régimes autoritaires en Tunisie et en Égypte, pour ne citer que ces deux pays, a été suivie d'élections

qui ont porté au pouvoir les membres de l'ancienne opposition islamiste. À l'évidence, ce regain d'influence sunnite, qui plus est religieuse, a été perçu d'un bon œil par certains sunnites irakiens qui ont vu dans la nouvelle donne politique régionale une carte à jouer dans leur lutte contre l'influence chiite et la poussée iranienne. En décembre 2012, cette prise de conscience conduit à des manifestations dans la province d'Al-Anbar où les sunnites n'ont cessé de dénoncer leur exclusion politique par Bagdad. Ces manifestations gagnent bientôt toutes les villes (Ramadi, Fallouja, Tikrit, Samarra, Mossoul), sans que les efforts du gouvernement pour apaiser les tensions, par la libération de prisonniers sunnites et la promesse d'intégrer les tribus à l'appareil sécuritaire, apportent une solution à la crise. Au contraire, la contestation prend une tournure violente lorsque l'armée et les forces de sécurité loyales au pouvoir de Bagdad lancent, en avril 2013, un assaut contre un camp de protestataires sunnites à Hawija, dans la province de Kirkouk, qui cause une cinquantaine de morts. Soucieux de justifier cette répression, Al-Maliki évoque la main cachée d'Al-Qaïda et la responsabilité des baasistes.

Résurgence de l'Empire ottoman ?

La Turquie, dirigée depuis 2002 par le Parti pour la justice et le développement (AKP), a tenté, au même titre que d'autres pays comme l'Arabie saoudite et le Qatar, de capitaliser sur l'après-Printemps arabe et sur un rapprochement avec les islamistes pour reconstituer son influence au Moyen-Orient et réaffirmer le sunnisme face au chiisme politique et à l'Iran[320]. En 2011, Recep Tayyip Erdogan a effectué une série de visites régionales, en particulier en Égypte et en Tunisie où les foules l'ont acclamé[321]. La Turquie semble d'ailleurs mieux réussir dans ses ambitions que

le royaume saoudien qui n'est parvenu qu'à s'imposer partiellement dans le monde arabe du fait de son alliance historique avec les États-Unis.

Quoique cette représentation soit discutable, la formation d'une sphère d'influence sunnite sous la tutelle d'Ankara concurrence le croissant chiite. Elle vise aussi, pour la Turquie, à contenir le poids des Kurdes à la fois dans leur région autonome au nord de l'Irak, mais également dans un pays comme la Syrie. Traditionnellement, la question irakienne a été pour la diplomatie turque une question kurde ; et si elle a pu soutenir le développement économique du Kurdistan irakien, dont elle est devenue le premier partenaire, elle continue, sur un plan politique, de s'opposer à toute indépendance des Kurdes[322]. Symptomatiquement, l'armée turque a multiplié incursions et bombardements contre des bases séparatistes kurdes en Irak, ciblant les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme terroriste, dans les montagnes du nord-est et luttant par les armes pour le droit du peuple kurde à disposer de lui-même. Les développements de la crise syrienne ne sont pas sans inquiéter les Turcs qui craignent qu'une autonomie des Kurdes syriens ne se traduise par leur rapprochement avec leurs homologues irakiens et, par voie de conséquence, un renforcement des poussées séparatistes kurdes, y compris en Turquie où les Kurdes revendiquent de longue date une déconcentration du pouvoir au profit de leurs régions[323].

Un tel scénario serait difficilement maîtrisable et lourd d'effets à la fois pour la Turquie et, dans une moindre mesure, pour l'Iran où vivent de nombreux Kurdes et où des formations militantes ont montré des signes de réveil politique. Soucieux de préserver les intérêts de son pays dans la région, Erdogan a donc opéré début 2013 un rapprochement inédit avec le PKK en négociant

avec son chef emprisonné, Abdullah Öcalan, un cessez-le-feu et l'acceptation d'un règlement politique du conflit[324]. En Irak, le président du gouvernement régional kurde, Massoud Barzani, se retrouve pour sa part dans une position délicate : comment, en effet, développer et maintenir des liens économiques étroits avec Ankara tout en continuant de défendre une indépendance des Kurdes, à laquelle la Turquie ne consentira jamais ?

De la même manière qu'elle tente de contenir les Kurdes, la Turquie tente de repousser à l'ouest du Moyen-Orient l'influence iranienne, perçue comme une menace envers ses investissements et positions militaires. En 2011, Ankara accusait Téhéran d'avoir arrêté puis relâché le numéro deux et commandant militaire du PKK, Murat Karayilan, en le laissant regagner les montagnes de Qandil, au nord de l'Irak, où se concentrent les opérations armées kurdes contre la Turquie. Inquiète des ambiguïtés de l'Iran sur la question kurde et d'une progression encore accrue du chiisme, la Turquie s'est rapprochée des communautés arabes sunnites. Elle appuie ainsi le clan Hariri au Liban contre l'alliance Hezbollah-Iran. Les Turcs se sont aussi dissociés de leur ancien allié syrien en dénonçant vivement sa répression et en apportant un soutien politique, financier et logistique à l'opposition armée[325]. Ce revirement vaut à Ankara l'hostilité de Téhéran.

Un soutien renforcé à la cause des sunnites d'Irak a donc pour corollaire la volonté de freiner les velléités chiites et kurdes, tout en participant de la formation d'un arc sunnite sous contrôle turc. Certains ont évoqué un néo-ottomanisme[326]. À la mi-janvier 2012, l'ambassadeur turc à Bagdad a été convoqué par les autorités irakiennes pour s'expliquer sur le parti-pris sunnite de son pays et l'asile offert au vice-président en fuite Tarek al-Hachemi. L'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki reprochait à Erdogan

son appui aux Kurdes – et à Barzani, chef de file de l'opposition – ainsi qu'aux sunnites[327].

Syrie : une guerre à fronts renversés

L'Irak et la Syrie sont au cœur de la ligne de fracture sunnite-chiite apparue en 2003, autour de deux configurations contraires : alors que Bagdad, autrefois dominée par une élite minoritaire sunnite, est désormais aux mains d'une majorité chiite, Damas est depuis des décennies sous la coupe d'une minorité chiite, alaouite, face à une majorité sunnite dépossédée. Les Alaouites, qui représentent près de 12 % de la population syrienne, doivent leur position privilégiée à l'arrivée au pouvoir d'Hafez al-Assad en 1970. Général dans l'armée, ce dernier a fondé tout son pouvoir sur la promotion de cette minorité religieuse dont il était lui-même issu, et sur d'autres minorités comme les chrétiens et les Druzes. Le régime syrien craignait un soulèvement sunnite sur son territoire et a fait réprimer, en 1982, celui des Frères musulmans dans la ville de Hama[328].

À partir de mars 2011, la guerre civile syrienne, née d'un mouvement de contestation contre le régime, a encore aggravé la violence confessionnelle au Moyen-Orient. Les sunnites irakiens, et plus largement le monde musulman sunnite, ont en effet perçu dans cette crise et l'horizon d'un effondrement du système alaouite en Syrie le déclin prévisible du chiisme dans la région.

Un changement de régime à Damas sous les coups de l'Armée syrienne libre (ASL), structurée autour de déserteurs et de citoyens sunnites, donnerait un nouvel élan à leurs coreligionnaires en Irak, aux prises avec un gouvernement chiite autoritaire. Redoutant la perte de son allié syrien, l'Iran a pour sa part cherché à renforcer sa présence en Irak et donc tout fait pour y

maintenir un pouvoir ami, y compris par l'envoi de renforts militaires. Cette évolution a incité certains États sunnites à accentuer leurs pressions sur Bagdad et leur soutien à l'opposition irakienne ; ils ont dès lors été accusés de faire le jeu du terrorisme[329].

Engagés dans un mouvement de contestation contre la coalition chiite au pouvoir, de nombreux sunnites en Irak ont globalement pris fait et cause pour leurs frères d'armes syriens. Nombre de baasistes et combattants réfugiés en Syrie pendant l'occupation s'étaient rapprochés des Frères musulmans et d'autres milieux islamistes opposés au régime de Damas. Exaspérés par l'appui d'Al-Maliki à son voisin Al-Assad, et par une politique à deux vitesses concernant les révoltes arabes (tandis que l'ancien Premier ministre fermait les yeux sur la mort de sunnites en Syrie, il réagissait fermement à la répression des chiites à Bahreïn), les sunnites d'Irak se sont mobilisés pour appuyer le soulèvement voisin. Suivant une dynamique très analogue à celle de 2003 avec le transfert de jihadistes de la Syrie vers l'Irak, les tribus d'Al-Anbar et combattants sunnites ont fait passer armes et équipements à travers la frontière pour prêter main-forte aux rebelles[330].

L'éventualité d'une victoire de l'opposition en Syrie et de l'établissement d'un régime sunnite à Damas, qui plus est islamiste, explique pourquoi, dans l'ensemble, les chiites d'Irak ont soutenu le pouvoir alaouite depuis 2011. Pour sauver les apparences, le gouvernement irakien a essayé de se présenter comme un acteur neutre, un médiateur dans le conflit, appuyant dans la forme le principe d'un changement politique en Syrie, mais réprimant, sur son territoire, les sunnites. Bagdad a toujours souligné les effets catastrophiques qu'un renversement du régime de Damas aurait sur l'Irak et s'est ainsi dissocié d'autres pays par son rejet de sanctions contre la Syrie. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Hochyar al-Zebari, avait déclaré

que la mise à bas d'Al-Assad porterait les extrémistes au pouvoir, tandis que Moqtada al-Sadr se disait solidaire de Damas. D'autres forces chiites partagent l'inquiétude d'un régime sunnite en Syrie et ont fait le choix de combattre aux côtés d'Al-Assad. Sous les ordres de l'Iran, l'organisation Badr aurait ainsi coordonné plusieurs vols iraniens chargés d'armes à destination de la Syrie et des réseaux de combattants, tandis que l'Armée du Mahdi d'Al-Sadr et les brigades du Hezbollah irakien se sont donnés pour mission de protéger les lieux saints et civils chiites chez leur voisin[331].

Or, en 2014, un acteur que personne n'attendait, et que beaucoup ont sous-estimé, vient encore une fois bouleverser cette donne régionale déjà très complexe : proclamé le 9 avril 2013, date anniversaire du renversement de Saddam Hussein, l'État islamique en Irak et au Levant (*Da'ech*[332]) se lance à la conquête du Moyen-Orient, comptant bien offrir aux sunnites la revanche qu'ils ont tant attendue. Un an plus tard, le 29 juin à Mossoul, le jihadiste irakien Abou Bakr al-Baghdadi, successeur attitré d'Abou Omar et ancien prédicateur salafiste, rebaptise son groupe État islamique et annonce la restauration du califat.

Conclusion

Depuis le 10 juin 2014 et l'assaut foudroyant lancé sur la ville de Mossoul par les combattants de l'État islamique, l'Irak se trouve happé dans un nouveau tourbillon de violence qui menace de le faire définitivement imploser. La conquête territoriale des sunnites ultra-radicaux a jeté sur les routes des centaines de milliers de personnes, de toutes les ethnies et confessions, tandis que des milliers de civils ont pris l'exil. La catastrophe est telle que la communauté internationale s'est trouvée dépassée par les événements. Pourtant ferme dans sa volonté de désengager les États-Unis du bourbier moyen-oriental, Barack Obama décidait même, à l'été 2014, d'user de la force contre les jihadistes par une campagne de frappes aériennes et l'envoi à Erbil et Bagdad d'un nombre important de conseillers militaires.

L'État islamique a placé sous son contrôle un pan de territoire s'étendant du nord-est de la Syrie aux portes de Bagdad en Irak. Depuis le début de la crise, des armes occidentales ont été livrées aux combattants kurdes, les peshmergas, et à l'armée irakienne en vue d'une contre-offensive. À l'évidence, la reconquête face

aux jihadistes sera une opération longue et d'autant plus difficile que, cette fois, ce n'est pas un régime qui est visé par l'intervention de l'Occident ; la cible est une nébuleuse terroriste aux ramifications complexes et dont la campagne bouleverse l'Irak, la Syrie, mais aussi des équilibres régionaux déjà très fragiles.

Si certains États s'étaient finalement bien accommodés de la déstabilisation de l'Irak à compter de 2003, leurs calculs se sont vus remis en cause par le monstre jihadiste. L'État islamique est, en large part, l'enfant de cette guerre d'Irak que l'on croyait refermée mais dont les métastases sont évidentes – du déchaînement des passions communautaires dans la région à l'irrémédiable déclin des États-nations que les puissances européennes avaient arbitrairement formés au XXe siècle, sans oublier la remise au goût du jour d'un jihad global que l'on avait pu croire affaibli depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Jusqu'à l'été 2014, l'État islamique, nettement moins médiatisé que sa sœur aînée, Al-Qaïda, était peu connu du grand public. Les succès foudroyants qu'il a enregistrés à partir de juin 2014 ont par conséquent pris le monde entier de court. En quelques jours, ses membres, aguerris au combat et dotés de moyens de communication très sophistiqués, se sont emparés de Mossoul, deuxième ville irakienne, en étendant leur emprise sur trois provinces du nord du pays : Ninive, dont le gouverneur a pris la fuite ; Kirkouk, pétrolifère et disputée de longue date entre Arabes et Kurdes ; et Salahaddin, où se situe Tikrit, fief de l'ancien dictateur Saddam Hussein. Objectif ultime : la conquête de Bagdad, capitale du califat sunnite abbasside (750-1258) et emblème de l'âge d'or de l'islam pour les jihadistes.

En toile de fond, c'est une hécatombe qui a pris place, effroyable, avec un bilan humain évalué à des milliers de civils irakiens tués entre janvier et septembre 2014 selon les Nations

unies. Les jihadistes ont instauré la terreur comme norme partout où ils se sont implantés, au nom de la défense de l'unicité de Dieu (*tawhid*). Ils ont diffusé une charte de 16 articles ordonnançant la vie des citoyens devenus ses sujets. L'alcool, le tabac et les loisirs ont été proscrits, sous peine de sévères sanctions. L'héritage préislamique, au cœur du patrimoine millénaire de l'Irak mais synonyme d'ignorance (*jahiliyya*) et d'apostasie (*kufr*), a été systématiquement ciblé.

Lorsqu'elles n'ont pas été décimées car réputées infidèles ou polythéistes, les minorités ont été contraintes à la conversion ou réduites au statut de *dhimmis* (statut inférieur réservé aux non-musulmans). Elles ont aussi été ponctionnées d'un impôt mensuel, la *jizya*, censé leur garantir une protection ; dans les faits, meurtres et exactions restent légion. Privées de droits, contraintes à revêtir le *niqab* (voile intégral qui couvre le visage à l'exception des yeux), les femmes ont été tantôt prostituées, marchandées, tantôt mises en esclavage sexuel. C'est une emprise militaire, sociale et politique qu'a imposé l'État islamique, autour d'un assujettissement des populations au calife autoproclamé. Tous ceux ayant refusé de se soumettre à Al-Baghdadi se sont exposés à des « châtiments » dont l'éventail va de l'exécution, par balle ou décapitation, aux mutilations les plus abominables – amputations, crucifixions, lapidations, éventrations... C'est une tuerie à grande échelle qui s'est déroulée dans les territoires conquis par les jihadistes. Les minorités, chrétienne, mais aussi yézidie et turkmène, ont été les premières visées. Elles sont parvenues à fuir vers d'autres régions plus sûres ou sont entrées dans une longue période d'errance.

Cette percée jihadiste était-elle toutefois aussi soudaine qu'inattendue, ou prévisible en réalité ? Dès le mois de janvier, un premier assaut avait eu lieu à Ramadi, chef-lieu d'Al-Anbar,

bastion du soulèvement sunnite, et à Fallouja, théâtre, dix ans plus tôt, des sièges militaires américains les plus sanglants de l'occupation. Ces développements n'ont reçu qu'une attention limitée alors qu'ils présageaient de la violence de l'offensive à venir et de la revanche sunnite à l'œuvre.

À partir de 2011, le soulèvement en Syrie, qui s'est mué en guerre civile, a offert de nouvelles opportunités de combat à l'État islamique d'Irak. Le 9 avril 2013, lors du dixième anniversaire de la chute de Bagdad, Abou Bakr al-Baghdadi, a ainsi annoncé la fusion de son groupe avec les jihadistes syriens du Front pour la victoire (*Al-Nosra*), lié à Al-Qaïda. Mais l'émir d'Al-Nosra, Abou Mohammed al-Joulani, tout en reconnaissant l'appui que les hommes d'Al-Baghdadi lui ont apporté, dément une telle alliance et réitère son allégeance à Al-Qaïda. La rivalité entre les deux groupes prend une tournure violente. L'Égyptien Ayman al-Zawahiri, qui dirige Al-Qaïda depuis la mort d'Oussama Ben Laden, affirme en effet que la création de *Da'ech* est une erreur et qu'Al-Nosra demeure son seul représentant.

Des combats fratricides s'engagent dans les provinces syriennes de Raqqa, Deir Ezzor, Hassaka et Homs, au terme desquels, en 2014, l'État islamique prend le dessus et accuse Al-Qaïda, qui condamne ces affrontements, d'avoir semé la discorde entre moujahidin. Ayant placé un vaste territoire sous sa coupe et disposant d'une manne financière grâce à des ressources propres, qui représentent des milliards de dollars (puits de pétrole, réseaux de contrebande, pillages des banques, extorsions de fonds, enlèvements, contrôle des ressources hydrauliques et agricoles, trafics de toutes sortes), l'État islamique s'affranchit et clame son indépendance.

Le califat nie les frontières régionales héritées de la Grande guerre et du découpage de l'Empire ottoman. Pour ses combattants,

il faut effacer la géographie née du projet colonial européen et des accords secrets de 1916 signés entre les diplomates britannique et français Mark Sykes et François Georges-Picot. Connu pour son attachement aux dates et symboles, l'État islamique n'a pas fait main basse sur Mossoul par hasard : Paris et Londres s'étaient autrefois disputé cette ville du fait de sa richesse énergétique. Al-Baghdadi ambitionne de prendre la suite des anciens califes – dont le dernier, ottoman, a été aboli en 1924 – et appelle au rejet de tout ce qui fait obstacle à son projet : en l'espèce la démocratie, la laïcité et le nationalisme, ces « ordures » de l'Occident. Les États créés dans le monde arabe sont, pour les jihadistes, la cause de son déclin. Ils doivent donc laisser place à un panislamisme qui unira les sunnites sous une même bannière. Il ne s'agit pas, historiquement, de la première attaque contre l'ordre laissé par les puissances européennes derrière elles : au XX[e] siècle, les frontières impériales ont été contestées aussi bien par les nationalistes arabes (nassériens comme baasistes) que par les islamistes convaincus que le destin des Arabes ne pourrait se réaliser qu'au sein de l'oumma, la communauté des croyants.

L'État islamique voit ainsi plus loin que l'Irak et la Syrie. Il ambitionne de soumettre tous les musulmans, y compris les chiites, qui embrassent le sunnisme par la force ou sont exterminés. Le groupe jihadiste possède des relais au Liban, ainsi que des partisans en Turquie, en Jordanie, en Égypte (dans le Sinaï), dans les monarchies du Golfe, sans oublier les territoires palestiniens. Par cette projection, l'État islamique entend damer le pion à Al-Qaïda et attirer vers lui tous les jihadistes du Moyen-Orient et du monde. Or une partie rejette son autorité en considérant le califat comme nul et non avenu. Autre résistance : celle des tribus sunnites qui ont essuyé, dès 2006, les foudres de l'État islamique d'Irak du fait de leur opposition au projet salafiste.

Celles-ci avaient tout d'abord rallié le groupe par rejet de l'occupation et du gouvernement de Bagdad, puis ont décidé de le combattre entre 2007 et 2008. Depuis le retrait militaire américain de 2011, ces tribus ont perdu de leur capacité de mobilisation et de leurs moyens. Or elles représentent un indéniable levier dans la bataille qui est livrée contre l'État islamique sur le terrain, et demeurent une cible de choix pour les jihadistes.

Le 30 juin 2014, le général américain et ancien directeur de la CIA, Michael Hayden, déclarait qu'« avec la conquête par les insurgés de la majeure partie du territoire sunnite, l'Irak [avait] pratiquement cessé d'exister ». Le thème de la partition n'est pas nouveau, mais il a le mérite de mettre en lumière une question qui reste irrésolue : la marginalisation des sunnites depuis 2003 qui, on le sait, a été à l'origine de leur passivité, voire de leur coopération avec les jihadistes. C'est, en effet, sur la frustration et la colère des sunnites, écartés par le régime chiite installé à Bagdad depuis la chute de Saddam Hussein, que s'est déployé l'État islamique. L'organisation jihadiste n'a d'ailleurs pas manqué de promettre aux grands perdants de l'intervention de 2003 (dont de nombreux baasistes et officiers) une revanche sur cette désunnification à marche forcée de l'Irak. Voilà des années que les sunnites font connaître leurs exigences à l'égard du pouvoir : leur retour au sein des institutions, la libération de milliers de prisonniers détenus parfois depuis des années (baasistes, insurgés, épouses de jihadistes, opposants) et la fin des bavures policières.

L'espoir d'une réhabilitation des sunnites a été sabordé en 2010, lorsque la coalition du chiite laïque Iyad Allawi, charismatique et populaire parmi les sunnites, a fini privée de sa victoire aux élections législatives de mars. Al-Maliki s'est lancé dans une répression armée systématique de l'opposition sunnite dite modérée, celle des Frères musulmans en particulier. Fin 2012, lorsque

la contestation a repris dans la province d'Al-Anbar, exigeant pacifiquement des réformes et la fin de la coercition, c'est l'exact contraire qui s'est produit. L'État islamique a profité du climat délétère pour infiltrer et militariser la mobilisation. La victoire des islamistes chiites au nouveau scrutin législatif d'avril 2014 a encore contribué à enflammer les esprits – un contexte propice au déclenchement par les jihadistes d'une attaque globale.

Depuis, la peur dans le camp chiite est palpable. Au-delà de leurs exactions contre les minorités, les jihadistes vouent en effet une haine totale aux chiites qui, pour eux, représentent une menace vitale contre le sunnisme. Peu après l'offensive sur Mossoul, des centaines de soldats de confession chiite issus des armées irakienne et syrienne, mais aussi de nombreux prisonniers, ont ainsi été massacrés. Leurs cadavres, mains et poings liés, ont été jetés dans des fosses communes, comme au temps de l'ancien tyran irakien... Des milices chiites actives en Syrie, où elles soutiennent le régime Bachar al-Assad, ont été rappelées vers l'Irak ou remobilisées sur le terrain pour sécuriser Bagdad et le grand sud. Nouri al-Maliki, qui convoitait un troisième mandat après huit ans d'autocratie, a fini par être remplacé, sous la double pression des États-Unis et de l'Iran, par Haïdar al-Abadi, autre membre du parti Dawa plus consensuel.

Au plan régional, l'État islamique accuse Téhéran d'avoir financé les milices chiites coupables de représailles anti-sunnites, comme celles de 2006 après l'attentat de Samarra. L'Iran a, pour sa part, toujours redouté que les jihadistes s'en prennent aux lieux saints chiites et a donc renforcé son emprise sur cette communauté en Irak et les partis qui lui sont liés.

Les régimes sunnites continuent, de leur côté, de chercher à contrecarrer le réveil chiite, et plusieurs ont livré un combat existentiel autour des deux conflits irakien et syrien. La promotion

de la cause sunnite contre l'expansionnisme iranien s'est faite via un soutien parfois explicite aux forces radicales. Dès 2003, une partie de l'establishment religieux et politique d'États tels l'Arabie saoudite ou le Qatar ont ainsi apporté une caution idéologique et des financements à l'insurrection en Irak, notamment à sa frange salafiste. Cette approche permettait au royaume saoudien de faire d'une pierre deux coups : non seulement il s'opposerait aux chiites mais, par surcroît, en profiterait pour exfiltrer vers l'Irak et la Syrie ses propres aspirants au jihad. Les Saoudiens forment d'ailleurs le premier contingent d'Arabes dans les rangs de l'État islamique, au nombre de 4000. De riches sponsors originaires du Koweït, du Yémen et des Émirats arabes unis ont aussi fourni une assistance financière à l'organisation jihadiste, tandis que la Turquie, qui voit d'un bon œil les difficultés rencontrées par les Kurdes, a laissé transiter ses membres par son territoire.

Le constat, aujourd'hui, est néanmoins cruel : les calculs de ces acteurs sont remis en cause par le monstre qu'ils ont plus ou moins directement contribué à créer. L'Arabie saoudite pourrait ainsi payer le prix fort de sa stratégie passée : l'État islamique voit en elle un régime corrompu et collaborateur de l'Occident, qui doit donc être abattu. Cette menace, couplée à l'optique d'un rapprochement entre Washington et Téhéran autour d'une lutte commune contre les jihadistes, a incité Riyad à changer d'approche – quoique tardivement et sans doute seulement en façade. En juillet 2014, le roi Abdallah faisait déployer 30000 soldats à la frontière avec l'Irak et édifier une clôture d'un millier de kilomètres. Le grand mufti du royaume, Abd al-Aziz al-Cheikh, qualifiait Al-Qaïda et l'État islamique d'« ennemis numéro un de l'islam ». L'Arabie saoudite a surtout rejoint, avec neuf autres pays arabes, la lutte mondiale contre l'État islamique avec une action militaire en Syrie, quoique minime. Le royaume est pris au piège de ses

ambivalences. D'une part, il a fait preuve d'un laisser-faire face aux jihadistes, pensant qu'ils pourraient être éliminés une fois l'axe chiite abattu. De l'autre, une partie de son opinion publique soutient le projet du califat, sur fond de divisions au sein de la famille régnante ayant permis cet appui aux plus radicaux.

La Turquie est elle aussi rattrapée par ses ambiguïtés à l'égard de l'État islamique, dont elle a facilité l'approvisionnement en hommes et en armes à travers sa frontière. Symptomatiquement, Ankara s'est bien gardé d'évoquer une quelconque menace terroriste, ne pointant du doigt que le mécontentement des sunnites. Les Turcs ont attendu le dernier moment pour s'engager contre l'État islamique, ne serait-ce que sur un plan purement formel, au prétexte de craindre pour la vie de leurs otages détenus. Or, ils se trouvent aussi dans la ligne de mire de ces jihadistes qu'ils ont soutenus sans aucune distinction contre le régime de Damas, les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD), lié au PKK et revendiquant l'autonomie – l'armée turque n'est pas intervenue dans la ville frontalière et assiégée de Kobané – et Bagdad.

On se souvient des paroles optimistes prononcées par Barack Obama fin 2011 lors du retrait de ses troupes d'Irak. Le locataire de la Maison-Blanche ne faisait que s'en tenir à sa promesse de campagne, à savoir désengager les États-Unis du maelström irakien où ils n'avaient connu, sur une décennie, qu'échecs et revers. En 2014, les détracteurs de cette vision, républicains comme démocrates, soulignent combien ce départ d'Irak était prématuré et combien la reculade sur le dossier syrien, à la fin de l'été 2013, a permis à la fois au régime de Damas et à l'État islamique de renforcer leur emprise sur le terrain. Force est d'admettre que l'Amérique, qui avait voulu oublier l'épisode irakien dans un exercice d'amnésie collective, a dû soudainement affronter ses vieux démons.

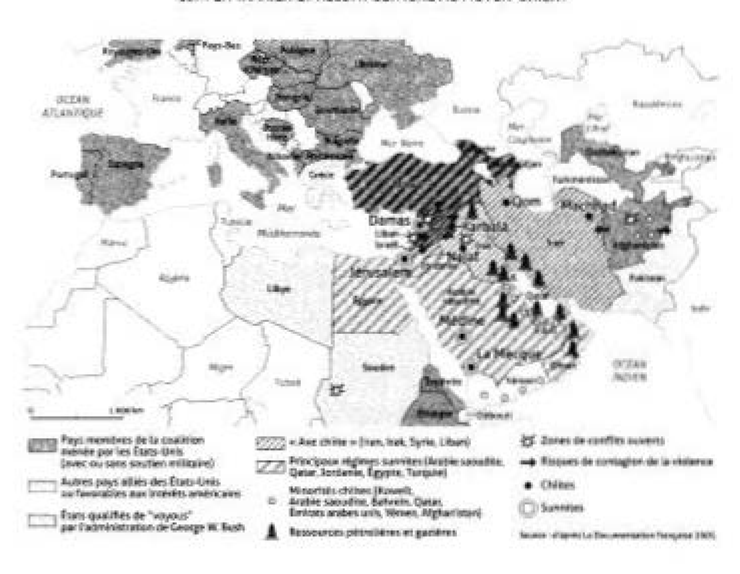
Malgré sa procrastination, Obama s'est résolu à procéder à des frappes contre les positions des jihadistes en Irak et en Syrie. Dans le même temps, Washington, aux côtés de ses partenaires, n'a cessé d'insister sur l'impératif d'une solution politique contre l'État islamique, qui remette en selle les membres de l'opposition modérée dans chacun de ces pays. Ce faisant, le président américain a inscrit son intervention dans un cadre différent de celui qui avait prévalu en 2003 : il ne s'agit plus, comme sous George W. Bush, de refaçonner politiquement le Moyen-Orient à travers des moyens militaires, mais d'endiguer un califat devenu le premier ennemi mondial de l'Occident. La destruction de l'État islamique n'est, en effet, plus seulement un enjeu régional, mais une affaire globale, et ce d'autant plus que les objectifs du groupe lui-même ont évolué. Si, au départ, le but était de porter un jihad territorialisé et centré sur le monde musulman, l'État islamique a repris à son compte le mot d'ordre de jihad global tourné vers l'« ennemi lointain », à savoir l'Amérique et ses alliés.

Face à cette revanche jihadiste, les options qui s'offrent à la coalition formée par les États-Unis sont multiples. L'action militaire a permis de modifier quelque peu l'équation en Irak : fournis en armes, les peshmergas ont pu préserver leur enclave autonome, puis reprendre aux jihadistes certains territoires, dont la riche Kirkouk et le barrage de Mossoul que l'État islamique menaçait de saboter. L'armée irakienne est, elle aussi, à la manœuvre. Mais la contre-offensive n'en est qu'à ses balbutiements. Dans son Discours à la Nation du 10 septembre 2014, Obama annonçait sa résolution à « affaiblir et détruire » les jihadistes. Dans la foulée, les frappes s'intensifiaient, tandis qu'un demi-milliard de dollars était affecté à la reconstitution d'une opposition modérée en Syrie, dotée d'une stratégie et des moyens pour faire face à la fois à l'État islamique et à Al-Assad. Pour l'heure,

cette opposition est désorganisée, sous-équipée et affaiblie. Elle regroupe des factions à tendance laïque, nationaliste et islamiste qui s'opposent au califat jihadiste et sont favorables à l'établissement d'un État civil, laïc et démocratique. Parmi elles figurent l'ASL, la première à avoir combattu le régime de Damas en 2011, le Front révolutionnaire syrien, créé fin 2013 en réponse aux salafistes, et d'autres groupes pro-occidentaux.

Selon toute vraisemblance, la mise en déroute durable de l'État islamique ne pourra être réalisée que par une contribution tangible des acteurs de terrain et par leur coopération étroite – armée irakienne, tribus sunnites, insurgés islamistes modérés prêts à rejoindre les futures institutions, nationalistes de tous bords. La stratégie de l'Occident, qui exclut l'envoi de troupes au sol, ne pourra suffire à déloger une organisation implantée de longue date en Irak comme en Syrie, ni se substituer à un accommodement entre l'Iran et les États sunnites de la région sur la base de leur hostilité commune envers l'État islamique – un rapprochement pour l'heure improbable. En arrière-fond se pose également la question de l'après-État islamique, plus précisément celle de transitions mises à mal par la contagion jihadiste et le reflux autoritaire. Outre le réengagement de la communauté internationale qui, avant l'été 2014, s'était éloignée du Moyen-Orient et de ses tourments, seule une relance de ces transitions par les acteurs modérés encore présents dans ces pays pourra permettre au monde arabe de s'extraire d'une dialectique tragiquement devenue son tombeau : le chaos ou la dictature.

CONFLIT IRAKIEN ET RECOMPOSITIONS AU MOYEN-ORIENT



Notes

1. S. N. Chabra, «Iraq's Culture of Violence», *Middle East Quarterly*, 2001, pp. 39-49.
2. Parmi les travaux existants, voir F. Haddad, « A Sectarian Awakening: Reinventing Sunni Identity in Iraq After 2003 », *Current Trends in Islamist Ideology*, vol. 17, pp. 70-101 ; R. Zeidel, «A Harsh Readjustment. The Sunnis and the Political Process in Contemporary Iraq», *Middle East Review of International Affairs*, vol. 12, n° 1, 2008.
3. C. Olsson, «De la pacification coloniale aux opérations extérieures. Retour sur la généalogie "des cœurs et des esprits" dans la pensée militaire contemporaine», *Questions de recherche*, n° 39, Centre d'études et de recherches internationales, 2012.
4. S. Zubaida, «Grandeur et décadence de la société civile irakienne» in H. Dawod et H. Bozarslan (dir.), *La Société irakienne. Communautés, pouvoirs et violence*, Paris, IISMM/Karthala, 2003, pp. 47-61.
5. Ces accords, signés entre les diplomates anglais Mark Sykes et français François Georges-Picot, prévoient à la fin de la guerre le dépeçage de l'Empire ottoman. Ils reçoivent l'approbation de la Russie tsariste et de l'Italie.
6. Le yézidisme est l'une des plus anciennes religions monothéistes au monde, dont le berceau historique se situe dans l'actuelle région du Kurdistan. Il se fonde sur une transmission orale de la foi et plonge ses racines dans la Perse antique, au-delà du IXe siècle *av. J.C.* Au nombre de 600000 en Irak, ses fidèles parlent la langue kurde. Le mandéisme quant à lui est une religion monothéiste gnostique établie à l'origine autour de l'Euphrate et du Tigre. Son prophète est Jean le Baptiste. On ne compte plus que quelques milliers de mandéens en Irak du fait de la guerre.
7. R. Visser, *Basra, the Failed Gulf State. Separatism and Nationalism in Southern Iraq*, Münster, Lit Verlag, 2005.
8. H. Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq*, Princeton, Presses universitaires de Princeton, 1978.
9. Dignitaire sunnite de Bagdad qui s'était opposé à la fois à la présence britannique et à la monarchie hachémite.
10. Fondé en 1934, le Parti communiste irakien est très influent parmi les Kurdes et les chiites, et prend la tête des grands mouvements contestataires de l'époque.
11. A. Dawisha, *Iraq. A Political History from Independence to Occupation*, Princeton, Presses universitaires de Princeton, 2011, p. 201.

12. Depuis les années 1930, la dynastie hachémite promouvait l'unité arabe. Une première tentative d'unification s'était produite en 1946, selon le schéma de la «Grande Syrie» (*Bilad al-cham*), puis une seconde en 1951 après l'assassinat du roi Abdallah Ier à Jérusalem.
13. Aussi connu comme le Traité d'organisation du Moyen-Orient, le pacte de Bagdad lie l'Irak à la Turquie, au Pakistan, à l'Iran, à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. Dans le contexte de la guerre froide, il a pour objectif de contenir la poussée soviétique dans la région par la mise en place d'un cordon sanitaire auquel s'opposent à l'époque l'Égypte, la Syrie et les partis de gauche, qui dénoncent une manœuvre impérialiste.
14. Saddam Hussein sera pendu le 30 décembre 2006 sur la base militaire d'Al-Kadhimiyya, au nord de Bagdad. Comme le montrera plus tard une vidéo diffusée par la chaîne satellitaire Al-Jazeera, plusieurs témoins ont rendu hommage à l'ayatollah Al-Sadr lors de son exécution.
15. Celui-ci avait repris Jérusalem aux croisés chrétiens en 1187 et, contrairement à une idée répandue, n'était pas arabe mais d'origine kurde.
16. Il s'agit des Albou Nasser qui sont arabes, sunnites et au nombre de 25000 dans la région de Tikrit. Ils avaient pour réputation d'être des gens secrets et durs, dont la pauvreté aurait exacerbé l'inextinguible soif de pouvoir.
17. Auparavant, le statut du Chatt al-Arab avait été fixé par un traité de 1937, dénoncé par Téhéran en 1969. En 1975, les accords d'Alger ont confirmé la délimitation de la frontière antérieure en permettant une navigation libre sur l'estuaire. Pour Bagdad, ils devaient également signifier la fin du soutien de l'Iran aux indépendantistes kurdes dans le nord de l'Irak.
18. À l'exception de quelques rares travaux, dont l'ouvrage de P. Razoux, *La Guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*, Paris, Perrin, 2013.
19. P. Harling, «Saddam Husayn et la débâcle triomphante. Ressources insoupçonnées de Umm al-Ma'arik», *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 117-118, 2007, pp. 157-178.
20. S. Graham-Brown, *Sanctioning Saddam. The Politics of Intervention in Iraq*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1999.
21. Durant l'opération Renard du désert (*Desert Fox*) en décembre 1998, déclenchée au prétexte que le régime irakien refuse de désarmer, les frappes sont plus importantes encore que pendant toute la guerre du Golfe.
22. F. Rigaud, «Irak, le temps suspendu de l'embargo», *Critique internationale*, n° 11, 2001, p. 19.
23. Le baasisme en tant que doctrine conjugue socialisme et nationalisme au service de l'unité des peuples arabes (panarabisme). Il s'oppose à l'influence de l'Occident dans les affaires intérieures du Moyen-Orient car celle-ci constituerait un frein à son progrès.
24. «Soulèvement chiite contre Saddam!», Associated Press/Agence France-Presse, 4 mars 1991.
25. F. Rigaud, «Irak: le temps suspendu de l'embargo», *op. cit.*, pp 16-18.
26. D. Baran, *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004.
27. P.-J. Luizard, «Il y avait un pays, qui s'appelait l'Irak...», *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 81, n° 81-82, 1996, pp. 257-302.
28. À l'origine, «Irak» provient du persan «Erak», signifiant Bas-Iran. Ce terme était déjà présent dans les sources arabes médiévales, désignant les régions centrales et méridionales, soit la zone la plus occidentale de l'Empire perse à l'époque, nommée le Khvarvaran.
29. Sur les aspects anthropologiques du tribalisme en Irak, voir A. al-Azzawi, *Les Tribus d'Irak* (*'Asha'ir al-'Iraq*), Bagdad, Presses de Bagdad, 1937.
30. Y. Nakash, *The Shi'is of Iraq*, Princeton, Presses universitaires de Princeton, 1994, pp. 4-5.
31. Ali fut assassiné en 661 et son mausolée se situe dans l'autre ville sainte chiite d'Irak, Najaf.
32. L'école hanafite a pour particularité de reconnaître le rôle de l'opinion, du jugement et du raisonnement humains dans l'examen et l'interprétation de situations et de cas que les sources révélées ne permettraient pas d'élucider.

33. Les oulémas (*'ulama'*, pluriel de *'alim*) sont des docteurs de la loi garants du respect et de l'application des préceptes de l'islam. Ils sont supposés indépendants du pouvoir et gardiens de la tradition musulmane.

34. P.-J. Luizard, «Iraniens d'Irak, direction religieuse chiite et État arabe sunnite», *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (Cemoti)*, n° 22, 1996, pp. 2-18 ; «Le rapport entre sunnites et chi'ites : terme confessionnel de la question irakienne» in H. Dawod et H. Bozarslan (dir.), *op. cit.*, pp. 63-71.

35. E. Davis, *Memories of State. Politics, History and Collective Identity in Modern Iraq*, Berkeley, Presses universitaires de Californie, 2005, p. 33.

36. M. Mufti, *Sovereign Creations: Pan-Arabism and Political Order in Syria and Iraq*, Ithaca, Presses universitaires de Cornell, 1996, pp. 28-29.

37. A. Baram, «The Ruling Political Elite in Bathi Iraq, 1968-1986. The Changing Features of a Collective Profile», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 21, n° 4, 1989, pp. 447-493.

38. H. Bozarslan, «États, communautés et marges dissidentes en Irak», *Critique internationale*, n° 34, 2007, pp. 17-27.

39. P. Harling, H. Yasin, «Unité de façade des chiites irakiens», *Le Monde diplomatique*, septembre 2006.

40. S. Raghavan, «Marriages Between Sects Come Under Siege in Iraq», *The Washington Post*, 4 mars 2007.

41. R. Wright, «America's Iraq policy. How did it come to this?», *Washington Quarterly*, vol. 21, n° 3, 1998, pp. 53-70.

42. W. Pincus, «Saddam Hussein's Death Is a Goal, Says Ex-CIA Chief», *The Washington Post*, 15 février 1998.

43. A. Baram, «An Iraqi General Defects», *Middle East Quarterly*, juin 1995, pp. 25-32.

44. AFP, 7 septembre 1996.

45. Richard Perle, ancien conseillé de l'administration de Ronald Reagan, a été membre de la commission de la politique de Défense entre 1987 et 2004. David Wurmser devient conseiller du vice-président Dick Cheney en 2003.

46. S. F. Hayes, «Saddam's al Qaeda Connection», *The Weekly Standard*, vol. 8, n° 48, 2003.

47. «"Pas de lien entre Saddam et Al-Qaeda", reconnaît le Pentagone», *Libération*, 13 mars 2008.

48. M. Calabresi, «Ansar Al-Islam. Saddam's al-Qaeda Connection?», *Time*, 10 février 2003.

49. *Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD*, 30 septembre 2004.

50. *Velayat-e faqih* en persan, ou *wilayat al-faqih* en arabe, désigne la tutelle exercée par un membre du clergé chiite sur les croyants.

51. D. Wurmser, *Tyranny's Ally. America's Failure to Defeat Saddam Hussein*, Presses de l'Institut de l'entreprise américaine pour la recherche sur les politiques publiques, 1999, pp. 76-79.

52. S. al-Khalil, *Irak, la machine infernale*, Paris, J.-C. Lattès, 1991.

53. S. Hersch, «The Debate Within», *The New Yorker*, 11 mars 2002, p. 34.

54. G. Abdul-Ahad, «"The US is behaving as if every Sunni is a terrorist"», *The Guardian*, 26 janvier 2005.

55. N. MacFarquhar, «Iraq's Anxious Sunnis Seek Security in the New Order», *The New York Times*, 10 août 2003.

56. Voir les thèses de F. Ajami, «Heart of Darkness», *The Wall Street Journal*, 28 septembre 2005.

57. C. W. Barr, «Outside a mosque, Sunnis critique the new Iraq», *The Christian Science Monitor*, 29 août 2003 ; A. Shadid, «In New Iraq, Sunnis Fear a Grim Future; Once Dominant, Minority Feels Besieged», *The Washington Post*, 22 décembre 2003.

58. S. Shoursh, «Arab Sunnis in Iraq: Invisible Divisions», *Al-Hayat*, 24 novembre 2003.

59. A. Garrels et S. Inskeep, «In the Minority, Iraq's Sunnis Lack Clear Leadership», National Public Radio, 21 décembre 2006.

60. P. Jarreau, «George Bush lance sa campagne avec un discours de combat», *Le Monde*, 22 janvier 2004.

61. A. al-Pachachi, «Iraq's route to a democratic future», *The Financial Times*, 5 mars 2003.

62. *Al-Sharq al-Awsat*, 14 mars 2004.

63. *Al-Qasid*, 11 juillet 2005.

64. Entretien avec le journal koweïtien *Al-Moujtama*, 14 février 2004.

65. Entretien avec le journal irakien *Al-Sa'a*, 27 août 2003.

66. Communiqué du Comité des oulémas musulmans, 22 décembre 2004.

67. Dans un entretien accordé le 7 octobre 2003 au journal jordanien *Al-Sabil*, Al-Koubaysi déclare que le Comité des oulémas n'est ni un parti, ni un mouvement politique, et que son objectif est de rassembler la communauté sunnite sous un même toit.

68. Entretien avec le journal égyptien *Al-Ahram*, 31 octobre 2008.

69. T. Wilkinson, «In Sunni Bastion, They Are Ready for a Fight; Even with Hussein in Custody, Anti-American Sentiment Fuels Iraqi Midsection's Insurgency», *The Los Angeles Times*, 30 décembre 2003.

70. N. Rosen, «Sunnis Wait for Their Moment», *Asia Times*, 28 août 2003.

71. «U.S. Troops Storm Sunni Muslim Enclave», Associated Press, 11 juin 2003.

72. F. Ugur, «Sunnis Support Shiites: We don't Want a New Tyrant», *Daily World EU News*, 26 avril 2003.

73. «Du droit de la résistance» («*Min fiqh al-muqawama*»), *Al-Sabil*, 2005.

74. S. Abdullah, «Iraqi Islamic Regime Unwise, Says Al Qubeisi, the Sunni Cleric», *Gulf News*, 8 mai 2003.

75. R. Chandrasekaran, «Sunnis in Iraq Protest U.S. Occupation; Cleric Calls for Muslim Unity», *The Washington Post*, 19 avril 2003.

76. Propos de l'imam sunnite Mouayyad al-Obaydi. Voir E. L. Andrews et P. E. Tyler, «As Iraqis' Disaffection Grows, U.S. Offers Them a Greater Political Role», *The New York Times*, 7 juin 2003.

77. O. Bengio, *Saddam's Word: Political Discourse in Iraq*, Oxford, Presses universitaires d'Oxford, 1998.

78. M. Jansen, «Against the occupation», *Al-Ahram Weekly*, 3 septembre 2003.

79. Yasin sera arrêté à Fallouja début 2005 aux côtés du leader des Fedayyin Saddam, Hassan al-Sagjawi. Voir *Al-Zaman*, 10 janvier 2005.

80. *Al-Quds al-Arabi*, 28 avril 2003. D'autres documents écrits et enregistrements datés de 2003 ont été authentifiés et rendus publics, dans lesquels Saddam Hussein appelle les sunnites à boycotter la transition et à rejeter le gouvernement formé à la faveur des partis chiites et kurdes.

81. Coran, sourate 33, verset 15 : «Et pourtant, ils s'étaient engagés devant Dieu à ne pas battre en retraite devant l'ennemi. Or il est rendu compte de tout pacte conclu avec le Seigneur.»

82. M. Aflaq, «Les Arabes entre leur passé et leur avenir» (1950) in *Pour le Parti de la résurrection (Fi sabil al-Ba'th)*, Beyrouth, Dar al-Talia, 1974, pp. 164-167.

83. R. Chandrasekara et T. E. Ricks, «Resistance Isn't for Saddam but Against Occupation», *The Washington Post*, 15 décembre 2003.

84. A. Baram, «Neotribalism in Iraq: Saddam Hussein's Tribal Policies, 1991-1996», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 29, n° 1, février 1997, pp. 1-31.

85. F. Biedermann, «Saddam's Shadow: In Tikrit, the Fallen Dictator's Home, Americans Are Seen as Occupiers, not Liberators – and Some Residents Say They'll Drive Them out», *Salon*, 19 avril 2003.

86. Propos d'un habitant de Tikrit recueillis en 2003.

87. T. Labbe, «Attack on U.S. Troops Shows Strength of Hussein Loyalists», *The Washington Post*, 20 septembre 2003.

88. J. Spinner, «Marines Widen Their Net South of Baghdad, Troops Say Offensive Is Vastly Different From Urban Warfare in Fallujah», *The Washington Post*, 28 novembre 2004.

89. Propos d'Ibrahim al-Chammari, porte-parole de l'Armée islamique d'Irak. Voir H. Abdel-Hamid, «Inside the Islamic Army of Iraq», Al-Jazeera, 20 novembre 2006.
90. Très reprise dans les médias, cette expression est étrangère au dialecte irakien et a été conçue de toutes pièces par l'armée américaine pour se référer aux principales provinces insurgées. Voir H. Newton et M. Norval, «Cracking the Sunni Triangle: It Makes Sense to Partition Iraq», *The Washington Times*, 11 août 2003 ; A. Scott Tyson, «Iraq's Restive "Sunni Triangle"», *The Christian Science Monitor*, 24 septembre 2003 ; B. Roggio, «Into the Sunni Triangle», *The Long War Journal*, 16 novembre 2004.
91. Le hanbalisme est l'une des quatre écoles de pensée formant le droit musulman sunnite. Considéré comme le courant le plus conservateur et traditionnaliste, il doit son nom à son théoricien, l'imam Ahmad Ibn Hanbal (780-855).
92. R. Fadhil Ali, «Sufi Insurgent Groups in Iraq», *Terrorism Monitor*, vol. 6, n° 2, 25 janvier 2008.
93. E. Vulliamy, «Bloodshed and Bullets Fuel Rising Hatred of Americans», *The Guardian*, 4 mai 2003.
94. P. Escobar, «The Islamic Emirate of Fallujah», *Asia Times*, 15 juillet 2004 ; «The Real Fury of Fallujah», *Asia Times*, 10 novembre 2004.
95. «La résistance irakienne à Fallouja» (*Al-muqawama al-'iraqiyya fi al-Falluja*), Al-Jazeera, 2 mai 2003 ; «Fallouja et les récits de la résistance irakienne» (*Al-Falluja wa qissat al-muqawama al-'iraqiyya*), Al-Jazeera, 2 mars 2004.
96. H. Allam, «Fallujah's Real Boss: Omar the Electrician», *Knight Ridder Newspapers*, 22 novembre 2004.
97. A. Barnard, «Anger over Fallujah Reaches Ears of the Faithful», *The Boston Globe*, 11 avril 2004.
98. E. Wong, «Sunni triangle turbulent, but Mosul rebels fade / Fallujah, racked by firefights and snipers, still too dangerous for residents to return», *The New York Times*, 18 novembre 2004.
99. J. Cole, «Chiites et sunnites unis par le nationalisme», *Le Monde diplomatique*, mai 2004.
100. H. Corbin, *L'Imâm caché*, Paris, L'Herne, 2003.
101. *Al-Sharq al-Awsat*, 2 juin 2004.
102. Communiqué du Conseil des moudjahidin, 14 novembre 2004.
103. M. Marqusee, «A name that lives in infamy», *The Guardian*, 10 novembre 2005.
104. R. Burns, «Pentagon Used White Phosphorus in Iraq», Associated Press, 16 novembre 2005.
105. T. Baletto, «À Fallouja, les "bébés monstres" soulèvent des questions sur les armes américaines utilisées en 2004», *Le Monde*, 10 juin 2011.
106. Propos rapportés à l'auteur en 2004.
107. P. Escobar, «The Grand Elector Sistani», *Asia Times*, 10 décembre 2004.
108. Cette formule élaborée à l'époque abbasside se réfère dans l'islam sunnite aux quatre premiers califes qui sont des modèles pour les croyants. Ils étaient les compagnons les plus proches du prophète Mahomet.
109. L'Hégire (*hijra*), qui signifie la rupture, l'exil, désigne le départ de ces compagnons de La Mecque vers Yathrib, ancien nom de Médine, en 622.
110. Sous les Ottomans, le *wali* – *vali* en turc – désignait le gouverneur chargé d'administrer les subdivisions de l'Empire. Il s'agissait souvent d'un militaire. Un mufti est un homme de religion sunnite qui interprète la loi et émet des avis religieux – *fatwa* – indiquant les positions à adopter en matière culturelle, politique ou juridique pour rester en conformité avec l'islam.
111. H. Fattah, «"Wahhabi" Influences, Salafi Responses: Shaikh Mahmud Shukri and the Iraqi Salafi Movement, 1745-1930», *Journal of Islamic Studies*, vol. 14, n° 2, mai 2003, pp. 127-148.
112. *Ibid.*

113. Voir B. al-Azami, «The Muslim Brotherhood» in F. Jabar (dir.), *Ayatollahs, Sufis, and Ideologues. State, Religion and Social Movements in Iraq*, Londres, Saqi Books, 2002, pp. 162-176.
114. Iraqi News Agency, 23 janvier 2003.
115. Middle East Media Research Institute, 2 février 2003.
116. *Le Figaro*, 23 octobre 2002.
117. G. Abdul-Ahad, «"We don't need al-Qaida"», *The Guardian*, 27 octobre 2005.
118. D. Murphy, «Radical Islam grows among Iraq's Sunnis», *The Christian Science Monitor*, 28 juillet 2004.
119. R. F. Worth, «For Some in Iraq's Sunni Minority, a Growing Sense of Alienation», *The New York Times*, 8 mai 2005 ; S. Haddad, «Operation Lightning Targets Sunnis' Leaders», IslamOnline.net, 29 mai 2005 ; E. Wong, «Sunnis in Iraq uniting to seek new leverage», *The New York Times*, 13 janvier 2004.
120. Karbala News, 11 novembre 2004.
121. R. Ourdan, «Arrestations et intimidations radicalisent les milieux religieux sunnites», *Le Monde*, 14 novembre 2004.
122. J. Schanzer, «Ansar al-Islam: Back in Iraq», *Middle East Quarterly*, hiver 2004, pp. 41-50.
123. «Hawlati reveals the secret of Arbil explosions», *Hawlati*, 11 février 2004.
124. Voir par exemple, l'enregistrement «Les bannières de la vérité» diffusé sur internet au mois de février 2004.
125. Voir le communiqué «Les Partisans de la tradition enjoignent les musulmans à accomplir le jihad», 2 octobre 2003.
126. Parmi les travaux consacrés à cette question, voir J. Felter et B. Fishman, *Al-Qaida's Foreign Fighters in Iraq: A First Look at the Sinjar Records*, Combating Terrorism Center, décembre 2007 ; T. Hegghammer, «Combattants saoudiens en Irak : modes de radicalisation et de recrutement», *Cultures et conflits*, n° 64, 2006, pp. 111-127 (traduit par C. Olsson) ; M. M. Hafez, *Suicide Bombers in Iraq: The Strategy and Ideology of Martyrdom*, Institut des États-Unis pour la paix (USIP), 2007.
127. Enregistrement d'Abou Mousab al-Zarqawi, 2005. Voir aussi le document de propagande «Pourquoi combattons-nous, et qui combattons-nous ?», 17 octobre 2005.
128. Lettre d'Al-Zarqawi à Ben Laden, interceptée par l'armée américaine au Kurdistan en janvier 2004.
129. Le chiisme duodécimain reconnaît douze imams dont le dernier, l'imam caché, disparut en 939. Il représente 90 % des chiites et est majoritaire en Irak. C'est la religion nationale de l'Iran depuis 1979.
130. E. Wong, «Sunnis vs. Shiites and Kurds: Mayhem in Iraq Is Starting to Look Like a Civil War», *The New York Times*, 5 décembre 2004.
131. P. Sluglett, M. Farouk-Sluglett, «Some Reflections on the Sunni/Shi'i Question in Iraq», *British Society for Middle Eastern Studies Bulletin*, vol. 5, n° 2, 1978, pp. 79-87.
132. D. Gritten, «Long path to Iraq's sectarian split», BBC News, 25 février 2006.
133. E. Karmon, «Chi'isme et sunnisme: vers une radicalisation des dissensions», *Middle East Review of International Affairs*, vol. 2, n° 1, janvier 2007, pp. 1-22.
134. A. El-Affendi, «Orientalism is alive and well in Iraq», *The Daily Star*, 20 octobre 2005.
135. «Mortality after the 2003 invasion of Iraq: a cross-sectional cluster sample survey», *The Lancet*, vol. 368, n° 9545, octobre 2006, pp. 1421-1428.
136. K. Ridolfo, «Iraq: Al-Zarqawi Tactics Could Be Alienating Supporters», Radio Free Europe, 19 août 2005.
137. D. Rassan, «Patchwork of Insurgent Groups Runs Fallujah», *Iraq Crisis Report*, n° 83, 21 février 2005.
138. Au VII[e] siècle, les Banou Hachem s'étaient opposés à la tribu des Qouraych, riches commerçants de La Mecque et farouches adversaires de Mahomet.

139. «Prominent Jihadist Says Situation in Iraq Has Deteriorated since Establishment of ISI», Jihadist Website – OSC Summary, 1er mars 2007.
140. «Déclaration politique importante et sérieuse concernant ce qui a été publié au sujet de nos Brigades à Al-Amiriyya», communiqué de l'Armée islamique d'Irak, 10 janvier 2007.
141. «La branche médiatique Al-Fourqan présente un enregistrement du commandant des croyants Abou Omar al-Baghdadi: "Je connais mon Seigneur"», communiqué de l'État islamique d'Irak, 13 mars 2007.
142. M. Karouny, «Tension rises between Qaeda and insurgents in Iraq», Reuters, 6 avril 2007.
143. S. Raghavan, «Sunni Factions Split With Al-Qaeda Group», *The Washington Post*, 13 avril 2007.
144. Communiqué de l'Armée islamique d'Irak, 5 avril 2007.
145. «Déclaration du commandant des croyants Abou Omar al-Baghdadi, dirigeant de l'État islamique d'Irak: "La moisson des dernières années dans l'État de l'unicité"», 16 avril 2007.
146. *Ibid.*
147. «Les Brigades de la Révolution de 1920 font une déclaration au sujet des remarques du commandant de l'État islamique d'Irak», 18 avril 2007.
148. Communiqué fondateur du Front pour le jihad et la réforme, 2 mai 2007.
149. «Un accord entre l'Armée islamique d'Irak et le réseau d'Al-Qaïda en Mésopotamie», communiqué de l'Armée islamique d'Irak, 6 juin 2007.
150. «Iraqi fighters form political group», *Al-Jazeera*, 13 octobre 2007.
151. B. Ghosh, «Al-Qaeda Loses an Iraqi Friend», *Time*, 14 mai 2007.
152. «Déclaration relative aux propos d'Abou Mousab al-Zarqawi», communiqué du Comité des oulémas musulmans, n° 157, 15 septembre 2005.
153. Enregistrement diffusé par le comité d'Al-Qaïda sur la loi islamique, 21 septembre 2005.
154. Enregistrement d'Al-Zarqawi diffusé par la branche médiatique d'Al-Qaïda, 8 juin 2006.
155. K. Ridolfo, «Iraq: Former Premier Pushing New Plan for Reconciliation», AFP, 16 mars 2007.
156. J. Nunes, «Widening Schism in Iraq Between Sunni Insurgents, Al Qaeda», *The Christian Science Monitor*, 27 mars 2007.
157. *Al-Hayat*, 22 août 2006.
158. M. al-Jasem, «Sunni face new conflicts in Iraq war», *Aljazeera.net*, 24 novembre 2006.
159. P. Moore et C. Parker, «The War Economy of Iraq», *Middle East Report*, n° 243, 2007.
160. J. Yaphe, «Tribalism in Iraq, the old and the new», *Middle East Policy*, vol. 7, n° 3, juin 2000, pp. 51-58.
161. Dans une relation de clientèle, le patron offre sa protection à un client ; en contrepartie, ce client soutient son patron dans ses activités sociopolitiques, militaires et économiques. Voir F. A. Jabar, «Sheikhs and ideologues. Deconstruction and reconstruction of tribes under patrimonial totalitarianism in Iraq, 1968-1998» in H. Dawod, F. Jabar (dir.), *Tribes and Power. Nationalism and Ethnicity in the Middle East*, Londres, Saqi Books, 2003, pp. 103-105.
162. A. Baram, «Neotribalism in Iraq: Saddam Hussein's tribal policies 1991-1996», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 29, n° 1, février 1997, pp. 1-31 ; K. Sakei, «Tribalisation as a Tool of State Control in Iraq: Observations on the Army, the Cabinets and the National Assembly» in H. Dawod et F. A. Jabar (dir.), *op. cit.*, pp. 136-161.
163. R. J. González, «On "tribes" and bribes: "Iraq tribal study", al-Anbar's awakening, and social science», *Focaal*, vol. 12, n° 53, 2009, pp. 105-116.
164. Propos du colonel américain John A. Koenig, printemps 2007.
165. Audition devant le Congrès américain, 10 septembre 2007.
166. P. Graff, «General says Iraq must ensure Sunnis don't "flip back"», Reuters, 15 août 2007.
167. «Sunni Arab Leaders Seek US Help», Associated Press, 31 octobre 2007.
168. *Aswat al-Iraq*, 14 janvier 2008.

169. H. Bar, «Iraq's Islamic Army rejects links with "Awakening"», *Middle East Online*, 8 janvier 2008.
170. Communiqué de l'État islamique d'Irak relatif à l'assassinat d'Abd al-Sattar Abou Richa, 13 septembre 2007.
171. D. Hadid, «Iraq pledges to disband Sunni volunteer militias», Associated Press, 23 décembre 2007.
172. «Awakening group in Baghdad battle», Al-Jazeera, 29 mars 2009.
173. Ces hommes, parfois d'anciens insurgés ayant retourné leurs armes contre Al-Qaïda, sont désignés par les États-Unis comme «fils d'Irak» (*Sons of Iraq*). Voir J. F. Burns et A. Rubin, «U.S. Arming Sunnis in Iraq to Battle Old Qaeda Allies», *The New York Times*, 11 juin 2007.
174. M. Kukis, «The Limits of an Iraq Tribal Strategy», *Time*, 10 juillet 2007.
175. H. Allam, «Sunnis leave Iraq's government, urge boycott», *Detroit Free Press*, 10 novembre 2004.
176. Communiqué politique n° 50 du Parti islamique irakien.
177. E. Wong, «Sunni Party Leaves Iraqi Government over Falluja Attack», *The New York Times*, 10 novembre 2004.
178. Originaire de Tikrit, Al-Jabbouri s'était exilé en Syrie à la fin des années 1980 après une tentative de meurtre contre Saddam Hussein. Voir H. Graham, «Saddam's circles of hatred», *The Independent*, 20 août 1995.
179. J. Carroll, «Sunnis now want to join Iraq politics», *The Christian Science Monitor*, 24 mars 2005.
180. «Les sunnites tiennent une conférence sur l'unité», *Al-Hayat*, 20 mars 2005 ; E. Knickmeyer et N. Nouri, «Sunnis Step Off Political Sidelines», *The Washington Post*, 22 mai 2005.
181. «Iraq's Sunnis say things never worse», Associated Press, 12 juin 2005.
182. *Al-Qasid*, 28 février 2005.
183. A. Taheri, «Iraq Sunnis and Iraqi Constitution», *Arab News*, 3 septembre 2005.
184. M. Fam, «Some Sunni leaders urge their battered community to cast ballots», Associated Press, 14 juillet 2005.
185. «Sunni Candidates in Iraq Find Enemies on All Sides», *The New York Times*, 5 décembre 2005.
186. Propos rapportés à l'auteur par une source irakienne en octobre 2005.
187. «Les sunnites se mobilisent pour le rejet de la Constitution irakienne», *Le Monde*, 8 octobre 2005.
188. «Iraqi preacher says fatwa orders Sunnis to vote», *Al-Mendhar*, 30 septembre 2005.
189. «Irak: 2 provinces contre la Constitution», *Le Nouvel Observateur*, 24 octobre 2005.
190. Établi en 2004, le Conseil irakien du dialogue national a conduit des négociations pour inclure les sunnites dans les instances gouvernementales et dans le comité de rédaction de la Constitution.
191. «Iraq's Sunni Arabs say elections tainted», Associated Press, 21 décembre 2005.
192. C. Conetta, «Masque of Democracy: Iraqi Election System Still Disfavors Sunni Arabs, Favors Kurds», *Project on Defense Alternatives*, n° 35, décembre 2005.
193. «Ma position à l'égard de l'occupation étrangère n'évoluera pas», *Al-Sharq al-Awsat*, 25 mai 2006.
194. Déclaration du 13 décembre 2006.
195. «Iraqi PM fires senior Sunni Arab official», Reuters, 21 février 2007.
196. «Iraq's Parliament Speaker Says He'll Sue», *The Washington Post*, 21 juin 2007.
197. L. Frayer, «Sunni Arab bloc quits Iraqi government», Associated Press, 2 août 2007.
198. *Al-Hayat*, 8 janvier 2008.
199. J. Kadhim, «Les tribus d'Al-Anbar réitèrent leur menace d'exclure le Parti islamique par la force», *Al-Hayat*, 10 mai 2008.
200. «Iraq's Sunni Arab bloc rejoins government», Reuters, 19 juillet 2008.

201. Le terme Al-Hadba fait référence au minaret incliné de la plus vieille mosquée de Mossoul, édifiée en 1172.
202. «Les représentants de la Sahwa menacent de prendre les armes suite à la fraude électorale», *Aswat al-Iraq*, février 2009.
203. F. al-Badrani, «Iraq tribes threaten to take up arms over poll», Reuters, 2 février 2009.
204. K. Gamel, «Iraq: Sunni leaders angry over arrest warrant», Associated Press, 26 juin 2007.
205. «Sunni bloc returns to Iraqi government after year-long boycott», Associated Press, 20 juillet 2008.
206. «Iraq's Al-Tawafuq Front weakened by defections», Al-Sharqiyya, 24 décembre 2008.
207. K. Yoshino et A. Hameed, «More Iraq parliament members pull out of Sunni bloc», *The Los Angeles Times*, 12 janvier 2009.
208. G. Chon, «Disunity Threatens Sunni Iraq, Leading Politicians Quit Sect's Major Grouping Before Polls», *The Wall Street Journal*, 28 septembre 2009.
209. D. W. Smith, «New Iraqi Islamic Party Leader Osama al-Tikriti», IraqSlogger, 2 juin 2009.
210. R. Smith, *Iraqi Provincial Election Report*, Institut de recherche de politique étrangère (FPRI), 2009.
211. «Maliki warns of enemies ahead of elections», Al-Sumaria, 12 novembre 2009.
212. A. J. Rubin et S. L. Myers, «As Iraqis Tally Votes, Former Leader Re-emerges», *The New York Times*, 3 février 2009.
213. J. Arraf, «Sunni party's rise in Iraq signals new nationalist current», *The Christian Science Monitor*, 4 février 2009.
214. «The Lost Year in Iraq» (entretien avec P. Bremer), Public Broadcasting Service, 17 octobre 2006.
215. «Dix morts dans les violences en Irak, dont le directeur du comité anti-Baas», AFP, 26 mai 2011.
216. M. Benraad, «L'impossible réconciliation nationale irakienne?», *Revue internationale et stratégique*, n° 81, 2011, pp. 44-53.
217. L. Sly, «Iraq bars major Sunni party from election», *The Los Angeles Times*, 8 janvier 2010.
218. M. Ryan, «Iraq's move against Baathists stirs Sunni ire», Reuters, 18 janvier 2010.
219. «Baath-bashing in Iraq», *The Los Angeles Times*, 17 février 2010.
220. M. Santora, «Iraq to Rehire 20,000 Hussein-Era Army Officers», *The New York Times*, 25 février 2010.
221. Communiqué de l'État islamique d'Irak, 15 février 2010.
222. M. Chulov, «Iraqi vice-president vetoes election law», *The Guardian*, 18 novembre 2009.
223. «Irak: nouvelles violences électorales au Kurdistan», AFP, 27 février 2010.
224. M. Santora, «Iraqi Sunnis Pin Their Hopes on Elections», *The New York Times*, 26 février 2010.
225. «Irak: Maliki se rapproche du pouvoir, son rival craint une "guerre civile"», AFP, 15 mai 2010.
226. P. Claude, «L'Irak est fragilisé par les combats entre chiites, opposant l'armée aux milices sadristes», *Le Monde*, 28 mars 2008.
227. S. Ketz, «L'Irak sort de huit mois de crise politique après un accord au forceps», AFP, 11 novembre 2010.
228. Al-Jazeera, 21 décembre 2010.
229. «Irak: la Cour suprême ratifie les résultats des élections», AFP, 1[er] juin 2010.
230. «Irak: la commission électorale défie Maliki et rejette un nouveau décompte», *La Dépêche*, 21 mars 2010; «Irak: l'arrestation du chef de la commission électorale avive la crise», AFP, 13 avril 2012.
231. M. Benraad, «Irak: la révolution en attente?», *Moyen-Orient*, n° 11, 2011, pp. 57-61.
232. *Id.*, «Irak: les oripeaux de la dictature», *Revue internationale et stratégique*, n° 88, 2012, pp. 28-37.

233. «Iraq: Widening Crackdown on Protests», *Human Rights Watch*, 21 avril 2011.
234. C. Gouëset, «Les États-Unis quittent un Irak en pleine crise politique», *L'Express*, 20 décembre 2011.
235. M. Chulov, «Iraq's sectarian divide threatens to split country as anger at Maliki grows», *The Guardian*, 20 décembre 2011.
236. M. Jansen, «Iraqi exiles plot fall of Maliki from Damascus», *The Irish Times*, 29 juin 2010.
237. Le groupe des Six se compose des partis kurdes (PDK et UPK), du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, de l'Accord national irakien, du Congrès national irakien et des monarchistes. Voir M. Howard, «London meeting for Iraqi opposition», *The Guardian*, 20 novembre 2002.
238. Voir P. W. Galbraith, «Kurdistan in a Federal Iraq» in B. O'Leary, J. McGarry et K. Salih (dir.), *The Future of Kurdistan in Iraq*, Philadelphie, Presses universitaires de Pennsylvanie, 2005, p. 270.
239. «Les principaux points de la Constitution irakienne», AFP/*Le Monde*, 14 octobre 2005.
240. D. Filkins, «Iraqis Consider Bypassing Sunnis on Constitution», *The New York Times*, 15 août 2005.
241. *Id.*, «Sunni Leaders Offer Mixed Views of Deal on Constitution», *The New York Times*, 12 octobre 2005.
242. «Les sunnites inflexibles sur la question du fédéralisme», AFP, 28 août 2005.
243. «Sunnis reject Shiite proposal for federal Iraq», Associated Press, 12 août 2005.
244. «Irak – Bataille sur le fédéralisme entre sunnites et chiites au Parlement», *Le Devoir*, 11 septembre 2006.
245. «L'Irak se dote d'un État fédéral», *Le Monde*, 11 octobre 2006.
246. A. R. Paley, «Parliament Approves Measure Allowing Autonomous Regions», *The Washington Post*, 12 octobre 2006.
247. Voir H. Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 2009.
248. «En Irak, les Kurdes demeurent tributaires de la communauté internationale», *Le Monde*, 29 décembre 2000.
249. J.-F. Pérouse, «Les Kurdes de Syrie et d'Irak: dénégation, déplacements et éclatement», *Espace, populations, sociétés*, vol. 15, n° 1, 1997, pp. 73-84.
250. *L'Irak et les Kurdes: pour une résolution de la crise de Kirkouk*, rapport sur le Moyen-Orient n° 64, International Crisis Group, Kirkouk/Amman/Bruxelles, 2007.
251. Groupe ethno-linguistique présent à Ninive dont les membres, au nombre de 60000, se distinguent des Kurdes et pratiquent à la fois le sunnisme, le chiisme, l'alévisme et le yarsanisme. Ils ont fait l'objet de nombreuses attaques. Sur le conflit kurdo-turkmène, voir D. L. Phillips, *Losing Iraq: Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York, Basic Books, 2006, pp. 111-113.
252. «Irak: Les autorités doivent protéger les minorités enclavées», *Human Rights Watch*, 10 novembre 2009.
253. «À Mossoul, le mot d'ordre de la campagne: "dehors les Kurdes"», AFP, 28 janvier 2009.
254. R. Visser, «Shi'i Perspectives on a Federal Iraq: Territory, Community and Ideology in Conceptions of a New Polity» in D. Heradstveit et H. Hveem (dir.), *Oil in the Gulf: Obstacles to Democracy and Development*, Aldershot, Ashgate, 2004, pp. 125-166.
255. «Sadr blasts call for federalism from rival Shiite politician», AFP, 15 octobre 2007.
256. R. Visser, *Basra Crude: The Great Game of Iraq's "Southern" Oil*, rapport n° 723 de l'Institut norvégien des affaires internationales (NUPI), 2007.
257. *Iraq Energy Outlook*, rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 2012.
258. A. Alnasrawi, *Iraq's Burdens: Oil, Sanctions, and Underdevelopment*, New York, Praeger, 2002.

259. A. Escriba-Folch et J. Wright, «Dealing with Tyranny: International Sanctions and the Survival of Authoritarian Rulers», *International Studies Quarterly*, vol. 54, n° 2, juin 2010, p. 347.
260. J. Desenlow, «Mosul, the Jazira Region and the Syrian-Iraqi Borderlands» in R. Visser et G. R. V. Stansfield (dir.), *An Iraq of its Regions: Cornerstones of a Federal Democracy?*, New York, Presses universitaires de Columbia, 2008, p. 105.
261. M. Benraad, «Le pétrole: bénédiction ou malédiction pour les Irakiens?», *Moyen-Orient*, n° 18, avril-juin 2013, pp. 48-53.
262. T. Al-Maliky, «Iraq's Shahristani retains hard line on Kurdish oil», *Iraq Energy News*, 13 octobre 2011.
263. A. Abu Iraq et B. Lando, «Basra leaders threaten lawsuit», *Iraq Oil Report*, 24 novembre 2011.
264. M. Lazar, «Bassora: géopolitique d'une région chiite», *Hérodote*, n° 130, 3e trimestre 2008, pp. 93-94 et 97-98; B. Rahimi, «The Militia Politics of Basra», *Terrorism Monitor*, vol. 5, n° 13, 6 juillet 2007.
265. M. Benraad, «Irak: turbulences politiques et retrait militaire», *Politique étrangère*, vol. 75, n° 3, automne 2010, pp. 635-646.
266. Al-Sumaria, 16 décembre 2011.
267. «Tarek al Hachemi juge sa condamnation à mort "politique"», Reuters, 10 septembre 2012.
268. Voir Aswat al-Iraq, 14 novembre 2007.
269. B. Roggio, «Sunni clerics turn on Association of Muslim Scholars», *The Long War Journal*, 17 novembre 2007.
270. R. Zeidel, «The Decline of Small-Scale Regionalism in Tikrit» in R. Visser et G. R. V. Stansfield, *op. cit.*, p. 81.
271. M. Benraad, «Fin de l'occupation et crise en Irak: la clé de voûte sunnite», *Politique étrangère*, vol. 77, n° 1, printemps 2012, pp. 161-172.
272. W. Ibrahim, «Iraqi PM Maliki criticises Sunni secession talk», Reuters, 7 juillet 2011.
273. *Rudaw*, 16 novembre 2011.
274. K. Ajrash et F. MacDonald, «Iraq Discovers Oil, Gas Field in Anbar Province, Official Say», Bloomberg, 9 septembre 2011.
275. J. Glanz, «Iraqi Sunni Lands Show New Oil and Gas Promise», *The New York Times*, 19 février 2007.
276. Biden avait, dès 2006, avancé l'argument d'une partition de l'Irak. Voir «A Plan to Hold Iraq Together», *The Washington Post*, 24 août 2006.
277. «Iraqis, Middle East Leaders Reject U.S. Senate's Ethnic Cleansing "Partition" Plan», Associated Press, 2 octobre 2007. Voir aussi la réponse opposée à ces critiques par J. R. Biden et L. H. Gelb: «Federalism, Not Partition», *The Washington Post*, 3 octobre 2007.
278. «Le Conseil des moujahidin annonce à la communauté des croyants la bonne nouvelle de la création de l'État islamique d'Irak», communiqué du 15 octobre 2006.
279. *Ibid.*
280. D. Rizk Khoury, *State and Provincial Society in the Ottoman Empire: Mosul, 1540-1834*, New York, Presses universitaires de Cambridge, 1997; R. Visser, «Proto-political conceptions of "Iraq" in late Ottoman times», *International Journal of Contemporary Iraqi Studies*, vol. 3, n° 2, novembre 2009, pp. 143-154.
281. *Iraq's Refugee and IDP Crisis: Human Toll and Implications*, Points de vue de l'Institut du Moyen-Orient (MEI), 2008.
282. Karlos Zurutuza, «Iraqi Sunnis want autonomy amid discrimination», Deutsche Welle, 3 avril 2012.
283. M. Naïm, «L'après-guerre en Irak: l'amertume des intellectuels arabes», *Le Monde*, 1er mai 2003; A. Fontaine, «Irak: surmonter l'humiliation», *Le Monde*, 3 janvier 2004.

284. S. Kassir, *Considérations sur le malheur arabe*, Paris/Arles, Sinbad/Actes Sud, 2004.
285. A. Abunimah et H. Ibish, «War in Iraq and Israeli occupation: A devastating resonance», *The Chicago Tribune*, 28 mars 2003.
286. O. Lamloum (dir.), *Irak: les médias en guerre*, Paris/Arles, Sinbad/Actes Sud, 2003.
287. «Antiwar demonstrations turn deadly», CNN.com, 22 mars 2003; P. Schemm, «Egypt Struggles to Control Anti-War Protests», Middle East Report Online, 31 mars 2003; «Jordan: The War Next Door», PBS Newshour, 31 mars 2013.
288. E. Picard, «L'Irak dans les représentations nationalistes arabes: généalogie du discours anti-impérialiste, impasse des régimes et radicalisation militante» in H. Dawod, H. Bozarslan (dir.), *op. cit.*, p. 105.
289. J. Cole, «Iraq and the Israeli-Palestinian Conflict in the Twentieth Century», *Macalester International*, vol. 23, n° 8, 2009, pp. 3-23.
290. C. Gulbal, «Pas de participation à la guerre en Irak pour la Ligue arabe», *Libération*, 3 mars 2003.
291. K. Dalacoura, «US democracy promotion in the Arab Middle East since 11 September 2001: a critique», *International Affairs*, vol. 81, n° 5, octobre 2005, pp. 963-979.
292. *Réactions et contre-réactions dans les médias arabes aux mauvais traitements d'Abou Ghraib*, Institut de recherche médiatique sur le Moyen-Orient (MEMRI), 25 mai 2004.
293. B. Mabillard, «L'obsédante influence de Téhéran», *Le Temps*, 13 février 2012.
294. Entretien accordé à la chaîne de télévision *Al-Arabiyya*, 8 avril 2006.
295. Entretien conduit par F. Zakaria, *The Washington Post*, 8 décembre 2004.
296. *Al-Hayat*, 18 mai 2004.
297. L. Louër, *Chiisme et politique au Moyen-Orient: Iran, Irak, Liban, monarchies du Golfe*, Paris, Autrement, 2008.
298. G. Kemp, *Iran and Iraq: The Shia Connection, Soft Power, and the Nuclear Factor*, rapport de l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP), 2005.
299. L. Louër, «Irak: le jeu de Téhéran face aux factions chiites», *Alternatives internationales*, n° 31, juin 2006.
300. «Des dizaines d'experts dénoncent la situation alarmante du camp d'Achraf», *Le Monde*, 10 août 2008.
301. «Kerry veut faire interdire l'espace aérien irakien aux vols Téhéran-Damas», AFP, 24 mars 2013.
302. «Défaite du Hezbollah et alliés aux élections libanaises», Reuters, 7 juin 2009.
303. M. Lazar, *op. cit.*, p. 89.
304. A. L. Butters, «Can Former Iraqi Baathists in Syria Ever Go Home?», *Time*, 27 septembre 2009.
305. G. Corm, *La Méditerranée, espace de conflit, espace de rêve*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 176-177; C. Caret, «L'"alliance contre-nature" de la Syrie baasiste et de la République islamique d'Iran», *Politique étrangère*, vol. 52, n° 2, 1987, pp. 382-385.
306. P. Claude, «Entre la Syrie et l'Irak, une longue frontière difficile à contrôler», *Le Monde*, 27 octobre 2009; H. Naylor, «Syria reportedly encourages Sunni insurgents», *The New York Times*, 7 octobre 2007.
307. «Crise diplomatique entre l'Irak et la Syrie après un double attentat», *Le Monde*/AFP, 25 août 2009.
308. R. Meijer, «The Association of Muslim Scholars in Iraq», *Middle East Report*, vol. 35, n° 4, 2005.
309. *Al-Sharq al-Awsat*, 2 février 2005.
310. P. Droz-Vincent, «Les dilemmes des régimes arabes après l'intervention américaine en Irak», *Politique étrangère*, vol. 68, n° 3-4, 2003, p. 563.
311. H. Cooper, «Saudis Say They Might Back Sunnis if U.S. Leaves Iraq», *The New York Times*, 13 décembre 2006.

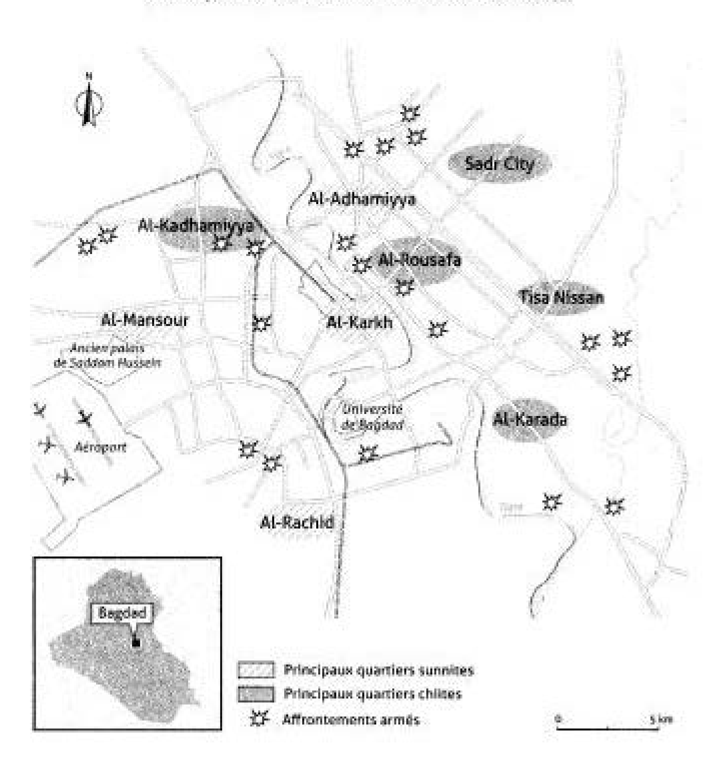
312. T. Hegghammer, *op. cit.*, p. 4.
313. M. M. Hafez, «*Jihad After Iraq Lessons from the Arab Afghans Phenomenon*», *CTC Sentinel*, vol. 1, n° 4, mars 2008.
314. V. Cheterian, «Retour dans leur pays de combattants radicalisés… Et l'Irak accouche d'une nouvelle génération de djihadistes», *Le Monde diplomatique*, décembre 2008.
315. A. de Hoop Scheffer, «Les États-Unis en Irak : les errances du *regime change*», *Politique étrangère*, n° 3, 2011, pp. 559-572.
316. M. Benraad, «Incertitudes et complexité de la transition : retour sur le cas irakien» *Mondes, les cahiers du Quai d'Orsay*, n° 9, hiver 2011-2012, pp. 63-71.
317. *Id.*, «Irak : la révolution en attente ?», *op. cit.*, 2011.
318. «Economists warn of unemployment in Iraq», The Currency Newshound, 8 mai 2011.
319. *Corruption Perceptions Index 2012*, Transparency International, décembre 2012.
320. A. Bernas, «Les tensions s'exacerbent entre chiites et sunnites dans le monde arabe», Radio France Internationale, 21 avril 2012.
321. M. Semo, «Après les révolutions arabes, Recep Tayyip Erdogan en quête d'imperium», *Libération*, 13 septembre 2011.
322. S. Alpay, «Ces Kurdes irakiens qui rêvent d'Istanbul», *Zaman*, 20 décembre 2012.
323. S. Abdul, «Syrie : le facteur kurde», *Le Monde*, 28 août 2012.
324. A. Arefi, «Pourquoi la Turquie s'ouvre aux Kurdes», *Le Point*, 22 mars 2013.
325. M. Weiss, «Turkey's Hand in the Syrian Opposition», *The Atlantic*, 26 octobre 2011.
326. J. Marcou, «Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ?», *Les Clés du Moyen-Orient*, 4 mai 2012.
327. En janvier 2013, le député Mohammed al-Aqili, membre de la coalition d'Al-Maliki, accuse Doha de soutenir financièrement et logistiquement les manifestations anti-gouvernementales sunnites en vue d'étendre ses canaux d'influence en Irak.
328. «Syrie : l'ombre du massacre de février 1982 plane toujours sur Hama», *Le Monde*, 2 février 2012.
329. Voir l'intervention de Nouri al-Maliki sur France 24, le 8 mars 2014. Il accuse ouvertement Riyad et Doha de soutenir le terrorisme.
330. T. Arango, «Syrian War's Spillover Threatens a Fragile Iraq», *The New York Times*, 24 septembre 2012.
331. B. Barthe, «Des milices chiites venues d'Irak combattent désormais aux côtés de l'armée de Bachar», *Le Monde*, 6 janvier 2014 ; S. al-Salhy, «Des chiites irakiens combattent en Syrie pour Assad et l'Iran», Reuters, 16 octobre 2012.
332. D'intenses débats sémantiques, voire une véritable guerre des mots, entourent son usage. Voir J. Licourt, «L'embarras des Occidentaux pour nommer l'État islamique», *Le Figaro*, 12 septembre 2014.

Cartes

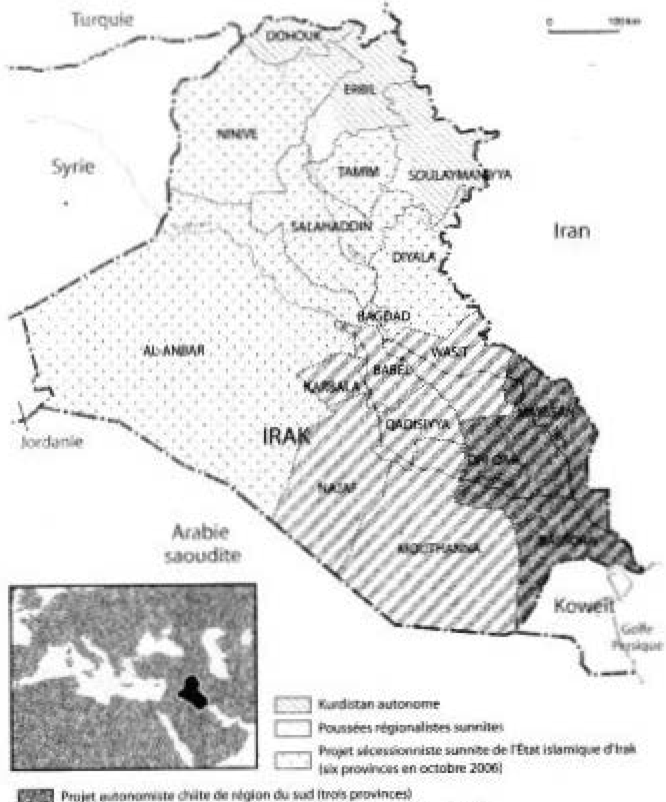
Turquie
DOHOUK
Dahouk
ERBIL
Mossoul
Erbil
Syrie
NINIVE
Soulaymaniyya
Kirkouk
SOULAYMANIYYA
TAMIM
SALAHADDIN
Iran
Samarra
DIYALA
Baqouba
Ramadi
Bagdad
AL-ANBAR
Kerbala
BABIL
KERBALA
WASIT
MAYSSAN
Najaf
QADISIYYA
IRAK
DHI-QAR
Jordanie
NAJAF
Nassiriyya
Bassora
BASSORA
Arabie saoudite
MOUTHANNA
Koweït
Golfe Persique

Arabes :
Chiites
Sunnites
Arabes

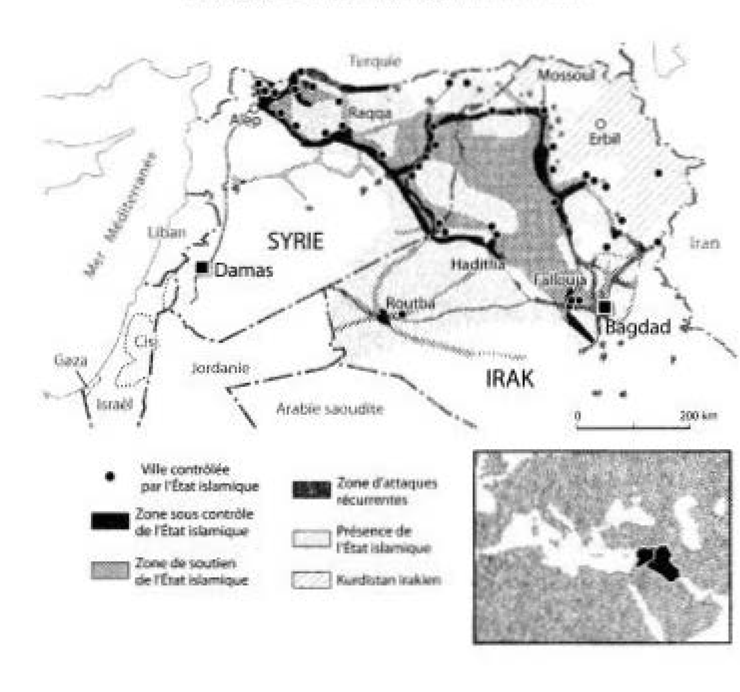
Kurdes :
Sunnites
Yézidis



FÉDÉRALISME, RÉGIONALISME ET SÉPARATISME



L'OFFENSIVE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK ET AU LEVANT



Bibliographie

Ouvrages

Aflaq Michel, « Les Arabes entre leur passé et leur avenir » (discours de 1950), *Pour le Parti de la résurrection* (*Fi sabil al-Ba'th*), Beyrouth, Dar al-Talia, 1974.

Al-Azami Basim, « The Muslim Brotherhood » in Faleh Jabar (dir.), *Ayatollahs, Sufis, and Ideologues, State, Religion and Social Movements in Iraq*, Londres, Saqi Books, 2002.

Al-Azzawi Abbas, *Les tribus d'Irak* (*'Acha'ir al-'Iraq*), Bagdad, Presses de Bagdad, 1937.

Al-Khalil Samir, *Irak, la machine infernale*, Paris, J.-C. Lattès, 1991 (*Republic of Fear: The Politics of Modern Iraq*, Berkeley, Presses universitaires de Californie, 1989).

Alnasrawi Abbas, *Iraq's Burdens: Oil, Sanctions, and Underdevelopment*, New York, Praeger, 2002.

Amos Deborah, *Eclipse of the Sunnis: Power, Exile, and Upheaval in the Middle East*, Philadelphie, Public Affairs, 2010.

Baran David, *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004.

Barkey Henri J., Lasensky Scott B., Marr Phebe, *Iraq, Its Neighbors, and the United States: Competition, Crisis, and the Reordering of Power*, Institut des États-Unis pour la paix (USIP), 2011.

Batatu Hanna, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq*, Princeton, Presses universitaires de Princeton, 1978.

BENGIO Ofra, *Saddam's Word: Political Discourse in Iraq*, Oxford, Presses universitaires d'Oxford, 1998.

BOUTHOUL Gaston, *Traité de polémologie. Sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1991.

BOZARSLAN Hamit, *Conflit kurde : Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 2009.

CHEHAB Zaki, *Inside the Resistance: Reporting from Iraq's Danger Zone*, New York, Nation Books, 2006.

COCKBURN Patrick, *The Occupation: War and Resistance in Iraq*, Londres, Verso, 2007.

CORBIN Henry, *L'Imâm caché*, Paris, L'Herne, 2003.

CORM Georges, *La Méditerranée, espace de conflit, espace de rêve*, Paris, L'Harmattan, 2003.

DAVIS Eric, *Memories of State: Politics, History and Collective Identity in Modern Iraq*, Berkeley, Presses universitaires de Californie, 2005.

DAWISHA Adeed, *Iraq: A Political History from Independence to Occupation*, Princeton, Presses universitaires de Princeton, 2011.

DESENLOW James, « Mosul, the Jazira region and the Syrian-Iraqi Borderlands » in Visser Reidar, Stansfield Gareth R. V. (dir.), *An Iraq of its region: cornerstones of a federal democracy?*, New York, Presses universitaires de Columbia, 2008.

DODGE Toby, *Inventing Iraq: The Failure of Nation Building and a History Denied*, New York, Presses universitaires de Columbia, 2003.

DUELFER Charles A. (dir.), *Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD*, Iraq Survey Group, septembre 2004.

FELTER Joseph, FISHMAN Brian, *Al-Qaida's Foreign Fighters in Iraq: A First Look at the Sinjar Records*, Combating Terrorism Center, décembre 2007.

GALBRAITH Peter W., « Kurdistan in a Federal Iraq » in O'Leary Brendan, McGarry John, Salih Khaled (dir.), *The Future of Kurdistan in Iraq*, Philadelphie, Presses universitaires de Pennsylvanie, 2005.

GRAHAM-BROWN Sarah, *Sanctionning Saddam. The Politics of Intervention in Iraq*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1999.

ISHOW Habib, *Structures sociales et politiques de l'Irak contemporain*, Paris, L'Harmattan, 2003.

JABAR Faleh, « Sheikhs and ideologues. Deconstruction and reconstruction of tribes under patrimonial totalitarianism in Iraq, 1968-1998 » in Dawod Hosham, Jabar Faleh (dir.), *Tribes and power, Nationalism and ethnicity in the Middle East*, Londres, Saqi Books, 2003.

KASSIR Samir, *Considérations sur le malheur arabe*, Paris/Arles, Sinbad/Actes Sud, 2004.

KUKIS Mark, *Voices from Iraq: A People's History, 2003-2009*, New York, Presses universitaires de Columbia, 2011.

KUTSCHERA Chris (dir.), *Le Livre noir de Saddam Hussein*, Paris, Oh ! Éditions, 2005.

LAMLOUM Olfa (dir.), *Irak : les médias en guerre*, Paris/Arles, Sinbad/Actes Sud, 2003.

LOUËR Laurence, *Chiisme et politique au Moyen Orient : Iran, Irak, Liban, monarchies du Golfe*, Paris, Autrement, 2008.

LUIZARD Pierre-Jean, « Le rapport entre sunnites et chi'ites : terme confessionnel de la question irakienne » in Bozarslan Hamit, DAWDOD Hosham (dir.), *La Société irakienne. Communautés, pouvoirs et violences*, Paris, IISMM/Karthala, 2003.

MUFTI Malik, *Sovereign Creations: Pan-Arabism and Political Order in Syria and Iraq*, Ithaca, Presses universitaires de Cornell, 1996.

NAKASH Yitzhak, *The Shi'is of Iraq*, Princeton, Presses universitaires de Princeton, 1994.

NAPOLEONI Loretta, *Insurgent Iraq: Al Zarqawi and the New Generation*, New York, Seven Stories Press, 2005.

PICARD Elizabeth, « L'Irak dans les représentations nationalistes arabes : généalogie du discours anti-impérialiste, impasse des régimes et radicalisation militante » in Bozarslan Hamit, DAWDOD, Hosham (dir.), *La Société irakienne. Communautés, pouvoirs et violences*, Paris, IISMM/Karthala, 2003.

PHILLIPS David L., *Losing Iraq: Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York, Basic Books, 2006.

RICKS Thomas, *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006.

RIZK KHOURY Dina, *State and Provincial Society in the Ottoman Empire: Mosul, 1540-1834*, New York, Presses universitaires de Cambridge, 1997.

ROSEN Nir, *In the Belly of the Green Bird: The Triumph of the Martyrs in Iraq*, New York, Free Press, 2006.

SAKEI Keiko, « Tribalisation as a Tool of State Control in Iraq: Observations on the Army, the Cabinets and the National Assembly » in Dawod Hosham, Jabar Faleh (dir.), *Tribes and power. Nationalism and ethnicity in the Middle East*, Londres, Saqi Books, 2002

SMITH Reid, *Iraqi Provincial Election Report*, Institut de recherche de politique étrangère (FPRI), 2009.

TRIPP Charles, *A History of Iraq*, Cambridge, Presses universitaires de Cambridge, 2000.

VISSER Reidar, *Basra, the Failed Gulf State. Separatism and Nationalism in Southern Iraq*, Münster, Lit Verlag, 2005.

— « Shi'i Perspectives on a Federal Iraq: Territory, Community and Ideology in Conceptions of a New Polity » in Heradstveit Daniel, Hveem Helge (dir.), *Oil in the Gulf: Obstacles to Democracy and Development*, Aldershot, Ashgate, 2004.

Wurmser David, *Tyranny's Ally: America's Failure to Defeat Saddam Hussein*, Presses de l'Institut de l'entreprise américaine pour la recherche sur les politiques publiques (AEI), 1999.

Zaidel Ronen, « The Decline of Small-Scale Regionalism in Tikrit » in Visser Reidar, Stansfield Gareth R. V. (dir.), *An Iraq of its Regions: Cornerstones of a Federal Democracy?*, Londres, Hurst and Company, 2007.

Zubaida Sami, « Grandeur et décadence de la société civile irakienne » in Bozarslan Hamit, DAWDOD Hosham (dir.), *La Société irakienne. Communautés, pouvoirs et violence*, Paris, IISMM/Karthala, 2003.

Articles

Ali Rafid Fadhil, « Sufi Insurgent Groups in Iraq », *Terrorism Monitor*, vol. 6, n° 2, 2008.

Baram Amatzia, « An Iraqi General Defects », *Middle East Quarterly*, juin 1995.

— « Neotribalism in Iraq: Saddam Hussein's tribal policies, 1991-1996 », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 29, n° 1, février 1997.

— « The Ruling Political Elite in Bathi Iraq, 1968-1986: The Changing Features of a Collective Profile », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 21, n° 4, 1989.

Benraad Myriam, « Le pétrole : bénédiction ou malédiction pour les Irakiens ? », *Moyen-Orient*, n° 18, avril-juin 2013.

— « Irak : les oripeaux de la dictature », *Revue internationale et stratégique*, n° 88, 2012.

— « Fin de l'occupation et crise en Irak : la clef de voûte sunnite », *Politique étrangère*, vol. 77, n° 1, printemps 2012.

— « Incertitudes et complexité de la transition : retour sur le cas irakien », *Mondes, les cahiers du Quai d'Orsay*, n° 9, hiver 2011-2012.

— « L'impossible réconciliation nationale irakienne ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 81, 2011.

— « Irak : la révolution en attente ? », *Moyen-Orient*, n° 11, 2011.

— « Irak : turbulences politiques et retrait militaire », *Politique étrangère*, vol. 75, n° 3, automne 2010.

— « De la tentation hégémonique au déclin de l'Organisation d'Al-Qâ'ida en Irak, miroir des métamorphoses d'une insurrection (2004-2008) », *Maghreb-Machrek*, n° 197, 2008.

— « Du phénomène arabe sunnite irakien : recompositions sociales, paradoxes identitaires et bouleversements géopolitiques sous occupation (2003-2008) », *Hérodote*, n° 131, 2008.

Bozarslan Hamit, « États, communautés et marges dissidentes en Irak », *Critique internationale*, n° 34, 2007.

Caret Charles, « L'"alliance contre-nature" de la Syrie baasiste et de la République islamique d'Iran », *Politique étrangère*, vol. 52, n° 2, 1987.

Cheterian Vicken, « Retour dans leur pays de combattants radicalisés… Et l'Irak accouche d'une nouvelle génération de djihadistes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2008.

Cole Juan, « Iraq and the Israeli-Palestinian Conflict in the Twentieth Century », *Macalester International*, vol. 23, n° 8, 2009.

— « Chiites et sunnites unis par le nationalisme », *Le Monde diplomatique*, mai 2004.

Conetta Carl, « Masque of Democracy: Iraqi Election System Still Disfavors Sunni Arabs, Favors Kurds », *Project on Defense Alternatives*, n° 35, décembre 2005.

Corruption Perceptions Index 2012, Transparency International, décembre 2012.

Dalacoura Katerina, « US democracy promotion in the Arab Middle East since 11 September 2001 : a critique », *International Affairs*, vol. 81, n° 5, octobre 2005.

Droz-Vincent Philippe, « Les dilemmes des régimes arabes après l'intervention américaine en Irak », *Politique étrangère*, vol. 68, n° 3-4, 2003.

Escriba-Folch Abel, Wright Joseph, « Dealing with Tyranny: International Sanctions and the Survival of Authoritarian Rulers », *International Studies Quarterly*, vol. 54, n° 2, juin 2010.

Fattah Hala, « "Wahhabi" Influences, Salafi Responses: Shaikh Mahmud Shukri and the Iraqi Salafi Movement, 1745-1930 », *Journal of Islamic Studies*, vol. 14, n° 2, mai 2003.

Ghabra Shafeeq N., « Iraq's Culture of Violence », *Middle East Quarterly*, 2001.

González Roberto J., « On "tribes" and bribes: "Iraq tribal study," al-Anbar's awakening, and social science », *Focaal*, vol. 12, n° 53, 2009.

Haddad Fanar, « A Sectarian Awakening: Reinventing Sunni Identity in Iraq After 2003 », *Current Trends in Islamist Ideology*, vol. 17, pp. 70-101.

Hafez Mohammed M., « Jihad After Iraq Lessons from the Arab Afghans Phenomenon », *CTC Sentinel*, vol. 1, n° 4, mars 2008.

— *Suicide Bombers in Iraq: The Strategy and Ideology of Martyrdom*, Institut des États-Unis pour la paix (USIP), 2007.

Harling Peter, «Saddam Husayn et la débâcle triomphante. Ressources insoupçonnées de Umm al-Ma'arik», *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 117-118, 2007.
— «Unité de façade des chiites irakiens», *Le Monde diplomatique*, septembre 2006 (avec Yasin Hamid).
Hayes Stephen F., «Saddam's al Qaeda Connection», *The Weekly Standard*, vol. 8, n° 48, 2003.
Hegghammer Thomas, «Combattants saoudiens en Irak: modes de radicalisation et de recrutement», *Cultures et conflits*, n° 64, 2006.
Hoop Scheffer Alexandra (de), «Les États-Unis en Irak: les errances du *regime change*», *Politique étrangère*, n° 3, 2011.
L'Irak et les Kurdes: pour une résolution de la crise de Kirkouk, rapport Moyen-Orient n° 64, International Crisis Group, Kirkouk/Amman/Bruxelles, 2007.
Iraq Energy Outlook, rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 2012.
Iraq's Refugee and IDP Crisis: Human Toll and Implications, Points de vue de l'Institut du Moyen-Orient (MEI), 2008.
Iraq Study Group Report, Institut des États-Unis pour la paix (USIP), 2008.
Karmon Ely, «Chi'isme et sunnisme: vers une radicalisation des dissensions», *Middle East Review of International Affairs*, vol. 2, n° 1, janvier 2007.
Kemp Geoffrey, *Iran and Iraq: The Shia Connection, Soft Power, and the Nuclear Factor*, rapport de l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP), 2005.
Lazar Marius, «Bassora: géopolitique d'une région chiite», *Hérodote*, n° 130, 3[e] trimestre 2008.
Louër Laurence, «Irak: le jeu de Téhéran face aux factions chiites», *Alternatives internationales*, n° 31, juin 2006.
Luizard Pierre-Jean, «Iraniens d'Irak, direction religieuse chiite et État arabe sunnite», *Cahiers d'Études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (Cemoti)*, n° 22, 1996.
— «Il y avait un pays, qui s'appelait l'Irak...», *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 81, n° 81-82, 1996.
Marcou Jean, «Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine?», *Les Clés du Moyen-Orient*, mai 2012.
Meijer Roel, «The Association of Muslim Scholars in Iraq», *Middle East Report*, vol. 35, n° 4, 2005.
Moore Pete, Parker Christopher, «The War Economy of Iraq», *Middle East Report*, n° 243, 2007.
«Mortality after the 2003 Invasion of Iraq: A Cross-Sectional Cluster Sample Survey», *The Lancet*, vol. 368, n° 9545, octobre 2006.

Olsson Christian, «De la pacification coloniale aux opérations extérieures. Retour sur la généalogie "des cœurs et des esprits" dans la pensée militaire contemporaine», *Questions de recherche*, n° 39, Centre d'études et de recherches internationales, 2012.
Pérouse Jean-François, «Les Kurdes de Syrie et d'Irak: dénégation, déplacements et éclatement», *Espace, populations, sociétés*, vol. 15, n° 1, 1997.
Rahimi Babak, «The Militia Politics of Basra», *Terrorism Monitor*, vol. 5, n° 13, juillet 2007.
Rigaud Françoise, «Irak: le temps suspendu de l'embargo», *Critique internationale*, n° 11, 2001.
Schanzer Jonathan, «Ansar al-Islam: Back in Iraq», *Middle East Quarterly*, 2004.
Sluglett Peter, Farouk-Sluglett Marion, «Some Reflections on the Sunni/Shi'i Question in Iraq», *British Society for Middle Eastern Studies Bulletin*, vol. 5, n° 2, 1978.
Visser Reidar, «Proto-political conceptions of "Iraq" in late Ottoman times», *International Journal of Contemporary Iraqi Studies*, vol. 3, n° 2, novembre 2009.
— *Basra Crude: The Great Game of Iraq's "Southern" Oil*, rapport n° 723 de l'Institut norvégien des affaires internationales (NUPI), 2007.
Wright Robin, «America's Iraq policy: How did it come to this?», *Washington Quarterly*, vol. 21, n° 3, 1998.
Yaphe Judith, «Tribalism in Iraq, the old and the new», *Middle East Policy*, vol. 7, n° 3, juin 2000.
Zeidel Ronen, «A Harsh Readjustment: The Sunnis and the Political Process in Contemporary Iraq», *Middle East Review of International Affairs*, vol. 12, n° 1, 2008.

Table des matières

Remerciements 5

Introduction 11

La nation déchirée 17
Fayçal ou l'affirmation de la monarchie • Un contrat de décolonisation • Le coup d'État d'Abd al-Karim Qassem • Hégémonie du parti Baas • Un cycle de guerres • Le coup de grâce

En quête d'un ennemi 37
Un âge d'or de l'islam • État national ou sunnite ? • Soumission et soulèvements • Fantasmagories néoconservatrices • Un raisonnement paradoxal • Des opposants plus ou moins légitimes

Débaasifier l'Irak 61
Crimes et châtiments • Marginalisation des sunnites • Des démocrates laïcs et islamistes • Les oulémas rejettent l'occupant

Jihad et libération 79
« Le peuple de Bagdad est gouverné par des tyrans » • Dictateur et martyr • Une nébuleuse insurrectionnelle

Fallouja assiégée 97
Appels au calme • Le sanctuaire du soulèvement • Premier échec américain • Fureur fantôme

L'engrenage salafiste 117
Pour un islam des origines • Le temps des prédications et des attentats • Le règne d'Al-Qaïda

Entre chaos et *fitna* 136
Une guerre de religion ? • Une explosion de violence

Divisions dans le camp sunnite 147
Une deuxième génération de moujahidin • La moisson du jihad • État islamique contre Parti islamique

Le réveil des tribus 165
Privilèges et déclin des clans • Le modèle d'Al-Anbar • À la solde des États-Unis ?

L'impasse politique 180
Une victoire pour les Kurdes et les chiites • Le chiite Nouri al-Maliki au pouvoir • L'implosion du camp sunnite

La tentation de la dictature 198
Controverse autour de la débaasification • Une victoire électorale confisquée • L'éclosion d'un printemps irakien ?

Une guerre de sécession ? 210
Forces centrifuges • Pétrole et territoires • Partition communautaire • La réalisation d'une prophétie

Ondes de choc au Moyen-Orient 230
Effroi arabe face à l'invasion • Axe chiite et péril iranien • Une nébuleuse de relais • La contestation de la rue • Résurgence de l'Empire ottoman ? • Syrie : une guerre à fronts renversés

Conclusion 248

Notes 260

Cartes 273

Bibliographie 279